

M<sup>e</sup> Henry TORRÈS [1891-1966]

(1942)

# LA MACHINE INFERNALE

SUIVI DE

VICHY CÈDE

•

LA FRANCE RÉSISTE

Collection

“Civilisations et politique”

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université Montesquieu de Bordeaux, directeur de la collection "Civilisations et politique",  
[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)

à partir de :

Henry TORRÈS [18891-1966]

## **LA MACHINE INFERNALE.**

New York, Brentano's, 1942, 309 pp.



Courriel : Michel Bergès : [m.berges.bach@free.fr](mailto:m.berges.bach@free.fr)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 3 février 2024 à Chicoutimi, Québec.



Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

### **Michel Bergès**



Travail bénévole :

[http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles\\_equipe/liste\\_berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html)

Publications de Michel Bergès :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges\\_michel/berges\\_michel.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html)

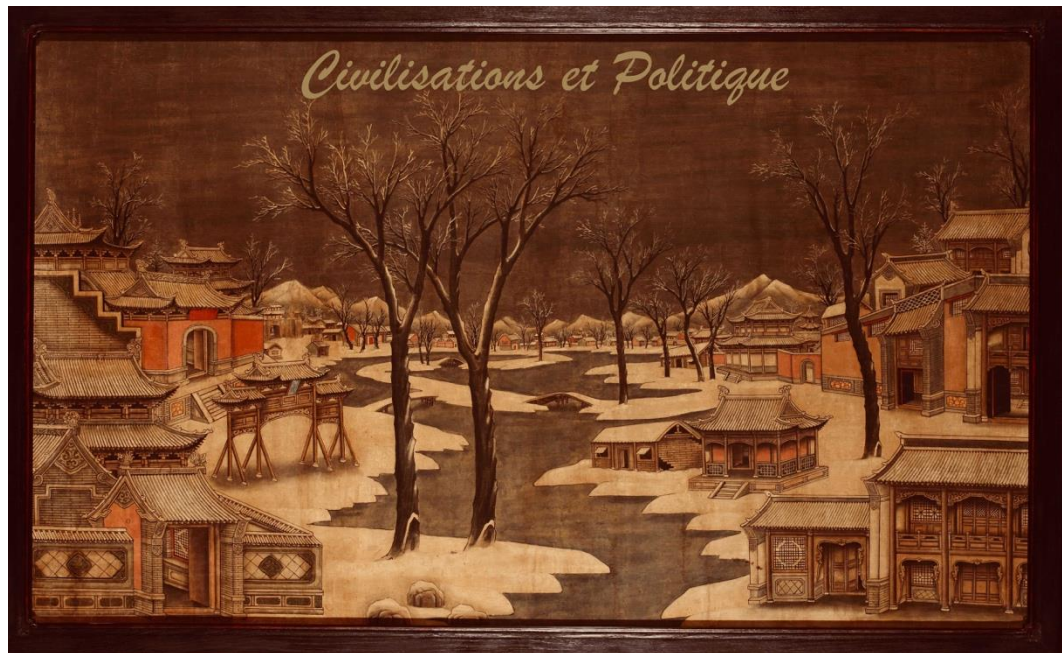
Collection "*Civilisations et politiques*" dirigée par Michel Bergès :

[http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations\\_et\\_politique/index.html](http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html)

Un ouvrage de  
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée  
par  
Michel Bergès

Historien, professeur retraité  
de l’Université de Bordeaux



[http://classiques.ugac.ca/contemporains/civilisations\\_et\\_politique/](http://classiques.ugac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/)

Henry Torrès

**LA MACHINE  
INFERNALE**



« Classiques des Sciences Sociales » ©



Collection « Civilisations et Politique »

Février 2024

Henry Torrès

---

**LA MACHINE  
INFERNALE**

*BRENTANO'S*

586 Fifth Avenue  
NEW YORK, N.Y.

*1942*



DU MÊME AUTEUR

PIERRE LAVAL (La France trahie), New-York, Brentano's, 1941.

*Copyright 1942*  
by  
BRENTANO'S INC.

586 Fifth Avenue  
NEW YORK, N.Y.

# LA MACHINE INFERNALE

*Les Français n'accusent pas la démocratie  
des erreurs commises par de mauvais chefs.*

Général de Gaulle

*AUX NATIONS UNIES*

*POUR*

*QU'ELLES VEILLENT*

LA MACHINE INFERNALE.

## Table des matières

Chapitre I.	<a href="#">C'est la guerre</a> [9]
Chapitre II.	<a href="#">Hitler nous a prévenus</a> [22]
Chapitre III.	<a href="#">Le nœud de vipères</a> [42]
Chapitre IV.	<a href="#">Je Suis Partout, cri de guerre de l'Allemagne</a> [59]
Chapitre V.	<a href="#">Les invités de M. de Brinon</a> [70]
Chapitre VI.	<a href="#">Otto Abetz et ses amis</a> [90]
Chapitre VII.	<a href="#">Menées nazies, complots fascistes</a> [104]
Chapitre VIII.	<a href="#">« Et surtout, pas d'histoires ! »</a> [121]
Chapitre IX.	<a href="#">La balance des risques</a> [140]
Chapitre X.	<a href="#">Feuille de température</a> [162]
Chapitre XI.	<a href="#">« Songez au client ! »</a> [179]
Chapitre XII.	<a href="#">Films vécus</a> [197]
Chapitre XIII.	<a href="#">Le mauvais sort</a> [215]
Chapitre XIV.	<a href="#">L'occasion</a> [239]
Chapitre XV.	<a href="#">Rencontres</a> [258]
Chapitre XVI.	<a href="#">Minorités agissantes</a> [274]
Chapitre XVII.	<a href="#">Gardez-vous !</a> [289]

---

suivi de

[Vichy cède • La France résiste](#)

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[9]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre I

---

### C'EST LA GUERRE

*Nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

C'est la guerre.

Celle que nous attendions, qui était écrite dans nos étoiles.

Celle dont les présages, depuis trois années, se lisaient en clair dans chaque évènement, celle que nous sentions autour de nous, tantôt insinuante et tantôt impérieuse, celle qui hantait nos chemins et nos ruelles, celle qui se cachait sous le lit de nos enfants ou surgissait soudain à l'école derrière le maître, celle que nous respirions dans des brises du printemps ou dans les brumes de l'automne comme l'odeur du destin.

C'est la guerre. Les troupes allemandes viennent de pénétrer en Pologne.

Nuit du Jeudi 31 Août 1939 au Vendredi 1<sup>er</sup> Septembre. Trois heures cinquante-cinq à ma pendule. Je suis seul dans mon cabinet de travail. Je tourne le bouton de ma radio : Les postes français sont muets ... Scrutons l'Europe : Musique italienne ... À Moscou, le *speaker* égrène ses *Tovaritch* avec emphase ... Les accents d'une *Internationale* protocolaire se brisent à travers l'espace ... Le grincement [10] d'une « *czardas* » balkanique sourd derrière des voix rauques ...

Stuttgart : Les dernières strophes de *Horst Wessel ! Va-t'en au diable !* ... Puis soudain, un timbre parisien, nasillard et graveleux :

« Auditeurs Français, voici le communiqué du gouvernement du *Reich* :

« Dans ces conditions, le gouvernement allemand considère cette fois aussi ses propositions comme pratiquement rejetées.

Auditeurs Français, écoutez la proclamation du *Führer*, Adolf Hitler, aux vaillantes troupes allemandes : “Soldats, en raison des actes d’agression des troupes polonaises à la frontière allemande, j’ai décidé” ... »

C’est la guerre qui, sur les ondes invisibles, est en train de parcourir le monde.

Hier, on négociait. Pendant qu’après le Président Roosevelt, le Pape « *au nom de Dieu* », intercédait pour la paix, pendant qu’à Berlin, l’ambassadeur de Pologne, M. Lipski, devant lequel autrefois s’ouvraient toutes les portes, tentait en vain de se faire recevoir par M. de Ribbentrop pour lui faire connaître que son gouvernement était prêt à entrer en pourparlers directs avec le gouvernement allemand, notre ambassadeur à Rome téléphonait à Georges Bonnet :

« Le comte Ciano vient de me faire appeler ; M. Mussolini offre, si la France et l’Angleterre acceptent, d’inviter l’Allemagne à une conférence qui se tiendrait le 5 Septembre, pour l’examen des difficultés actuelles, nées du Traité de Versailles. »

Le Conseil des Ministres s’est alors réuni à 6 heures. Il a défini les lignes essentielles de la note française en réponse à la proposition de M. Mussolini, note qui comporte deux points de vue ; avant tout le désir que la conversation directe germano-polonaise aboutisse ; au cas où elle n’aboutirait pas, l’acceptation de la conférence, à la condition que la Pologne soit invitée. [11]

Par téléphone, notre réponse, qui doit être remise demain à Rome, a été communiquée à Londres.

Mon vieux camarade, Géo London, auquel me lient tant de souvenirs de Cour d’Assises, m’a téléphoné vers minuit du *Journal*.

« Tu crois à la guerre, mon vieux, tu te trompes. Ce soir, “on” est très optimiste. Louis Rollin, l’ancien ministre du Commerce, est venu bavarder avec le patron, tout à l’heure ; il avait vu Bonnet à la sortie du Conseil et il est persuadé que cela va s’arranger. Évidemment, on va à de nouvelles concessions, et la référence au Traité de Versailles n’est pas très excitante. Tout ce qui nous reste de notre victoire risque de nous être arraché en douceur, mais

que veux-tu, mieux vaut un mauvais accord qu'une bonne guerre. Bonne nuit, mon vieux. »

Je ne me suis pas couché. Je sentais la guerre autour de moi, invisible et présente.

Il ne suffit pas de haïr la guerre pour l'écarter. Nous l'attirions d'autant plus que nous nous efforcions de la tenir à distance.

En 1933, Hitler se hisse au pouvoir. Le *Reichstag* flambe. L'Allemagne s'inquiète des réactions de la France. En dépit de son réarmement clandestin, elle manque de matériel. Elle a les cadres d'une armée, la *REICHSWEHR*, mais pas d'armée. Nous la tenons à notre merci. Elle craint le pire. Elle se trompe : par le Pacte à Quatre nous la convions à partager, avec l'Italie, l'Angleterre et nous-mêmes, la direction des affaires européennes. Nous la récompensons de son *Führer*.

Et nous renforçons le prestige d'Hitler.

34, 35, 36, 37, 38. L'Allemagne quitte la Société des Nations, elle excite l'Italie à bafouer le *Covenant* et à ruiner l'institution de Genève, elle décrète le service militaire obligatoire, elle viole la zone démilitarisée du Rhin, elle intervient en Espagne pour faire [12] l'épreuve de sa force, elle se transforme en un arsenal, forgeant ses armes de jour et de nuit, elle annexe l'Autriche.

À chacune de ses provocations, nous répondons par une avance, à chacun de ses coups de force par une concession.

Et quand elle s'apprête à se jeter sur la Tchécoslovaquie, à laquelle nous interdisons de lui tenir tête, les Anglais et nous, le front baissé, nous nous en remettons à la magnanimité d'Hitler et de Mussolini.

En cédant au *Reich* les territoires des Allemands des Sudètes, nous démantelons de nos propres mains la citadelle que nous avons élevée, dans l'Europe Centrale, pour notre sauvegarde et celle de nos alliés.

J'étais à la Chambre ce mercredi de la dernière semaine de Septembre 1938, qui suivit les mesures militaires annonciatrices de l'imminence des hostilités.

Peuple de soldats, les Français étaient résolus. Paris, calme et digne, attendait les bombardiers de Goering.

La fièvre, par contre, agitait le Parlement.



À travers les couloirs où les députés étaient plus rares que les journalistes, les attachés de cabinet, les diplomates, les fonctionnaires, les officiers d'État-Major, les financiers et les gens du monde, les rumeurs alarmistes se propageaient dans un bourdonnement ininterrompu : torpilles de vingt tonnes, avions sans pilotes, sous-marins sans équipages, armes secrètes, vagues d'ypérite, microbes de la peste, rayons de la mort, légendes de la technique, fantômes des nuits sans repos, spectres de la peur !

Soudain, bondissant d'une des cabines du téléphone, quelqu'un hurla :

« La Présidence du Conseil fait connaître que demain à Munich se tient une conférence des Quatre : Chamberlain, Daladier, Hitler, Mussolini. »

Un immense cri de joie roula dans les couloirs.

« *C'est la paix pour cinquante ans* », dit un rédacteur [13] du *Jour*. « *Nous allons refaire l'Europe* », jeta dans un élan d'extase le député Philippe Henriot.

« *Avec de vrais Européens* », ponctua son collègue Xavier Vallat.

« *Kérillis va en faire une maladie* », ajouta un imbécile. Et un autre conclut : « *C'est la fin de Léon Blum* ».

Le lendemain, la France remettait à l'Allemagne la dernière clef de sûreté de son trousseau.

L'Angleterre, dans notre dos, concluait à Munich même un agrément particulier avec le *Reich*. Nous l'imitions deux mois plus tard : Déclaration franco-germanique du 6 Décembre. Ribbentrop s'inclinait devant les restes sacrés du Soldat Inconnu avant de s'engager envers nous, « *pour développer des relations pacifiques et de bon voisinage* », à « *des consultations mutuelles sur les difficultés internationales.* »

Sur quoi notre bon voisin égorgeait le 15 Mars suivant la Tchéco-Slovaquie.

Sans prendre le temps d'essuyer le couteau, il le levait sur le bon voisin polonais, adressant à Varsovie, le 21 Mars, un premier ultimatum pour Dantzig et le corridor,

La garantie franco-anglaise du 31 Mars à la Pologne ne suffisait plus à le retenir, au point où il en était de sa force et de son orgueil, au point où nous l'avions laissé parvenir par notre faiblesse et notre humilité.

Le 28 Avril, il dénonçait sans ambages son accord de non-agression de 1934 avec le gouvernement du Maréchal Pilsudski.

« Pressez les Anglais de conclure avec les Russes avant que les Allemands ne brouillent les cartes ... Hâtez-vous !, *ne cessait de télégraphier à Paris notre ambassadeur auprès du Reich, M. Coulondre*, sinon vous allez courir le risque redoutable d'une collusion germano-soviétique.

L'Allemagne qui proposait, il y a quelques semaines [14] une collaboration à Varsovie contre Moscou, est en train de s'orienter dans l'autre sens. Elle veut, en cas de conflit avec la Pologne, s'assurer la neutralité bienveillante de l'URSS et peut-être sa complicité pour un quatrième partage. Méfiez-vous ! Déjà Litvinov a été démissionné le 4 Mai. La presse allemande tresse des couronnes à son successeur, M. Molotov.

Prenez en considération le voyage à Moscou de l'ambassadeur et de l'attaché militaire soviétiques à Berlin ... La veille de leur départ, ils ont été reçus, le premier par Ribbentrop, le second à l'*Oberkommando* de la *Wehrmacht*. Ne perdez pas une minute. »

Je sais que, le 15 Août, Coulondre répétait encore, sans être mieux entendu :

« Hâtez au maximum la conclusion de l'accord avec les Soviétiques. Je ne vous redirai jamais assez combien c'est là pour le *Reich* un facteur psychologique important. »

Je sais aussi que, dans une dépêche du 4 Juillet, mon vieil ami Gareau, notre consul général à Hambourg que j'ai connu à Moscou, il y a plus de dix ans, secrétaire d'ambassade, alertait Georges Bonnet avec le même insuccès.

« Des milieux très bien renseignés croient que le gouvernement soviétique serait prêt à signer avec le *Reich* un pacte de non-agression. Si entre Moscou et Berlin cette coopération politique s'institue, les risques d'une agression prochaine du *Reich* contre la Pologne s'aggraveront et ainsi se précipitera la conflagration générale. »

Nous y sommes.

Depuis la conclusion du traité entre le *Reich* et l'URSS, depuis le 23 Août, il n'y avait plus pour la paix de recours, ni d'espoir.

« L'annonce du pacte de non-agression avec la Russie a puissamment contribué à renforcer la confiance des militaires dans le succès des armées

allemandes. [15] On considère comme certaine une action très prochaine contre la Pologne. Une agression militaire foudroyante contre notre alliée est imminente », *annonçait aussi Garreau, à peine l'agence Tass communiquait-elle que Ribbentrop se rendait à Moscou pour l'échange des signatures.*

Je le vois, comme s'il était encore sous mon regard, ce bref communiqué de l'Agence *Tass* où s'inscrivait le sort de l'Europe et du monde.

Il était égaré parmi des informations banales, au bas d'une des colonnes de la première page de *L'Œuvre*, dans le numéro du 22 Août, où, sans le chercher, je l'ai trouvé du premier coup d'œil.

J'entends encore la voix de ma femme :

« Henry, voici les journaux qui viennent d'arriver. Parcours-les et dis moi s'il y a du neuf. »

– Non, ma chérie, il n'y a rien de neuf. Il y a la guerre. »

Nous étions à Deauville, dans le cadre et l'atmosphère qui conviennent le moins aux méditations de l'esprit et aux émotions du cœur. Nous avions projeté de partir la semaine suivante pour le midi afin de terminer nos vacances dans notre villa qui, de la pointe du Cap Martin, domine un des plus beaux paysages du monde.

Nous y avons invité des amis, sous la réserve qu'« *Hitler voudrait bien nous laisser tous tranquilles jusqu'à la rentrée d'Octobre* ». Nous n'avions pas d'illusions à échéance plus lointaine.

Deux heures après avoir lu *L'Œuvre*, nous rentrions à Paris, afin d'être plus près de l'évènement.

Le voilà.

C'est la guerre.

Car, si nous discutons à la Pologne, l'Angleterre et nous, la garantie que nous lui avons jurée, le 31 Mars de cette année, et que nous lui avons déjà donnée pour notre part dans l'accord du 19 Février 1921, [16] complété par un accord militaire d'application, et dans le traité de Locarno du 16 Octobre 1925, si nous ne sommions point l'Allemagne de suspendre son agression, et de retirer ses troupes, cela signifierait que nous nous sommes résignés à laisser le *Reich* maître du continent et que nous avons renoncé à vivre comme nations et comme peuples.

À quelque prix que fût achetée la paix, elle serait révocable et précaire, et nous ne pourrions pas nous sauver même en nous déshonorant.

On ne peut plus recommencer Munich. Nos deux pays ne le permettraient pas.

C'est la guerre ou l'agenouillement. La guerre ou l'esclavage.

C'est donc la guerre, parce qu'entre les deux termes du dilemme la France et l'Angleterre ne peuvent balancer.

C'est la guerre. Que de souvenirs battent dans mes tempes à me faire mal : la Marne, l'Artois, Verdun, le Chemin des Dames, l'attaque de la Malmaison, l'obus qui me crible de ses éclats, l'ambulance chirurgicale, le duel haletant avec la mort, l'hôpital, l'armistice, et puis, et puis ...

Et puis, nous avons perdu la paix et gaspillé notre victoire. Nos enfants, j'ai deux garçons, les enfants des vainqueurs de 14, vont acquitter la rançon dont nous nous étions engagés par serment, nous les fils des vaincus de 70, à les libérer à jamais.

Les responsabilités de la France sont-elles plus ou moins lourdes que celles de l'Angleterre ou de l'Amérique dans l'effondrement de tout le système de résistance contre l'agression ?

Est-ce le moment de faire le compte de chacun ? Et, dans chaque pays, de chaque politique ou de chaque politicien ?

Je me suis toujours insurgé, à la Chambre, contre ces réquisitoires rétrospectifs où se consumait une [17] partie de notre activité :

« Si les États-Unis nous avaient compris ... si la Grande Bretagne nous avait appuyés ... si M. Édouard Herriot n'avait pas été au pouvoir ... si M. Tardieu ne s'était pas trompé ... »

Au fond des boîtes des vieux scrutins on ramassait des bulletins de vote moisés pour se les jeter à la tête. « *Vous étiez pour ! Vous étiez contre !* » Ce n'est plus l'heure.

Je n'ai même pas le droit de m'abandonner à la nostalgie des destinées auxquelles notre génération pouvait prétendre et qu'elle a manquées pour le malheur de nos foyers. Avec ma volonté d'homme qui sait se tenir tête comme aux autres et repousser l'assaut des images de son passé, je dois m'abstraire de toute pensée qui ne soit dédiée aux soucis immédiats de la patrie.

Notre armée ? Sa mobilisation par échelons s'accomplit comme l'an dernier, d'une manière qui atteste la haute tenue morale de nos soldats.

Notre matériel, nos fortifications ? Simple sergent d'infanterie de l'autre guerre, je n'ai aucune compétence technique. Mais le pays a retenu ces paroles prononcées, il y a deux mois à peine, au concours officiel de la fête hippique de l'Exposition de Lille, par le Général Weygand, ancien généralissime :

« Vous me demandez mon sentiment sur l'armée française. Je vous le dirai franchement et avec l'unique souci de la vérité, ce qui ne me gêne nullement.

Je crois que l'armée française a une valeur plus grande qu'à aucun moment de son histoire. Elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un haut commandement remarquable.

Personne chez nous ne désire la guerre, mais j'affirme que si l'on nous oblige à gagner une nouvelle victoire, nous la gagnerons. »

Le prédécesseur du Général Weygand, le Maréchal [18] Pétain, et son successeur, le général Gamelin, auquel le Parlement a toujours accordé sans difficultés et souvent sans débats tous les crédits qu'il lui faisait demander par le ministre de la Guerre, partagent la foi du disciple favori de Foch et la propagent.

Mais je redoute pour mon pays un danger sur lequel je suis personnellement informé, comme avocat, comme journaliste, comme homme politique, comme patriote.

Là, dans des casiers fermés à clef, au bas des rayons de la grande bibliothèque de mon bureau, j'ai des dossiers.

C'est l'heure de les ouvrir car, minutieusement tenus à jour, ils concernent un péril dont je suis inquiet : les activités en France et la pénétration dans tous les milieux d'un ennemi que, dès l'avènement d'Hitler en 1933, je n'ai cessé d'épier pour avoir perçu sans tarder que nous ne pourrions jamais transiger avec sa haine.

La haine d'Hitler pour la France n'est pas une improvisation de sa politique toujours tendue vers l'occasion. Elle est chez lui fonctionnelle, physique, charnelle. La couleur et la chaleur avec lesquelles elle s'exprime dans *Mein Kampf* ne mentent pas :

« L'irrémissible et mortel ennemi du peuple allemand est et reste la France. Peu importe qui a gouverné et gouvernera la France ; que ce soient les Bourbons ou les Jacobins, les Napoléons ou les démocrates bourgeois, les républicains cléricaux ou les bolchevistes rouges.

Toute puissance est aujourd'hui notre alliée naturelle qui considère avec nous comme insupportable la passion d'hégémonie de la France sur ce continent. Aucune démarche vis-à-vis d'une de ces puissances ne doit nous paraître trop dure, aucun renoncement ne doit nous paraître impossible si nous avons finalement [19] la possibilité de battre l'ennemi qui nous hait dangereusement ...

C'est seulement lorsque ceci sera enfin compris en Allemagne, quand on ne laissera plus les générations vitales de la nation se morfondre dans une défense toute passive, qu'on rassemblera, au contraire, toute notre énergie pour une explication définitive avec la France et, pour cette lutte décisive, qu'on jettera dans la balance les objectifs essentiels de la nation allemande, c'est alors seulement qu'on pourra mettre un terme à la lutte éternelle et stérile en soi qui nous oppose à la France ... »

L'entourage intime du *Führer* partage sa phobie.

Les camouflages, qui ont trouvé chez nous tant de complaisance pour représenter le haut État-Major du parti nazi comme rallié à une politique de collaboration avec le valeureux adversaire de 1914, ne sauraient atténuer la force probante de certaines paroles et de certaines images.

En voici de saisissantes que je trouve de suite en feuilletant un dossier sur lequel j'ai écrit en rondes approximatives : « *Eux et Nous* » :

En 1933, un journaliste américain de l'*Esquire*, M. Cornélius Vanderbilt Jr., était reçu par M. Goebbels. En entrant dans le bureau du ministre de la Propagande d'Hitler, il aperçut au mur une énorme affiche multicolore : une foule de soldats français tirant sur le corps étendu à terre d'un civil allemand.

« – Cela semble un vestige de 1914, *risqua-t-il*.

– De 1914 ? *riposta M. Goebbels en lui lançant un coup d'œil sévère*. Vous vous trompez gravement ; c'est plutôt le cri de guerre de 1933. La France doit être punie. Le monde doit apprendre que l'Allemagne s'est enfin réveillée. La France sera la première à en faire l'expérience. »

Il se dressa et courut vers l'affiche qu'il frappa vigoureusement de la main. [20]

« La France doit être punie », répéta-t-il.

Quant au plus cher lieutenant d'Hitler, Rudolf Hess, qui fut le secrétaire particulier, en 1923, du *Führer* et que celui-ci a désigné comme chancelier pour le cas où lui-même et Goering seraient frappés par la mort, il est à ses heures poète et j'ai détaché de son œuvre maîtresse la strophe finale :

« Eh là, Français, c'est un triste salut du matin !  
Tu dois mourir pour que nous puissions vivre.  
Nous, et tout le pauvre peuple allemand. »

Divagations d'un porte-lyre amateur ! Peut-être, mais l'ancien président du gouvernement nazi de la ville libre de Dantzig, Hermann Rauschning, qui a publié l'année dernière *La Révolution du Nihilisme*, a récemment fait à un homme d'État de mes amis d'édifiantes confidences.

Il lui a révélé qu'Hess, cet intrigant sournois qui porte le masque d'un brave homme et qu'il dénonce comme un des pires bandits de la clique, est le chef suprême des organes de contrôle du nazisme à l'étranger.

Les efforts de Hess sont conjugués avec ceux du diable boiteux Goebbels pour déclencher, dès la paix qui n'est, selon Oswald Spengler, que la continuation de la guerre par d'autres moyens, cette puissante offensive de propagande sur laquelle l'Allemagne ne compte pas moins que sur la force de son armée.

« La propagande est une arme tout autant que l'artillerie ou la guerre chimique. »

Ainsi nous avertit sans fard le Général von Mertzsch.

Poursuivie « avec simplicité, ténacité et violence » selon la technique définie par *Mein Kampf*, cette propagande qui, désormais, va surtout recourir à l'ample orchestration de la radio, pourra, si nous le voulons, être contrebattue avec succès.

Il nous suffira de dénoncer sur nos postes avec la même simplicité, la même ténacité et, s'il le faut, la [21] même violence, les crimes d'Hitler dont cette guerre est le plus grand.

Mais contre les forces de résistance de notre pays, contre son armature morale, les agents qu'Hitler a postés dans toutes les classes de notre société et de préférence dans la classe dirigeante, vont mener une lutte sourde.

Insinuations, calomnies, suspicions, provocations, fausses nouvelles, excitations, inquiétudes vagues, rumeurs incertaines ... Sauvons-nous recourir à un chirurgien assez énergique pour juguler aux premiers symptômes cette infection qui ronge la moelle épinière, gagne les centres nerveux et provoque une paralysie mortelle ?

Mandel, te remettra-t-on à temps les gants de caoutchouc ?



[22]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre II

---

# HITLER NOUS A PRÉVENUS

*Nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

J'ouvre un autre dossier : Hermann Rauschning s'apprête à publier, dans un nouveau livre qui sera prêt avant quelques semaines, ses conversations avec Hitler. En présence du *Gauleiter* de Dantzig, Forster, le *Führer* lui déclarait, il y a déjà cinq ans :

« Si je fais la guerre, j'introduirai peut-être en pleine paix des troupes dans Paris. Elles porteront des uniformes français. Elles marcheront au grand jour dans la rue où personne n'aura même l'idée de les arrêter.

J'ai tout prévu dans le moindre détail. Elles occuperont les ministères, le parlement. En quelques minutes, la France, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie seront privées de leurs dirigeants. Mais je serai depuis longtemps en relation avec des hommes qui formeront un nouveau gouvernement à ma convenance.

De tels hommes, nous en trouverons partout. Nous n'aurons même pas besoin de les acheter. Ils viendront nous trouver d'eux-mêmes, poussés par l'aveuglement, par l'ambition, par la discorde partisane et par l'orgueil. » [23]

Nous ne ferons pas intervenir les armées de masse, comme en 14, *disait encore Hitler à Rauschning*. Ce que la préparation d'artillerie représentait à

cette époque pour l'attaque d'infanterie dans la guerre de tranchées sera remplacé dans l'avenir par la dislocation psychologique de l'adversaire au moyen de la propagande révolutionnaire, et ce, avant même que les armées entrent en jeu.

Il est indispensable que la nation ennemie soit démoralisée, qu'elle soit préparée à capituler, qu'elle soit moralement contrainte à la passivité avant même que l'on songe à une action militaire.

Nous provoquerons une révolution en France. J'en suis aussi sûr que je suis sûr que cette fois-ci il n'en éclatera pas une en Allemagne.

Vous pouvez m'en croire, j'entrerai chez les Français en libérateur. Nous nous présenterons aux petits bourgeois français comme les champions d'un ordre social équitable et d'une paix éternelle. Ces gens ne veulent plus rien savoir de la guerre et de la grandeur. »

Hitler nous calomnie. Si nous préférons déployer notre sentiment de la grandeur dans les œuvres de la paix, et *Normandie* en est le symbole, notre peuple, dans ses masses profondes, a gardé sa fierté et les vertus héroïques qui, en 1914, ont sauvé la civilisation.

Mais au moment où les armées allemandes entrent en Pologne, qui peut déterminer avec exactitude jusqu'où la propagande allemande a pénétré dans notre grande bourgeoisie, dans notre presse, dans certains éléments de notre personnel politique et même de notre État-Major ?

Faisons la part du snobisme, de la bêtise, de la peur. Le reste appartient à la corruption. Opérera-t-on cette gangrène par le fer ? [24]

Commentant le *Prince* de Machiavel, Hitler disait à Rauschning :

« La Révolution française faisait appel à la vertu. Mieux vaudra que nous fassions le contraire. Une connaissance des faiblesses et des vices de chacun de mes adversaires est la condition première de toute mon action.

Une de mes idées est d'utiliser les femmes, surtout celles de la haute société, aimant l'aventure, lassées de leurs existences inutiles, blasées sur leurs histoires d'alcôve, et cherchant ailleurs des sensations plus fortes.

J'irai même jusqu'à employer – pourquoi pas ? – des anormaux, des invertis, des aventuriers professionnels. Il y a des quantités innombrables de ces dévoyés, inutilisables dans la vie bourgeoise, mais qui pourraient remplir ici un rôle de premier plan.

J'ai dit aux Pères Noël de la Wilhelmstrasse que pour créer un empire, il me fallait des méthodes plus modernes. Un bon ambassadeur doit être avant tout un commissaire aux menus plaisirs. Il doit, si c'est utile, se faire entre-metteur et faussaire. Ce qu'il doit surtout éviter, c'est d'être simplement un fonctionnaire correct.

J'organise mon propre service diplomatique. Cela coûte cher, mais je gagne du temps. Je fais établir un fichier complet de toutes les personnes influentes dans tous les pays. Ces fiches contiendront les seuls renseignements qui comptent. Celui-ci accepte-t-il de l'argent ? Peut-on l'acheter d'une autre manière ? Est-il vaniteux ? A-t-il des dispositions érotiques ? Quel type de femmes préfère-t-il ? Est-il homosexuel ? Il faut donner beaucoup d'attention à cette dernière catégorie, car on peut s'attacher ces gens-là par des liens indissolubles.

Cet autre a-t-il à cacher quelque chose de son passé ? Est-il accessible au chantage ? A-t-il des dispositions [25] ou manies particulières : sport, marottes ou spleens ? Aime-t-il les voyages ?

C'est dans la guerre qui vient que je recueillerai les fruits de ce travail souterrain, car aucun de mes adversaires ne sera en mesure de m'opposer quelque chose d'approchant. »

Et sous cette cynique confiance d'Hitler j'ai noté dans mon dossier un commentaire du nazi Puzzi Hanfstaengel, dans un entretien avec le président du gouvernement de Dantzig et Baldur von Schirach, le « *führer de la jeunesse* » :

« Hitler fait appel à l'appétit non satisfait comme à l'orgueil humilié. Il n'a garde non plus d'oublier les hommes d'affaires pour qui le seul mot de profit s'écrit en lettres capitales.

Dans chaque pays on trouvera tous les concours nécessaires pour déclencher le mouvement, et cela dans tous les milieux "sociaux" et intellectuels. Mieux vaut dépenser des millions et économiser des corps d'armées.

Les démocraties seront toujours impuissantes contre de telles attaques, de par leur constitution même, puisque, pour s'en protéger, il leur faudrait instituer à leur tour un régime autoritaire. Les États totalitaires, au contraire, sont par définition impénétrables à la propagande étrangère.

Ainsi il résulte déjà de la structure des deux régimes une telle inégalité entre les démocraties et nous que ce déséquilibre suffirait à compenser largement, en cas de conflit, une éventuelle infériorité de nos armements. »

La France, ainsi visée, va-t-elle trouver dans la guerre une raison suffisante pour mettre fin à ce jeu de dupe sur lequel l'ennemi fonde son espoir ?

Sur les rayons de ma bibliothèque deux livres voisinent, tous deux du même auteur, le juriste nazi [26] Grimm, diligent et redoutable commis-voyageur en droit national-socialiste.

L'un est en français, édité à Paris, chez Plon, en Octobre dernier. C'est un volume élégant sous sa gracieuse couverture blanche, aux caractères rouges et noirs évoquant les couleurs allemandes. Préfacé par Ribbentrop en personne, il forme un recueil de plaidoyers habiles, dont certains composés par des personnalités françaises, pour présenter un Hitler pacifique et francophile.

« Le national-socialisme, écrit Grimm sans rire, refuse de s'immiscer dans la vie intérieure des autres peuples.

Notre nouveau patriotisme respecte scrupuleusement tous les autres patriotismes. On nous réclame des actes pour justifier nos paroles ? Les voici : le pacte naval avec l'Angleterre, l'arrangement avec la Pologne, la déclaration loyale du *Führer* après la Sarre. »

L'autre livre de Grimm a été publié, il y a quelques semaines, en allemand, à Hambourg, chez la *Hanseatische Verlaganstalt*. Les caractères rouges et bleus sur le fond blanc de la couverture évoquent les couleurs françaises. Il a pour titre : *La France et le Couloir*, et peut se résumer dans ce sec impératif : « *Prenons Dantzig qui est nôtre.* »

À l'appui de sa prétention, Grimm cite de nombreux textes français et conclut :

« L'opinion prévalait à Paris, l'année dernière, qu'on ne marcherait pas pour les Tchèques bien que la Tchéquie fût un boulevard érigé par Clemenceau pour immobiliser l'Allemagne par derrière. Aujourd'hui, on se demande en France : Devons-nous marcher pour Dantzig à cause des Polonais ? On ne peut guère s'imaginer que le Français moyen réponde d'une manière plus affirmative pour les Polonais qu'il ne l'a fait pour les Tchèques. » [27]

Aussi, à l'aube de cette première journée de Septembre 1939, la terre polonaise tremble-t-elle sous les pas de l'armée allemande.

« *La guerre est l'affirmation la plus simple de la vie* », a écrit Goebbels.

Que de documents dans mon dossier !

Voici les instructions secrètes de la propagande allemande saisies en 1933 par un de nos représentants en Amérique du Sud :

« Ne reculer devant aucun sacrifice financier pour gagner l'opinion hostile. Il ne faut pas, pour évaluer l'importance d'un journal, se référer seulement à son tirage, mais aussi à son influence. Si on ne peut pas s'emparer directement ou indirectement du journal, l'investir par les annonces. »

La publicité touristique n'est-elle pas une merveilleuse invention ?

Un grand tableau synoptique, que j'ai souvent déplié devant des amis incroyables, déroule l'immense panorama de la propagande allemande à l'étranger.

Le ministère que dirige Goebbels avec ses sections de tourisme, radio, presse, presse étrangère, film et contre-propagande, n'est pas le seul à contrôler cette formidable activité.

Au ministère des Affaires Étrangères, en dehors des sections de presse et de politique culturelle, rattachées à l'organisation centrale, le *Büro Ribbentrop*, véritable Deuxième Bureau d'informations politiques, délègue dans chaque ambassade ou dans chaque légation des fonctionnaires spécialisés ou des émissaires officieux.

Le département des étrangers dans le parti nazi, rattaché par un décret du 30 Janvier 1937 au ministère des Affaires Étrangères, a constitué sous les ordres de Bohle, une formidable organisation de propagande extérieure. Elle se subdivise en : *Gauleiters* à l'étranger ; personnel navigant sur les vaisseaux marchands ; sections des pays étrangers réparties par hémisphères ; [28] front du travail à l'étranger ; fonctionnaires à l'étranger ; professeurs, étudiants, femmes et enfants à l'étranger ; commerce extérieur ; inspection des étrangers ; culture ; presse ; radio ; département du rapatriement. Sans compter les sections étrangères rattachées directement au chef de la propagande ; au chef de la presse ; à l'organisation du travail ; au chef paysan ; au chef judiciaire (association des juristes allemands ; département de législation internationale ; organisations de juristes étrangers) ; au chef de la jeunesse ; au chef des étudiants ; à la cheffe des femmes et au chef de la « *bienfaisance* ».

Le ministère de l'Intérieur du *Reich* contrôle le département de l'émigration, et le département des Sciences celui de l'échange des étudiants et des éducateurs.

Le Front du Travail a sous sa dépendance un département de voyage, un département étranger et un département de propagande extérieure.

Le Haut Commandement des Forces Armées, en dehors de son département des armées étrangères et de ses services d'espionnage et de contre-espionnage, incorporés sous la rubrique générale *Intelligenz Division*, a organisé un service d'*État-Major Psychologique*.

Les organismes corporatifs, fédérations industrielles, étudiants, éducateurs, juristes, médecins, ont tous créé des sections de propagande à l'étranger. Les Chambres de commerce et les agences de voyage font preuve de leur côté d'une activité intense.

Des associations comme les *Sociétés Allemandes à l'Étranger*, l'*Alliance des Germains à l'Étranger*, l'*Alliance de Protection Allemande*, l'*Alliance des Groupes Ethnographiques Germains en Europe*, l'*Alliance Extérieure des Allemands* et l'*Institut [29] Allemand pour les Pays Étranger*, secondent leurs efforts.

L'*Institut Allemand pour les Pays Étrangers*, de Stuttgart, est la plus importante des organisations s'occupant de propagande à l'étranger. Déguisée en association patriotique et scientifique, elle est en réalité l'« Intelligence Service » le plus développé du monde.

L'*Institut* a pour objet d'étude les « *trente millions d'hommes et de femmes allemands vivant à l'étranger* ».

Selon son directeur, le docteur Richard Scaki :

« L'*Institut Allemand pour les Pays Étrangers* est au service de tous les Allemands et a pour but l'unification spirituelle, raciale et idéologique de tous les Allemands en une grande communauté. À l'intérieur de l'Allemagne, c'est le plus grand centre de rassemblement de matériel concernant les étrangers d'origine allemande et les Allemands vivant à l'étranger.

L'*Institut* est à la disposition de tous les citoyens allemands à l'étranger, de même que des organisations d'Allemands étrangers pour les guider et les assister. L'Allemand étranger, de quelque nationalité qu'il soit, y trouve de la compréhension et du réconfort grâce à la force de son appartenance au peuple allemand. »

L'Institut ne distingue pas entre l'étranger d'origine allemande et l'Allemand car, selon la théorie nazie, tout homme et toute femme d'origine allemande restent toujours attachés à la patrie.

L'Institut a des services d'éducation, de presse, de propagande, de solidarité et de bienfaisance, d'archives, d'émigration et d'immigration, de rapatriement, de conseils aux touristes allant à l'étranger, de placement de travailleurs, de liaisons commerciales, de distribution de « matériel » aux étrangers d'origine allemande, et couvre ainsi toutes les activités dans tous les domaines.

L'Institut occupe un personnel de 1700 employés. [30] Sa section la plus importante est celle des archives qui lit, interprète et commente les 1020 journaux allemands paraissant à l'étranger, maintient une correspondance étroite avec les « *membres du peuple allemand* » à l'étranger, expédie la littérature subversive et surveille les associations allemandes à travers le monde.

L'Institut possède la liste de 43 000 organisations allemandes et a établi des biographies de plusieurs milliers de familles de sang germanique.

L'organisation centrale pour la recherche d'étrangers d'origine allemande a entrepris de minutieuses prospections généalogiques. Elle expédie à près d'un million de personnes des lettres les informant de toutes les activités nazies dans le *Reich* et de tout ce qui concerne spécialement la province allemande dont elles sont issues. Ingénieuse utilisation par l'esprit de parti de l'esprit de clocher.

Au cours d'un congrès tenu à Stuttgart, Goering s'est exprimé sans ambages :

« Il faut que tout Allemand se sente en état de permanente mobilisation au service du Reich et de sa puissance. Le national-socialisme impose à tout Allemand l'obligation d'être un nationaliste fanatique et un socialiste croyant. Tout Allemand à l'étranger est mon agent personnel. J'attends de lui qu'il me renseigne avec célérité. »

L'*Intelligenz Division* de l'État-Major, sous les ordres du fameux chef III B, l'organisation du parti nazi à l'étranger et l'institut Allemand de Stuttgart ont étendu ainsi sur tous les continents un fantastique réseau tentaculaire dont la *GESTAPO* assure la surveillance.

Le collaborateur immédiat d'Himmler, Heydrich, dans un des chapitres du *Dr. Wilhelm Frick et son Ministère*, publié en 1937 à Munich, révèle qu'à l'extérieur la *GESTAPO* a déclaré la guerre dès [31] 1934 « à tous ceux qui ne reconnaissent pas la valeur du régime national-socialiste et ne l'admettent pas comme faisant corps avec l'Allemagne ou tentent d'en saper la base ».

La *GESTAPO* à l'étranger est divisée en inspections régionales que l'administration centrale de Berlin, 8 Prinz-Albert-Strasse, a réparties à travers toute l'Allemagne pour éviter le repérage de ses agents.

L'inspection de Deux-Ponts ayant été supprimée en 1938, les agents permanents opérant en France sont en relation avec les inspections de Fribourg et de Saarebrück, leur travail étant complété par des chargés de mission, venus directement de Berlin, de Cologne et de Munich.

Les agents opérant en Belgique et en Hollande sont reliés à l'inspection d'Aix-la-Chapelle, les agents d'Angleterre ont leur inspection particulière à Hambourg, les agents travaillant en Italie et en Yougoslavie, à Munich.

Toutes ces inspections sont elles-mêmes sous l'autorité d'une super-inspection dont le siège est à Cologne et qui est dirigée par M. Diehls, ami de Goering et prédécesseur d'Himmler à la direction de la *GESTAPO* prussienne.

Le rôle des agents de Diehls est de propager l'idée national-socialiste pour trouver à l'étranger des points d'appui, de contrebattre la campagne anti-hitlérienne, de discréditer les émigrés politiques, d'assurer la contrebande des tracts, des armes, des explosifs, des stupéfiants ; de surveiller les manifestations politiques en pays étrangers ; de recruter des agents provocateurs pour la propagande de désagrégation, pour les grèves dans les usines d'armements, les sabotages et les attentats.

Le gouvernement national-socialiste a fondé dix écoles d'agents de la *GESTAPO* dans les plus grandes villes du *Reich*. Chaque classe ne doit pas compter [32] plus de cinq élèves et ceux-ci ne doivent pas être âgés de plus de 30 ans. Ils sont choisis de préférence dans les régiments de *SS*, l'entrée dans ce corps de choix étant déjà soumise à de sérieux examens. Une école spéciale a été créée pour les candidats de nationalité étrangère.



À la suite d'une conférence entre Himmler, le chef du III B et des officiers du Haut Commandement, une *Totenkopf-Brigade* (brigade à la tête de mort) a été créée au mois de Septembre 1937.

La *Totenkopf-Brigade*, par les conditions de son recrutement, représente l'élite de la *GESTAPO*, la sélection s'opérant naturellement en fonction du dévouement au parti et de l'absence de scrupules.

Cette brigade tend à devenir ainsi un véritable ordre. Les jeunes hommes qui la composent ne doivent pas être mariés. Dans des résidences historiques, les *Hochburgen*, ils reçoivent un entraînement physique intense et en même temps une instruction approfondie de leur dangereux métier. Un esprit aristocratique préside à leur formation. Ils sont notamment dispensés pendant leur apprentissage de tous les travaux manuels auxquels sont assujettis les élèves-officiers eux-mêmes dans les écoles de cadets.

Leur instruction terminée, ils ne sont jamais utilisés dans la province allemande dont ils sont originaires et sont réservés pour d'autres régions du *Reich* ou pour le travail à l'étranger.

Aucun d'eux ne doit porter son insigne en public, ni révéler à quiconque, dans quelque conjoncture que ce soit, sa véritable identité.

Les membres de la *Totenkopf-Brigade* sont tenus par Himmler pour de si précieux serviteurs que dans les circonstances où ils sont appelés à intervenir d'autres agents de la *GESTAPO* assurent leur protection personnelle.

Dès 1935, Hitler a affecté à l'action national-socialiste à l'étranger un crédit de 262 millions de marks. [33]

Sur ces fonds, 20 millions de marks étaient destinés à appointer les 2400 agents de la *GESTAPO* à l'étranger, alors que les crédits consentis à la *REICHSWEHR* pour les services d'*Intelligence* n'atteignaient dans le budget de 1935, au moins officiellement, que 8 millions de marks.

Les crédits de propagande ont, depuis, été singulièrement augmentés et, s'il est impossible d'obtenir déjà avec une approximation suffisante un chiffre pour cette année et pour l'année précédente, ils se sont élevés en 1937 jusqu'à 500 millions de marks.

Mais ce budget ne couvre pas tous les frais de l'action extérieure du mouvement national-socialiste.

Le ministère des Finances et le parti nazi ne paient en fait que le salaire de l'immense armée des fonctionnaires de l'État ou de l'organisation.

La propagande active, elle, est alimentée par des sources privées ou semi-privées dont Goebbels en personne contrôle le débit.

Le *Conseil de Diffusion de l'industrie Allemande*, dont certains membres tels que le *Trust de l'Acier*, *Persil*, *Daimler-Benz*, *IG-FARBEN*, le *Syndicat des Potasses*, *Krupp*, *Mannesmann*, *Siemens*, *AGFA*, *UFA*, *TOBIS* possèdent des fonds importants à l'étranger, est le principal contribuable, bénévole par obligation, auquel le ministre de la Propagande recourt pour ses fonds secrets et sa caisse noire.

Le *Conseil des Transports*, *Norddeutscher Lloyd*, les Chemins de fer allemands, *Hamburg-America-Line*, *Hamburg-South-America-Line*, les Chambres de commerce allemandes à l'étranger, les agences de voyage et les bureaux de tourisme apportent également leur part contributive avec un zèle dont quelques discrets avertissements de la *GESTAPO* suffisent à encourager la spontanéité.

En ajoutant le produit de ces diverses subventions aux budgets de l'État et du parti, on peut évaluer pour [34] l'année 1937 à 800 millions de marks les dépenses totales de la propagande extérieure du *Reich*.

Il faut ajouter les 50 millions de marks recueillis aux mêmes fins par la *Winterhilfe* à l'étranger que subventionnent en partie des financiers ou des industriels non-allemands, mais liés au *Reich* par des affinités idéologiques et par des intérêts commerciaux, ou soucieux, pour un avenir incertain, de contracter une police d'assurance et d'en régler fidèlement la prime annuelle.

S'ils ont révoqué presque tous les postulats de l'éthique et fait table rase des valeurs de la civilisation, les nazis n'ont pas abrogé le vieil adage : « *Les bons comptes font les bons amis* ».

Tous les propagandistes allemands à l'usage externe sont payés largement. Le traitement de début des agents de la *GESTAPO* à l'étranger est en effet de 500 marks par mois auxquels vient s'ajouter une indemnité de frais fixée, sauf imprévu, à 2000 marks par an. Toutes sommes payées au change officiel.

Un agent travaillant à Paris touche environ 85 000 francs par an, c'est-à-dire plus qu'un professeur de Faculté, qu'un conseiller à la Cour d'Appel ou que le colonel d'un régiment.

Les débuts de la *GESTAPO* en France datent des premiers mois de 1933. À cette époque l'organisation de la police secrète du *Reich* n'était encore qu'à l'état de projet, mais le parti national-socialiste, commandité par la *REICHSWEHR*, avait déjà ses agents à Paris.

Les premiers bureaux furent installés à l'ambassade d'Allemagne, Rue de Lille, sans même que l'ambassadeur en fonction en eût connaissance.

M. von Hoesch, qui représentait alors le *Reich* auprès de la France, était un ennemi du national-socialisme dont il désapprouvait les méthodes de violence. Nommé par la suite à Londres, il devait mourir subitement dans les bras de son valet de [35] chambre, agent de la *GESTAPO* et sous-officier dans la garde noire du *Führer*.

Un vice commun au diplomate et à son domestique avait facilité l'exécution de la sentence d'Himmler.

En 1935, l'ambassade d'Allemagne à Paris attira l'attention de la Wilhelmstrasse sur la nécessité d'établir une ligne de démarcation très nette entre les services diplomatiques réguliers, et les missions secrètes confiées aux membres, influents ou obscurs, du parti national-socialiste et de la police d'État.

Les interventions maladroites de certains agents de M. Himmler risquaient, disait cette note, de compromettre l'œuvre délicate des diplomates du *Reich* accrédités en France.

Au lendemain de ces observations, le baron von Neurath, ministre des Affaires Étrangères, conseilla la création à Paris de bureaux du parti national-socialiste où seraient accueillis les agents de la *GESTAPO* en mission et les propagandistes du docteur Goebbels.

La lutte fut des plus vives entre le parti et l'État. L'influence du *Büro Ribbentrop* et celle du service de liaison du *Führer* (*Verbindungsstab*), dirigé par Rudolf Hess, s'opposèrent à l'autorité déjà chancelante du baron von Neurath. On arriva cependant à un compromis.

Les bureaux indépendants réclamés par la *Wilhelmstrasse* seraient créés, mais un représentant du parti et de la *GESTAPO* serait attaché à la

mission diplomatique. Des instructions formelles lui prescriraient de recevoir ses agents en dehors de l'ambassade de la Rue de Lille, où ils ne feraient que de discrètes et rares apparitions.

Tenant compte des rapports étroits qui existaient entre l'état-major de la *GESTAPO* et celui de la *REICHSWEHR*, le chef des services de renseignements militaires, qui était, à cette époque, un marin, le commandant [36] Patzig, proposa qu'un bureau fût mis à la disposition de la *GESTAPO* dans les locaux du consulat d'Allemagne à Paris, 2 Rue Huysmans, au deuxième étage, le premier étage étant occupé par le service des passeports et le troisième par les attachés militaire, naval et de l'air.

Le général Kuhlenthal, attaché militaire, formula quelques timides objections ; l'attaché naval, le capitaine de corvette von Litzmann, ne se joignit que mollement à la protestation de son chef et Berlin passa outre.

Le représentant de la *GESTAPO* en France, le docteur Arthur Schmolz, qui avait épousé en 1934, à Berlin, la secrétaire du docteur Goebbels, s'installa Rue Huysmans et utilisa de son mieux les relations qu'il avait nouées à Berlin au cours des deux années précédentes avec les correspondants parisiens fixés en Allemagne et avec les envoyés spéciaux de passage.

Le docteur Schmolz qui parlait cinq langues étrangères, dont le français avec un fort accent faubourien, avait été en 1923 le lieutenant de Schlageter dans sa lutte contre les forces françaises d'occupation.

Il avait ensuite séjourné en Espagne et avait été expulsé à deux reprises comme suspect d'espionnage.

Tout le désignait donc, on le voit, pour son poste. Sa première création fut la *Maison Brune* de Paris, dont l'organisation lui permit de surveiller les membres de l'ambassade, de jauger leur dévouement au national-socialisme et de recevoir, sans compromettre les services diplomatiques et militaires, les agents secrets qu'il avait mission de diriger, de contrôler et de protéger.

La Maison Brune organisa des voyages en Allemagne et des conférences sur les beautés du *Reich* où les Français « *sûrs* » étaient invités. Elle installa des dépendances à Metz, à Strasbourg, à Lille, à Roubaix, [37] à Tourcoing, à Rouen, à Marseille, à Bordeaux, à Lyon, à Nice, à Toulouse et à Grenoble. Pieuvre géante !

Toute une série d'associations allemandes naquirent successivement à Paris, sous l'égide de la *Maison Brune* ; employés de commerce, voyageurs de commerce, maîtres d'hôtel, étudiants, *Front du Travail*, femmes allemandes.

N'oublions pas la *Communauté National-Socialiste* et l'*Office Universitaire Allemand en France*.

Dans tous ces « *Vereine* » germaniques il passa beaucoup plus d'agents secrets que d'authentiques commerçants, industriels, ou professeurs.

La *GESTAPO* étendit rapidement ses tentacules dans les bureaux de voyage. Le va-et-vient des clients étrangers rendait plus difficile la surveillance de la police française et les agents suspects pouvaient facilement y rencontrer, sans attirer l'attention des autorités, le docteur Schmolz et ses collaborateurs.

Les réunions de ce genre étaient tenues au bureau de la Rue Scribe. Le paiement des agents de passage ou fixes se faisait dans les bureaux de l'Avenue de l'Opéra. C'est là que reçurent leurs honoraires et frais de voyage les agents de la *GESTAPO* qui, par prudence, quittèrent la France au soir du meurtre de M. von Rath, secrétaire d'ambassade, par un enfant courageux, Herschell Grynzspan, dont Moro-Giafferi et moi avons accepté la défense,

À l'appel de M. A. Schmolz avaient répondu les personnages les plus importants de la colonie allemande à Paris, soucieux de rester en bons termes avec un régime dont ils avaient tout à craindre et tout à espérer.

MM. Busch et Westrich, de la maison *Siemens*, furent les hôtes les plus assidus de ces réunions partisans. On y vit plus tard M. Hoffman, président [38] de la *Société des Étudiants*, le baron von Kirsten, M. Eberhardt, conseiller ecclésiastique de l'église luthérienne ; le docteur Kœnnemann, collaborateur du banquier Eliath, longtemps correspondant à Paris de la *Deutsche Bank* ; le garçon d'hôtel Horst Wulff, dont le rôle fut des plus actifs dans les palaces parisiens et qui, convaincu d'espionnage, put néanmoins s'enfuir en Allemagne ; M. Engel dont les entreprises anti-françaises sont restées mal définies, mais qui jouissait d'une grande considération dans ce monde, interlope dont la « *Taverne d'Hauteville* » était le centre de ralliement.

D'autres réunions plus secrètes étaient tenues à Garches, chez le baron von Kirsten, ami personnel de Rosenberg.

Les journalistes allemands, se pliant à la discipline national-socialiste, ont collaboré de près ou de loin, de près la plupart du temps, à la besogne de la *GESTAPO* en France. Certains étaient les agents de la Propagande, d'autres ceux de la *REICHSWEHR*, d'autres encore les collaborateurs de M. Himmler. Bon nombre assuraient le service des trois organisations sœurs.

Dans les provinces recouvrées, la *GESTAPO*, la Propagande et la *REICHSWEHR* ont constamment travaillé la main dans la main.

Dès 1931, les agents allemands se sont aussi répandus en Bretagne.

Des correspondants de journaux catholiques rhénans ont, à cette époque, pris contact avec les dirigeants du soi-disant mouvement autonomiste breton. Ils ont remis à certains directeurs de journaux locaux une carte de la Bretagne éditée à Berlin, sur laquelle Rennes est devenue Roazon, Saint-Nazaire, Sant Nazer, et Morlaix, Montroulez.

La *GESTAPO* a ses agents au sein du *Gwenn La Du* [39] organisation terroriste, et des Allemands font des visites fréquentes à la rédaction du « *Bretz Atao* ».

Nos possessions africaines n'ont pas été non plus négligées par les émissaires de M. Himmler.

Le *Reich*, aidé par l'Italie, a partout, de Tunis à Casablanca, tenté de jeter le trouble aussi bien dans les douars que dans les grandes villes de notre empire.

Des tracts ont été distribués à profusion, la radio elle-même est intervenue et des émissions en langue arabe ont poussé Marocains, Algériens et Tunisiens à la guerre sainte contre la France.

Dans cette lutte, un secteur de choix avait été attribué à la *GESTAPO* : la Légion Étrangère.

Ce corps d'élite, réputé dans le monde entier pour son esprit de sacrifice, semblait aux yeux de beaucoup hors d'atteinte, et, pendant des années, la campagne entreprise par le *Reich* contre nos légionnaires n'a provoqué en France que des haussements d'épaules.

Plus elle s'intensifiait et plus augmentaient, semblait-il, les engagements de sujets allemands au Premier Régiment Étranger.

Les observateurs de M. Himmler eurent pourtant tôt fait de s'apercevoir que la Légion traversait une crise.

Le légionnaire s'ennuyait. Nous demandions à ces soldats, attirés chez nous par le danger et par les aventures guerrières, de devenir des constructeurs de routes et des colonisateurs. Beaucoup suivaient avec envie, dans les journaux, le récit des combats livrés en Espagne par leurs frères des brigades internationales. L'Afrique était vraiment devenue trop tranquille.

Profitant de cette crise, la *GESTAPO* chargea un groupe de pasteurs protestants de démoraliser la Légion et de créer, dans tous les bataillons, des cellules de désagrégation. [40]

Ces ecclésiastiques étrangers, de nationalité allemande ou helvétique, s'installèrent dans les villes de l'Afrique du Nord et, plus spécialement, dans la région de Sidi Bel Abbés, siège permanent du premier régiment étranger.

Un certain pasteur Pinotto, d'origine suisse, se fit bientôt remarquer par des initiatives répétées tendant à entrer en relations avec les militaires de la Légion et plus spécialement avec les Allemands.

Il les attira chez lui sous prétexte de prêcher évangélique, prit leurs adresses et celles de leurs familles en Allemagne, s'enquit de leurs déplacements, des projets du Haut Commandement qu'ils avaient pu surprendre et, régulièrement, transmet les renseignements intéressants au pasteur allemand W. Gebauer, son chef dans le service d'identification des légionnaires fonctionnant en Allemagne au siège central de la *GESTAPO*.

Des enquêtes ont établi à quelle surveillance et aussi à quelles vexations se trouvèrent exposées, de 1935 à 1939, les familles ainsi repérées.

La *GESTAPO*, pour dépister les recherches, créa des bureaux supplémentaires uniquement chargés de la Légion Étrangère.

L'un d'eux fut installé à Bethel, près de Bielefeld, et la direction en fut confiée au pasteur Bodelschwing, frère de l'ancien évêque protestant du *Reich*.

C'est lui qui dressa, au profit du gouvernement hitlérien, les archives les plus complètes sur nos régiments étrangers : contrôle nominatif avec

mention des déplacements, des avancements, des nouvelles affectations et aussi de l'état d'esprit des intéressés.

Il a fallu attendre l'année 1937 pour que ces agents de la *GESTAPO* fussent priés de quitter le territoire africain.

D'une manière générale, les agents ne restent pas de longues années en charge sur le territoire français [41] et partent vers d'autres frontières, munis d'une identité nouvelle et d'un casier judiciaire vierge.

Les représentants permanents de M. Himmler dans les capitales européennes suivent le même destin.

Après deux années d'activité fébrile à Paris, M. A. Schmolz a quitté la France. Ses chefs l'ont envoyé en Amérique du Sud où il opérait encore il y a quelques semaines. Il fut remplacé par M. Dinklage et plus tard par le comte Thun, ancien fonctionnaire de la police de Vienne, devenu, par la grâce de M. de Ribbentrop, diplomate de la Grande Allemagne. Ils ont été aussi entreprenants et aussi audacieux.

Pourquoi nous plaindre ?

Par *Mein Kampf* nous avons été prévenus et le monde entier avec nous.

Le Père Stämpfle, rédacteur en chef du journal de Miessbach et ecclésiastique de grande érudition qui corrigea et ordonna *Mein Kampf*, a révélé à Otto Strasser que dans le chaos de lieux communs et de réminiscences que représentait le manuscrit d'Hitler à l'état brut, un seul chapitre se trouvait foncièrement original, celui de la propagande.

Pour venger l'orgueil d'Hitler, Stämpfle fut, la nuit du 30 Juin 1934, dans l'hécatombe des témoins et des confidents, assassiné par un détachement spécial de la mort.

Dans cette nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939, c'est encore le penseur méconnu, le peintre raté, l'écrivain malhabile qui se venge.



[42]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre III

---

### LE NŒUD DE VIPÈRES

*Nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette immense armée de soldats sans uniforme, que le *Reich* a instruite, équipée et lancée sur le monde, certains de mes compatriotes ne se sont-ils pas eux-mêmes engagés ?

À la veille de la première offensive contre Madrid, le Général Queipo de Llano, qui la commandait, n'attendait son succès que des complicités qu'il s'était acquises dans la place, de cette véritable émigration à l'intérieur qu'il appelait la « *Cinquième Colonne* ».

Y a-t-il des Français dans la *Cinquième Colonne* nazie prête à combattre sur notre territoire ? Et l'Allemagne leur a-t-elle déjà délivré leurs fascicules de mobilisation ?

J'imagine qu'en ce moment le ministre de l'Intérieur et le directeur de la Sûreté Nationale se posent anxieusement la même question. S'ils veillent, et je ne veux pas à cette première heure de guerre les croire endormis, ils compulsent leurs dossiers.

Feuilletant les miens dans mon cabinet silencieux, je pense que si j'avais la charge de la sécurité du pays je n'hésiterais pas à prescrire une surveillance impitoyable et à prendre de sévères mesures préventives. [43]

En 1914, sur le *Carnet B* que Malvy déchira pour ne pas sévir, au lendemain de l'assassinat de Jaurès, contre des députés du parti socialiste comme Pierre Laval, ne figuraient que des extrémistes de gauche, syndicalistes de la tendance insurrectionnelle, libertaires, anarchistes.

Et Malvy pouvait avoir raison, en se refusant à les arrêter, dans la mesure où la force de l'instinct naturel, qui emportait la classe ouvrière vers les exigences de la défense nationale, suffisait à réduire les petits forts, les bastions précaires de la résistance anti-patriotique.

Et puis, des rangs même du socialisme révolutionnaire, du syndicalisme insurrectionnel et de l'anarchie, des hommes se levaient pour prêcher le ralliement à la Patrie.

Il n'y a plus aujourd'hui de *Carnet B*, Place Beauvau. Mais s'il y existe un fichier tenu à jour des menées anti-nationales, les fiches des hommes de la droite sont singulièrement plus nombreuses que celles des militants de l'extrême-gauche.

Par peur d'un communisme imaginaire dans un pays aussi individualiste que la France, les classes dirigeantes ont méconnu le péril trop réel d'une agression allemande. Elles se sont tournées vers Berlin pour se garder de Moscou. Et notre police retarde qui utilise des agents en bourgeois, car Hitler chez nous trouve les bourgeois pour agents.

À dire vrai, ce qui m'inquiéterait le plus si j'étais le chef du gouvernement ou le ministre de l'intérieur, c'est la conjonction, d'abord accidentelle, mais devenue rapidement systématique, qui s'est établie, depuis quelques années, entre le défaitisme des « *nationaux* » et le défaitisme des « *internationaux* ».

S'il faut prendre au pied de la lettre les textes des écrits et des affiches, les déclarations des *meetings*, les ordres du jour des partis, aggravés encore dans les [44] confidences de couloirs et les propos de salons, le mal est profond dans les milieux politiques.

*L'Action Française*, organe du nationalisme intégral, qui exerce une influence directe sur le maréchal Pétain, notre ambassadeur auprès de Franco, dénie furieusement toute collusion avec l'hitlérisme, même lorsqu'elle retrouve certains de ses thèmes favoris transposés dans la technique wagnérienne d'Hitler.

Mais le *belcanto* de Mussolini la ravit et l'entraîne.

Lors « *des fêtes inoubliables de Palerme* » les camelots du Roi assureraient le service d'honneur et fraternisaient avec les jeunes fascistes, échangeant leurs insignes et saluant à la romaine.

Aussi *L'Action Française* a-t-elle contribué à user et fausser les ressorts moraux de notre pays, en employant tous les prestiges de la dialectique maurassienne à distinguer arbitrairement le fascisme du nazisme. Elle a ainsi favorisé le plus perfide des camouflages imaginés par nos ennemis.

Et même quand les masques ont été levés, lorsque l'Axe s'est constitué, lorsqu'Hitler, par une diversion calculée, a excité l'an dernier Mussolini à ses fanfaronnades contre notre empire, le nationalisme intégral de *L'Action Française* ne s'est pas révolté contre les outrages du Duce.

C'est *L'Action Française* qui a inspiré le 5 Octobre 1935 le manifeste franco-italien signé par 64 intellectuels français dont le cardinal Baudrillard, Henri Lavedan, auteur du *Vieux Marcheur*, Henri Bordeaux, Abel Bonnard et Henri Massis.

Le 2 Décembre 1938, au lendemain de l'explosion haineuse de Montecitorio, *L'Action Française* écrivait dans les mêmes termes que la *Gazette de Francfort* :

« Que la France et l'Angleterre détiennent le terrible pouvoir de fermer le Canal de Suez, [45] à n'importe quel moment, est inadmissible. La neutralité du Canal proclamée à Constantinople, en 1888, et confirmée à Versailles, n'est qu'un chiffon de papier. En réalité l'Angleterre par la présence de ses troupes domine le canal dont la liberté est indispensable à l'humanité ».

Ainsi *L'Action Française* ne se contente plus de dénigrer et de combattre la démocratie et l'idéal de la Révolution Française, elle préconise et exalte une dictature qui nous exècre.

Il ne lui a pas suffi de former dans notre bourgeoisie des générations de jeunes hommes à la haine tapageuse de la République ; elle a inoculé son poison aux fils de famille de la Suisse Romande et de la Wallonie, à la jeunesse de la Flandre belge où sa propagande fournit à l'autonomisme flamingant et au dinazisme l'alibi prétentieux d'une doctrine, et jusqu'aux adolescents fanatisés de la Roumanie où elle collabore à la formation spirituelle des assassins recrutés par la *Garde de Fer*.

*L'Action Française* exploite cyniquement la mémoire de Jacques Bainville en reniant son enseignement. L'ombre du clairvoyant historien du pangermanisme cautionne le coureur de cachets René Benjamin, quand à Liège, à Bruxelles, à Genève ou à Bucarest, ce cuistre sarcastique débite dans des conférences spectaculaires son fiel contre sa patrie et partage la recette avec un imprésario nazi.

Le *Parti Social Français* ? Le colonel de La Roque et ses *Croix du Feu* ont longtemps répudié la chemise noire ou brune et dénoncé eux-mêmes les dangers d'un mimétisme d'importation.

Fondé sur l'ordre et les disciplines collectives et inspiré par les reminiscences de « *l'école du soldat* » et du « *manual du chef de section* » plutôt que par une pensée philosophique, leur système politique, élémentaire [46] mais probe, a d'abord revendiqué d'être national jusqu'à l'intransigeance.

Cette attitude, plus encore que l'insuffisance vite reconnue du colonel, a provoqué une scission et décapité la ligue de ses éléments les plus actifs.

La Rocque n'est pas resté insensible à l'avertissement, vérifié dans sa comptabilité par le ralentissement des subsides de la grande industrie. Aussi n'a-t-il pas tardé à évoluer dans le même sens que Maurras, au risque d'être repoussé avec mépris par l'orgueilleux doctrinaire.

À l'instar de *L'Action Française*, les *Croix de Feu* se sont découvert soudain un vif attachement pour Mussolini. Et, à la Chambre, dans les débats de politique extérieure, le barde basque Jean Ybarnegaray, qui transpose en romances ou en berceuses les apophtegmes indigents du Colonel, n'a cessé de célébrer Benito. Dans ses couplets fascistes s'est à jamais éteint l'écho des apostrophes patriotiques de Franklin-Bouillon dont se nourrissait autrefois son éloquence de gentilhomme visionnaire.

Je n'estime pas néanmoins que, du côté de La Rocque, le danger soit sérieux. Une enveloppe du ministère de l'Intérieur suffirait en tout cas à y pourvoir.

Le danger n'est pas, non plus, du côté d'autres ligues, comme la *Solidarité Française* de Jean Renaud et de Ditte, comme le *Parti Franciste* de Marcel Bucart ou le groupement innommable de l'avocat rayé, Jean Charles Legrand, ou la *Ligue Antisémite*, petits champignons poussés en une nuit sur le fumier de nos discordes. Il ne s'agit là que

d'une méprisable bande d'énergumènes qu'une facile opération de police réduirait sur l'heure.

*Le Parti Populaire Français* de Doriot, le *PPF*, m'inspire plus d'inquiétude. [47]

Drieu la Rochelle, bohème de brasserie promu esthète de bar à la mode, phalangiste de terrasse pour le Rond-Point-des-Champs-Élysées, *ersatz* de Montherlant pour vieilles dames, Denys Amiel, aimable niais, que la saynète a préparé au vaudeville, le vaudeville à la comédie sentencieuse et la comédie sentencieuse à l'idéologie politique, et l'académicien fripé Abel Bonnard, essayiste pour personnes pâles, abstracteur de quintessence de grenadine et d'orgeat, ne lui composent qu'un médiocre état-major intellectuel.

Le chef du parti est d'une autre trempe. Taillé en agitateur professionnel, avec une crinière de photographe, des mains de boucher, un cou de lutteur, Jacques Doriot a gagné ses épaulettes dans l'organisation communiste au sortir de l'école de Bobigny où il reçut l'enseignement révolutionnaire.

Il y a à peine cinq ans qu'il a quitté le parti des masses dont il était le chef, à la fois imposé par Moscou et reconnu par les militants.

Depuis qu'il a tiré sa révérence à notre « *petit père* » Staline il n'a pas perdu son temps et jamais renégat ne brûla aussi vite les étapes de l'apostasie.

Son parti, qui est en même temps une ligue, inspire confiance à la grande bourgeoisie parce qu'il se targue de ne pas recruter seulement des fils de famille, des valets de chambre et des placiers en automobiles comme le parti des *Croix de Feu*, mais de constituer un véritable parti populaire.

Le peuple n'y est représenté en réalité que par les électeurs de Saint-Denis, tributaires des libéralités municipales de Doriot, mais celui-ci a formé les cadres du *Parti populaire français* avec une élite à rebours de secrétaires de syndicat révoqués pour malversation ou de gérants de coopératives, communistes ou socialistes, qui ont emporté leur caisse.

À Paris, comme dans les grandes villes du Midi, Doriot recherche ses adhérents, non pas seulement à la [48] lisière trouble de la politique locale et de la pègre, mais au cœur du « *Milieu* ».

Tous les mauvais garçons sont admis de droit dans cette sorte de Légion Étrangère de l'aventure politique que compose le *Parti Populaire Français*, orgueil des bas-fonds de Nice et du quartier réservé de Marseille.

Toujours prêt à payer de sa personne, escorté d'une garde d'honneur formée de spécialistes de l'attaque nocturne et de l'agression à main armée, Doriot, devant le voyage impérial de Daladier, est allé en Afrique du Nord enrégimenter la tourbe d'Italiens, d'Espagnols et d'Arabes qu'aux temps héroïques de l'affaire Dreyfus les meneurs antisémites avaient déjà embauchée pour leurs bagarres.

Un dissident des *Croix de Feu*, Pucheu, jeune industriel audacieux, en contact étroit, comme secrétaire des relations extérieures du cartel de l'acier, avec les représentants de la métallurgie lourde allemande, un des anciens camarades de Doriot au présidium du parti communiste, Paul Marion, aigre ambitieux rongé par la lèpre de l'envie, et un cynique et truculent nervi de la Cannebière, Simon Sabiani, sont les principaux meneurs du Parti.

Mais dans la coulisse, c'est surtout l'intelligence aiguë de Gaston Bergery qui l'inspire et le dirige.

Gaston Bergery est un singulier mélange de hobereau poméranien et de surréaliste du *Bœuf sur le Toit*, qui n'a pas attendu Giraudoux pour se jouer à lui-même, depuis qu'il a l'âge d'homme, la comédie dramatique de *Siegfried et le Limousin* : quel sang coule dans mes veines, allemand ou français ? Qui suis-je ?

Il n'est Français que dans les apparences de l'état-civil. Allemand par son vrai père, von Kaula, il ne s'en est jamais caché dans l'intimité. Son crâne pyriforme, son regard d'un vert liquide et la cruelle inflexion [49] de ses lèvres minces suffisent d'ailleurs à trahir sa race.

Dans le sourire dédaigneux de ce démagogue, imbu de son aristocratie, l'on retrouve moins l'insolence du petit marquis que la gourme du *Herr Professor* et la morgue du *Junker*.

Herriot l'a pris, peut-être parce qu'il lui était curieusement complémentaire, au secrétariat de la Commission des Réparations pour en faire, en 1924, son directeur de cabinet. Bergery le hait, et avec quelle frénésie glacée, pour avoir été sous ses ordres, autant qu'il le méprise pour avoir pu si facilement le tromper et le trahir.

Devenu, sous l'égide de son patron, député radical-socialiste, Bergery a été, en 1932, l'âme agissante de la conjuration qui, en refusant le paiement des dettes de guerre aux États-Unis, a renversé Herriot du pouvoir.

Après avoir épousé la fille de Krassine et l'avoir répudiée au moment opportun, plaidé pour les Soviets en même temps que pour Ford, fondé le groupe parlementaire franco-russe et créé le Front Commun, préfiguration du Front Populaire, Bergery, dans son journal *La Flèche*, développe avec une dangereuse virtuosité le programme étrange d'un anti-capitalisme combiné avec un « réalisme » continental à tendances anti-britanniques et anti-américaines. Je ne sais quel parfum de national-socialisme flotte autour de ses entreprises.

Il s'est conquis, en tout cas, et d'un seul coup, des sympathies à droite et au centre de la Chambre, dans les rangs mêmes de ceux qu'il a longtemps fustigés à la tribune de son éloquence au claquement vif et, dans les couloirs, de son ironie impassible.

Dans ces milieux la froide violence de ses attaques contre la politique de sécurité collective le rédime de ses agressions contre la fortune acquise. [50]

En dehors de Mandel, de Reynaud, de Kérillis et de Louis Marin, soutenus par une vingtaine au plus de leurs collègues, les conservateurs et les modérés, autrefois hésitants et tiraillés, ont depuis quelques années une direction ferme : ménager le *Reich*.

Ils ont soutenu Doriot, ils l'ont célébré lorsqu'il a choisi pour thème de bataille le pacte franco-soviétique et l'a dénoncé comme une provocation intolérable à l'adresse de la malheureuse Allemagne, menacée d'encerclement.

Dans de touchantes effusions, à la buvette, on a vu M. de Wendel, du *Comité des Forges*, presser sur son cœur blindé l'ancien délégué du *Komintern*. Mélange du sang bleu et du gros rouge !

Pour avoir, comme ministre des Affaires Étrangères, défendu l'accord avec la Russie, Flandin a soulevé parmi ses amis de telles colères qu'il a dû, pour rentrer en grâce auprès d'eux, attester par un télégramme à Hitler la sincérité de ses remords.

« *Le second de nos actes qui comptera* — et il s'agit encore d'un acte militaire — *sera la recherche de forces armées dans l'Est de*

*l'Europe. Allons-nous lâcher la proie pour l'ombre et par exemple l'armée polonaise pour l'armée russe ?* », écrivait le 2 Mai dernier dans *Le Matin*, de Bunau-Varilla et de Marcel Knecht, le Colonel Jean Fabry, ancien ministre de la Guerre.

« *Il faut rompre les négociations avec les Soviets* », reprenait Charles Maurras, le 21 Mai dans *L'Action Française*, et il ajoutait le 27 Mai :

« Reste à savoir si, malgré tout, ce que représente la Russie militaire est redoutable.

Ceux qui ont vu son armée et son gouvernement, ceux qui savent l'état d'esprit des multitudes russes, ceux qui ne ferment pas les yeux sur les craintes qu'inspire toute mobilisation aux Soviets régnants, les esprits informés, avertis, gardent leur sang-froid. » [51]

C'est la thèse que soutenait dans le même temps la *Berliner Börsen-Zeitung* :

« On ferait bien également de ne pas miser trop fort sur le nouveau rouleau compresseur russe et de considérer que le zèle du moujik à faire la guerre est en raison inverse de sa vive aspiration à conquérir la liberté chez lui. »

À l'aile gauche des modérés, le *Parti Démocrate-Populaire*, qui est le parti chrétien-social français, a médité le terrible enseignement de Vienne. Aussi est-il immunisé contre la contagion et échappe-t-il complètement à l'influence de Flandin et à celle de Doriot.

Le *Parti Radical*, grand parti de petites gens, mais usé par le trop long exercice du pouvoir et déconsidéré par le partage de ses profits, divisé par les compétitions et déchiré par la sourde rivalité des deux Édouard, Herriot et Daladier, est de tradition patriotique. Dans ces derniers mois si troubles, il ne me semble pas avoir failli à son passé.

Toutefois le bon sens et la méfiance naturels à la paysannerie française, dont il est l'expression politique, ne suffisent pas à le défendre contre l'action incisive ou enveloppante de certains de ses chefs : Cailiaux, dont la sénilité brillante ne désespère pas de prendre sa revanche sur l'ectoplasme de Clemenceau ; Malvy, devenu de martyr de Saint-Sébastien louche agent espagnol ; Georges Bonnet, pétri d'intrigues et de lâchetés, et le subtil et ondoyant Chautemps qui est à la fois Ulysse et la sirène.



Quant à Daladier lui-même qui consume à frapper sur la table 80 % de sa puissance, il a passé depuis un lustre par trop d'alternatives de rudesse et de mollesse, de fermeté et de complaisance, pour qu'à l'heure cruciale son autorité réponde à son miraculeux prestige et à sa dévotion au pays.

*L'Union Socialiste*, qui a deux représentants dans le gouvernement, de Monzie et Pomaret, et où [52] s'est égaré l'honnête et candide Paul-Boncour, ne se compose que d'*outlaws* de toutes les formations de gauche, franc-tireurs, éclopés, traînants, ou déserteurs des batailles perdues, ainsi que de « *néo-socialistes* » qui s'efforcent de badigeonner d'un vernis proudhonien leur fascisme honteux.

Son chef est un de ces néos, Marcel Déat, petit roquet furieux d'université, qui a longtemps aboyé aux tendres chausses de Léon Blum et se prend pour le chien de garde de la paix. Le *consortium* de la presse vénale, qui contrôle *L'Œuvre* par le truchement d'un bouffon, Jean Hennessy, et d'un ruffian, Fernand Bouisson, lui a donné un os à ronger dans le journal que fonda et illustra Gustave Téry.

En marge de *l'Union Socialiste*, qui est elle-même une marge plus qu'un parti, l'élégant dentiste, Adrien Marquet, hanté d'ambitions chirurgicales, ne dissimule pas que pour les opérations de force qu'il croit à la mesure de son génie, l'enseignement de Mussolini et d'Hitler lui sera profitable. Il a quitté le parti socialiste par jalousie de la prééminence intellectuelle de Léon Blum dont il se venge en affichant un antisémitisme qui se réclame de Gobineau, « *cela fait plus riche* », mais procède de Julius Streicher.

Dans le *Parti Socialiste* le patriotisme de Léon Blum ne rallie qu'une majorité incertaine. Les séductions de l'artiste font tort aux qualités du chef. Plus anxieux de se justifier que de s'imposer et d'expliquer que d'affirmer, il est au reste découronné par l'épreuve d'un gouvernement difficile.

À la Chambre il garde sur son groupe l'ascendant de ses contacts personnels, à la délicatesse prenante, de sa sincérité angoissée, de sa scrupuleuse et magnifique culture et de son intelligence du jeu parlementaire qu'il pratique avec une volupté raffinée.

Les masses du parti échappent par contre à son empire. Elles s'accrochent mieux de la vulgarité [53] dominatrice de Paul Faure,

baryton pour salon de coiffure, dont les truismes vigoureusement accentués trouvent plus de résonance dans les foules.

Paul Faure, infidèle à la loi de son maître Jules Guesde qui n'a jamais séparé la sauvegarde de la patrie des espérances des prolétaires, professe un pacifisme sentimental qui rejoint parfois le renoncement tolstoïen.

« *C'est avec les beaux sentiments, dit Gide, qu'on fait de la mauvaise littérature* ». Et de la mauvaise politique.

La surenchère grossière des extrémistes de la « *Gauche révolutionnaire* », si elle n'a pas encore poussé Paul Faure à nier la défense nationale, l'a conduit à la discuter.

La même discussion, avec ce qu'elle comporte de graves conséquences, est ouverte dans les milieux syndicalistes. Jouhaux est toujours secrétaire général de la *Confédération Générale du Travail*. Il est celui qui, sur les cendres chaudes de Jaurès, immolé au seuil de la Grande Guerre, a prêché le ralliement de tous les travailleurs autour du drapeau, celui auquel Raymond Poincaré a rendu, dans ses mémoires, un juste hommage en le nommant parmi les meilleurs serviteurs du pays.

Mais, criblé de brocards par la grande presse, Jouhaux est en porte-à-faux dans le monde ouvrier, entre les réformistes dont René Belin, secrétaire administratif de la confédération est le chef direct, et que Déat guide de l'extérieur, les animant de son défaitisme hargneux, et les trotskystes, les libertaires, les anarchistes qui propagent l'insurrection contre la guerre ou l'objection de conscience.

Les communistes ? Lourd problème. Depuis l'entrevue de Staline et de Laval à Moscou, au lendemain de la signature du pacte franco-soviétique, ils arborent une foi patriotique qui a réchauffé l'atmosphère, mais [54] dont la susceptibilité bruyante et la boursouffure systématique ont rebuté ceux-là mêmes qu'elle aurait pu convaincre.

Depuis une semaine, depuis la signature de l'accord germano-soviétique, condition essentielle pour l'Allemagne de la guerre qu'elle vient de déclencher, ils cherchent avec embarras leur chemin entre les mots d'ordre héroïques qu'ils colportaient hier avec fracas et la soudaine réconciliation du nazisme et du bolchevisme au détriment des démocraties.

L'instinct français qu'ils n'ont, depuis 1935, cessé de ranimer dans leurs troupes par une propagande puissante sera-t-il étouffé sous la nouvelle consigne du Kremlin ? Seront-ils contre la Patrie ou pour elle ?

« Contre, à coup sûr. Nous le prévoyions déjà en Septembre 1938. Et c'était une des raisons de notre prudence à laquelle le pacte russo-allemand apporte une justification supplémentaire. Hors la loi, les communistes ! Ils ne sont pas dignes du nom de Français », *clament les plus excités de nos Munichois.*

En sont-ils dignes eux-mêmes ?

Je retrouve dans l'un de mes dossiers le témoignage du Général Faucher, chef de notre mission militaire à Prague, qui écrivait quelques semaines après Munich :

« Certains articles français, à peine parus à Paris, étaient d'ailleurs reproduits en tracts, et exploités à fond dans la presse et la radio allemandes. Or, il s'est trouvé des hommes qui ne pouvaient pas ignorer le parti qu'on tirerait en Allemagne de leurs écrits pour persévérer pendant des mois. J'aurai exprimé toute ma pensée en disant que tout s'est passé comme si certains journaux avaient été de simples agents de la propagande allemande. »

Pour illustrer sans passion partisane ces paroles sévères, il faudrait citer, outre les feuilles d'extrême gauche représentant le pacifisme intégral comme [55] *La Patrie Humaine*, *Le Barrage* ou *Le Libertaire*, l'humoristique *Merle Blanc* qui écrivait : « *Les Sudètes ... on s'en fout* », *La Flèche* de Bergery, *La République* d'Émile Roche, organe de la mercante caillautiste, la plupart des grands journaux dits d'information et, à l'exception de *L'Époque* d'Henri de Kérillis, et de *L'Ordre* d'Émile Buré, toute la presse de droite.

« Premiers ordres de mobilisation ! », *écrivait Stéphane Lauzanne dans l'article de tête du Matin du 25 Septembre.* Les hommes sont partis sans un mot de plainte. Ce sont des Français. Mais ces hommes, à la différence de leurs pères, ne comprenaient pas. Eh quoi ? C'est pour une affaire où la France n'est qu'indirectement mêlée et qui, en principe, est aux trois quarts réglée ; c'est pour une querelle de races au centre de l'Europe qu'il leur fallait quitter leurs foyer, leurs femmes, leurs travail. »

*Le Journal* publiait, le 15 Septembre, la diatribe sensationnelle de Pierre-Étienne Flandin, « *Alerte à la Guerre* ». *Le Temps* insérait l'article fameux du juriste Joseph Barthélémy, prétendant démontrer la

caducité du traité franco-tchécoslovaque par suite de la rupture des accords de Locarno.

« *La guerre approche, la guerre des Juifs* », annonçait en manchette flamboyante *La France Enchaînée* de Darquier de Pellepoix, dans son numéro d’Août 1938.

« *Le tout est de savoir si les puissances intéressées préféreront maintenir en Europe Centrale un allié ou libérer l’Allemagne de la menace tchèque* », écrivait M. Jacques Doriot dans *La Liberté*.

*Le Petit Bleu*, organe métissé de M. Worms de la « Maison de Blanc » et du sénateur de couleur Lémery, publiait cet éditorial :

« Il faut, disons-le avec la brutalité qui s’impose, faire disparaître ce monstre politique, géographique [56] et ethnique qu’est la Tchécoslovaquie et procéder de sang-froid à son démembrement. »

Traduit en langue tchèque par les soins de Conrad Henlein, cet article, sous étiquette française, était édité en tract par les services de propagande allemande pour être distribué en Tchéco-Slovaquie.

À *L’Action Française* : « *C’est la guerre pour les Tchèques* », déclarait Léon Daudet. « *La guerre pour les Juifs* », reprenait Charles Maurras ; « *une guerre à laquelle les neuf dixièmes des Français ne comprennent exactement rien.* »

Et après avoir publié en manchette, sous le titre « À la manière de » cette parodie de l’*Internationale* :

« S’ils s’obstinent, ces cannibales,  
À faire de nous des héros,  
Il faut que nos premières balles  
Soient pour Mandel, Blum et Reynaud »,

le journal royaliste concluait :

« Les ouvriers savent maintenant la sollicitude que leur témoignent nos socialistes et nos communistes. Ces messieurs ne songeaient qu’à les engraisser, mais à la manière des oies, pour en faire de la chair à pâté ; à la manière des moutons, pour les conduire à la boucherie. »

*L’Action Française* était ainsi délibérément injuste, à l’égard tout au moins des socialistes de la tendance Paul Faure.

La Fédération de la Seine du *Parti Socialiste* avait en effet collé, en pleine crise, sur les murs de Paris et des villes de la banlieue une affiche contre la guerre, délibérément insurrectionnelle.

Le 27 Septembre, les syndicats des instituteurs et le syndicat national des agents des PTT faisaient placarder à leur tour sur tout le territoire, en double colombier : « *Nous ne voulons pas la guerre* ». [57]

Au congrès de Lille, en Août 1936, un des leaders de la fédération des instituteurs ne s'était-il pas déjà écrié ? :

« Nous pensons avec Marceau Pivert que la guerre est la plus grande lâcheté. À la fin de la dernière guerre, Arras était en ruines pour avoir été sérieusement défendue, et Bruxelles intacte pour avoir laissé entrer les Allemands. Plutôt la servitude que la guerre ! »

Quant à M. Pierre-Étienne Flandin, ancien président du Conseil, ancien chef de notre diplomatie et leader du plus important parti du centre, il faisait aussi afficher, en caractères énormes :

« La France perdra-t-elle encore un million de ses enfants dans une guerre dont la prétexte serait aussi misérable ? »

*Je Suis Partout*, journal d'extrême droite, placardait et diffusait également en tracts, à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, ce texte :

« Qui tirera le premier coup de canon sur la frontière allemande, ce ne sera pas Hitler ; nous alors ? Pouvons-nous nous charger de ce crime ? »

Cette atroce littérature avait été inspirée par le ministre des Affaires Étrangères, en personne, M. Georges Bonnet.

« Soutenez ma politique. Allez plus loin, au besoin ; forcez-moi la main ; harcelez-moi ; Jules Romains a écrit que les gouvernements ne détestent pas qu'on leur fasse un peu violence ; je suis d'accord avec lui »,

disait aux défaitistes ce bon apôtre.

Dopé par Bergery qui occupait le Quai d'Orsay en permanence, Bonnet commanditait avec l'argent des fonds secrets les pistoleros du *Libertaire* et les cagouleurs de *La Liberté* ; il achetait contre Jouhaux, Belin et son organe *Syndicat*, et contre Léon Blum, Paul Faure et son organe *Le Pays Socialiste*.

Georges Bonnet, au moment de l'alerte tchécoslovaque, envoyait en ambassade officieuse à Prague le [58] lieutenant de Paul Faure, René Brunet, député socialiste, ancien sous-secrétaire d'État aux Finances du Front Populaire, défenseur devant les tribunaux de la finance germanique et chargé notamment des intérêts de la firme allemande Julius Berger contre l'État turc.

René Brunet qui n'avait pas craint d'assister à la manifestation hitlérienne de l'*Opéra Kroll*, était au surplus l'avocat personnel du chef henleinien Kundt. La mission que lui confiait Bonnet, il eût pu tout aussi bien la recevoir de Ribbentrop.

Ainsi, autour du ministre des Affaires Étrangères s'était opéré, à la veille de Munich, le rassemblement du défaitisme de droite et du défaitisme de gauche, s'appuyant, se stimulant, s'excitant l'un l'autre dans une âpre concurrence dont un pays allié était l'enjeu.

Dans un congrès de sa fédération syndicale, l'instituteur Vivès avait clamé aux applaudissements des délégués :

« L'aventure éthiopienne et ensuite la guerre civile espagnole nous ont surtout appris quelque chose d'infiniment précieux : c'est que nos nationalistes n'avaient pas non plus de patrie territoriale.

Des journaux à Paris, des milliers de personnes à Wagram, ont affirmé cette volonté de résistance à la guerre, cette désobéissance, cette négation de la solidarité nationale. Eh bien, puisqu'ils la dénoncent, puisque nos adversaires de classe ne veulent plus connaître cette solidarité nationale, nous la nierons nous-mêmes. »

Et dire qu'il aurait suffi, Daladier, de quelques coups de baguette pour rompre ce nœud grouillant de vipères que Bonnet réchauffe sur son cœur généreux !

[59]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre IV

---

### « JE SUIS PARTOUT », CRI DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE

*Nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

Que de tristes documents j'ai réunis depuis plusieurs années sur notre presse ! Ils vérifient la terrible accusation portée par le Général Faucher.

J'ai cette nuit sous les yeux la collection de *La Victoire* que dirige Gustave Hervé, ancien champion de l'anti-militarisme insurrectionnel et fondateur de *La Guerre Sociale*, qui plantait avant 1914 « *le drapeau dans le fumier* » et est devenu l'avocat de la « *République autoritaire* ».

Cet ancien apologiste de l'anarchie, plusieurs fois condamné, a rédigé et fait diffuser en 1936 un tract en faveur d'une dictature : « *C'est Pétain qu'il nous faut* ».

Lorsqu'en 1937 la flotte allemande bombardait sauvagement la ville d'Almería par représailles contre les Républicains Espagnols, Hervé publia en première page de *La Victoire* un article intitulé : « *Bravo, les Allemands* ».

Les soldats de Verdun auraient-ils jamais pu croire que leur ancien chef prêterait son apologiste à Hitler ?

J'ouvre maintenant le dossier des hebdomadaires. [60]

Voici en bonne place l'article du *Falstaff* de la trahison, Henri Béraud, que *Gringoire* publia le 11 Octobre 1935 sous le titre : « *Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ?* », et qui fut si souvent reproduit en Italie et en Allemagne :

« Je suis de ceux qui pensent que l'amitié anglaise est le plus cruel cadeau que les dieux puissent faire à un peuple ...

Jucher des *clergymen* sur des coffres-forts afin de prêcher aux nations pauvres le renoncement, interdire la paix entre les nations, tel est le prix du confort anglais ...

Dix ans de ma vie, j'ai couru le monde pour assister à des massacres ordonnés par le *Foreign Office* ou pour voir en tous lieux John Bull, impassible, achever par le travail de ses espions et de ses changeurs la misère d'une Europe épuisée sur les champs de bataille ...

Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ?

Oui.

Le Négus, au besoin, s'en chargera. »

Voici, exhalant l'âcre relent des sentines hitlériennes, *Le Défi* de l'avocat Jean Charles Legrand, chassé du Palais de Justice, et *Le Choc* du Colonel Guillaume, courtier marron de finances interlopes, qu'un Président de la République, Paul Deschanel, voulut, dans sa douce folie, attacher à sa maison militaire.

Voici *Candide* où l'argument se polit, où le sarcasme s'académise, où la grimace béotienne prétend au sourire athénien.

Voici le plus ordurier et le plus haïssable de tous, *Je Suis Partout*.

« *MM. Gaxotte et Brasillach, les directeurs de Je Suis Partout, n'ont rien à se reprocher* », écrivait le mois dernier, dans *Le Jour*, la pimpante mascotte munichoise, Léon Bailby. [61]

Cette petite vieille qui a emprunté à Cécile Sorel sa boîte à maquillage et son émailleur, et qui porte un corset rose et des bas de soie couleur chair, n'est évidemment pas exigeante en matière de patriotisme.

*Je Suis Partout*, en effet, a été fondé par le propriétaire de *Candide*, l'éditeur Fayard, qui en Mai 1936, date de l'avènement du Front



Populaire, annonça qu'en raison du déficit de ses recettes, le journal allait cesser de paraître.

C'est alors que Pierre Gaxotte, ancien secrétaire de Charles Maurras, et Robert Brasillach, collaborateur de *L'Action Française*, en prirent la direction. Ils expliquèrent qu'ils étaient en mesure de remettre l'affaire à flot, grâce à la grandeur d'âme des rédacteurs du journal qui renonçaient désormais à la moitié de leurs appointements.

Cette justification du renflouement était des plus précaires, puisqu'en France les frais afférents à la rémunération du personnel rédactionnel ne représentent qu'un tantième insignifiant du budget total des dépenses d'un journal.

Depuis Mai 1936, *Je Suis Partout* qui, sous le consulat de Fayard, ne ferrailait qu'avec un fleuret prudemment moucheté, frappe avec un sabre massif dont Goebbels a effilé le tranchant et la pointe.

*Je Suis Partout* insulte lourdement les hommes d'État étrangers que les nazis poursuivent de leur haine. D'une manière habituelle, il présente les gouvernements français ou amis et alliés comme ridicules, lamentables et criminels.

Avec la même régularité, il exalte les vertus morales et le génie politique des dirigeants des régimes hostiles à la France. Il reprend, dans les périodes critiques, les thèmes préférés de la *Wilhelmstrasse*. Il expose sans aucune précaution de style une conception du monde identique à celle de nos ennemis totalitaires.

Il va jusqu'à publier avec des commentaires hyperboliques [62] les mémoires de Codreanu à l'époque précise où le chef des brigands de la Garde de Fer s'engage à faire entrer, le jour même de son arrivée au pouvoir, la Roumanie dans l'Axe.

*Je Suis Partout*, organe de vulgarisation populassière, est à *L'Action Française*, organe des fils de famille, ce que *Les Prix Uniques* sont aux magasins du *Printemps*, et la *Samaritaine* tout court à la *Samaritaine de Luxe*.

J'ai cette nuit sous les yeux une collection complète de *Je Suis Partout*, mémorial authentique de la trahison. Que de passages n'ai-je pas déjà cochés au crayon rouge !

« Le bobard Roosevelt ... Les Américains sont tellement avilis par la démocratie, tellement intoxiqués de pensée juive qu'ils ont perdu toute dignité. Sous aucun prétexte on ne doit compter sur les Américains ». (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 4 Février 1938.)

« Pour M. Roosevelt, il aurait les meilleurs raisons d'être philosémite. D'extraction juive, il descendrait d'une famille Rosacampo expulsée d'Espagne en 1620, et qui, réfugiée en Hollande, devint par étapes Rosenvelt, puis Roosevelt et chrétienne. » (Tracy, *J. S. P.*, 25 Novembre 1938.)

« De tous les sots qui se sont épanouis depuis la guerre sur l'humus odorant des démocraties, M. Franklin Roosevelt est probablement le plus parfait, le plus sot, le plus réussi, le modèle du genre. » (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 7 Janvier 1938.)

« M. Roosevelt, qui est à la fois la plus grande niquedouille du siècle et le représentant le plus autorisé de la ploutocratie hébraïque ... » (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 2 Décembre 1938.)

« Qu'attend M. Delbos pour rappeler notre ambassadeur à Washington ? » (Cette phrase est le titre d'un article dont on conçoit la violence) (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 11 Mars 1938.) [63]

### Ne croirait-on pas lire l'*Angriff* ?

« Le métèque La Guardia, Italien d'hier, demi-juif clandestin. Jim Farley, prodigieux Gaudissart ... » (G. M. Tracy, *J. S. P.*, 18 Novembre 1938.)

« Les Germano-Américains, obéissant de loin aux mots d'ordre hitlériens, furent les premiers à mener la lutte antisémite. » (G. M. Tracy, *J. S. P.*, 12 Mai 1939.)

### Venons à l'Europe :

« Le comte Sforza croit peut-être n'être qu'un ennemi du fascisme, il est un traître à sa patrie. » (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 12 Août 1938.)

« Les crétiens solennels de la démocratie ! Il n'y a guère qu'à Paris que M Winston Churchill soit encore pris au sérieux. Si nous sommes au seuil de la guerre, c'est un peu à M. W. C. que nous le devons. Un gouvernement digne de la France menacerait Londres de laisser ouverte la route de Calais. » (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 14 Octobre 1938.)

### Revenons à l'Amérique :

« Il faut pourtant songer que les Canadiens français sont loin d'avoir de l'admiration pour tout ce qui actuellement vient de Londres. Peut-on réellement blâmer nos compatriotes de se montrer au moins indifférents à un tel progrès, (la construction d'usines d'aviation britanniques au Canada), destiné à favoriser la grosse industrie anglaise et à servir uniquement les intérêts britanniques ? » (Dostaler O'Leary, *J. S. P.*, 21 Octobre 1938.)

Et voici l'Afrique :

« L'Afrique française, royaume juif » (Georges Roux, *J. S. P.*, 12 Août 1938.)

Et neuf semaines à peine avant que s'affirment avec violence les revendications italiennes sur la Tunisie :

« La Tunisie, colonie juive ... L'établissement du protectorat français en Tunisie a profité presque exclusivement [64] aux Juifs et a consacré la ruine de la bourgeoisie arabe. » (P. Vidal, *J. S. P.*, 23 Septembre 1938.)

Revenons encore à l'Europe :

« La victoire de Franco est peut-être l'aube d'une nouvelle politique en France. » (*J. S. P.*, 10 Septembre 1938.)

« S'allier aux Soviets ..., c'est obliger l'Italie et l'Espagne à marcher contre nous. » (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 7 Avril 1937.)

À propos du totalitaire magyar Imredy qui vient de découvrir, au moment de l'application des lois raciales en Hongrie, qu'un de ses arrière-grands-parents du côté maternel avait été baptisé à l'âge de 7 ans seulement, il y a 125 années :

« Ces explications empreintes d'une grande dignité provoquèrent une profonde émotion et les députés tinrent à rendre hommage au courage et à la probité morale du président du Conseil démissionnaire qui n'hésitait pas à se sacrifier. » (François Dauture, *J. S. P.*, 3 Mars 1939.)

Ce François Dauture est un des traducteurs de *Ma Doctrine*, par Hitler, recueil de textes révisés et amendés par le *Führer*, que la maison Fayard a publié avec « *l'accord officiel* » de l'auteur, en même temps que Goebbels faisait éditer, à Londres, en anglais, *L'Allemagne Parle*, préfacé par Ribbentrop.

Dans le volume de Fayard, d'une extrême ingéniosité à destination de la badauderie française, il est souligné par d'habiles renvois au bas des pages que les paroles d'Hitler, comme celles de son discours de

Francfort du 16 Mars 1936, dédiées à « *l'entente* » et à la « *réconciliation des deux peuples* », ont été scandées « *par les applaudissements déchaînés de la foule* » et que « *les cris de "Heil" ont déferlé pendant plusieurs minutes dans le hall gigantesque* ». [65]

Au budget de propagande du *Reich* M. François Dauture n'émargent-il que comme traducteur ?

Et voici des textes de *Je Suis Partout*, plus saisissants encore.

« Nous étions là, au congrès de Nuremberg quelques Français qui regardions, le cœur serré et pourtant bouleversés par la beauté d'un tel spectacle. » (Louis Bertrand de l'Académie Française, *J. S. P.*, 8 Février 1936.)

M. Louis Bertrand n'est pas traducteur d'allemand, mais il est traduit en Allemagne. Cela ne veut pas dire qu'il y soit lu. Il lui suffit de toucher les droits.

« L'Alsace a échappé pendant 48 ans à cet abrutissement méthodique des Français dont le parti radical est le résultat. » (Lucien Rebatet, *J. S. P.*, 10 Juin 1938.)

« Je n'ai pas à cacher que j'ai été reçu fort courtoisement chez Elz, autonomiste. J'ai sans doute plus d'opinions communes avec ces ennemis qu'avec un abbé démocrate populaire ou un socialiste juif de Paris. » (Lucien Rebatet, *J. S. P.*, 17 Juin 1938.)

« Je réclame la renonciation complète à tous les pactes et traités d'alliance en vigueur, quels qu'ils soient. » (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 11 Novembre 1938.)

Voilà sa manière de célébrer l'anniversaire du jour de la victoire !

« Lorsque la France aura vomi la démocratie, lorsqu'elle aura retrouvé sa jeunesse et sa santé, elle pourra recommencer à dicter sa loi en Europe. » (P. A. Cousteau, *J. S. P.*, 9 Décembre 38.)

« Aux affirmations imprimées en Allemagne que la Tchéco-Slovaquie est une base d'aviation de l'URSS, la Tchéco-Slovaquie opposera-t-elle des démentis efficaces, c'est à dire une vérification sur place par des observateurs impartiaux et au-dessus du soupçon ? » (Henri Pozzi, *J. S. P.*, 11 Juillet 1936.) [66]

Ainsi, deux ans à l'avance, *Je Suis Partout* préparait les alibis du *Reich*.

« Hitler est-il sincère ? Eh bien, au risque de passer pour un naïf, j'ose dire : oui, je le crois. » (Henri Claudet, *J. S. P.*, 26 Octobre 1935.)

« Il n'y a eu à Munich qu'un seul vaincu, c'est Moscou. » (*J. S. P.*, 7 Octobre 1938.)

« En Septembre, on voulait nous engager dans une guerre douteuse pour une cause ignoble. » (R. Brasillach, *J. S. P.*, 3 Février 1939.)

« M. Bénès, gremlin de Bénès. » (*J. S. P.*, 23 Septembre 1938.)

« L'ignoble excrément humain qui a nom Bénès ». (Robert Brasillach, *J. S. P.*, 24 Mars 1939.)

Passons sur une abominable page spéciale du numéro du 28 Avril 1939, reproduisant tous les dessins anti-britanniques parus dans la presse de l'Axe.

Passons aussi sur les numéros dithyrambiques à l'égard de l'Allemagne, sur les articles de cinq colonnes consacrés à « *Force par la Joie* », aux revendications économiques du *Reich*, aux comptes-rendus des congrès nazis, articles que la radio et la presse allemandes ont repris avec une joie sadique.

J'éprouve une insurmontable nausée, car voici reculées les limites de l'abjection :

« Hitler, un dictateur libéral ... » (Henri Claudet, *J. S. P.*, 19 Octobre 1935.)

« Malgré cette pose de violence, malgré cette vie tout en dehors, Goering est un tendre. » (Henri Claudet, *J. S. P.*, 19 Octobre 1935.)

Reportage sur « *Vienne sous la croix gammée* », avec pour titre : « *J'ai vu un pogrom* » :

« Je doute qu'il y ait un seul Viennois raisonnable pour ne pas reconnaître que si l'*Anschluss* a ses désagréments, il a débarrassé la ville d'une fameuse plaie, les Juifs. [67]

Dans toutes ses rues, toutes ses venelles que j'ai connues grouillantes d'un peuple grimaçant et fiévreux, c'est le silence effrayant qui suit les cataclysmes.

Ici, les anti-juifs opèrent à leur guise : la fantaisie des étudiants, des ouvriers, des artistes se donne libre cours.

De tous côtés, les vitrines sont épouvantablement barbouillées à l'encre, au cambouis, au goudron et même ... oui, il n'y a pas de doute, "ça" en est bien.

En somme, je suis en train d'assister à un pogrom. Car un pogrom, la plupart du temps, ce n'est rien de plus que cela ... L'antisémitisme allemand bouleverse le *ghetto* et il a raison.

On s'est beaucoup trop attendri sur le menu peuple juif.

Je cherche ce qui nous empêcherait de dire que l'antisémitisme allemand, et plus particulièrement viennois, offre un exemple de justice distributive dont les nations enjuivées devraient faire leur profit, plutôt que de se voiler la face en criant à la sauvagerie. » (Lucien Rebatet, *J. S. P.*, 2 Septembre 1938.)

Et cela n'a pas été traduit par un quelconque Dauture, cela n'a pas été écrit en allemand par un Julius Streicher dans le *Stürmer* cela est écrit directement par un Français dans la langue de Montaigne et de Pascal.

La *National-Sozialistische Monatshefte* éditée par le pédant forcené Alfred Rosenberg, n'a pas eu tort, dans son numéro d'Octobre dernier, d'inscrire *Je suis Partout* au tableau d'honneur de l'hitlérisme :

« Cette revue, dont le rédacteur en chef, Brasillach, collabore étroitement avec le Parti Populaire de Doriot, est, à côté de quelques rares pionniers isolés, la seule revue à toucher le côté biologique et eugénique de la question juive. »

Dans son numéro de Juin dernier, la *National-Sozialistische Monatshefte* a rendu à *Je Suis Partout* [68] un nouvel hommage :

« Rebatet et ses collaborateurs possèdent une grande conscience de leurs responsabilités et font du bon travail d'éclaircissement (*saubere Aufklärungsarbeit*) ».

La preuve est patente : *Je Suis Partout* est le cri de guerre de l'Allemagne.

Le mois dernier, un journaliste parisien sollicitait de l'ambassade d'Espagne un *visa* pour Barcelone ; « *Pouvez-vous nous donner la caution de M. Maurras ou fournir, à défaut, une attestation de MM. Brasillach ou Gaxotte ?* » lui demanda le représentant de Franco.

Don José Félix de Lequerica, ambassadeur d'Espagne à Paris, devenu l'ami personnel du Maréchal Pétain, collabore impudemment à *Je Suis Partout*. En avril 38, il a conduit en Espagne Pierre Gaxotte et le rexiste Pierre Daye, lieutenant de Léon Degrelle, qui furent accueillis avec magnificence.

Chez Charles Lesca, administrateur de *Je Suis Partout*, qui possède une somptueuse maison à Auteuil, l'ambassadeur espagnol dîne fréquemment avec Brasillach. Ce dernier en 1937 a assisté au Congrès de Nuremberg, en compagnie de Pierre Cousteau, de notre actuel ministre du Travail, Pomaret, et d'Otto Abetz.

Brasillach fut reçu par Himmler au bivouac des Ss aux portes de Nuremberg, convié à un dîner présidé par Goebbels, à un thé offert par Ribbentrop et fut présenté par Rudolf Hess à Hitler.

Combien de fois, les directeurs de *Je Suis Partout* sont-ils passés à la caisse nazie ? Quel a été le prix de leur trahison ? Quel est en marks le taux de conversion des trente deniers de Judas ?

Il y a quelques semaines, des dévoyés étaient arrêtés à Arras et à Dunkerque pour avoir, levant les bras avec ostentation, imité le salut fasciste, et glissé [69] sous les portes des maisons des prospectus de fabrication hitlérienne, venant directement de Goebbels.

*L'Europe Nouvelle*, de Pertinax, évoquant les campagnes de *Je Suis Partout*, écrivait alors :

« La propagande est impuissante quand elle paraît sans masque. Mais sous le masque du nationalisme français elle peut encore faire des dégâts. C'est pourquoi nous avons arraché le masque. Au gouvernement de décider s'il n'y a rien à faire de plus. »

Le gouvernement, à sa coutume, s'est abstenu de décider. Tout de même, si ce matin les braves gens qui sont encore l'immense majorité de notre pays apprenaient qu'à cette aube blême, qui est en train de se lever sur l'entrée des Allemands en Pologne, Gaxotte, Brasillach, Cousteau, Rebatet, Claudet, enfants chéris de Maurras, et quelques autres, ont été fusillés à la caponnière de Vincennes, ils penseraient que cet exemple de « *justice distributive* » protège enfin la Patrie.

[70]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre V

---

### LES INVITÉS DE M. DE BRINON

*Nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

Les rédacteurs de *Je Suis Partout* sont-ils les seuls dans la presse française qui devraient ce premier matin de guerre être attachés au poteau d'exécution, afin que nos soldats fussent assurés de ne pas être frappés à revers par les traîtres ?

Les collusions de certains journaux avec la propagande allemande sont, hélas !, si flagrantes que Daladier a dû prendre, en Mai dernier, un décret-loi prohibant la diffamation raciale, interdisant à la presse de recevoir des fonds pour une propagande anti-nationale et instituant la déclaration obligatoire, dans les huit jours, de toute sommes encaissées directement ou indirectement pour des campagnes de publicité.

À la suite de ce décret trois journaux nettement nazis d'Alsace-Lorraine ont dû cesser leur publication. Mais si la nouvelle législation avait été exécutée dans toute sa rigueur, les plus grands journaux parisiens n'auraient-ils pas subi la même sanction ?

Le correspondant de *Time* de New York, commentant la tardive initiative de Daladier, a écrit que la presse de Paris était le cloaque du journalisme mondial ; que le gouvernement italien avait acheté, pendant l'affaire d'Éthiopie, des pages éditoriales ; [71] que certains



organes avaient reçu l'argent fangeux du III<sup>e</sup> Reich. Il a stigmatisé les campagnes antisémites de *Je Suis Partout* et de *L'Action Française*, et cité *Le Matin*, *Le Journal*, *La Liberté*, *Le Jour* et *Gringoire* « comme ayant imprimé dernièrement des nouvelles favorables à l'Allemagne ».

M. de Nalèche, directeur du *Journal des Débats*, président du syndicat de la presse parisienne, et gardien des « intérêts moraux » de la profession, a menacé *Time* d'un procès et, par courtoisie internationale, le directeur du magazine américain, désavouant son rédacteur, a rétracté l'accusation.

Mais c'est le Procureur de la République, s'il voulait aller jusqu'au bout de son devoir, qui ne devrait pas hésiter à la reprendre.

Le temps presse trop pour qu'il soit loisible de philosopher sur les causes profondes de cet avilissement de la presse dans un pays dont le niveau moral n'a pas baissé.

Reconnaissons seulement que la Roumanie même ne mériterait pas une presse comme la nôtre.

Si l'instruction de l'affaire Stavisky n'avait pas été systématiquement dérivée vers des histoires d'alcôves, d'hippodromes et de tripots, elle eût révélé que l'élégant escroc qui, à la première conférence de Stresa en 1932, invitait Georges Bonnet à sa table, était, à l'occasion de ses affaires de bons hongrois, entré en relations avec les services de la propagande allemande, en vue d'opérations de presse.

C'est Dubarry, homme-lige de Caillaux et de Laval, qui devait être le *manager* des journaux de Stavisky. Du juif Goldsky et du nègre Darius au raciste Louis Thomas, les tire-laine et les coupe-jarrets du boulevard lui avaient déjà engagé leurs services lorsqu'éclata le scandale du Mont de Piété de Bayonne.

Il y a six semaines, Louis Aubin, rédacteur au [72] *Temps* et Jules Poirier, chef du département de publicité du *Figaro*, ont été arrêtés, ainsi que le socialiste extrémiste Jean-Gaston Amourette.

Ce dernier est convaincu d'avoir recherché l'argent allemand pour fonder un journal « révolutionnaire ». Quant à Aubin et à Poirier, ils ont avoué les rapports qu'ils entretenaient avec le gouvernement du Reich par l'intermédiaire de Léo Hirsch arrêté avec eux, et de la baronne von Einem, malheureusement en fuite, aristocratique espionne,

et parente du général allemand qui commanda en 1914 une armée sur le front français.

Aubin et Poirier avaient été chargés de mettre la main sur le consortium cinématographique Pathé-Nathan, à la faveur de ses embarras financiers.

Aubin a reconnu avoir reçu un million et Poirier trois millions et demi.

J'ai la certitude que *Le Figaro*, dirigé par le loyal et sévère Pierre Brisson, est étranger aux entreprises de son chef de publicité. Mais l'emploi d'Aubin par Goebbels se trouve justifié par la trouble attitude du *Temps* depuis que Jacques Chastenet, ancien directeur de la *Banque de l'Union des Mines*, et Émile Mireaux, ancien directeur du *Bulletin quotidien d'informations économiques*, édité par le *Comité des Forges*, en assument la direction, sous le contrôle et pour le compte de leurs patrons, M. François de Wendel, président du *Comité des Forges*, et M. Henri de Peyerimhoff de Fontenelle, président de l'*Union des Mines*.

Il y a, au *Matin*, de Bunau-Varilla, un autre Aubin qui s'appelle Marcel Knecht, passager fidèle de l'avion Paris-Berlin, accrédité depuis longtemps auprès des banques et des industries germaniques. Il est un collecteur si habile qu'il ne revient jamais les mains vides. [73]

Je me rappelle soudain que le pauvre grand Barthou m'a raconté, quelques semaines avant d'être assassiné, qu'il avait un jour accepté un peu légèrement de dîner chez Bunau-Varilla à Orsay, sans s'informer de la qualité des convives.

Le propriétaire du *Matin* avait eu l'audace de le placer à table à côté de von Ribbentrop, alors chargé de mission à Paris par Hitler.

C'est en vain que l'envoyé du *Führer* essaya d'engager une conversation diplomatique avec notre Ministre des Affaires Étrangères qui l'interrompit sèchement par ces mots :

« Je ne m'entretiens de ces questions qu'avec les ambassadeurs, et pas à la ville, mais dans mon cabinet. Parlons donc, si vous le voulez bien, de la musique qui, en dehors de la politique, est ma plus chère spécialité, ou du champagne qui est la vôtre. »

Au *Journal*, c'est le grand chef, Pierre Guimier, qui opère lui-même. Ancien démarcheur de publicité, il connaît les secrets du métier, comme le général sorti du rang, les mystères du packaging.

La haine que cet analphabète rusé a vouée à la démocratie, depuis son éviction de l'*Agence Havas* par le gouvernement de 1936, est peut-être encore plus féroce que sa cupidité, à peine apaisée par les cinquante millions qu'il a gagnés dans le trafic des opinions et dans les affaires de presse.

Pendant la crise qui a abouti à Munich, il a publié le 2 Septembre dans *Le Journal*, pour faire sa cour au *Reich*, une *interview* sur le péril bolcheviste, vieille d'ailleurs d'un an, accordée par Hitler à Alphonse de Chateaubriant.

Pour mieux apprécier la signification de cette attitude, je me reporte à *La Gerbe des Forces* qu'A. de Chateaubriant, prix Goncourt de 1911 et grand prix du roman de l'Académie de 1923, a fait éditer par Grasset en 1937. [74]

Voici quelques extraits de *La Gerbe des Forces*, qui attestent que l'auteur de ce livre, choisi par Guimier pour donner la parole à Hitler dans un des plus importants journaux français, est un fou qui mérite la camisole de force ou un traître dont douze balles doivent faire justice.

« Nantes, Décembre 1936 — Heidelberg, Juin 1937. J'ai écrit ce livre pour la France, pour mes amis de France, pour mes frères de France.

Il faut comprendre que lorsque la lutte pour la planète est commencée, le Rhin n'est pas une frontière pour laquelle on se bat, mais une ligne stratégique sur laquelle on se rassemble ...

La France et l'Angleterre, sur leur îlot, que représentent elles ? L'idée libertaire sans rien dessous ...

Les dirigeants de la nouvelle Allemagne, tous jeunes, ardents ... avec une très haute conscience morale ...

Je suis raciste pour la France, comme l'Allemagne nous demande de l'être ...

Le portrait d'Hitler ? Une parfaite aisance dans la démarche et dans le geste. Toute la nuance y demeure. Et de cette nuance observée se dégage comme d'une musique choisie un véritable parfum d'aristocratie. Ses yeux sont du

bleu profond des eaux, de son lac de Königssee quand le lac reflète les puissantes cassures striées de nuages de son Tyrol ...

Il est exaltant de se trouver près de lui quand il parle ... Son dos ? Ce dos là n'a pas été cabossé par les sales passions de la politique ; il est plein et pur comme un tuyau d'orgue. Et la main fine est vive, alerte, souple, intelligente, féminine. Oui, sans doute, il y a, il reste de la femme dans cet homme là. Heureusement !

L'analyse physiognomonique de son visage révèle [75] quatre caractères essentiels ... Le premier, un haut idéalisme ... le second, une très remarquable acuité d'intuition ... le troisième, une puissance léonine. La quatrième caractéristique est une immense bonté. Oui, Hitler est bon, il est immensément bon. Sa bonté est la grosse pièce forte autour de laquelle s'est trouvée organisée son énorme escrime.

Hitler n'est plus le nom d'un homme, c'est le nom de tous en tous ... Les nationaux-socialistes allemands sont l'apparition humaine d'un recommencement de l'œuvre de Dieu.

Si Hitler a une main qui salue, qui s'étend vers les masses de la façon que l'on sait, son autre main dans l'invisible ne cesse d'étreindre fidèlement la main de celui qui s'appelle Dieu. »

En 1922, à la Chambre, Maurice Barrès, tourmenté par de sombres pressentiments, se plaignait qu'il n'existât point dans nos codes un texte pour prohiber, en temps de paix, la propagande contre la nation.

« *Vous avez raison* », lui répondait le président du Conseil, Raymond Poincaré.

Pourquoi ce dialogue entre les deux grands Lorrains est-il resté sans écho ?

Dix-sept ans de carence gouvernementale pour n'aboutir qu'au décret de Daladier et aux poursuites contre les seuls Aubin et Poirier ! Et celles-ci ont soulevé dans certains milieux financiers des protestations dont n'a pas craint de se faire l'interprète M. Paul Baudouin de la Banque d'Indo-Chine, envoyé spécial de M. Georges Bonnet auprès du *Duce* pour les négociations secrètes dont le chemin de fer de Djibouti à la capitale de l'Éthiopie est le prétexte.

Nos fils comprendront-ils que nos gouvernants aient laissé impunément publier cette littérature pro-hitlérienne dont se sont fait une

spécialité des éditeurs comme Grasset, Fayard, Denoël, des auteurs [76] comme, parmi tant d'autres, Alphonse de Chateaubriant, André Germain, équivoque sous-produit d'une imposante dynastie bancaire, le baron Robert Fabre-Luce, hystérique de l'inversion que j'ai surnommé la « *Jungfrau de Nuremberg* », Serpeille de Gobineau, André Fabre-Luce, René Gontier ?

Ce dernier a pu, sans être enfermé dans une cellule ou dans un cabanon, faire éditer par Denoël un livre intitulé *Le Racisme Français* qui pourrait être signé par Alfred Rosenberg.

Il exalte le « *subnordisme blond de Céline et de Jules Romains* », chez lesquels il retrouve, aussi apparentes que chez Napoléon, les marques de la race blanche.

Il découvre chez les Juifs un métissage jaune et noir, attesté par leurs lèvres épaisses, un certain prognathisme et des traits essentiellement négroïdes tels qu'ils apparaissent chez André Maurois, Douglas Fairbanks et Max Baër. Il en conclut que la défense spirituelle de l'Occident suppose d'abord sa défense racique.

En d'autres temps, ces divagations n'eussent été au pays de Rabelais justiciables que du ridicule, mais lorsque, pour légitimer ses formidables armements contre la France, l'Allemagne s'appuie sur ces concepts délirants, ceux qui chez nous les propagent doivent être traités comme des domestiques de l'ennemi.

Voici, venu de l'extrême gauche, Louis Ferdinand Céline, écrivain illustre, dont chaque œuvre bénéficie par les soins de Denoël d'une publicité formidable.

Son avant dernier livre, *Bagatelles pour un Massacre*, pamphlet antisémite, « *hurlement de colère* », était, « *qu'on ne s'y trompe pas* », nous a prévenus Léon Daudet, « *un acte et qui aura peut-être un jour de redoutables conséquences* ».

Son dernier livre, *L'École des Cadavres*, dont j'ai un exemplaire qui porte « *22<sup>e</sup> édition* », est une [77] apologie frénétique d'Hitler, en même temps qu'une déclaration d'amour à l'Allemagne et à l'armée allemande.

Louis Ferdinand Céline ose écrire ceci :

« Qui donc a mis comme ça Rothschild sous les verrous ? pour spéculations ?

C'est pas Schussnig, c'est pas Cachin, c'est pas Jouhaux, c'est pas Blum, c'est pas Chamberlain, c'est pas Staline, c'est Hitler ...

Quel est le véritable ennemi du capitalisme ? C'est le fascisme. Le communisme est un truc de Juif, un moyen d'asservir le peuple plus violemment encore, absolument à l'œil.

Quel est le véritable ami du peuple ? Le fascisme.

Qui a fait le plus pour l'ouvrier ? L'URSS ou Hitler ?

C'est Hitler.

Y a qu'à regarder.

Qui a fait le plus pour le petit commerçant ? C'est pas Maurice Thorez, c'est Hitler !

Qui nous préserve de la guerre ? C'est Hitler ! Les communistes, juifs ou enjuivés, ne pensent qu'à nous envoyer à la bûche, à nous faire crever en croisades.

Hitler est un bon éleveur de peuples, il est du côté de la Vie, il est soucieux de la vie des peuples, et même de la nôtre. C'est un Aryen.

Les "chiens enragés de l'Europe" sont de ce côté du Rhin. Maurras a raison.

Il n'existe aucune haine fondamentale, irrémédiable entre Français et Allemands. Ce qui existe, c'est une machination permanente, implacable, judéo-britannique, pour empêcher à toute force que l'Europe se reforme d'un seul bloc, d'un seul tenant franco-allemand comme avant 843. [78]

L'équilibre européen sous la tyrannie anglaise n'est qu'un infini massacre, à répétition, franco-allemand.

Les bêtes du continent doivent toujours être, pour la satisfaction anglaise, plus ou moins vidées, sonnées, incapables de s'arracher au joug britannique.

Union franco-allemande. Alliance franco-allemande. Armée franco-allemande.

C'est l'armée qui fait les alliances, les alliances solides. Sans armée franco-allemande, les accords demeurent platoniques, académiques, versatiles, velléitaires ... Assez d'abattoirs ! Une armée franco-allemande d'abord ! Le

reste viendra tout seul. L'Italie, l'Espagne par dessus le marché, tout naturellement, rejoindront la Confédération.

Confédération des États Aryens d'Europe.

Pouvoir exécutif : l'armée franco-allemande.

Une alliance franco-allemande à la vie, à la mort.

Ce sera le glas de l'Empire britannique, et ce sera pain béni, de la Tyrannie britannique, l'écroulement de l'Empire ! Tant mieux ! Nom de Dieu, tant mieux ! La fin du cauchemar.

L'alliance franco-allemande, c'est la puissance judéo-britannique réduite à zéro. Le fond du problème atteint, enfin. La solution.

Une seule force anti-juive en ce monde, une seule force pacifique réelle : l'armée allemande.

Monsieur le Maréchal Pétain, ce n'est pas aux deux quarterons de quadragénaires artériels combattants, fléchis, perclus, éclopés rhumatoïdes, émergés par miracle de nos sempiternels charniers franco-allemands qu'il faut maintenant stentoriser vos trop bouleversants « garde à vous » !

Vous faites erreur, Monsieur le Maréchal ! L'ennemi est au Nord ! Ce n'est pas Berlin ! C'est [79] Londres ! La Cité ! Les casemates-tout-en-or ! La Banque d'Angleterre avec ses laquais « framboise » ! Voilà l'ennemi héréditaire !

Il vous manque du monde, Monsieur le Maréchal ! Il vous manque les vrais effectifs ! Il vous manque le principal ! Les 400 parfaites divisions d'infanterie franco-allemandes. »

Pour la liberté des écrits, qu'ils ne séparaient pas de l'amour de la patrie, nos pères ont dressé des barricades. Mais ils n'ont pas offert leur sang afin qu'il fût loisible à l'ennemi de propager chez nous ses mots d'ordre et de nous investir par le dedans.

La liberté de la presse, orgueil de la République, ne se confond pas avec la faculté de servir par la plume ceux qui veulent nous imposer leur doctrine pour nous soumettre à leur loi.

Elle est essentiellement le droit du lecteur à être informé avec exactitude dans le domaine des idées comme des faits, afin de composer son opinion selon sa conscience et son humeur.

« *La vérité est toute à tous* », a écrit magnifiquement Paul Louis Courier. Mais le mensonge n'est à personne. Et s'il a été payé, ou fabriqué, ou provoqué, ou inspiré, ou suggéré, de l'autre côté du Rhin, il doit être arrêté au pont de Kehl.

Il n'y a pas de limites pour la pensée. Mais entre la pensée la moins conformiste, ou la plus indépendante, ou la plus paradoxale, ou la plus imprudente, ou la plus audacieuse, et l'acceptation des consignes de l'ennemi se dresse une frontière, comme entre deux mondes antagonistes.

Cette ligne de démarcation n'est pas un signe graphique, un trait de couleur ou un pointillé sur une carte. Elle est une frontière physique comme celle du sol et doit être, au même titre, défendue.

Contre la raison, la raison d'État a toujours tort. Jamais contre la trahison. [80]

Assurer en Alsace-Lorraine à toutes les tendances de l'esprit la plénitude de leur expression, respecter jusque dans leurs exigences les plus ombrageuses, les susceptibilités du patriotisme local, c'était l'obligation de la France sous peine, pour elle, de déroger à son histoire, à son âme.

Mais se devait-elle de tolérer que l'autonomisme liât si étroitement partie avec le nazisme et que la croix gammée devînt, sur la terre de Kléber, l'emblème de certains missionnaires du Christ ?

Soumettre au contrôle du parlement toutes les initiatives de notre diplomatie, c'est la loi d'une démocratie où lui seul décide souverainement de nos accords et de nos alliances.

Mais permettre à un Jean Montigny, revenu d'Allemagne les poches pleines, de combattre le pacte franco-soviétique avec les arguments de la *Wilhelmstrasse*, autoriser un Xavier Vallat à recevoir l'hospitalité du gouvernement de Budapest pour exalter à la frontière yougoslave les revendications hongroises contre nos alliés, c'est affaiblir la démocratie à l'intérieur, et, au dehors, la discréditer.

Reconnaître dans Jules Romains les droits souverains de la pensée, c'est pour la France rester fidèle à sa raison d'être, à son essence, même lorsque le puissant architecte des *Hommes de Bonne Volonté*, qui est peut-être, en compagnie d'André Gide et de François Mauriac, le plus



grand écrivain français vivant, se trompe, au point d'écrire dans *Le Couple France-Allemagne – 1933-1934* :

« L'ombre de Delcassé doit être contente. Nous recommençons, ou nous nous donnons tous les airs de recommencer, l'encerclement de l'Allemagne, pendant que notre ambassadeur, pour amuser le tapis, cause du bout des lèvres avec le chef du peuple allemand ... Bientôt rien n'y va manquer, même l'alliance russe ...

[81]

Nous devons ensuite convaincre l'Allemagne que nous croyons en sa bonne foi ...

Il y a une bonne foi allemande, non pas comme la nôtre, de nature juridique ... La bonne foi allemande est pour ainsi dire de nature féodale. C'est un lien d'homme à homme, une fidélité personnelle.

Je suis sûr que partout – je m'en persuadais hier encore en Allemagne – ce que veulent et préparent les jeunesses, ce n'est pas la guerre ...

Il y a des gens qui se sont juré d'empêcher un rapprochement quelconque entre ces deux peuples ... Je n'en finirais pas de les énumérer. Je tiens pourtant à signaler l'influence non pas concrète, mais diffuse, de l'opinion juive. Il y a aussi les réfugiés ...

Oui, c'est encore une des choses que me disait l'autre jour M. Rosenberg :

“Quand je voyais courir M. Barthou, croyez-vous que je ne me sentais pas assiégé ?” »

Et dans un chapitre qui s'appelle « *La Victoire du Bon Sens* » :

« Oh ! certes, la méthode de Barthou était brillante, mais elle était dangereuse. La nouvelle équipe ministérielle a déjà un gros avantage sur la précédente. Elle est dirigée par des hommes jeunes ; M. Laval en particulier me paraît être un homme de sang-froid ».

Laisser, par contre, Louis Ferdinand Céline répandre sur son pays, dans l'assurance de l'impunité, la puanteur des gaz asphyxiants de la *Badische Anilin* et exploiter commercialement les brevets de Rudolf Hess, c'est commettre le crime de forfaiture par imbécillité.

L'autorité militaire française a, dans ces derniers mois, arrêté et fait condamner Greta Oswald qui, dans nos ports de guerre, jouait les vamps auprès de nos candides officiers de marine. [82]

Elle a reçu les aveux de M<sup>me</sup> Burg, femme d'un employé au consulat allemand de Marseille, qui opérait dans les camps d'aviation, fréquentant les cafés et les bars d'Istres dans le voisinage de l'école d'hydravions.

Elle a pris en flagrant délit, au Maroc, la danseuse von Sievers, dite Irène de Versi, cette Mata Hari de 1939, qui avait organisé une agence de désertion à l'usage de la Légion Étrangère.

Elle a fait écrouer au *Cherche-Midi* le baron Serge de Stakelberg, ancien attaché à la mission militaire du Tzar en France.

Ayant fondé à Genève la « *Croix Violette* », « *organisation internationale de protection individuelle et collective des populations civiles contre les effets de la guerre chimique et aéro-chimique* », Stakelberg était venu à Paris où, avec cette carte de visite, il s'était introduit rapidement dans les milieux militaires spécialisés dans la défense antiaérienne, et dans les grandes usines de production de matériel de guerre.

Sur les estrades officielles, on le vit au milieu de généraux chamarrés. On l'entendit aux postes de radio d'État nous donner des conseils sur « notre » défense et sur la protection de « *notre* » cher Paris.

On vit sa signature dans une revue, *Le Danger Aérien*, subventionnée par le ministre de la Défense Nationale, ainsi que dans la revue *Gendarmerie* et dans *L'Avion*, organe des pilotes civils de France.

Il entra même au conseil d'administration du Musée de la Guerre.

M<sup>me</sup> de Stakelberg, qui avait fait pacifiquement la conquête de nombreuses femmes de généraux, s'inscrivit, sous leur patronage, parmi les assistantes du « *Devoir National* ». Elle prit même pour secrétaire particulière la secrétaire de cette importante organisation dont le siège est le même que celui de l'« *Association [83] Nationale des Officiers de Réserve* », Avenue de l'Opéra.

Il arriva par bonheur que les débordements de cette activité patriotique et humanitaire du ménage inspirèrent quelques inquiétudes au Deuxième Bureau et à la Sûreté Nationale, et M. de Stakelberg fut soumis à une filature qui révéla qu'il rencontrait fréquemment, en dehors des bureaux de consulat, le Consul Général d'Allemagne à Paris.

Il dut alors confesser au Colonel Grosmaillard, chargé de l'interroger, qu'il approvisionnait le diplomate allemand de renseignements, de

documents et de plans sur la défense aérienne française, sur les gaz de combat, sur l'aviation militaire, sur le service de santé, sur les manœuvres de Champagne, sur la ligne Maginot. Il refusa de dénoncer ses complices.

Le tribunal militaire, à huis clos, vient de la condamner à vingt ans de détention.

Mais les officiers qui composent le conseil de guerre, les officiers du Deuxième Bureau, les officiers d'État-Major sont presque tous abonnés à *Je Suis Partout*, suivant l'exemple du Maréchal Pétain et du général Weygand. Ils lisent tous *Gringoire*, *Candide*, *L'Action Française*, *Le Jour* de Bailby et *La Liberté* de Doriot. Ils se disputent les 22<sup>e</sup> éditions des livres de Céline.

Ainsi, ce qu'elle perd d'un côté, l'Allemagne, d'un autre, le gagne.

MM. Fernand de Brinon et Otto Abetz ont bien mérité du *Reich*.

Ce sont eux, en effet, qui ont monté à Paris une succursale de l'officine de Goebbels, et cette filiale est certainement la plus importante, la mieux achalandée et la plus prospère de toutes celles que le ministre de la Propagande nazie a installées à l'étranger.

De Brinon, que la rubrique hippique de *Gringoire* [84] et la gérance d'une écurie, pour le compte d'un *bookmaker*, disputaient au secrétariat de rédaction du *Journal des Débats*, était, à vrai dire, plus connu sur les champs de courses que dans les Chancelleries, lorsqu'il publia, dans *Le Matin* du 22 Novembre 1933, une sensationnelle *interview* d'Hitler :

« Moi, faire la guerre ? Serais-je fou ? La Guerre ? Mais elle ne réglerait rien. Par elle, l'Asie serait installée dans notre continent et le bolchevisme triomphant.

L'Alsace-Lorraine ? J'ai dit assez souvent que nous y avons renoncé définitivement pour penser que j'étais entendu.

Combien de temps faudra-t-il répéter que nous ne voulons ni absorber ce qui n'est pas nôtre, ni nous faire aimer de qui ne nous aime pas ?

Vous avez devant vous une Allemagne dont les neuf dixièmes font pleine confiance à leur chef, et ce chef vous dit : Soyons amis. »

Si Hitler trouvait ainsi un héraut, de Brinon ne devait pas tarder à trouver un éditeur et il publiait chez Grasset, quelques semaines après l'interview qui l'avait tiré de l'ombre, un livre *France-Allemagne*

impudemment dédié « *À mes amis de l'année 1914, tués dans la guerre contre l'Allemagne* ».

Il se portait garant de la loyauté des intentions d'Hitler, invoquant le témoignage identique de M. G. Ward Price paru dans le *Daily Mail*, et une lettre amicale du journaliste londonien :

« J'admire beaucoup le portrait saisissant que vous avez fait du *Führer*. »

Jules Romains lui-même n'écrivait-il pas ? :

« Je suis persuadé que de Brinon, quand il a senti la sincérité du *Führer*, n'a pas été la dupe d'un *comediante* trop habile. »

Dans *France-Allemagne*, le pronostiqueur sportif, désormais illustre, exaltait, selon la formule alors [85] à la mode, « *la mission de l'Europe* ». *L'Ordre Nouveau* n'était pas encore né.

De Brinon se targuait aussi de pouvoir publier, grâce à ses relations d'amitié avec Röehm, le discours inédit, prononcé le 7 Septembre 1933 à Berlin, par le chef d'état-major des Sections d'Assaut :

« Le national-socialisme est une nouvelle conception du monde ... Par le national-socialisme l'Allemagne, qui était une tête de pont préparée pour une attaque mortelle contre l'univers, est devenue un solide boulevard contre le bolchevisme.

C'est exclusivement à l'Allemagne national-socialiste que l'humanité est redevable de cette délivrance qui écarte le cauchemar qui pesait sur tous les pays. »

La propagande allemande avait déjà choisi son thème principal, l'antibolchevisme, mais l'infortuné Röehm, aux formes avantageuses, ne devait pas en voir le succès.

Dans sa conclusion, l'auteur de *France-Allemagne* reprochait aux adversaires du *Führer* de présenter celui-ci comme un être sanguinaire, « *car il a toujours détesté de verser le sang* » et ajoutait-il :

« M. Hitler, parce que son esprit le porte à chercher des symboles frappants. M. Hitler rêve de pouvoir élever, sur les eaux du Rhin, un monument immense dédié aux combattants français et allemands réconciliés dans le monde et d'édicter solennellement pour tous les enfants d'Allemagne l'obligation d'apprendre notre langue. »

L'année suivante, le *Comité France-Allemagne* était fondé par de Brinon.

Il s'agissait, sous couvert de dissiper les malentendus entre deux peuples dont la réconciliation assurerait la paix de l'Europe et celle du monde, de créer un climat favorable à la propagande allemande en France.

Nanti par son « *cher ami* » Goebbels de fonds [86] très importants, qui ne furent pas tous détournés vers les guichets du *Pari Mutuel*, et se rendant fréquemment à Berlin pour recevoir les instructions personnelles de ses chefs, de Brinon composa son comité en expert et en artiste.

Il sentit qu'il était nécessaire de s'abriter sous le drapeau des vétérans de 1914, qui ne pourrait être suspecté de couvrir une marchandise de trahison.

Se contentant modestement de partager avec un certain Bonvoisin, au nom prédestiné, la vice-présidence du comité, il investit donc de la fonction présidentielle un député de Paris, aveugle de guerre, Georges Scapini, dont le nationalisme, longtemps irritable, s'était soudain accommodé d'une collaboration, politique avec Bergery, et économique avec le cinéma allemand.

Comme secrétaires généraux, il sut choisir les deux présidents des deux plus puissantes associations d'anciens combattants, l'*Union Nationale* et l'*Union Fédérale*, le fasciste Jean Goy, député de la Seine, petit industriel bricoleur, toujours à l'affût d'un escompte pour son échéance de fin de mois, et le démocrate Henri Pichot, ingénu du pacifisme, tourmenté par un incoercible besoin d'effusions publiques.

De Brinon organisa en Allemagne de nombreux voyages de combattants, car il était habile de faire rapporter et cautionner en France les messages de paix et d'amitié d'Hitler par de grands blessés de la guerre.

Dès Novembre 1934, Jean Goy et son camarade Robert Monnier étaient reçus à Berlin par le *Führer* qui, après s'être défendu de toute visée de conquête à l'Ouest, insistait auprès d'eux sur la nécessité d'une entente franco-allemande imposée par les anciens combattants.

C'est en vain que, le 1<sup>er</sup> Décembre 1934, à la Chambre, Franklin-Bouillon dénonçait le péril de ces entrevues, [87] de ces tête-à-tête par

lesquels la science manœuvrière du *Reich* s'appliquait à diviser l'opinion française.

« Votre politique, la politique de demain, s'écriait-il, doit être basée sur cette vérité : chaque fois que la France recule, c'est la guerre qui avance. Chaque fois que la France résiste, c'est la guerre qui recule. Ne l'oubliez jamais. »

La philippique du grand orateur eût été encore plus véhémement s'il avait appris que, la veille même, Jean Goy avait luxueusement traité, dans un grand restaurant de Paris, Oberlindober, président des anciens combattants nazis, Scapini, Ribbentrop, descendu depuis quelques jours à l'*Hôtel Bristol*, et Otto Abetz.

Trois semaines après, Pichot, accompagné par Randeux, secrétaire général de la Fédération des Mutilés, partait pour la capitale du *Reich* discuter avec Hitler et Rudolf Hess de l'avenir de l'Europe.

« *Nous nous sommes entretenus aussi librement que les combattants du front sont habitués à converser entre eux* », annonçaient les voyageurs dans un communiqué publicitaire.

Bientôt la *Fédération des Blessés du Poumon*, dont j'étais l'un des administrateurs, était conviée à son tour. En dépit de mon opposition, notre secrétaire général Albert Delsuc, instituteur socialiste, acceptait l'invitation.

Le débat entre nous avait été très vif.

« À l'instar de M. de Talleyrand, je pardonne à quelques gens de ne pas être de mon avis, je ne leur pardonne pas d'être du leur, avais-je dit à Delsuc ; tu prétends être un réaliste, tu n'es qu'un niais. »

Les voyageurs pour l'Allemagne étaient accompagnés au train ou à l'avion par de Brinon qui, lorsqu'il s'agissait d'hôtes de première marque, s'offrait même [88] à partir avec eux afin de les introduire personnellement auprès du *Führer*.

À Berlin ils étaient attendus par les dirigeants de la section germanique du *Comité France-Allemagne*. Car le monstre était bicéphale.

C'est de Brinon qui fit interviewer par la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, « pour connaître la véritable pensée de la France », Jean Renaud, chef de la *Solidarité Française* et spadassin du Boulevard de Clichy, qui déclara au journaliste allemand :

« Je crois fermement au succès d'une entente franco-allemande parce que je crois à la puissance du principe autoritaire, le seul capable de sauvegarder la paix.

L'Angleterre sera toujours, et c'est là l'avis de bien des Français, du côté du plus fort.

En ce qui concerne le réarmement de l'Allemagne, je professe l'avis que chaque pays doit avoir les moyens de se défendre, posséder une armée prête à combattre. »

C'est encore de Brinon, Hitler-Amphitryon ayant trouvé un Sosie à sa mesure, qui organisa la réception, au congrès de Nuremberg, des invités d'honneur du *Führer*, parmi lesquels M. Louis Bertrand de l'Académie Française, de *Je Suis Partout* et autres institutions de moindre importance, auteur de *Louis XIV*, de *Le Sang des Races* et de *Pépète, le bien-aimé* (ô bien-aimées pépètes !) !

L'an dernier, le *Comité France-Allemagne* a tenu un congrès à Baden-Baden. La science française y était représentée par le professeur Ernest Fourneau, président de l'Académie de Médecine, chimiste qui cumule les joies de la recherche expérimentale avec les redevances de la *Farbenindustrie*.

La littérature avait délégué l'académicien joufflu, Pierre Benoît, ce plagiaire qui, comme les valets d'armées [89] au soir des batailles, dépouille les cadavres des romanciers oubliés.

Le théâtre avait envoyé la vieille garde, Spinelly, réincarnation de *L'Atlantide*, et Mary Marquet, gigantesque *Walkyrie*.

Un certain Lestringuez, que Mary Marquet avait apporté dans ses bagages, s'était fait passer à ce congrès pour le représentant du cinéma français.

« ... et Lestringuez aussi.

Tous les aventuriers du monde sont ici. »

Dans son discours, Pierre Benoît, suant et soufflant, exalta en style de banquet la doctrine nazie, la régénération du *Reich* par les nazis et la force irradiante de l'exemple nazi en France.

Morts ou vivants, il attaqua courageusement les écrivains allemands que les chemises brunes tiennent pour suspects et dont les œuvres sont jetées au bûcher.

Après avoir découpé en petits morceaux Thomas Mann et déchi-queté Emil Ludwig et Stefan Zweig, il s'en prit à l'ombre légère d'Henri Heine.

L'employé de M. de Brinon ne peut pas pardonner au poète de la *Lorelei* d'avoir lancé sur l'aigle noir de la Prusse les plus vives flèches de son carquois d'or : « *Cette Prusse hypocrite, avec ses semblants de sainteté, ce Tartuffe entre les États* ».

« *Vous avez plus à craindre de l'Allemagne délivrée que de la Sainte Alliance tout entière, avec tous les Croates et tous les Cosaques* », n'a cessé de répéter Henri Heine à l'adresse des Français.

« *N'écoutez pas la voix d'outre-tombe de ce méchant prophète juif. Vous n'avez rien à craindre de l'Allemagne nazie* », affirmaient encore hier les de Brinon et les Pierre Benoît.

Et cette nuit, l'entrée des troupes allemandes en Pologne vient de déchaîner la guerre sur l'Europe endormie.



[90]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre VI

---

### OTTO ABETZ ET SES AMIS

*Nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

À l'ombre du *Comité France-Allemagne*, un *Comité franco-allemand d'information et de Documentation Économiques* n'est pas resté inactif et a servi puissamment les desseins du *Reich*.

Les membres de ce comité se recrutaient en France parmi les chefs d'industries et, plus spécialement, de celles du charbon et de l'acier.

Son fondateur, Régis de Vibraye, ancien officier, possède lui-même des intérêts dans les aciéries du Luxembourg.

Il a publié, il y a quelques années, un livre *Aurons-nous la guerre avec l'Allemagne ?*, dans lequel il répond bien entendu : « Non ».

Il est en liaison avec l'aristocratique *Club du Grand Pavois* qui utilise en faveur de la propagande allemande les liens de famille de von Papen et de l'ambassadeur à Paris, comte Welczeck, avec de nobles maisons françaises, comme celle des Castellane et des de Ludre.

Frank Rumelin, accrédité auprès du *Comité des Forges* et de l'*Union des Mines*, et représentant d'importants intérêts sarro-luxembourgeois, est un des [91] leaders allemands du *Comité franco-allemand d'information et de Documentation Économiques*.

Un des autres dirigeants allemands du *Comité*, Emile von Strauss, engagé dans de très anciennes tractations avec le *Crédit Lyonnais*, a été récompensé de son zèle par Goebbels qui en a fait un des magnats de la production cinématographique.

Von Strauss est en relations étroites avec le *Centre Économique franco-allemand*, constitué par des parlementaires français et des représentants des grandes organisations économiques, et présidé par l'avocat-député Baudouin-Bugnet, lieutenant de Flandin, qui partage avec le socialiste René Brunet les gros dossiers des maîtres de forges de la Ruhr, et avec Pierre Laval les fastueux honoraires du cartel des produits chimiques. Fraternité du profit !

L'hiver dernier, le *Comité France-Allemagne* de Brinon reçut une consécration officielle, lorsque M. de Ribbentrop vint à Paris signer la déclaration franco-allemande et fleurir la tombe du Soldat Inconnu. Au même titre que le ministre des Affaires Étrangères, Georges Bonnet, de Brinon organisa, le 7 Décembre, un déjeuner en l'honneur du chef de la diplomatie allemande.

J'ai sous les yeux la liste des convives : du côté allemand, l'ambassadeur et la comtesse von Welczeck ainsi que les délégués à la conférence du Quai d'Orsay et de hauts fonctionnaires nazis.

Du côté français, le bureau du *Comité* et son état-major avec, en tête, son président d'honneur Noulens, ancien ministre de la Guerre, ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg, Scapini, Bonvoisin, Jean Goy, Henri Pichot, d'autres dignitaires d'associations d'anciens combattants tels Chanon et Broussemich, puis le chimiste Ernest Fourneau, Jean Montigny, député, Gaston Henri Haye, sénateur-maire de Versailles, Portmann, sénateur bordelais, le comte et la comtesse Jean [92] de Castellane, le duc de Broglie, René Margot-Noblemaire, de la féodalité des grands réseaux, Robert David, de la plus haute noblesse républicaine, celle des Carnot.

Parmi les invités français du *Comité* : deux Égéries gouvernementales, Madame Georges Bonnet et Madame Charles Pomaret, deux ministres en exercice, MM. de Monzie et Pomaret.

M. Clapier, représentant Édouard Daladier, M. Bouffandeau, représentant Camille Chautemps, M. Jules Henry qui devait, deux jours plus

tard, éclectisme diplomatique, présider le déjeuner de *L'American Club*, représentant Georges Bonnet.

M. Émile Moreau, gouverneur de la *Banque de France*, le comte et la comtesse André de Fels, M. Germain-Martin, ancien ministre des Finances, et M. Rodier, du haut commerce de luxe que, dans le même temps, le Procureur de la République inculpait devant le tribunal correctionnel, avec ses co-administrateurs de la *Compagnie d'Assurances l'Urbaine*, pour distribution de dividendes fictifs.

Ah, si Clemenceau avait été là ! Celui de 1918, comme celui de 1914. Chef du gouvernement, ces agapes déshonorantes, il les eût interdites sous la menace de ses gendarmes. Simple journaliste, il les eût empêchées par la menace de son fouet. Et même le Clemenceau de 1925, dégoûté des hommes et penché sur ses livres, fût sorti brusquement de sa retraite hautaine, et l'on n'eût pas osé !

Clémenceau vivant, nous n'aurions pas donné à l'univers le spectacle de notre humiliation et l'exemple de notre faiblesse.

Quelques semaines après le déjeuner-hommage du *Comité France-Allemagne*, les Allemands entraient à Prague et supprimaient la Tchéco-Slovaquie sur les atlas. Alors le président Scapini et l'un des secrétaires généraux, Pichot, se résignaient à s'émouvoir et réclamaient [93] la dissolution du groupement fondé par M. de Brinon.

« Au grand jour, *gémissait le naïf Pichot*, j'ai porté la parole française à maintes reprises devant des milliers d'auditeurs, sans que jamais l'autorité allemande se soit par avance et préventivement inquiétée de ce que je me proposais de dire, et je suis convaincu que mes auditeurs allemands, si j'ai conservé le souvenir de leur accueil courtois, cordial et souvent enthousiaste, ne désiraient que voir l'Allemagne et la France vivre en heureuses voisines et le désirent encore. Peut-être faudra-t-il un jour se remettre à la besogne devant la toile de Pénélope. »

Pour l'instant, la toile déchirée par une poigne brutale, les accords de Munich bafoués, la déclaration franco-allemande jetée, comme un chiffon de papier, aux ordures, il convenait, au prix d'une abjuration provisoire, de ne pas braver la colère populaire, susceptible de s'allumer sous l'excès de la provocation.

Brinon, déjà, n'était-il pas mis en cause à la Chambre ? On rappelait son intimité étroite avec Laval et sa collaboration quotidienne avec

Georges Bonnet qui venait à nouveau de l'envoyer en mission secrète à Berlin.

Et dans la séance du 17 Mars de cette année, une question redoutable était posée au ministre des Affaires Étrangères :

« Vos démarcheurs marrons et vos courtiers équivoques ne vous ont-ils pas prévenu du coup de force de Prague ?

Si l'on a tellement dit que vous avez décidé de laisser les mains libres à l'Allemagne en Europe Centrale, ne vous en prenez qu'à vos émissaires officieux, sur le désintéressement et le patriotisme desquels nous sommes très exactement fixés, qui se targuent de hautes amitiés et que l'on retrouve souvent, trop souvent, [94] dans les antichambres de M. Goebbels ou de M. de Ribbentrop. »

Lorsque le *Comité France-Allemagne* se réunit, le 22 Mars, il se trouva néanmoins un de ses membres, M. Gaston Henri Haye, pour réclamer furieusement que l'association fût sauvegardée. Le maire de Versailles finit par se rallier, après des débats agités, à un ordre du jour d'apaisante expectative qui, dans l'organe du groupement, *Deutsche-Französische Gesellschaft*, fut publié comme un communiqué officiel :

« Considérant les récents évènements en Europe Centrale, (*admirons la prudence de cette rédaction*), le Comité a décidé à l'unanimité de suspendre son activité et de convoquer une assemblée générale afin d'envisager une dissolution éventuelle du Comité France-Allemagne. »

« Pourquoi "éventuelle" ? », protestait *L'Europe Nouvelle* ;  
« Qu'attendent-ils ? »

Ils attendaient Otto Abetz.

Otto Abetz : le chef allemand de la propagande nazie en France, dont le chef français est de Brinon.

Il a 35 ans. Il appartient à une famille catholique du Hanovre renommée pour sa piété. Son père a été tué pendant la grande guerre.

Professeur de dessin dans un collège de Karlsruhe, il apprit, prétend-il, le français en secret et vint, pour la première fois, chez nous pendant l'été de 1931 au camp de Rethel dans les Ardennes, pour assister à un des congrès de jeunesse qu'avait fait éclore le climat idyllique de Locarno.

Il avait voyagé à pied, sac au dos, et se vantait jovialement de terminer ses vacances en s'engageant comme valet de ferme en Suisse.

Parmi tant de jeunes gens d'idéologie républicaine et souvent socialisante, il arborait fièrement ses opinions national-socialistes. Il se réclamait de l'allégeance [95] spirituelle de Keyserling et, en termes moins abscons que son maître, il expliquait que pour comprendre et aimer la patrie des autres, il faut être soi-même un ardent nationaliste.

Il se lia au congrès de Rethel avec des journalistes français de son âge, Jean Luchaire, fils de Julien, le président de l'*Institut International de Coopération Intellectuelle*, et Bertrand de Jouvenel, fils d'Henri, l'ancien rédacteur en chef du *Matin*, devenu homme politique, ministre et, plus tard, ambassadeur à Rome.

Abetz fit, par Luchaire et de Jouvenel, la connaissance d'une jeune Française du Nord, Suzanne de Brouckère, blonde à décourager Gretchen, et l'épousa pour ses beaux yeux, et par amour de la France.

Deux ans plus tard, le petit professeur de dessin avait déposé son sac et renoncé aux joies du camping.

Hitler au pouvoir, il était devenu à Berlin un des principaux collaborateurs du *Büro Ribbentrop*.

C'est lui qui, directeur adjoint de la Section France-Belgique-Hollande, organisait dans la capitale du *Reich* la réplique allemande du Comité France-Allemagne, composé là-bas de personnages uniquement officiels, et installé dans un immeuble magnifique de la Hildgardstrasse.

Lorsque Ribbentrop fut promu ministre des Affaires Étrangères en Février 1938, Otto Abetz devint, en marge de l'ambassade, son représentant personnel à Paris.

De culture peu étendue, mais de commerce agréable, il entra, par ses vieux copains retrouvés, Jean Luchaire et Bertrand de Jouvenel, en relations avec des journalistes. Par les journalistes, il fit le siège des hommes politiques.

Son prestige d'envoyé spécial du *Reich* suffit à lui ouvrir les portes du Faubourg Saint-Germain et son charme rose de chérubin séduisit les douairières. [96]

Il fréquenta Montmartre et Montparnasse, le *Fouquet's* et les petits bistrots des Halles et de Ménilmontant, les répétitions générales et les cénacles littéraires, et, aux présentations de films, on le rencontra tenant gentiment par la main la fille de son ami Jean, la petite Corinne Lu-chaire, impatiente de devenir *star*.

De ses relations et de ses amitiés, de Déat, Bergery, Monzie, Henri Haye, Doriot, Montigny, il sut user pour renseigner ses chefs à l'avance sur les réactions de notre opinion, aussi bien que pour propager des interprétations rassurantes des intentions du *Reich* après chacun des gestes de force du *Führer*.

Il déclencha avec succès les offensives d'amitié, qui avaient déjà réussi à la veille de la Sarre et furent régulièrement suivies d'une violation des traités ou d'un coup de main.

C'est ainsi que, le 22 Février 1936, Abetz amenait à Berlin Bertrand de Jouvenel qui, reçu sous ses auspices par Hitler à la Chancellerie du *Reich*, publiait dans *Paris-Midi* une *interview* d'Adolf, débordante d'affection pour la France, et contenant la fameuse déclaration :

« Vous voulez que je fasse des corrections dans mon livre comme un écrivain. Je ne suis pas un écrivain, mais un homme d'État. Ma rectification, je l'écrirai dans le grand livre de l'Histoire. »

Au fort du trouble sentimental provoqué en France par les chaudes paroles du *Führer*, les troupes allemandes pénétrèrent quinze jours plus tard en Rhénanie.

La semaine suivante, c'était encore Abetz qui dirigeait, de sa baguette flexible, l'orchestre de la presse française quand elle célébrait le discours prononcé le 16 Mars 1936 par Hitler à Francfort :

« Plus d'ennemi héréditaire ! Peuple allemand, veux-tu que nous opprimes le peuple français ou qu'il soit dépouillé par [97] nous de ses droits ? Réponse du peuple allemand : Non ! Nous ne le voulons pas. »

Et certes nos grands journaux ne pouvaient se défendre d'être touchés par des exhortations si éloquentes qu'elles arrachaient des larmes à Stéphane Lauzanne et à Pierre Guimier.

Mais, peu de temps après, le *Führer* établissait le service de deux ans et s'alliait avec le Japon, alors qu'il reprochait un an plus tôt à

l'Angleterre « *de saisir avidement le poing jaune et de se cramponner à une alliance impardonnable au point de vue de la race* ».

La même comédie avec le même régisseur pour la France, Otto Abetz, et avec les mêmes colonnes Moriss, c'est à dire *Le Matin*, *Le Journal*, *Le Petit Journal* de La Rocque et *Le Jour*, Hitler la joua à la veille de l'*Anschluss* : « *De même que j'ai tracé une nette frontière allemande du côté de la France ...* », comme à la veille de Munich :

« Nous avons tiré un trait définitif pour rendre un service à la paix européenne ... J'ai dit que l'Alsace-Lorraine n'existe plus pour nous. Nous ne voulons rien de la France, absolument rien. »

Pour préparer le « *miracle de Munich* », la formule est du pauvre Neville Chamberlain, Abetz dépensa, entre le mois de Mai et le mois d'Octobre 1938, une lourde part du budget, évalué en francs à près de trois cent cinquante millions, qui fut affecté par le *Führer* au « travail » de l'opinion internationale.

Jean Luchaire, plus fille que sa fille à laquelle Otto Abetz portait un intérêt qui grandissait avec elle, fut servi par priorité. De petits journalistes opérant surtout comme lui dans de petits journaux, Alfred Mallet qui fait rougir Corydon, Stanislas de La Rochefoucauld qu'on appelle aussi Sainte-Maxime, Emmanuel Berl, juif devenu antisémite à force de se fréquenter, Alain Laubreaux, si corrompu et si vaniteux [98] de sa bassesse qu'il paierait pour se faire acheter, ne furent pas plus délaissés que les Bailby, les Knecht, les Déat et autres puissants personnages.

Par Abetz, Pierre Benoît plaça avantageusement ses scénarios outre-Rhin, acceptant même que la « *UFA* » oubliât de les tourner après lui en avoir acquitté le prix ; Sacha Guitry, toujours inquiet du devenir, vit ses droits d'auteur dégeler, Henri Bordeaux — encore un académicien ! — toucha des royalties impériales sur des traductions imaginaires et, convié à prendre la parole en Allemagne, se fit applaudir par des *SA* en service commandé.

« Cinquante hommes, ce soir, pour la corvée Henri Bordeaux. »

– Bien, chef. *Heil Hitler* ! »

Ce fut l'un des talents d'Abetz de donner à nos hommes de lettres, invités par lui dans son pays, l'impression qu'ils y avaient plus d'importance que chez eux, et d'organiser à travers le *Reich* des tournées de

conférences pour les écrivains qui aiment à s'entendre parler, surtout s'ils parlent d'eux.

À Paris, Otto Abetz avait institué, sous le signe du rapprochement, des « *échanges de points de vue* ». C'est en général à « *Rive Gauche* » que l'on se rencontrait.

De savants conférenciers venus de Berlin célébraient avec ferveur les institutions du *Reich*. Gaxotte et Brasillach dénigraient les nôtres avec passion.

Un soir, on chanta en chœur avec Abetz des couplets nazis. Un autre soir, au cinéma Bonaparte, Place Saint-Sulpice, Otto Abetz fit entendre Baldur von Schirach, le *führer* de la jeunesse.

« *Rive Gauche* », cercle d'études de la jeunesse intellectuelle, où le 14 Décembre 1938 un de nos ministres, de Monzie, est venu parler avec cynisme de Talleyrand, était absolument à la dévotion d'Abetz, au point que son administrateur, Thierry Maulnier, quelques [99] semaines après Munich, confessait dans le numéro de Novembre de *Combat* :

« Les partis de droite avaient l'impression qu'en cas de guerre, non seulement le désastre serait immense, que non seulement une défaite ou une dévastation de la France était possible, mais encore qu'une défaite de l'Allemagne signifierait l'écroulement des systèmes autoritaires qui constituent le principal rempart à la révolution communiste et, peut-être, à la bolchevisation immédiate de l'Europe. Cette pensée n'avait rien d'inavouable. J'estime même qu'elle était une des principales raisons et des plus solides, sinon la plus solide, de ne pas faire la guerre en Septembre 38. »

Quand Abetz fut convoqué par le Comité France-Allemagne, anxieux, avant d'en appeler à une assemblée générale, de recueillir son sentiment sur l'opportunité d'une dissolution, il se prononça énergiquement, comme l'avait déjà fait Henri Haye, pour le maintien du groupement.

En fait, et après de nouveaux débats violents, aucune décision ne fut prise à l'assemblée générale, le *quorum* statutaire n'y ayant pas été atteint.

C'est alors qu'après un véritable conseil d'état-major où Bergery établit brillamment le « *kriegsspiel* », Otto Abetz s'engagea à fond avec toutes ses troupes derrière lui, dans une campagne-éclair contre les « *bellicistes français* ».



Mandel, Paul Reynaud, Alexis Léger, Campinchi, Jouhaux, Léon Blum, de Kérillis, Geneviève Tabouis, Pertinax et les présidents des deux Chambres, Jeanneney et Herriot, furent bombardés sans répit.

Bien qu'il soit en sa personne aussi neutre qu'en sa fonction, le Président de la République Albert Lebrun fut même pris dans les rafales du tir, pour avoir accueilli sans complaisance les suggestions de M. Pierre Laval.

M. Camille Chautemps, par contre, accusé avec [100] furie, au lendemain du suicide du conseiller Raymond Prince, d'avoir fait assassiner ce magistrat sur le ballast de la Combe aux Fées par des hommes masqués, après s'être débarrassé de Stavisky par des gangsters de police, cessa de devenir une cible du jour où il acquiesça à la politique de M. Georges Bonnet, et, chargé des affaires d'Alsace-Lorraine, se montra si indulgent à l'égard des autonomistes.

Quant à Daladier, il déçoit l'agression et la découragement par la rapidité déconcertante avec laquelle il se porte de l'intransigeance à la transaction. Et puis, M. Otto Abetz était présent à Munich, accompagnant Ribbentrop, et pour avoir connu ces heures d'exaltation enivrante, il ne se défend pas d'une certaine faiblesse à l'égard de notre président du Conseil, bien qu'il sache que l'honnêteté rustique de celui-ci soit inaccessible à la corruption comme à la séduction.

Abetz en reçut un nouveau témoignage lorsque, le 27 Juin dernier, Daladier, piqué par les interpellateurs et rejetant rageusement ses banderilles, s'écria :

« Des tentatives ont été faites pour couvrir la France d'un filet de trahisons, d'intrigues et d'espionnage. Elles seront réprimées. »

C'est en vain que Madame Georges Bonnet s'agita pour ce délicieux Otto. En vain que Flandin, Laval et Henri Haye intervinrent avec véhémence auprès du ministre de l'Intérieur, Albert Sarraut.

Le 30 Juin, Abetz venait d'inspirer un article de Déat dans *La République* contre « *les solutions de facilité* » préconisées par les fanatiques de la résistance, et des articles similaires de Paul Faure et de Sévécac dans *Le Pays Socialiste*, se prononçant ouvertement pour la répudiation par la France du pacte franco-soviétique.

Il reçut enfin, dans la soirée, la visite d'un commissaire de la Sûreté :  
[101]

« Le gouvernement français a eu la délicatesse de ne pas prendre contre vous d'arrêté d'expulsion. Mais il me charge de vous demander : "Allez-vous bientôt partir" ?

– Je pars justement demain, répondit l'ambassadeur in partibus. J'en avais déjà prévenu hier soir mon ami Bertrand de Jouvenel avec lequel je dînais. »

La principale assistante d'Abetz, Madame Jaunez de Marès, née Elisabeth Buttner, ancienne collaboratrice de Julius Streicher et amie de la femme de notre ministre des Affaires Étrangères, s'était déjà depuis quelques jours enfuie vers le *Reich*.

À Berlin, où il est retourné, Otto Abetz n'est pas resté inactif.

Du *Büro Ribbentrop*, il a continué à animer et à contrôler une partie de notre presse, notamment *L'Œuvre*, où les articles de vigilance patriotique de la courageuse Geneviève Tabouis sont démentis chaque jour par les autres *leaders* de la maison.

L'on pourrait croire que c'est au journal contrepartiste de Bouisson et d'Hennessy que Victor Hugo pensait par avance, quand le génie divinatoire des poètes lui dictait :

« Dans sa bouche, le chaud avec le froid alterne, Comme dans le désert le sable et la citerne. »

Lorsque *L'Œuvre* a publié le fameux article de Déat *Mourir pour Dantzig ?*, Otto Abetz l'avait annoncé à Berlin depuis plusieurs jours.

Ce sont les agents d'Otto Abetz en France qui, le 15 Juillet dernier, ont provoqué l'envoi par des nationalistes français à des directeurs de journaux bien pensants de lettres de protestation contre la présence de troupes anglaises à la revue du 14 Juillet, dénoncée comme une provocation à l'égard de l'Allemagne.

Il y a quinze jours à peine, Abetz a tenté de revenir en France. [102]

Ayant simplement imaginé d'intenter devant notre propre justice un procès en diffamation, au méchant de Kérillis pour ses articles de *L'Époque*, il a réclamé un laissez-passer au gouvernement français afin de venir s'expliquer lui-même dans le prétoire.

Après s'être fait précéder par M. de Brinon, chargé d'une protestation en bonne et dûe forme, le comte de Welczeck, ambassadeur d'Allemagne, s'est rendu personnellement auprès du ministre des Affaires Étrangères pour appuyer avec vigueur la revendication d'Abetz. La

presse allemande nous menaçait le même jour du retrait de l'ambassadeur si nous ne cédions pas.

Sur l'ordre de Daladier, Bonnet a dû rejeter la demande du diplomate en lui répondant avec aménité qu'aucun « *point d'espionnage* » ne pouvait, bien entendu, être retenu contre M. Abetz, mais que le gouvernement n'en considérait pas moins que la présence du collaborateur de M. de Ribbentrop n'était pas désirable, pour le moment.

Pas de « point d'espionnage » ? Nos gouvernants ignorent-ils que l'espionnage du moral est la plus redoutable des machinations de l'ennemi ?

Qu'ils relisent, comme je le fais moi-même cette nuit, l'article que, pris de panique après l'éloignement d'Abetz, son intime ami, son commensal, son complice, Bertrand de Jouvenel, a écrit le 19 Juillet dernier dans *Candide* :

« Abetz est un espion psychologique. C'est un élément de la défense nationale que la résolution d'un peuple et les dispositions de ses dirigeants. Quant à l'entreprise de corruption allemande en France, il serait fou de la nier ou de la minimiser. Rappelons-nous les fausses nouvelles à la veille de Munich qui, dans l'extrême confusion de la presse, faisaient paraître notre position plus faible. Le *Büro Ribbentrop* [103] obtient de grands résultats par des moyens qui ne tombent pas sous le coup de la loi ...

Abetz est un dissociateur, chargé de détendre les énergies, de toucher directement ou indirectement l'opinion par des campagnes pénétrantes ou insidieuses comme des médisances mondaines.

L'Allemagne s'est exactement renseignée sur la capacité de résistance de la France, et une juste appréciation de nos fermetés verbales a mené Hitler d'audace en audace et de victoire en victoire. »

C'est pourquoi les troupes allemandes sont en train de marcher sur Varsovie.

[104]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre VII

---

# MENÉES NAZIES, COMLOTS FASCISTES

*Nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

Le jour se lève. Paris sort du mystère de la nuit et se baigne dans la lumière légère.

Ai-je rêvé ? Hélas, non ! Les dossiers sont bien sur ma table.

Celui-ci, bourré de documents ? : « *Menées nazies en Alsace-Lorraine* ».

Sur la première page à droite, les affirmations répétées du chancelier Hitler, assurant, « *à cœur ouvert* », que depuis le plébiscite sarrois, il n'existe plus de questions territoriales entre la France et l'Allemagne, « *que l'éternelle querelle avec la France est terminée à jamais* ».

« J'ai dit que l'Alsace-Lorraine n'existe plus pour nous. Nous avons le sentiment que le peuple d'Alsace-Lorraine se trouve plus heureux, éprouve plus d'allégresse si l'on ne se bat plus pour lui. »

Sur la même page, à gauche, les paroles d'accueil adressées par de hautes personnalités nazies de Berlin aux exposants strasbourgeois du congrès germanique de l'artisanat : « Voici les Allemands des Vosges ».

Le docteur Robert Ernst, fils d'un pasteur alsacien qui, pendant la guerre de 14, fut aumônier de la garnison de Strasbourg, dirige dans la capitale du *Reich* [105] l'institut d'Alsace-Lorraine (*Elsass-Lothringisches Institut*).

Le principal effort d'Ernst porte sur la propagande directe, exercée dans le pays même et sur la propagande orale.

À cet effet, Ernst a inondé les deux provinces de visiteurs, voyageurs et agents allemands, chargés de rechercher le contact personnel avec la population.

Pour faciliter et intensifier ce travail, une association patriotique, le « *Bundesamt für Heimatwesen* », a dressé des listes de tous les Allemands qui ont résidé en Alsace-Lorraine, avant et pendant la guerre, et qui ont quitté le pays après l'armistice.

Elle sélectionne les plus habiles qu'elle envoie en Alsace-Lorraine, au nom de prétendues « *amicales* », pour y visiter les personnes qu'ils y ont connues.

Ils renoueront leurs relations, inviteront à dîner, feront ressortir dans les conversations les bienfaits du régime hitlérien.

Ils insisteront, dans les milieux industriels, sur les avantages de l'économie dirigée et du *Plan de Quatre Ans* qui mettrait rapidement fin à la crise économique dont souffre l'Alsace.

Ils opposeront à la France bolchevisante et pourrie le pays d'ordre qu'est le *Reich*. Ils convieront leurs interlocuteurs à visiter l'Allemagne nouvelle, à lire les journaux allemands, à écouter les émissions des postes allemands.

Dans un même but de propagande le « *Bundesamt* » organise des rencontres entre d'anciens étudiants allemands et alsaciens-lorrains de l'université de Strasbourg, entre les anciens élèves des lycées de Strasbourg, Colmar, Mulhouse et Metz.

Ces rencontres ont lieu successivement en Alsace, en Lorraine, et dans le pays de Bade, afin de faire admirer aux Alsaciens-Lorrains les beautés de l'Allemagne national-socialiste. [106]

Il est évident que cette méthode n'aboutit pas toujours à des succès immédiats et concrets, mais elle permet aux agitateurs hitlériens de s'introduire dans les familles alsaciennes.

Les nazis se sont particulièrement attachés à gagner le petit clergé des campagnes, aussi bien catholique que protestant.

En Alsace, leur propagande est en effet surtout autonomiste. Elle se garde d'être trop ouvertement allemande.

Des curés, en grand nombre, sous prétexte de combattre l'introduction des lois laïques, se sont opposés aux idées françaises. Ils redoutent en réalité de perdre leurs privilèges.

Nous sommes en présence du même phénomène qui s'est manifesté dans les Flandres, en Croatie et en Slovaquie, avec l'abbé Hlinka, ce frère siamois de l'abbé Haegy, le redoutable démagogue alsacien.

Par crainte de voir diminuer sa situation, le petit clergé catholique s'oppose à l'unification française tandis que ses chefs, plus cultivés, sont rapidement gagnés à l'idée nationale.

Les nazis utilisent également les affinités germaniques du petit clergé protestant qui remontent au temps de la réforme.

De nombreuses associations de pasteurs, plus ou moins habilement maquillées, comme le « *Lutherbund* », administré par le pasteur Decker, et le « *Erwinsbund* », affichent des sentiments nettement hitlériens.

Elles se réunissent régulièrement pour rencontrer des émissaires nazis et des chefs de jeunesse brunes qui viennent chaque samedi de Fribourg, de Karlsruhe et de Stuttgart.

L'« *Erwinsbund* » a ouvert en Alsace, à Neuwiller, une auberge de la jeunesse. Soucieux aussi de la nourriture spirituelle de ses pensionnaires, il y a pourvu [107] par une copieuse bibliothèque. Elle ne compte que des livres allemands.

Un de mes amis, au hasard d'une villégiature, entendit un prêche dominical dans le temple de Hatmatt, petit bourg d'Alsace, au cœur de la région de Strasbourg.

Le pasteur, qui s'exprimait avec aisance dans un allemand classique, avait dédié son serment à la captivité de Babylone, afin de pouvoir développer ce thème fécond en allusions :

« Jérémie avait seul compris le mal qui régnait sur son peuple, ce peuple qui s'obstinait à ne parler que le langage babylonien, langage étranger, ce peuple dont les enfants recevaient la culture babylonienne et étaient appelés

de noms babyloniens par leurs parents qui étaient fiers à l'idée de leur voir revêtir un jour l'uniforme babylonien, symbole de leur servitude. »

La séparation des Églises et de l'État n'ayant pas été étendue à l'Alsace-Lorraine, c'est l'argent des contribuables français qui paie cette propagande contre la France !

Le grand journal autonomiste de Strasbourg, *L'Elz* a, pour principal rédacteur, le docteur Wolff qui, en sa qualité de pasteur, émarge lui aussi au budget de la nation.

Disciple et admirateur de Friedrich Naumann, auquel le monde est redevable du nom et du concept de la « *Mitteleuropa* », il a célébré le coup de force d'Hitler en Autriche comme une victoire riche de promesses.

La presse de Bickler, la *Frei Volk*, l'*Elsässer Kurier* de Rossé, *La Voix d'Alsace-Lorraine*, *Le Messin* mènent les mêmes campagnes. Le chanoine Riszt écrit dans *L'Alsacien-Lorrain* : « *Plutôt Berlin que Moscou* ».

La presse allemande, depuis le *Völkischer Beobachter* jusqu'au *Stürmer* de Julius Streicher, est [108] en bonne place aux vitrines des librairies et à la devanture des kiosques.

Pour rester accessible au pouvoir d'achat des Alsaciens elle est vendue au tiers de sa valeur. Mais ni le dépositaire français, ni l'éditeur allemand n'y perdent. La différence est débitée au fond de propagande que le Docteur Ernst administre à Berlin.

L'organe officiel d'Ernst, la revue mensuelle *Heimatstimmen*, est le seul périodique allemand dont l'entrée soit interdite en France. Mais il est colporté sous le manteau par les correspondants des cinquante « *amicales* » du « *Bundesamt* ».

*L'Elz* a fondé de nombreuses bibliothèques allemandes national-socialistes. L'une d'elles, en face de l'immeuble du journal. Rue des Francs Bourgeois à Strasbourg, n'est séparée que par une mince cloison du local du parti franciste.

Car, en dépit de la dissolution théorique des ligues, le *Parti franciste* exerce, en Alsace-Lorraine, une activité qui rejoint celle des autonomistes, comme le rexiste Degrelle, en Belgique, collabore avec le flamingant de Clercq.

Les francistes qui ont osé adresser un message à Hitler, sont en relations étroites avec les groupes d'Allemands à l'étranger audacieusement constitués sur la terre alsacienne.

Deux postes de radio, Sarrebrück et Stuttgart, diffusent des informations expressément destinées à l'Alsace et à la Lorraine. Ils rappellent sans cesse que de nombreuses personnalités national-socialistes d'Allemagne sont issues des deux provinces.

La propagande du poste de Stuttgart est en général directe et brutale. *Radio-Sarrebrück*, par contre, emploie tous les subterfuges de la séduction.

C'est sur le mode sentimental que ce poste sollicite ses auditeurs en faveur du « *Secours d'Hiver* ». Et « *nos chères sœurs, les belles jeunes filles aux tresses [109] soyeuses de Petite Rosselle et de Forbach* » furent un jour surprises d'entendre le *speaker* les remercier avec effusion d'avoir si généreusement répondu à « *l'appel de la solidarité germanique* » qui, par bonheur, les avait pourtant trouvées insensibles.

De nombreux hommes politiques du parti autonomiste effectuent de fréquents voyages en Allemagne : Roos, ancien adjoint au maire de Strasbourg, ancien vice-président du Conseil général du Bas-Rhin, l'ex-communiste Mourer, député de Strasbourg, ancien adjoint au maire, que protège l'amitié du ministre de l'Air Guy La Chambre, Sturmel, député de Landkirch, et Rossé, député de Colmar, directeur de l'*Elsässer Kurier*.

J'ai connu Rossé, Mourer et Sturmel à la Commission d'Alsace-Lorraine de la Chambre des Députés où je siégeais moi-même.

Sous le contrôle sévère de certains de leurs collègues alsaciens, comme Oberkirch, farouches tenants de l'idée nationale, ils y jouaient un jeu serré et prudent qui contrastait singulièrement avec leur attitude dans leur province.

Pourtant Rossé abattit un jour ses cartes : il intervint dans la discussion du pacte franco-soviétique. Son discours accentuait à l'allemande les arguments de Doriot et de son ami Jean Montigny qui, sous prétexte d'une enquête de presse, était allé s'éclairer à Berlin avant de monter à la tribune.

Rapporteur de la Commission des Affaires Étrangères, je m'apprêtais en cette qualité à répondre à Rossé.



Comme je me levais de mon banc, le ministre des Affaires Étrangères, à côté duquel j'étais placé, selon le protocole de l'assemblée, me tira si énergiquement par la manche que je dus me rasseoir.

« Torrès, *me dit-il*, ne soyez pas si ardent. Vous manquez vraiment de métier. Abstenez-vous donc de lui [110] répliquer. Laissez-le tomber. Traitez-le par le mépris. Vous savez bien que c'est un agent de la propagande allemande. Le gouvernement ni la commission, mon cher rapporteur, ne doivent avoir l'air de lui attacher la moindre importance. Sinon, nous ferons augmenter encore sa subvention et nous lui permettrons de repasser triomphalement à la caisse où il a déjà dû passer ce matin. »

Le ministre qui me donnait, en Février 1936, ce sage conseil s'appelle Pierre-Étienne Flandin. Qu'a-t-il pensé de lui-même quand, après son télégramme à Hitler, il a reçu les félicitations de Rossé et les louanges de l'*Elsässer Kurier* :

« Le président Flandin est à la fois un grand Français et un grand Européen » ?

Plaidant un jour en Alsace, je rencontrais dans le train, entre Mulhouse et Strasbourg, le député de Colmar. Nous étions seuls dans le compartiment des parlementaires. J'eus beau le tenir à distance, il engagea la conversation.

« – Voyez-vous, *me dit-il cyniquement*, on est injuste dans notre pays (*c'est de la France qu'il parlait*.) On s'acharne contre les malheureux députés que nous sommes. On nous reproche nos appointements : à peine de quoi vivre et faire vivre sa "bedide famille". »

De l'autre côté, en Allemagne, les députés touchent plus que nous sans que personne proteste. Et leur travail n'est pas fatigant. Deux ou trois fois par an dans les années mauvaises, une fois seulement dans les bonnes années, ils se réunissent au *Reichstag*. Ils écoutent alors un discours du *Führer* et lèvent la main en s'écriant "*Heil Hitler !*". Ce n'est pas plus difficile que cela.

En France, continua Rossé, les électeurs sont si injustes qu'ils vont jusqu'à s'insurger avec violence contre notre carte de circulation, et ils se plaignent que, dans certains trains comme celui-ci, on nous réserve des compartiments. À cet égard aussi, les députés [111] sont là-bas plus heureux que nous. Ils n'ont pas seulement la carte – une lueur de convoitise s'alluma dans son regard bleu – ils ont aussi la "gouchette".

– Rossé, *lui dis-je*, excédé, en Allemagne un homme comme vous mérite mieux qu'une couchette et même qu'un lit-salon. Il a droit à un train spécial. »

Et je changeai de wagon.

Il y a quelques mois, déférant à un attendrissant appel de M. Camille Chautemps, vice-président du Conseil, Rossé a protesté de son loyalisme, comme ces brigands de Calabre qui, avant de commettre un crime, se couvrent d'un grand signe de croix.

Mieux encore que son immunité parlementaire, cette pantomime, qui a suscité les applaudissements de la presse, le met à l'abri des gendarmes, et il n'entend plus dans ses songes crépiter les salves du peloton d'exécution.

Plus attentifs à se prévaloir d'un succès illusoire qu'à prévenir un danger certain, nos ministres, en effet, se contentent à bon compte. Leurs dossiers sont plus lourds que les miens, mais il ne leur plaît pas de les ouvrir pour y trouver la preuve de leur erreur et de leur faiblesse.

L'initiative d'aujourd'hui accuserait trop l'abstention d'hier.

Ainsi vont les choses depuis qu'une oligarchie inquiète de ses prérogatives, stimulée par l'aiguillon fasciste, et disposant de la presse, a soulevé une vague d'impopularité si forte contre le parlement qu'il n'ose plus exercer son contrôle et a abdiqué sa mission.

Les privilégiés, révoltés contre la loi du nombre, sont ainsi devenus maîtres de l'État.

La censure des échetiers a remplacé celle des mandataires de la nation, déconsidérés devant leur mandant par leurs disputes internes et leurs convulsions fiévreuses, aussi bien que par leur inaptitude à s'adapter aux exigences haletantes d'événements trop rapides [112] pour les délibérations trop longues d'une assemblée trop nombreuse.

Le parlement, sous la menace alternée et parfois confondue d'un 6 Février, blanc ou rouge, craint la rue. Le gouvernement ne craint plus que les journaux, et il lui suffit de s'entendre avec ceux qui les paient sur un « *modus vivendi* », à peine troublé de légers chantages réciproques, pour que ses carences soient présentées comme des précautions et ses échecs comme des victoires.

À l'appel de *Paris-Soir*, Daladier rentrant de Munich était hissé sur le pavois. Quelques semaines après, répondant par son beau voyage impérial aux insolences de Mussolini, il était à nouveau porté en triomphe, mais, contre les menées italiennes en France qui, plus que les rodomontades du « *Duce* », ont mis notre frontière du Sud-Est en péril, quelles mesures nos consuls ont-ils prises, quelles mesures vont-ils prendre ?

Si l'Italie reste neutre, les milliers d'agents qu'elle entretient en France pourront-ils continuer tranquillement, sous le sceptre débonnaire de nos préfets, sous le regard distrait de nos généraux, à creuser leurs sapes et leurs mines ?

Si l'Italie entre en guerre, notre administration est-elle préparée à écraser l'armée de provocateurs, de saboteurs et d'espions que nous avons laissé Mussolini organiser depuis quinze ans sur notre sol ?

Le *Duce* nous hait, bien qu'il soit le disciple d'un Français, Georges Sorel, bien que, dès sa première jeunesse, il ait été nourri des *Réflexions sur la Violence*, publiées en 1908 par l'impitoyable philosophe révolutionnaire, bien qu'il ait été hanté, depuis l'âge d'homme, par l'idée de faire revivre en sa personne, selon l'enseignement de son maître, « *le type achéen chanté par Homère, le héros indompté confiant dans sa force et se plaçant au dessus des règles* ».

La haine que Mussolini dédie à la France est ancienne, [113] en dépit de l'amour que lui portent chez nous des partisans si fanatiques qu'ils réalisent pour eux le mot de Sainte Thérèse qui défiait Dieu de l'empêcher de l'aimer, même en la damnant et en la plongeant dans son enfer.

Ce n'est pas aux sanctions instituées à Genève contre l'Italie, après l'agression contre l'Éthiopie, que remonte cette hostilité passionnée qui, du haut de tant de balcons, a fait retentir du fracas de ses explosions tant de harangues pompeuses.

Elle a pris naissance avec le fascisme.

« Nous avons déclaré la guerre à l'idéologie de 89 et de 93.

Les immortels principes, la plus grande escroquerie, immense et raffinée, que l'on ait accomplie au détriment des peuples ...

Nous passerons sur le cadavre décomposé de la Démocratie.

Travailler, détester et se taire, je ne vous demande pas autre chose.

Une nation qui surgit a des droits sur une nation qui décline.

La phrase : le fascisme n'est pas un article d'exportation n'est pas de moi ; aujourd'hui, j'affirme que le fascisme en tant qu'idée, doctrine et révolution, est universel. »

Ces devises de Mussolini sont inscrites dans les armoiries du parti et, depuis la marche victorieuse sur Rome, dans celles de l'État qui se confond avec lui.

Lorsqu'en 1937 l'honneur m'incomba de défendre, devant le tribunal de la Seine, mon cher ami, le Colonel Macia, dans l'affaire des patriotes catalans, je mis en lumière le rôle du colonel Riccioti Garibaldi, provocateur et espion camouflé en anti-fasciste, qui, pour le compte de Mussolini, s'était introduit dans l'entourage de Macia afin de le livrer à la police espagnole. [114]

Je démontrai alors que la politique extérieure de Mussolini, inspirée pas la revendication de « *Mare Nostrum* » était animée par l'ambition, pour pouvoir nous abattre par les armes, de diviser notre opinion, en irritant nos querelles internes. Et je m'étonnai que les desseins du *Duce* à notre adresse, s'affirmant avec tant de clarté et parfois tant d'éclat, nous eussions continué à tolérer sur notre sol sa propagande audacieuse.

Des voix plus autorisées que la mienne s'élevèrent pour faire entendre des avertissements aussi graves. En vain.

950 000 Italiens résident en France. Parmi eux 300 000 sont fascistes, par conviction ou par obligation. Ils ont été constitués en faisceaux, directement rattachés, depuis le 10 octobre 1937 au ministère des Affaires Étrangères de Rome, après avoir relevé auparavant du sous-secrétariat à la présidence du Conseil, comme toutes les organisations italiennes à l'étranger.

Ils prêtent le serment de fidélité aveugle « *perinde ad cadaver* », et sont soumis aux épreuves rituelles qui ont pour but de vérifier leur obéissance et d'affermir dans l'action la sincérité de leur foi.

Pourquoi le gouvernement français admet-il qu'une puissante fédération étrangère se soit ainsi créée sur son territoire en violation de sa souveraineté ?

Pourquoi admet-il qu'au mépris de la loi républicaine cette fédération soit sous la vassalité d'un gouvernement étranger qui lui impose sa discipline, sa hiérarchie et ses mots d'ordre ?

Pourquoi admet-il que, chaque année, ce gouvernement étranger inscrive à son budget, par centaines de millions de lires, des crédits destinés à soutenir les activités de cette fédération, à développer son recrutement, à étendre ses tentacules ?

Pourquoi admet-il que se constitue ainsi un État [115] italien dans l'État français ?

Pourquoi admet-il qu'un adversaire avoué, qui sera un jour un ennemi ouvert, lève par avance dans nos villes et dans nos campagnes une armée de trois cent mille hommes, entraînée à l'émeute, au sabotage, à l'espionnage et à la trahison ?

Député des Alpes-Maritimes et Conseiller général du canton de Menton, j'ai vu de mes yeux le réseau fasciste, de Cannes à la frontière, enserrer tout mon département.

J'ai vu le plus grand journal de la région, *L'Éclaireur de Nice et du Sud-Est*, passer effrontément sous l'obédience italienne.

Il préconisait la cession de Djibouti au gouvernement de Rome et, au lendemain du coup de force d'Hitler sur la Rhénanie, écrivait textuellement :

« La France a reçu la leçon qu'elle avait mérité de recevoir.

Il eût mieux valu que nous perdions la guerre de 1914, dussent les Allemands défiler dans la capitale, plutôt que d'assister à notre asservissement actuel à la politique bolcheviste. »

Le correspondant de *L'Éclaireur à Menton*, Italien naturalisé Français, mais gardant sa nationalité d'origine selon les dispositions imitées dans la loi romaine de la fameuse loi Delbrück, effectuait dans un seul semestre dix-sept fois le voyage de Gênes pour aller chercher les instructions de l'inspection générale fasciste dont il était l'employé.

Chaque année, à la fête des provinces italiennes qui se célèbre à Turin, Mussolini fait défiler devant lui, dans leurs pittoresques costumes, des Niçoises et des Savoyardes.

« *Le Duce est pour nous l'exemple, la lumière* », chante *L'Éclaireur*.

Le maire de Menton, M. Jean Durandy, ne cache pas ses sympathies pro-italiennes et s'enorgueillit [116] d'être nommé chevalier de la Couronne d'Italie.

« *M. Durandy est un bon Français. Pour être un bon Français, il faut aimer l'Italie* », affirme cyniquement *L'Éclaireur*.

Mais il y a plus grave ; la côte entière regorge d'agents italiens qui profitent d'une tolérance d'autant plus inexplicable que, parlant haut et s'affichant, ils ne cachent aucune de leurs activités.

La police parvient-elle à prendre l'un d'eux en flagrant délit et à obtenir contre lui un arrêté d'expulsion, l'expulsé se voit aussitôt nanti d'une charge consulaire qui lui confère l'immunité diplomatique. Le nombre d'« *attachés* » et de « *secrétaires* » que possèdent ainsi les consulats de Nice et de Menton est éloquent.

Quant aux consuls eux-mêmes, ils sont, sur la Riviera, recrutés pour la plupart parmi d'anciens officiers de la gendarmerie ou du Deuxième Bureau.

Diplomates et agents, professionnels et amateurs, salariés et bénévoles, travaillent tous pour le compte de l'*OVRA* (*Organizzazione di Volontari per la Repressione Anti-fascista*), dont à Nice aussi bien qu'à Marseille le siège est au consulat même, centre de propagande et de renseignements où se retrouvent policiers, rabatteurs, mouchards, indicateurs, provocateurs, hommes de main, chargés d'un triple mission, économique, politique et militaire.

C'est ainsi qu'une contre-propagande sournoise a été organisée tout le long de la côte française contre le tourisme français, dans le but de détourner sur la côte Italienne, prônée par la publicité de *L'Éclaireur*, la clientèle de nos stations.

Pendant le congrès du *Rotary*, qui amena dans la région de Nice dix mille Américains, des mains mystérieuses glissaient sous leurs portes des *prospectus* imprimés à Turin. [117]

La France y était dénoncée comme un pays de brigands dont les grévistes rançonnent les voyageurs, arrachent les bijoux et les fourrures des femmes, pays en décomposition, à quitter dans les vingt-quatre heures. Suivaient les horaires des trains pour l'Italie et les réductions consenties aux voyageurs américains.

La bombe qui éclata, il y a plusieurs années, dans un *dancing* de Juan-les-Pins, alors que la saison d'été battait son plein, avait été fabriquée en Italie. L'agent fasciste qui la jeta, (elle fit plusieurs morts), avait pour mission de provoquer la panique parmi les estivants, et de susciter, du même coup, la réaction classique dont les « *fuorisciti* », pris comme boucs émissaires, ont l'habitude de faire les frais.

En Mai 1937, on sut à Nice que le fascisme préparait un sabotage de l'Exposition de Paris. Les bombes qui éclatèrent dans le Midi, celles qui explosèrent dans la capitale, avaient été prévues dans un programme minutieusement arrêté. Double but avoué : créer un climat de terrorisme en France pour en chasser les touristes au profit des voisins, augmenter les difficultés que rencontrait du point de vue intérieur le gouvernement français.

Que des Français aient été complices de ces manœuvres criminelles, ce n'est plus à démontrer.

C'est à Nice que l'audace de la propagande et l'insolence de l'activité fasciste s'étalent avec le plus d'ampleur.

Le Consul Général italien à Nice n'a cessé, depuis 15 ans, d'être en même temps le chef du « *fascio* ».

Il est assisté aujourd'hui par le Capitaine Buzzi, l'homme de confiance du Commandeur Parmi, directeur de tous les fasci à l'étranger, ainsi que par Lo Spinoso, commissaire de la Sûreté italienne.

Le consulat de Nice administre ou contrôle la *Casa degli Italiani* où la jeunesse italienne reçoit un enseignement conforme à l'idéologie fasciste et une instruction [118] militaire ; des organisations pseudo-culturelles, la *Dante Alighieri*, *Il Dopolavoro*, la *Compania Filodrammatica*, la *Musica* ; des sociétés sportives, Club cyclo-touriste italien, Moto-club italien, l'amicale *Boccio Filia Italiana*.

Quant au *fascio*, il se compose pour Nice, sommet de la pyramide, d'environ 500 membres, professeurs, commerçants, restaurateurs, entrepreneurs, hôteliers, hommes du monde.

Qu'ils soient attachés à la cause par passion politique, ou par intérêt mercantile, ils ont la même haine de la France qui les a reçus, nourris, enrichis, et continue à les protéger.

Un exemple de la mentalité de ces personnages :

Je retrouve dans mon dossier une lettre authentique adressée, il y a trois ans, par un fasciste ayant à Nice pignon sur rue au directeur d'un courageux petit hebdomadaire français qui n'a cessé de poursuivre une campagne intrépide contre les menées des émissaires de Mussolini dans la région du Sud-Est. En voici quelques extraits :

« De quoi vous mêlez-vous, M. Bacchialoni ? Vous êtes Italien d'origine. Vous êtes donc un beau renégat, un traître, un vendu aux sales Français, et si dans quatre ans un couteau vengeur italien ne vous a pas occis, vous pourrez voir le fier drapeau "italien fasciste" de Mussolini flotter sur Marseille et Lyon, car notre vraie frontière est le Rhône, et même au-delà : lisez l'histoire.

Vous n'ignorez pas que le soldat italien est le meilleur, le plus brave, le plus valeureux du monde. Sans nous, en 1914, vous auriez été conquis par nos anciens alliés qui le redeviendront bientôt, et alors, nous nous partagerons les colonies hollandaises, belges, portugaises, françaises et anglaises. À nous deux, nous serons les maîtres de l'univers. [119]

Je travaille à Nice, y étant né de parents génois, et bientôt nos braves soldats y rentreront pour y rester toujours, comme à Malte et à Chypre.

Prenez garde, vous aurez de mes nouvelles avant peu. Au consulat, vous êtes connu et marqué à l'encre rouge. Alexandre de Serbie et Barthou ont pu voir à Marseille ce qu'il en coûte de braver les Italiens fascistes. Nous sommes 45 000 à Nice. En cas de guerre, nous saurions agir sur les ponts, le consulat est si près d'un beau pont, et sur votre petite personne aussi.

Nous nous faisons fort de détruire toute la flotte anglaise en 48 heures et de prendre la Valette à la première attaque ainsi que Nice, Toulon, Marseille et Tunis où il y a 85 000 Italiens impatients qui nous attendent.

Mes trois garçons et ma fille sont élevés dans la haine de la France et des Français.

Un Italien fasciste, fervent de Mussolini le Victorieux, le Juste !

Mario Marchisio. »

L'auteur de cette furieuse diatribe n'a pas été inquiété.

Le journaliste est allé cependant montrer la lettre au Procureur de la République, en réclamant des poursuites.

« Il s'agit là, a répondu le magistrat niçois, d'une correspondance privée qui n'est pas justiciable du tribunal correctionnel, mais à peine du tribunal de



simple police où la peine prévue est une amende de cinq francs. Je vous conseille de ne pas insister.

Mais si je publie la lettre dans mon journal, telle que je l'ai reçue ?

Alors c'est votre gérant qui deviendra, d'après la loi sur la presse, l'auteur principal du délit, Mario Marchisio ne pouvant être inculpé que comme complice. Je vous le répète : n'insistez pas ! » [120]

Le directeur du journal, passant outre, a publié la lettre. Le Procureur n'a pas bougé.

Le journaliste est allé trouver le Préfet.

« Pas d'histoires, mon cher ami, lui a répondu celui-ci. Avant tout, pas d'histoires ! Nous autres, fonctionnaires de l'administration préfectorale, nous devons, à cette frontière si sensible, coiffer le bicorne du diplomate. Ce n'est pas à l'heure où nous sommes tous soucieux de réaliser le rapprochement franco-italien qu'il convient de jeter de l'huile sur le feu. Je vous en supplie. N'insistez pas ! Et surtout pas d'histoires ! »

[121]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre VIII

---

« *ET SURTOUT  
PAS D'HISTOIRES !* »

*Nuit du 1<sup>er</sup> Septembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

Je me rappelle cette nuit qu'en 1934, après avoir harcelé d'inutiles réclamations le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice, après leur avoir vainement dénoncé l'audace des entreprises fascistes dans le département dont j'étais député, je sollicitai, de guerre lasse, une audience du ministre de la Guerre, le Maréchal Pétain.

Le Maréchal Pétain me reçut dans son cabinet de la Rue Saint-Dominique.

« – Monsieur le Maréchal, voici le dossier que, sans succès, j'ai montré à vos collègues de la Place Beauvau et de la Place Vendôme. Voici la preuve des machinations que trament sur notre territoire les agents italiens, sous la direction de leurs consuls, sous l'œil complaisant de nos administrations.

Dans la carence du pouvoir civil, je m'adresse au pouvoir militaire en la personne respectée du chef sous lequel, dans la foule anonyme des fantasmes, j'ai l'orgueil d'avoir servi à Verdun.

Pour accueillir ma protestation, pour en prendre acte et pour lui donner suite, je ne compte plus que sur votre autorité. [122]

D'énormes travaux militaires sont en cours dans la région que je représente au Parlement. En nombre considérable des ouvriers et des contremaîtres

italiens y sont employés. Cette main d'œuvre requiert une surveillance particulière, qui n'est pas pratiquée. Chaque dimanche, du côté de Vintimille, l'on rencontre, sous la tonnelle fleurie des auberges, des terrassiers italiens, venus de nos chantiers pour déguster l'asti pétillant en compagnie d'agents de la brigade de renseignements de Gênes.

Nous avons par bonheur, à Menton, pour diriger nos services de la frontière, un commissaire de police qui connaît son devoir comme son métier. Un as ! Mais ses rapports restent sans réponse, mais on lui refuse le personnel qu'il réclame, mais on suspend l'exécution des arrêtés d'expulsion qu'il propose, mais, tantôt par négligence et tantôt par système, on contrecarre ses initiatives et l'on ruine ses efforts pour fermer aux agents italiens la porte dont il a la garde.

– Vous pensez vraiment, M Torrès, qu'il y a une telle poussée d'agents italiens à nos portes ?

– Une ruée, M. le Maréchal. Je vous ai apporté une série de tracts diffusés par la propagande fasciste à travers le département des Alpes Maritimes, et jusque dans nos casernes. Vous verrez comme la France est traitée avec mépris et avec haine. Vous verrez que l'appel aux "fasci" locaux est direct et sans ambages : "Soyez prêts à toute heure. L'Italie compte sur vous".

Cette littérature circule, à ciel ouvert, dans une région qui compte 100 000 Italiens et environ 65 000 naturalisés, et où plus de 11 000 sujets du Roi Victor-Emmanuel sont employés à la construction de forts, de blockhaus, de routes stratégiques et de plates-formes bétonnées.

– Mon cher Député, si cette littérature, comme vous dites, émane bien de fascistes authentiques, et n'y a-t-il pas des antifascistes qui ont trop d'intérêt à nous diviser [123] de l'Italie pour ne pas recourir à d'ingénieux stratagèmes ?, je serais étonné, à vous parler franchement, qu'elle fût connue des autorités romaines.

– Voici sur l'un de ces documents, M. le Maréchal, l'indication d'origine : Rome. Lisez vous-même.

– Je suis de plus en plus surpris. J'ai été reçu dans la capitale de la péninsule, et je ne saurais vous dire avec quelle délicatesse, avec quels égards, avec quelle amitié. La maréchale qui m'accompagnait a été l'objet des attentions les plus exquises. Nulle part sa chambre n'a été fleurie avec plus de soin et plus de goût. Ce sont de petits détails, mais qui sont révélateurs d'une mentalité et d'une manière d'être. Je ne suis pas un politique, M<sup>e</sup> Torrès, et je

n'entends pas me mêler de ce qui ne me regarde pas et concerne mon collègue Louis Barthou, mais, pour ma part, j'ai confiance dans l'Italie. Il faut éviter de la froisser et de sembler lui chercher des histoires. Voilà comment, sans être diplomate, je comprends l'intérêt français.

– M. le Maréchal, je ne suis venu vous entretenir que de ce qui vous regarde personnellement comme tuteur de notre armée. L'espionnage italien se développe à un rythme chaque jour plus rapide. Les mesures de protection françaises sont cruellement insuffisantes. Faudra-t-il que j'interpelle pour alerter le pays ?

– Je vais étudier la question, je vous le promets. Mais surtout n'interpellez pas ! Je vous en prie : Pas d'histoires !

– Permettez-moi une suggestion, M. le Maréchal. Notre commissaire spécial à Menton désespère de prendre avec votre Deuxième Bureau un contact étroit. Ne voudriez-vous pas déléguer un officier de votre état-major pour vérifier cette situation et y remédier ?

– Je suis tout à fait d'accord. J'enverrai là-bas quelqu'un en inspection pour s'entretenir avec votre as de [124] la frontière. Comment s'appelle-t-il, votre commissaire ?

– Noguès, M. le Maréchal.

– C'est un nom qui m'est familier. Eh bien, prévenez votre Noguès et rassurez-le. Le nécessaire sera fait. »

Je pris congé, plein d'espoir.

Hélas ! Noguès ne reçut jamais la visite d'aucun délégué du Maréchal. Les officiers du Deuxième Bureau continuèrent à l'ignorer et son administration à le désavouer, l'accusant d'excès de zèle.

« Pétain n'est plus ministre, *me dit-il un jour*, mais pourquoi obtiendriez-vous plus ou mieux du Général Maurin, son successeur ? Ne pas froisser l'Italie, voilà une rengaine qui nous aura coûté cher. Quant à moi, je suis las de passer pour un gêneur, et je vais réclamer un autre poste. On m'accordera même, j'en suis sûr, de l'avancement pour se débarrasser plus vite de moi. Non, ne me demandez pas de rester. Je vous jure que ce n'est plus possible. Savez-vous le dernier tour que l'on vient de me jouer à Nice ?

Je prends la main dans le sac, l'autre mois, un Italien de l'OVRA habitant Menton que j'avais repéré depuis longtemps. Il était en train d'approvisionner de libelles fascistes, insultants pour la France, deux de ses compatriotes

travaillant aux ouvrages fortifiés de Sainte-Agnès, qui devaient les distribuer à leurs camarades de l'entreprise Borie. J'envoie une note au préfet pour qu'il mette mes trois bonhommes à la porte, non sans avoir d'abord transmis au Procureur de la République, en vue de poursuites, contre l'agent de l'*OVRA*, mon procès-verbal de flagrant délit.

Le Procureur me répond "Pas d'histoires !" "Pas d'histoires, surtout pas d'histoires !", me répond le préfet. Et les deux ouvriers regagnent leur chantier, cependant que l'agent s'en va toucher au Consulat italien sa récompense. La semaine suivante, lisant de *Journal Officiel*, un nom me saute aux yeux. Celui [125] que je voulais envoyer méditer en prison sur les inconvénients de son métier avant de le reconduire de l'autre côté du Pont Saint-Louis obtenait la naturalisation française. »

Que pouvais-je répondre à Noguès ? Je savais comme lui que, lorsqu'à trois kilomètres de la frontière, le consul d'Italie faisait projeter dans une salle de Menton un film destiné à montrer, avec Mussolini comme personnage central, les images de la force italienne et de l'ordre italien, le préfet du département des Alpes-Maritimes, le président du tribunal, le procureur de la République et le général commandant la division, venaient du chef-lieu assister à ce spectacle reconfortant.

« *Evviva Mussolini !* », criaient, au passage des hauts fonctionnaires de la République, les membres du *fascio* massés devant la porte du cinéma mentonnais.

Je savais qu'à Nice, une cellule fasciste avait été créée dans la police, recrutant aussi bien des inspecteurs en civil que des sergents de ville dont l'uniforme municipal couvrait la chemise noire.

Je savais que des commissaires de la brigade mobile s'étaient constitués en section du *Parti Populaire Français* et, sous la direction d'un des principaux lieutenants de Doriot, Thurotte, chassé pour escroqueries du parti socialiste, s'étaient mis à la disposition des autorités italiennes qui les avaient chargés de contrôler et de surveiller le travail des agents fascistes et de recouper leurs propres enquêtes. En fait, aux pieds des Alpes, le *PPF* rend au *Duce* les services que le *Parti Franciste* rend au *Führer* sur les bords du Rhin.

Je savais aussi que le chef de la Sûreté de Nice, Curty, émargeait au budget de *L'Éclaireur* pour une mensualité de trois mille francs qui n'était que la modeste contrepartie des services précieux qu'il rendait

au consul général d'Italie, le fils du baron Aloisi, et à son adjoint, le Capitaine Buzzi. [126]

J'avais un jour été trouver au ministère de l'Intérieur le directeur de la Sûreté Nationale, M. Thomé, doux poète bucolique au regard perdu dans ses pastorales, pour lui soumettre le cas du policier félon, en lui demandant d'arracher le couteau de la *maffia* italienne planté dans le cœur de la police niçoise.

« *Je vais aviser, je vous le promets* », m'avait répondu l'aimable directeur, sans paraître me garder rigueur de l'avoir distrait de ses pipeaux.

Le lendemain, dans les rues de Nice, Curty, rencontrant mon secrétaire politique, l'interpelle ironiquement :

« Votre patron n'est vraiment pas chic. Il est allé hier chez Thomé m'asséner un réquisitoire en règle. Mais nous ne sommes pas à la Cour d'Assises et vous voyez que je ne m'en porte pas plus mal ! »

Avec de tels pasteurs les vaches étaient bien gardées !

Mussolini, depuis la guerre d'Espagne, ne cesse de déclarer, comme dans son discours de Gênes du 13 Mai 1938, que « *la France et l'Italie se trouvent sur des côtés opposés de la barricade* ».

Après un séjour de cinq ans en Italie, Maurice Montabré écrit dans le numéro de *La Revue de Paris*, paru hier avec la date d'aujourd'hui, 1<sup>er</sup> Septembre 1939 :

« *Le Duce est en train de soutenir la position d'Hitler en face de Dantzig et de renforcer sa pression sur la Pologne. Il se confirme chaque jour qu'il ne changera plus de route. Il est enchaîné au char du Führer ; il a enchaîné l'Italie au sort de l'Allemagne.* »

Et pendant que le dictateur italien nous provoque et nous insulte tous les jours du geste et de la parole, ses 950 000 compatriotes résidant en France sont déjà touchés par un avis de pré-mobilisation, et reçoivent de leurs consuls, à la barbe de nos gouvernants, un [127] long questionnaire rédigé de façon à utiliser, au mieux de ses aptitudes, chacun des soldats de la *Cinquième Colonne* fasciste.

En Corse, Mussolini a créé en 1935 des « *Groupes de culture corse* » qui, sous la dépendance d'un centre national établi à Pavie, organisent des conférences pour démontrer notamment que la Corse fait

partie de la péninsule et que sa population est italienne. C'est également ce qu'affirment les manuels scolaires officiels. Sur toutes les cartes qu'on présente aux bambins italiens la Corse figure comme partie intégrante de l'empire de la Louve.

Cette propagande contre la France emprunte toutes les formes. Pour flatter le chauvinisme italien et l'exalter contre notre pays, elle n'hésite jamais à travestir l'histoire.

Pascal Paoli qui lutta pendant quatorze ans, les armes à la main, contre la République de Gênes, est dépeint par les porte-paroles du *Duce* sous les couleurs d'un patriote italien et d'un apôtre prophétique de l'unité nationale.

Quant à la grande figure de Napoléon, elle est annexée d'autorité par les publicistes, les écrivains, les auteurs de livres de classe, les hommes politiques et les officiels. Tous le présentent comme un pur Italien à la romaine, une manière de précurseur de Mussolini qui lui-même s'efforce dans ses actes et jusque dans ses attitudes à imiter cet illustre modèle.

Il n'y a pas longtemps encore, le chef du gouvernement de Rome exprimait sa reconnaissance à l'académicien français Louis Madelin, président du Comité France-Italie, dont le secrétaire général est l'équivoque Philippe de Zara, pour avoir aimablement adhéré à la thèse qui tend à italianiser les Bonaparte.

Dans un épisode astucieux de son film *En remontant les Champs-Élysées*, Sacha Guitry a flatté avec [128] la même gentillesse la manie du *Duce*. Il en a reçu le remerciement auquel il pouvait être le plus sensible, un supplément de droits d'auteur.

À l'action des « *Groupes de culture* » s'ajoutent les campagnes de presse. Un organe spécial a été créé à cet effet à Livourne : c'est l'édition corse du *Telegrafo*, journal fort répandu en Toscane et propriété personnelle des Ciano, modestes mariniers devenus riches armateurs sous le régime fasciste.

Livourne n'est qu'à quatre heures en bateau de Bastia, et une compagnie italienne assure entre les deux ports le transport quotidien du *Telegrafo* à destination.

Les abonnements sont distribués par milliers au prix dérisoire de 5 francs par an, ou même gratis, sous enveloppe fermée.

En théorie, le journal est, en effet, interdit dans le territoire français, mais l'indulgente préfecture d'Ajaccio ferme distraitement les yeux ; et le ministre italien de la Culture Populaire peut ainsi se livrer impunément à sa propagande contre l'intégrité de notre pays.

De petits journaux locaux, publiés en dialecte à Ajaccio, se font aussi les agents zélés de la propagande fasciste. L'un d'eux était dirigé par un vieil homme de lettres, rimeur à la Muse essoufflée, Santu Casanova qui, sur la fin de sa vie, fut gagné à la cause italienne.

On l'invita d'abord à faire une tournée dans la péninsule où on le combla d'honneurs et de largesses. Au cours du voyage on lui fit cadeau d'une fastueuse maison à Livourne, la villa *Maggi*.

Le pauvre homme, que la vie n'avait pas gâté, en fut ébloui et alla terminer ses jours, aux frais et soins du gouvernement de Rome, comme principal collaborateur du mouvement pro-italien dans son île natale.

La *Gazetta del Popolo*, organe personnel de Mussolini, a publié en 1936, sous la signature de son [129] envoyé spécial à Ajaccio, le *Catéchisme corse*, dont voici quelques passages édifiants :

« – Demande : Qu'est-ce que la Corse ?

– Réponse : La Corse est une nation vaincue qui doit renaître.

– D. : Quelle différence y a-t-il entre la Corse et la France ?

– R. : Avec la France nous n'avons rien de commun, ni l'histoire, ni la langue, ni les mœurs, ni les aspirations. Il n'y a chez nous de français que l'argent qui circule.

– D. : Par qui la France est-elle représentée en Corse ?

– R. : Par le préfet, les gendarmes et de nombreux policiers.

– D. : Quels sont les sept fléaux de la Corse ?

– R. : La politique, la francisation, la malaria, le fonctionnarisme, la misère, le militarisme mercenaire et l'immigration.

– D. : Le gouvernement français a-t-il intérêt à lutter contre la malaria ?

– R. : Non, il en a besoin pour inciter les Corses à se sauver en France. »

Quelques mois plus tard, une polémique d'une violence inouïe était déclenchée dans toute la presse italienne, et reprise avec faveur par une partie de la presse française, *Gringoire*, *Candide*, *Je Suis Partout*,



*L'Action Française* et *Le Jour* en tête, à propos d'un incident monté pour les besoins de la cause.

Il s'agissait de paroles désagréables pour l'Italie que mon vieil ami Campinchi, avec lequel j'ai si souvent croisé le fer devant le jury, devenu ministre de la Marine, était supposé avoir prononcées à Toulon devant ses compatriotes, les matelots du paquebot *Napoléon Bonaparte*. [130]

« C'est un mensonge, disait le *Popolo d'Italia*, que la Corse soit historiquement et géographiquement terre française. »

De son côté, le *Giornale d'Italia* traitait Campinchi de renégat à la patrie italienne, tout comme un simple *fuoriscito* anti-fasciste, le Président Nitti ou le comte Sforza.

« Cette Corse, surenchérisait le *Corriere della Sera*, les Français l'ont acquise un jour par l'intrigue et par l'argent. Ils l'ont toujours exploitée et négligée. »

La grave revue catholique *Frontespizio* de Florence trouvait elle-même son mot à dire en la circonstance, sous la signature de l'académicien Papini :

« Sur l'île pèse, depuis des années, une tristesse désespérée. Les jeunes gens sont recrutés dans l'armée française ; les jeunes filles enrôlées dans les boîtes de nuit de Paris. La Corse de Paoli n'est plus qu'un réservoir de soldats et d'esclaves blanches. »

Mais la palme de violence agressive revenait au *Telegrafo* de la famille Ciano, qui annonçait tout simplement la prochaine révolution sanglante de l'île et sa libération.

La population corse est heureusement moins accessible à la propagande italienne que la population de la Côte d'Azur, pénétrée de tant d'éléments cosmopolites.

En dépit de leur méthodique effort, les apologistes du *Duce* n'ont, dans l'île, marqué de leur empreinte que quelques intellectuels aigris, quelques entrepreneurs d'élections et cette pègre que, sous la protection du *Cartel de l'Acier*, Doriot recrute partout parmi les contrebandiers de la politique et les mercenaires du coup de main.

Pour les Corses, Bonaparte n'est ni Français ni Italien. Il est leur. Comme l'or des genêts dans le maquis, comme la pourpre des calanques. [131]

Aux fêtes de l'Empereur à Ajaccio une banderole rouge était tendue d'un balcon à l'autre, au travers d'un étroite ruelle, avec cette inscription si tendre, en dépit de ses majuscules cérémonieuses : « À NAPO-LÉON LES ENFANTS DE SON QUARTIER ».

Mais plus encore que sur la Riviera et sur la Corse, c'est sur la Tunisie que l'Italie s'acharne avec une violence furieuse.

« *Tunisi a noi* », vociféraient les députés fascistes, interrompant à Montecitorio le 30 Novembre dernier le fulminant discours du comte Ciano, sans que l'ambassadeur de France, M. François-Poncet, présent à cette manifestation si délicatement spontanée, eût cru devoir quitter la tribune du corps diplomatique.

En Tunisie, en face de 2 400 000 indigènes dont le loyalisme à l'égard de la France est solidement trempé et la haine motivée pour l'Italie vigoureuse et tenace, vivent 108 000 Français et 94 000 Italiens parmi lesquels environ 20 000 fascistes.

Ces derniers qui comptent un pourcentage considérable de pauvres Siciliens, d'instruction sommaire ou nulle, sont chauffés à blanc par la démagogie irrédentiste :

« Italien, réveille-toi. Le fascisme est en train de dominer le monde. Relève la tête. Tu es le plus grand. Tu es l'élite. L'avant-garde conquérante. Souviens-toi de la grande Rome ! »

Avec la complaisance de l'administration française, les fils illettrés de Romulus et de Rémus sont organisés en *fasci*. Ils ont leur *dopolavoro*, leurs écoles, leurs clubs sportifs ; ils déferlent dans les rues en formations militaires, musique en tête et drapeaux déployés.

Quant aux anti-fascistes, traqués par les agents de l'*OVRA* et leurs collaborateurs français du *PPF* et des autres ligues, ils sont traités par nos autorités en suspects, et ceux d'entre eux que ne soutient pas une foi insurmontable sont tentés parfois de se rallier aux faisceaux du licteur. [132]

Carte du *fascio* indispensable pour l'embauche, fréquentation scolaire dans les écoles italiennes obligatoire, parents pris pour otages en

Italie ; tout est bon au fascisme italien pour imposer sa loi aux récalcitrants et aux réfractaires.

Il y a deux ans, dans la soirée du 20 Septembre 1937, 50 membres des équipages des vaisseaux-écoles italiens *Amerigo Vespucci* et *Columbo*, qui relâchaient dans le port de Tunis, ont fait irruption, armes en main, dans le local de la *Ligue Italienne des Droits de l'Homme* qui sert de salle de rédaction au journal anti-fasciste *l'Italiano de Tunis*, saccageant le mobilier, coupant les fils du téléphone, fracturant les tiroirs, s'emparant des papiers.

Le secrétaire de la Ligue, M. Micelli, qui essayait courageusement de résister à l'agression, fut tué à bout portant d'une balle au cœur et la bande de meurtriers se dispersa en toute hâte.

Dans sa précipitation à s'enfuir, l'un des jeunes fascistes passa au travers d'une marquise de verre ; un de ses glorieux camarades se blessa avec son propre pistolet.

Cet attentat si lâchement exécuté n'eut pour sanction que l'annulation, par ordre du Résident Général, du bal et du banquet qui avaient été préparés en l'honneur de l'amiral italien, et des officiers et élèves des navires-écoles.

Une information judiciaire fut bien ouverte, mais vite close, et l'« incident » fut étouffé après une protestation diplomatique que le chargé d'affaires de France alla déposer au Palais Chigi comme une carte de visite du premier de l'an.

Qu'on imagine cinquante de nos jeunes élèves du *Borda*, mouillé dans le port de Naples, descendant à terre, en « *expédition punitive* », pour assassiner [133] dans son bureau un journaliste fasciste. Quelles n'auraient pas été les réactions de la presse italienne et du gouvernement italien !

Mais sous Pierre Laval et sous Georges Bonnet la France s'est déshabituée de réagir.

Le récent décret-loi sur les associations étrangères n'a porté qu'un coup faible à la propagande italienne. Les maisons du *Fascio* ont fermé ou se sont transformées. Mais tous les cadres, tous les fonctionnaires du parti sont restés. Lorsque cela paraît nécessaire, on se contente de les caser dans un consulat car, dans les états totalitaires, les rouages de

l'état sont mis au service du parti et de son idéologie et la représentation diplomatique ne fait pas exception à la règle.

La même remarque vaut pour les journalistes. Un journaliste fasciste italien est différent par essence d'un journaliste français. Ce n'est pas un libre observateur. C'est un fonctionnaire du parti qui le nomme ou le révoque à son gré. Une nomination de « *rédacteur en chef* » est publiée par le bulletin du parti fasciste exactement comme une mutation de préfet ou de percepteur.

Pendant des années, le provocateur Gianini fit paraître à Paris, avec des ressources qui n'étaient mystérieuses que pour notre candide Sûreté Nationale, un journal qui s'appela *Il Merlo*, puis la *Tribuna d'Italia*, et qui intervenait, sans aucune pudeur dans nos querelles politiques.

Gianini se disait indépendant du parti fasciste auquel il affectait de décocher par intermittences quelques flèches bénignes, mais expulsé, enfin !, il est rentré sans encombre en Italie, demeure à Rome, 3 *Via Panaso*, et collabore au *Regime Fascista* de Crémone, le plus abject insulteur de la France.

Si Gianini est expulsé, toute son équipe est encore à Paris. Dio Giorgio, Carmelo Puglionisi, Silvio Barro [134] continuent à vivre ici, alors que leur journal ne paraît plus.

Ils collaborent aux agences touristiques et aux bureaux de voyage qui, depuis la guerre d'Éthiopie, ont su s'attacher par des contrats de publicité notre presse bien pensante.

Derrière ces activités, l'*OVRA* est toujours présente. Elle ne compte pas moins de 15 000 agents à l'étranger, de l'Amérique à la Palestine. Le contingent qui opère en France et en Afrique du Nord est le plus important, et comprend, surtout sur la Côte d'Azur, un grand nombre de femmes, dont certaines Françaises, épouses d'avocats, de médecins, d'industriels, prêtes à l'aventure, par haine de la République et par besoin d'argent.

Elles font de fréquents voyages en Italie, filent le parfait amour avec des comtes du Pape, et trahissent leur pays avec légèreté et entrain. Ce sont elles qui assiègent les officiers de marine lorsque la flotte jette l'ancre à Villefranche ou à Cannes. Ce sont elles qui vont danser à bord, visitent les sous-marins et les croiseurs, et manifestent une curiosité inattendue pour les pièces d'artillerie.

On les voit aussi dans la montagne, avec des appareils photographiques, autour des forts de l'Authion ou du Mont Agel, on les rencontre près du centre d'hydravions de Saint-Raphaël, près de l'usine de torpilles de Saint Tropez, près des mines de bauxite de Brignoles, près du port et de l'arsenal de Toulon, souriant aux officiers, se recommandant de « la Place », de l'Amirauté, de la Préfecture ou de la Mairie.

Figurantes des grands bals, des redoutes, des batailles de fleurs, des concours hippiques, des thés de charité, des kermesses, elles semblent si inoffensives, préoccupées seulement de mondanités et de frivolités !

Sur un autre plan évoluent les grandes coquettes de l'espionnage, Italiennes d'alcôve, aviatrices, conférencières [135] exploratrices, comédiennes, rédactrices de magazines, chanteuses, femmes de lettres, princesses russes, stars roumaines, joyeuses veuves autrichiennes, filles d'officiers supérieurs, maîtresses d'officiers subalternes, petites alliées, courtisanes, l'escadron motorisé de la cavalière Eisa.

L'état-major de l'*OVRA* travaillant en France est installé dans la principauté de Monaco, à l'abri de toute perquisition et sous la gracieuse protection de la princesse héréditaire Charlotte qui, fasciste par les liens du cœur plus encore que par les dilections de l'esprit, exerce une despotique influence sur son père, le prince Louis, débonnaire tenancier de roulette.

Le fascisme, à la faveur des inclinations sentimentales de la princesse, s'est aussi installé à tous les leviers de commande de la principauté, avec le Docteur Urbino, Rondelli le consul Censi, Lucien Davico, Georges Rolfo, Pascal Quitamodo, le Docteur Pardi, Maccario Toniolo et Paoletti.

C'est à Monte Carlo que s'arment les assassins, le drame empruntant sa machinerie aux coulisses de l'opérette.

Le 5 Novembre 1931, un médecin russe Gorguloff, mêlé depuis longtemps à de louches activités, était refoulé de France par le ministre de l'Intérieur. Bien qu'aux termes des conventions administratives franco-monégasques la mesure prise contre lui dans notre capitale fût automatiquement exécutoire à Monaco, il n'en était pas moins accepté dans la principauté.

Six mois après, le 5 Mai 1932, il montait dans le train de Paris sans qu'aucune autorité policière fit obstacle à son voyage ou en prévînt notre ministère de l'Intérieur.

Le lendemain, 6 Mai, Gorguloff abattait à coups de revolver le Président de la République Paul Doumer.

Aucune représentation n'était faite par le gouvernement [136] français au gouvernement monégasque. Le directeur de la Sûreté Publique de la Principauté, M. Michel, ancien commissaire de l'élégant quartier parisien d'Auteuil, aussi réputé pour ses affinités fascistes que pour sa passion du baccarat, n'était même pas déplacé.

Quelques mois plus tard, Michel se suicidait, un scandaleux procès le faisant apparaître impliqué dans une sinistre affaire de captation d'héritage de vieille dame par un gigolo tropical.

Dans l'attentat de Marseille du 9 Octobre 1934, qui coûta la vie au Roi Alexandre et à Barthou, se retrouve aussi la griffe de l'*OVRA*.

L'organisation terroriste des Oustachis est en effet en liaison étroite avec l'organisation terroriste du gouvernement italien, comme avec l'organisation terroriste du gouvernement hongrois, qui a transformé la ferme de Janka Puszta en camp armé pour l'entraînement des assassins.

C'est sur le territoire italien que le *Führer* des Oustachis, le Docteur Ante Pavelitch et son principal lieutenant Eugène Kvaternik ont préparé le crime.

Le 23 Novembre 1934, la justice italienne refusait à la justice française de lui livrer les deux chefs de bande qui se trouvaient à Turin.

Pierre Laval était ministre des Affaires Étrangères. La France n'insistait pas.

Le 21 Décembre 1934, l'Autriche, sous la pression du gouvernement italien, nous refusait à son tour l'extradition d'un autre lieutenant d'Ante Pavelitch, le Colonel Percevitich.

Le 13 Février 1936, la Cour d'Assises d'Aix condamnait à mort par contumace Ante Pavelitch, Kvaternik et Percevitich.

Quant aux trois bandits, exécuteurs du crime, ils devaient à de misérables incidents autant qu'à la sénilité du président des Assises et du Procureur Général [137] choisis à dessein, de sauver leurs têtes.

Condamnés aux travaux forcés à perpétuité, ils accueillait le verdict au cri de « *Vive Pavelitch* ».

Je n'étais pas présent à la barre, ayant refusé de défendre les Oustachis, comme, plusieurs années auparavant, j'avais refusé de défendre les autonomistes alsaciens dans le grand procès de Colmar, comme aussi après le meurtre de la Skoupchtchina, j'avais renoncé à assister la famille de Raditch, ayant déjà pressenti, sans la pénétrer encore, la collusion entre l'extrémisme croate et le fascisme italien.

Paul-Boncour, avocat de la reine Marie de Yougoslavie, était également absent du prétoire de la Cour d'Assises d'Aix. La place de la partie civile restait vide.

La Reine qui, le 20 Décembre 1934, était intervenue personnellement dans l'instruction du procès, s'était en effet, sur les démarches pressantes de Laval, désistée le 11 Octobre 1935, pour attester sa confiance en la justice française. Elle était punie de sa noblesse et de sa magnanimité.

L'*OVRA* n'est pas non plus restée étrangère à l'assassinat, en Décembre 1933, du président du Conseil roumain, Jean Duca, par un jeune étudiant de la Garde de Fer.

Quelques jours à peine avant ce meurtre, *Il Régime Fascista* avait dénoncé Duca comme un « *libéral francophile* », dont l'hostilité à l'entrée en vigueur du Pacte à Quatre, « *l'attachement à la Société des Nations et aux intérêts de la haute banque et des marchands de canons* », les tentatives pour « *ramener la Roumanie à l'état de vassalité envers la France* » et pour « *reprenre la vieille politique anti-italienne des Brattiano* » intéressaient au plus haut point l'Italie, « *habituée fièrement à se faire respecter comme à se faire craindre* ».

Au début de la guerre d'Espagne, l'*OVRA* a aussi [138] commis une série d'attentats dans le midi de la France. Des bombes furent déposées par elle à Perpignan, à Marseille et dans le rapide de Barcelone.

Le 31 Mai 1937, un officier italien muni d'un faux passeport était arrêté alors qu'il plaçait une bombe à l'entrée du tunnel international de Cerbère. Presque à la même époque, le 10 juin 1937, on trouvait dans un fourré, près de Bagnoles de l'Orne, les cadavres sauvagement poignardés des frères Roselli.

Au bout de plusieurs mois, l'enquête amena la découverte des assassins, membres français du fameux *CSAR* (*Comité Secret d'Action Révolutionnaire*), liés par le serment de la Cagoule :

« Je jure fidélité, discrétion et obéissance à l'organisation. Tout manquement à cette règle entraîne la peine de mort. »

L'*OVRA* travaille avec le *CSAR*, la main dans la main. Eugène De-loncle, le chef français de l'organisation fasciste commanditée par Renault et par Michelin et protégée par nos plus grands chefs militaires, comme Pétain et Weygand, reçoit les instructions de M. Thaon di Revel qui, en collaboration avec le commandeur Parini, est à Rome le major général des entreprises terroristes à l'étranger. Au domicile d'un des conjurés français, le duc Pozzo di Borgo, des documents ont été trouvés qui révélaient aussi l'existence d'une filiale en Allemagne.

Huit heures ... La maison s'éveille autour de moi. Voici le courrier du matin. Le facteur des plis recommandés m'interroge pendant que je signe sur son cahier : « *Que va faire l'Italie, M Torrès ?* »

J'esquisse un geste évasif d'un bras lourd.

Le téléphone sonne avec insistance. Je n'ai plus le temps d'ouvrir les dossiers du *CSAR* ; mais je sais que j'y trouverais que Fihlol, l'un des meurtriers des frères Roselli, et ses amis Corre et Jeantet, se sont réfugiés en Italie, et que l'on a découvert à Cezia [139] dans une canalisation d'égout le cadavre de Maurice Juif, exécuté par les justiciers de la Cagoule pour avoir trahi son serment.

J'y trouverais aussi que les grenades, les mitrailleuses et les fusils *Beretta* saisis chez les membres du *CSAR* provenaient d'Allemagne et d'Italie, que l'explosif employé pour les bombes de la Place de l'Étoile comme pour celles de Cerbère et de Perpignan, est d'un modèle qu'on ne fabrique pas en France, mais qui se rencontre couramment de l'autre côté des Alpes, et que l'Espagne, au moment où elle avait le plus besoin de matériel de guerre, envoyait en France par Saint-Jean-de-Luz trente tonnes d'armes et de munitions à destination des Cagouleurs.

Le *New York Times* a donné l'alarme au printemps dernier : « *Le filet fasciste s'étend sur la France* ».

De l'audace, Daladier !



[140]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre IX

---

### LA BALANCE DES RISQUES

*Septembre-Octobre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

Quatre jours se sont écoulés depuis cette nuit du 1<sup>er</sup> Septembre passée parmi tant d'inquiétants personnages surgis de mes dossiers.

La chaîne fatale enserre maintenant l'Europe. Depuis avant-hier nous sommes en état de guerre avec l'Allemagne.

Ce que nous avons voulu trop éviter, nous l'avons rendu inévitable. Maeterlinck a écrit : « Le destin n'a d'autres armes que celles que nous lui tendons ».

Que va faire l'Italie ? La question que me posait l'autre matin un brave homme, je me la pose aujourd'hui.

Dans son discours de dimanche, Daladier a rendu hommage aux « *nobles efforts* » accomplis par le gouvernement italien pour sauvegarder la paix. Serait-il dupe ?

Concertée avec le *Reich* et exécutée pour son compte, la démarche italienne auprès de Paris et de Londres, dans la journée du 31 Août, n'était qu'une manœuvre, une diversion pour assurer l'immense bénéfice de la surprise à l'agression de l'armée allemande. [141]

La Pologne, préoccupée de ne pas faire obstacle aux négociations, devait en effet hésiter à prendre des mesures de précaution trop accentuées, afin de ne pas permettre à Hitler de les interpréter comme une provocation.

La prévision de Mussolini était juste et le tour était bien joué.

Naïveté des Démocraties et de leurs alliés ! Comme si Hitler était à jamais à court d'un prétexte !

Comme si l'Italie, depuis que ses premiers « *volontaires* » ont foulé la terre espagnole, depuis Malaga, Guadalajara, Santander, Bilbao, Tortosa, ne se considérait pas elle-même en état de guerre avec nous !

« *Dans cette grande lutte, l'Italie fasciste n'est pas neutre. Elle combat. Et la victoire sera aussi la sienne* », écrivait Mussolini en Juin 1937 dans le *Popolo d'Italia*, nous jetant son gant avec emphase.

Aussi la non-belligérance que l'Italie affecte aujourd'hui ne peut-elle que constituer pour l'Allemagne une aide puissante et silencieuse.

Elle ne nous libère pas de l'obligation de maintenir à notre frontière du Sud-Est une armée de plusieurs centaines de milliers de soldats. Elle nous interdit, par contre, de lever l'hypothèque que fait peser sur notre sûreté intérieure la puissante organisation des agents italiens, exercés depuis longtemps, sous la direction et la protection de leurs consuls, à une collaboration étroite avec les agents allemands.

Elle nous laisse sans défense contre les intrigues de l'ambassadeur du *Duce*. Elle nous livre à ses espions. Il faudrait obliger l'Italie à se déclarer sans retard.

En lui offrant une contrepartie importante ? La moitié de nos ministres, avec Bonnet et de Monzie, qui, dimanche dernier 3 Septembre, dînait encore à la table de Georgette Jean Brunhes avec l'ambassadeur Italien Guariglia, se résigneraient à de larges sacrifices dont Djibouti et la Tunisie feraient les frais. [142]

En lui parlant un langage de ferme résolution, appuyé sur un dispositif de mobilisation dont notre État-Major affirme que l'efficacité serait déterminante ? L'autre moitié de nos ministres, encouragés par le Général Gamelin qui a pris nettement position, se prononcent avec Paul Reynaud, Campinchi, Champetier de Ribes et Mandel pour un ultimatum immédiat.

À la Pologne, qui se débat désespérément sous la terrible pression allemande, nous apporterions ainsi un, concours plus positif que celui qui se résout en des effusions oratoires ou des engagements de patrouilles en avant de la Ligne Maginot.

Mais, retenu par ses calculs, quand son tempérament l'entraîne, Daladier ne veut prendre aucun parti. La violence des événements n'a pas suffi à le guérir de son indécision qui devient un vrai cas clinique.

Se réclamant des avis de notre ambassadeur à Rome, François-Poncet, notre président du Conseil a départagé ses ministres en optant pour l'expectative, c'est à dire pour l'abstention.

« Ne rien offrir à l'Italie et surtout ne rien lui imposer, la ménager en ne ripostant que par un sourire amène aux explosions de son humeur irascible. Et laisser le temps faire son œuvre. »

C'est la pire des politiques. Et sous l'illusion d'être prudente, la plus téméraire. « *Tue le temps ou il te tuera* », dit Shakespeare.

« La guerre seule, a proclamé Mussolini dans *La Doctrine du Fascisme*, porte au maximum la tension de toutes les énergies humaines et marque d'un sceau de noblesse les peuples qui ont le courage de l'affronter. Toutes les autres épreuves qui la remplacent n'ont pas une valeur égale. Elles ne placent jamais l'homme en face de lui-même dans l'alternative de la vie ou de la mort. »[143]

Au lieu d'enfermer Mussolini dans cette alternative, au moment où son instinct et son intérêt lui dictent de s'en tenir éloigné, nous allons donc le laisser épier l'occasion pour choisir l'heure ; nous allons lui permettre d'intervenir dans la partie à coup sûr, quand le sort aura déjà prononcé.

Daladier et François Poncet n'ont-ils pas relu la lettre de Bismarck à notre ambassadeur à Berlin, Saint-Vallier ?

« Depuis 1866, je suis guéri de l'Italie. La campagne d'alors a trop marqué leur impuissance et leurs présomptueuses prétentions. 1870 m'a ôté mes dernières illusions. Je les ai vus à l'affût, nous guettant dans notre grand duel et attendant de connaître le vainqueur pour l'aider à écraser le vaincu.

Leur politique, c'est celle des chacals qui suivent le lion pour achever ses victimes. »

Que les jours s'enchaînent lourdement dans un grincement de fausses manœuvres et de rumeurs fâcheuse !

Nos soldats qui ont rejoint, dans un silence farouche, leurs postes de combat attendent des ordres qui ne viennent pas.

Mais voici que la conjuration, dont je cherchais dans la première nuit de guerre à débrouiller les fils, pendant que les laitiers faisaient tinter leurs bidons dans les rues, engage sa première offensive.

L'anarchiste d'action directe Lecoin, condamné à cinq ans de réclusion pendant la guerre de 1914 pour avoir tenté d'assassiner l'antimilitariste repentin Gustave Hervé, a rédigé, nos fantassins à peine installés à leurs créneaux, un manifeste intitulé *Paix Immédiate*.

Des leaders syndicalistes, dont l'un est attaché au cabinet du ministre du Travail, ont signé cet appel, en compagnie de Victor Margueritte, pornographe ramolli, de Georges Pioch, filandreur poète libertaire, [144] d'Alain, raisonneur déraisonnable, et du sensible et ingénu Giono.

Quant à Marcel Déat, il a non seulement donné sa signature, mais collaboré avec Lecoin à la rédaction de *Paix Immédiate*, l'auteur de *Mourir pour Dantzig ?* formant, avec le vieux cheval de retour du terrorisme, un attelage dont l'élégant *gentlemanrider* de Brinon tient les brides.

Or Déat est secrétaire général de l'*Union Socialiste* qui est représentée officiellement dans le ministère Daladier par deux délégués, de Monzie et Pomaret. Deux membres du gouvernement ayant chargé de la guerre et de la victoire reconnaissent ainsi pour chef politique le complice d'un anarchiste qui, dès la mobilisation, aiguise son poignard pour le planter dans le dos de nos soldats.

Tous les signataires de *Paix Immédiate*, diffusé par ballots de tracts, de Dunkerque à Marseille, ont été inculpés par le juge d'instruction militaire, mais avec Lecoin, Giono seul a été arrêté. C'est le traitement des mystiques.

Déat a-t-il été laissé en liberté pour qu'il puisse continuer à présider le groupement défaitiste qu'il a fondé le mois dernier et qui se réunit en ce moment chaque après-midi ?

Ce groupement comprend une trentaine de parlementaires, d'extrême-droite comme Scapini, Doriot et Tixier-Vignancourt, outsiders comme Bergery, néos comme Marquet, Eugène Frot, Gonin et Deschi-zeaux, socialistes unifiés comme René Brunet, Spinasse et Paul Rives. Constitué en véritable comité de liaison, il a pris l'initiative, le 2 Septembre, d'une démarche auprès de Daladier pour protester contre l'intransigeance manifestée par la France et l'Angleterre dans leur refus de participer à la conférence internationale proposée par l'Italie, si le territoire polonais n'était préalablement évacué par les troupes allemandes. [145]

En pleines négociations, l'Allemagne s'était jetée sur la Pologne. L'ennemi poursuivant là-bas ses dévastations et hissant la *swastika* sur le clocher des églises, pouvions-nous continuer d'aimables conversations de chancellerie ?

Pouvions-nous aller confronter dans une conférence notre acceptation du fait accompli avec l'insolent triomphe de l'agresseur qui eût rédigé à la même table avec la même encre ses bulletins de victoire et ses ukases de paix ? Pouvions-nous tendre le rameau d'olivier au seigneur de la guerre, dégoûtant du sang frais de nos alliés ?

« *Oui* », répond Déat, reprenant la formule d'Alain qui, dans son manifeste de 1935, déclarait déjà : « Rien à nos yeux ne peut justifier la guerre ».

« *Oui* », affirme à l'intérieur du gouvernement le cynique de Monzie, oubliant qu'il y a quinze jours, il se portait caution de la force de l'armée polonaise et prétendait qu'elle pouvait affronter, seule, l'armée allemande avec la certitude du succès.

« J'étais Munichois avec passion, expliquait-il, parce que je me méfiais de la Tchécoslovaquie. Avec la même passion, je suis aujourd'hui pour la résistance parce que j'ai foi en la Pologne. »

« *Oui* », insinue onctueusement, avec toutes sortes de circonlocutions et de réticences, M. Georges Bonnet lui-même, auquel Daladier vient de reprendre les Affaires-Étrangères pour le confiner à la Justice, et qui se plaint qu'on lui ait forcé la main entre le 31 Août et le 3 Septembre et qu'on ait saboté ses efforts et ceux de M. Mussolini pour sauver la paix.

Lamentable Georges Bonnet, cœur maigre de terreur, qui appréhendait, dans la semaine précédant Munich, un raid de bombardiers allemands, au point d'aller déjà coucher chaque nuit avec sa femme dans une petite maison enfouie sous les arbres des bois de Saint Cucufa ! [146]

Le 17 Septembre, la Pologne est hors de jeu. Les Russes à leur tour franchissent sa frontière.

Nos communistes, qui s'efforçaient à concilier leurs professions de foi patriotiques de la veille avec la nouvelle politique de Staline, et leur vieille haine tapageuse de l'hitlérisme avec la déclaration d'amour germano-soviétique, abattent leurs cartes.

Au nom prétendu des mères de France qui ne veulent plus immoler leurs enfants, ils osent écrire au président de la Chambre Herriot pour réclamer la convocation immédiate du parlement, en vue de mettre fin au conflit soulevé par l'« *impérialisme anglo-français* ».

En les livrant brutalement à la justice, c'est à dire à Georges Bonnet, afin qu'elle les mette en prison, Daladier, que taquine soudain la mouche de l'action, fait échec du même coup à une vaste opération tactique que Laval vient d'entreprendre à la faveur des revers de la Pologne.

De Monzie, réconcilié sous l'étendard défaitiste avec le « *Louis XI de banlieue* », Bonnet, Doriot, Bergery, Malvy, Jean Mistler, président de la Commission des Affaires Étrangères de la Chambre, Joseph Cailiaux, président de la Commission des Finances du Sénat, Déat, Marquet, Eugène Frot, et quelques autres seigneurs de moindre importance, sans oublier le *Comité des Forges* et la Banque de France, ainsi que les syndicalistes de la tendance Belin et les socialistes de la nuance Paul Faure, font confiance à Pierre Laval pour le succès de la manœuvre.

Sans la parade rapide du Président du Conseil, dirigée apparemment contre les communistes, mais surtout destinée à intimider les conjurés aux ordres de Laval, Mistler qui avait été envoyé en Espagne, eût ramené le Maréchal Pétain, auquel une imposante délégation de parlementaires aurait offert la succession [147] de Daladier pour constituer un « *cabinet de paix* ».

Si Daladier, par sa réaction vigoureuse, n'avait attesté qu'il refusait de se laisser guillotiner par persuasion, le Maréchal, habilement préparé

par Franco, aurait abrité sous le pavillon de Verdun un nouveau Munich dont les Anglais n'auraient point partagé la honte. Je connais dans le détail cette affreuse intrigue et j'en écrirai peut-être un jour l'histoire.

Pour le moment, mon ambition se résume à servir, dans la modeste et petite mesure de ce que je sais et de ce que je puis.

J'ai fermé mon cabinet d'avocat. Des amis, dont le jugement a toujours compté dans mes décisions, ont tenté en vain de me dissuader :

« Dans le triste cortège de la guerre, l'arbitraire est toujours en première file. Peux-tu désertier la défense quand elle risque d'être la suprême instance de la liberté ? Quand tant d'infortunes vont te solliciter contre tant d'erreurs, pourras-tu répondre : "J'ai mis ma parole en congé, qui autrefois s'élevait pour la justice" ? »

J'ai simplement fait valoir qu'après vingt ans d'activité professionnelle j'avais mérité des loisirs et que nul ne pourrait me dénier le droit de les employer à ma fantaisie.

Pendant que s'installait dans mes bureaux et dans mon appartement la section sanitaire des ambulances automobiles du front, dont ma femme avec tant de zèle et de ferveur, est l'âme agissante, je suis allé offrir mes services au gouvernement.

Me voici chez Paul Reynaud, dans son bureau du ministère des Finances.

« Mon cher ministre, depuis mon opposition au Pacte à Quatre en 1933, je n'ai plus de contacts directs avec Daladier, et Munich m'a tout à fait éloigné de lui et de son entourage. À qui donc m'adresser, dans mon désir d'être employé, qui ait plus qualité [148] que vous ? Vous me connaissez depuis longtemps, et si votre amitié pouvait être portée à exagérer ce dont je suis capable, votre scepticisme, enfant posthume de l'expérience, comme dit Barbey d'Aurevilly, lui rappellerait avec exactitude les limites de mes possibilités.

– Mon cher Torrès, je ne suis pas en mesure de vous donner un appui, ni même ce que les turfistes appellent un tuyau. Je vis replié dans mes finances comme un escargot dans sa coquille. Si j'étais chef du gouvernement, je vous trouverais quelque chose auprès de moi, mais ici que puis-je faire pour vous ?

D'un autre côté, je ne pense pas qu'auprès du Président du Conseil, ma recommandation soit efficace. Vous savez que nous habitons, en ce moment lui et moi, chez Paule de Beaumont, à la campagne, dans des pavillons séparés. Il s'arrange pour ne jamais me rencontrer. Quand au Conseil des Ministres, ce Trissotin de Daniel Serruys, qu'il a promu Haut Commissaire à l'Économie Nationale, me chicane, pour lui faire la cour, sur l'équilibre de mon budget, l'œil de Daladier s'allume et son pied bat la mesure sous la table.

– Ne pensez-vous pas, cher Reynaud, que je pourrais peut-être rendre quelques services en Russie ? J'ai été rapporteur du pacte franco-soviétique à la Chambre et je connais là-bas quelques personnages qui ne sont pas tous en Sibérie. Notre ambassadeur à Moscou est, jusqu'à nouvel ordre, absent de son poste, ce qui, entre nous, est d'une singulière politique, mais à son défaut notre chargé d'affaires pourrait me donner des instructions en vue de rétablir des contacts, car si nous n'avions qu'une chance sur cent de prendre au Kremlin notre revanche sur Ribbentrop, elle vaudrait d'être tentée.

– Je suis tout à fait d'accord, Torrès. Pour cela, voyez de Monzie. Il ne m'aime guère, mais je sais qu'il [149] vous aime bien, en dépit de vos divergences politiques. Daladier, qu'il éblouit autant qu'il l'irrite, le déteste, mais le craint et l'écoute. »

Je suis chez de Monzie, ayant croisé dans sa salle d'attente, au ministère des Travaux Publics, Bergery, Déat, Deschizeaux, Belin, René Brunet, Mistler, Marquet, Eugène Frot, Paul Faure et Bertrand de Jouvenel, déguisé en soldat de seconde classe, qui s'apprête à partir pour la Hongrie, en mission du Deuxième Bureau.

« – Quel drôle de monde vous recevez ! Je viens de rencontrer le Tout-Munich dans votre antichambre.

– Je reçois aussi des bellicistes, Henry, puisque vous êtes là.

– Monzie, la richesse de votre vocabulaire devrait vous dispenser d'emprunter à Abetz ses épithètes pour l'usage externe. Mais n'engageons pas de controverse puisque je viens faire appel à votre concours.

Voici : je ne me sens pas de goût, pendant la guerre, pour mon métier, et ses profits. Je voudrais, dans mon coin, prendre ma part de l'œuvre commune. Ce ne sont pas mes 48 ans, mais mes graves blessures de 1914 et surtout l'éclat de 77 incrusté dans mon poumon droit qui m'interdisent de reprendre dans l'infanterie mon fusil de sergent. Et je n'entends point revêtir un



uniforme si ce n'est pas pour combattre. Je sollicite donc de prendre du service comme civil. Je ne demande bien entendu ni titre ni salaire. Aidez-moi. Je pense que l'on pourrait m'envoyer en Russie.

– Vous êtes fou. Vous vous feriez fusiller là-bas.

– Je ne le crois pas. En tout cas, cela n'aurait pas une extrême importance.

– Vous en parlez à votre aise. Moi, je vous propose autre chose : nous venons de passer un traité avec la Belgique par lequel elle nous envoie son charbon contre notre fer. Mais son charbon, il faut que j'aille le chercher, et ce n'est pas très facile. Voulez-vous aller [150] négocier en mon nom un accord avec mon collègue belge pour que je puisse utiliser les péniches de Flandre et de Wallonie ?

– Mais je ne connais rien à la batellerie ni au charbon.

– Le directeur de Navigation Fluviale et surtout celui des Mines, Blum-Picard, le grand bonhomme de ma maison, vous mettront au courant et nous avons déjà à Bruxelles une délégation de spécialistes qui vous assistera dans vos négociations. Donnez-moi votre réponse dans les trois jours. »

Mandel m'accueille avec la politesse gourmée dont s'enrobe son amitié.

« Mon cher Torrès, je ne pense pas que Daladier vous dépêche jamais en Russie. Pour moi, je ne pourrais que vous envoyer dans une colonie car mon autorité dans le gouvernement se limite à mon ministère. Daignez croire, mon cher, que je ne l'ai jamais tant regretté que ce matin. Mais pourquoi n'iriez-vous pas voir Alexis Léger ? Il a le sens de l'État et le sens de l'humain. »

Je rends visite au Secrétaire Général des Affaires Étrangères.

« – Pourquoi, me demande Léger, ne vous mettez-vous pas, cher ami, à la disposition de Giraudoux et du Commissariat Général à l'information ?

– Tout simplement parce que mon besoin d'activité est aussi vif que mon désir de servir. »

Il sourit.

« Je vais dire au Président du Conseil que des concours comme le vôtre, Torrès, ne peuvent être déclinés. Sinon en Russie – je vais étudier le problème – du moins en Belgique où vous êtes averti des questions comme du

personnel et introduit dans tous les milieux, je vous promets de vous utiliser. »

Alexis Léger est homme de parole. Je pars pour la Belgique, avec un *visa* diplomatique, en mission d'information. [151] Du même coup je m'occuperai des bateaux de Monzie.

Bruxelles.

« – Te rappelles-tu – *me dit mon vieil ami Jacques Errera, professeur à l'Université et savant renommé* – la conférence que tu as faite ici, il y a quelques mois “Si Clémenceau revenait” ? Au moment où tu allais commencer à parler, l'on t'apporta une lettre signée par le Directeur de la Sûreté Publique et rédigée, nous l'apprîmes bientôt, par le ministre de la Justice, Paul-Émile Jeanson, ancien premier ministre, le Nestor de la politique belge.

“M<sup>e</sup> Torrès, t'écrivaient ces hauts personnages, nous connaissons votre expérience de la parole et vos sentiments à l'égard du pays dont vous êtes aujourd'hui l'hôte. Aussi sommes-nous persuadés que vous ne direz rien qui puisse porter atteinte à la neutralité, à l'indépendance et à la souveraineté de la Belgique, ainsi qu'aux bonnes relations qu'elle entretient avec les gouvernements voisins.”

– Où en sont ces bonnes relations. Jacques ?

– Tu vas rapidement t'en rendre compte. L'Allemagne, abusant de nos scrupules, s'est installée ici avec tous ses organes de propagande, de surveillance et de contrôle.

– Et la France ?

– Tu t'en rendras compte aussi vite. »

Je viens de visiter notre ambassadeur, M. Paul Bargeton. Il m'a fait l'apologie de la neutralité belge. L'objectivité de ce galant homme n'a pas laissé que de m'alarmer. Je suis encore plus inquiet des moyens dont il dispose. La mobilisation lui a enlevé trois de ses secrétaires dont un seul a été remplacé. L'ambassade d'Allemagne vient d'obtenir par contre l'agrément de la Chancellerie royale et les privilèges de l'immunité diplomatique pour une quarantaine d'attachés de presse, du *Büro Ribbentrop* ou de l'officine Gœbbels.

Assisté par un jeune journaliste plein d'audace, [152] Liebe, Friedrich Sieburg, qui a rang de Conseiller d'Ambassade, est le chef de cet état-major d'espions.

L'auteur de *Dieu est-il Français ?*, trop longtemps correspondant à Paris de la *Frankfurter Zeitung*, a obéi à la vocation qui le tourmentait déjà en 1930 lorsque, dans le chapitre « *À la recherche de la guerre perdue* », il décrivait par un jour déclinant d'automne un paisible paysage de France, et qu'un instinct impérieux le poussait à apprécier la « *valeur militaire* » du terrain, à placer des canons dans le creux de la route qui montait sous les buissons, et des dragons à la lisière de la forêt frissonnante.

Otto Abetz, qui dirige maintenant à Berlin les services de France et de Belgique, a récemment inspecté sa succursale de Bruxelles. Aux Pâques dernières, une précieuse de l'Avenue des Nations, l'inquiétante Madame Didier, avait déjà organisé, dans la station du Zoute, voisine d'Ostende, un *week-end* intime pour lui permettre de rencontrer quelques hommes de lettres ou journalistes bruxellois, Pierre Daye, Gaston Pulings, Robert Moulin, Raymond de Becker, Gaston Dericke, Pierre Hubermont.

Ce sont les invités de Madame Didier, groupés autour de Robert Poulet de la *Nation Belge*, qui viennent de publier dans *Cassandra*, l'hebdomadaire gallophobe et anglophobe, un manifeste dit des « *intellectuels* » qui, traduit en français élégant, pourrait être signé par Gaston Bergery.

On y retrouve, amplement orchestré, le motif essentiel de la propagande allemande : la France doit se replier sur ses positions occidentales, abandonner au *Reich* et à sa faim d'espace vital l'Europe Centrale et l'Europe Orientale. « *L'impérialisme de Londres qui tient Paris en tutelle* » y est dénoncé avec violence.

Je découvre sans peine l'imbrication du défaitisme français et du défaitisme belge. Un des « *intellectuels* » pro-allemands, Raymond de Becker, est le correspondant [153] à Bruxelles de *La République* cail-lautiste d'Émile Roche. Un autre, Pierre Daye, député rexiste, collabore à *Gringoire* et à *Je Suis Partout*.

L'énergique Henri Rolin vient de reprocher au ministre des Affaires Étrangères, Paul Henri Spaak, devant le groupe socialiste du Sénat, les exagérations de son neutralisme.

« – Vous êtes, mon cher ami, lui a répliqué le chef de la diplomatie belge, plus francophile que les Français. Voici en effet une lettre que j'ai reçue de Paris. Elle émane d'un parlementaire qui appartient comme nous à la Deuxième Internationale.

– “Bravo ! » *m'écrit-il*. “Nous sommes nombreux dans le parti à souhaiter que le conflit ne s'étende pas et que cette guerre, que nous désapprouvons, reste localisée afin de se terminer plus vite. Nous n'avons pas abdiqué nos espérances de paix, et nous ne les abdiquerons pas.”

“Quel est le député français qui vous a écrit cela ?” ont demandé à Spaak les sénateurs socialistes.

“Ai-je l'habitude de “brûler” mes correspondants ?”, a répondu vivement le ministre. »

J'ai de sérieuses raisons de croire que la lettre est de Paul Faure.

À la fin de la première semaine d'Octobre je rends visite à Spaak qui m'accueille de grand matin dans son cabinet avant de commencer sa longue journée de travail. Je le fréquente depuis longtemps, l'ayant connu jeune avocat, impatient de prendre son vol, alors qu'une pointe de ventre précoce dénonçait déjà le modéré dans le révolutionnaire et l'homme d'état dans le tribun.

J'ai toujours admiré autant l'art avec lequel il a su passer sans effort de la rhétorique ardente du prétoire à l'éloquence ramassée du parlement que son aptitude à envelopper tantôt une pensée vigoureuse [154] dans une forme prudente, et tantôt une pensée prudente dans une forme vigoureuse.

« – Vous souvenez-vous, cher Ministre, de ce dîner qui, lorsque vous veniez de plaider si brillamment pour De Rosa, vous fut offert à Paris par nos amis italiens de la “Concentration Anti-Fasciste” et auquel Moro-Giafferi et moi avons été conviés ?

– J'étais heureux de votre présence, car je vous tenais pour mes maîtres.

– Vous nous avez dépassés sans peine, vous révélant un chef, ce qui vaut mieux. Moro et moi, professons la même estime, pour la probité de votre intelligence et sa vivacité, pour la puissance de votre talent et sa souplesse.

Nous n'avons pas oublié ce discours dans lequel vous avez récemment démontré par des exemples familiers que les démocraties doivent réviser leurs méthodes, sinon certains de leurs postulats, pour ne pas succomber sous les coups d'un adversaire habile à profiter de leur faiblesse pour les affaiblir davantage.

Le chef du parti rexiste, Léon Degrelle, reçoit, disiez-vous, de l'étranger tant d'argent qu'il peut envoyer gratuitement son journal *Le Pays Réel* à plusieurs centaines de mille de nos compatriotes. Conséquence : le gouvernement belge a été obligé d'engager un nombre important de facteurs supplémentaires pour distribuer un journal qui combat avec violence les institutions de la Belgique.

– Le même Degrelle organise des meetings au cœur du "pays noir" parmi les ouvriers socialistes de nos charbonnages qui se refusent à l'entendre et des bagarres se produisent tous les soirs. Conséquence : le gouvernement belge a été obligé d'embaucher de nouveaux gendarmes pour protéger, aux frais des contribuables, la précieuse existence du provocateur rexiste. [155]

– Un régime, disiez-vous, qui s'accommode de pareils paradoxes n'est plus viable. C'est, mon cher Ministre, vraie parole d'homme de gouvernement.

– Que venez-vous faire à Bruxelles, Torrès ?

– Je suis venu m'entendre avec votre collègue des Transports sur l'acheminement de notre charbon par péniches. Mais ne me croyez pas désormais spécialisé dans la batellerie. Je suis surtout curieux des réactions, en face de la guerre qui est à ses portes, d'un pays que j'aime, où j'ai tant d'amis et où, pendant tant d'années, j'ai fait de longs séjours.

– Depuis l'affaire Nathan-Malou Gérin qui a passionné nos badauds, vous êtes devenu, Torrès, une personnalité belge.

– À ce titre, dont je suis fier, laissez-moi, cher ministre, vous faire une confiance. Je n'engage que moi, mais je suis sûr que tous mes compatriotes, en dehors d'une petite bande parisienne, partagent mon sentiment.

J'ai entendu dire, j'ai lu dans certains de vos journaux, que votre souverain envisage de prendre bientôt position en faveur de la paix. Il n'est pas donc inutile que vous sachiez que toute manifestation de cette sorte, directe ou indirecte, à échéance immédiate ou lointaine, et de quelque noble inspiration qu'elle procédât, froisserait la France, peuple et gouvernement, et serait, dans les circonstances actuelles, tenue pour un geste inamical, pour un cuisant outrage.

– La Pologne conquise et soumise à d’atroces persécutions, la paix ne pourrait être que la paix allemande, et nous savons ce que cela signifie. Dans la nouvelle stratégie du *Reich* l’offensive de paix est une arme de guerre contre nous.

– Votre Roi doit incessamment s’adresser par la radio aux auditeurs des États-Unis. Je souhaite de tout cœur qu’il ne prononce pas de paroles qui puissent [156] être interprétées comme une proposition d’arbitrage ou une offre de médiation. »

J’ai parlé avec tant d’émotion que Spaak s’anime à son tour.

« – Les informations que vous avez pu recueillir, mon cher Torrès, sur les projets du Roi n’ont rien d’officiel. Vous savez qu’en Belgique nous n’abusons ni des démentis, ni des consignes à la presse. J’étais, depuis le début de Septembre, partisan d’une censure, indispensable dans un pays qui, sans faire la guerre, en subit toutes les exigences, puisque nous avons 700 000 hommes mobilisés. Je n’ai pas obtenu satisfaction.

Il s’ensuit qu’on reste libre chez nous de prêter à Léopold III et à son gouvernement des desseins ou des attitudes qui sont loin d’être arrêtés dans leur esprit. Comme manifestation du Roi en faveur de la paix, je ne connais, pour ma part, que l’appel radiodiffusé qu’il a lancé, le 25 Août, au nom des représentants des états du Groupe d’Oslo réunis à Bruxelles.

Dans sa déclaration à la Chambre, le 2 Septembre, M. Daladier, en rendant hommage aux efforts du Président Roosevelt et du Pape pour conjurer le conflit, a évoqué, sans nommer le Roi, son appel quand il a remercié “les pays neutres qui s’étaient employés activement à offrir leurs bons offices impartiaux”. Nous n’avons rien fait depuis pour démériter de la France.

– Je reçois avec joie, mon cher Ministre, cette réponse si claire et si rassurante. Je n’entendais que trop dire dans certains salons de Bruxelles : “Il faut sans retard en finir avec cette guerre. La force intacte de l’Allemagne lui permettra de se retourner contre la Russie. En dépit du pacte germano-soviétique, dont la responsabilité incombe à l’Angleterre et à la France qui, en voulant s’allier à la Russie, ont obligé Hitler à neutraliser Staline, le *Reich* n’a pas désarmé contre le [157] bolchevisme. Et c’est lui seul qui peut nous en libérer et sauver l’Occident”.

– M. Willy de Grüne, frère du sénateur rexiste et chef de la Maison de la Reine Elisabeth, à laquelle les Français dédient depuis 1914 autant

d'admiration que de gratitude, a tenu ces propos en ma présence, ce qui tendrait à prouver que "Cassandra" a des lecteurs à la Cour, sinon des rédacteurs ...

Qu'auprès de cette femme admirable, la Reine Mère, il puisse se trouver des chambellans ou des duègnes qui n'ont pas les mêmes opinions que vous ou moi, mon cher Torrès, est-ce donc motif à s'émouvoir ? Ce qui est plus grave, croyez-moi, c'est la manière irrévérencieuse et parfois hostile dont votre presse, bien que soumise à la censure, parle de mon souverain, mettant ainsi en cause la responsabilité du gouvernement français qui la contrôle. Le Roi réproouve que l'on puisse constamment, dans une antithèse désobligeante et arbitraire, l'opposer au Roi Albert.

– N'est-ce pas un peu sa faute, cher Ministre ? Puisque je ne reçois votre accueil amical qu'à titre privé, je puis avouer que, lorsque Sa Majesté Léopold est venu à Paris inaugurer la statue du Roi Albert, nous avons tous été séduits par sa personne, par son caractère, par sa loyauté, mais déçus par son discours qui signifiait à peu près : "Mon père était un chevalier, mais ce n'est pas pour cela que je l'aime."

N'illustre-t-il pas ainsi une attitude dont la Belgique était libre à notre égard, à laquelle certaines de nos fautes et de nos faiblesses l'ont sans doute encouragée, mais dont il ne nous est pas interdit de penser qu'elle est peut-être aussi dangereuse pour vous que pour nous-mêmes ?

– L'avenir nous départagera, mon cher Torrès. De la politique de neutralité de la Belgique, que j'ai définie dans mes discours du 20 Juillet 1936, du 29 [158] Avril 1937 et du 16 Mars 1938, je prends la responsabilité ... pour ma part », ajoute-t-il après une pause car, homme d'État de race, Spaak est toujours maître de ses sentiments et de ses paroles.

– Je n'aurai pas l'indiscrétion ni l'indélicatesse d'incriminer dans votre bureau ministériel la politique de neutralité. De la manière dont elle se pratique laissez-moi seulement vous dire un mot :

Je crois savoir et je ne me permets de vous demander ni une confirmation ni une dénégation, que dans une sorte de Conseil restreint, les ministres les plus importants du Cabinet ont envisagé, hypothèse trop vraisemblable, une attaque allemande sur la Hollande. La Belgique aurait résolu de la considérer comme une agression dirigée contre elle-même et qui la trouverait prête à résister de toutes ses forces. Nous n'attendions pas moins de votre dignité et de votre courage.

Je crois savoir aussi que la Hollande vous refuse des accords d'État-Major qui, dans l'éventualité de votre intervention à ses côtés, permettraient d'éviter que votre défense commune fût livrée aveuglement au tragique aléa des champs de bataille.

Je sais d'autre part que vous ne vous résignez pas à conclure avec nous, qui répondrions sur le champ à votre appel si l'Allemagne se jetait sur vous, ces mêmes accords que les Hollandais repoussent. Accords, contacts, conversations ; entre vos juristes et les nôtres se sont élevées de savantes discussions de terminologie qui ne sauraient prévaloir contre cette évidence : dans la technique de la guerre moderne une collaboration militaire, qui s'en remet à l'éventualité de la minute ultime et n'est pas méticuleusement arrêtée dans ses détails tactiques comme dans son plan stratégique, est exposée à de terribles déboires. On n'improvise pas la victoire. On la mérite. »

Spaak se lève. [159]

« – Mon cher Torrès, gouverner c'est choisir, et choisir, c'est risquer. J'avais le choix entre deux risques, le risque militaire que vous venez d'évoquer avec de si sombres couleurs, et le risque politique qui résulterait pour nous de rencontres trop fréquentes, dans les quartiers généraux ou sur le terrain, entre notre commandement et le commandement français, d'une coopération anticipée trop étroite, d'une liaison trop organique pour que l'Allemagne, dénonçant ces précautions significatives comme une violation de notre neutralité par nous-mêmes, n'y trouvât prétexte à une agression.

J'ai pesé, j'ai choisi, je veux dire nous avons choisi, de prendre le risque militaire pour ne pas courir le risque politique.

Mais soyez convaincu, Torrès, que la Belgique, son gouvernement et son Roi ne manqueront jamais à l'honneur. Moi qui suis, de tous nos hommes d'État peut-être, le plus suspect à votre peuple par ma position fermement neutraliste, vous savez combien je garde la jalousie et la fierté de notre liberté et de notre indépendance. Et vous savez aussi que je chéris la France, son langage, son génie. Les Belges restent vos amis, s'ils ne sont plus vos alliés.

– Laissez-moi, mon cher Ministre, remercier l'ami, regretter l'allié. »

Je rentre à Paris. Le train s'étire, feux éteints, dans des volutes de fumée mêlées aux vapeurs du crépuscule. Je rencontre au wagon-restaurant mon ami Maurice Bauwens de Bruxelles.



« – Mon pauvre Torrès, vous n’imaginez pas les difficultés que j’ai éprouvées à obtenir un visa pour venir en France où je dois assister à la séance du Conseil d’administration d’une affaire anglo-française que l’État Français contrôle. Je me suis pourtant recommandé auprès du consul de quelques amitiés dont la vôtre, et il n’ignore pas que je suis depuis de longues [160] années vice-président de l’Alliance Française à Bruxelles.

Il ne m’en a pas moins fait perdre un mois avant de mettre un timbre sur mon passeport, si bien que l’on a dû, à Paris, remettre deux fois la réunion du conseil où ma présence se trouve requise. Comme vous traitez drôlement vos amis !

Mon fils, aviateur expérimenté, a sollicité dès le 3 Septembre de s’engager pour la France en offrant également son appareil, qui peut être au moins utilisé dans vos écoles de pilotage. Nous sommes quasi à la mi-October. Pas de réponse.

La Doctoresse De Brouckère, fille du journaliste magnifiquement franco-ophile du Peuple et vieil ami de Jaurès, a été appelée à Paris par les laboratoires de la “Recherche Scientifique” auxquels elle a offert gracieusement son concours. Votre consulat lui fait attendre un visa depuis plusieurs semaines. Au consulat allemand elle aurait obtenu satisfaction en cinq minutes, et on aurait même insisté pour lui faire accepter une réduction de cinquante pour cent sur son billet de chemin de fer.

À vous dire vrai, mon cher ami, pour nous Belges, cet empressement et cet excès d’égards de la part des Allemands nous humilient et nous irritent plus encore que l’excès de vos lenteurs et de vos négligences. »

Brave homme !

À la frontière française, tout le monde descend. Inspection des passeports. Un personnel de police, insuffisant en quantité et en qualité, prolonge abusivement l’attente des voyageurs parqués en longues files. Des protestations acerbes, des récriminations bruyantes commencent à fuser en spirales.

Alors une femme de mise modeste dit avec sérénité dans le savoureux dialecte brabançon.

« Il faut être tranquille, sais-tu, et patient. À cette même heure, dans [161] la bise aigre, l’armée française guette le Boche devant la Ligne Maginot. Et ce métier qui exige beaucoup de calme et de patience, c’est au fond pour la

Belgique comme pour la France qu'elle le fait. Alors ne nous mangeons pas les sangs pour de petites misères, et surtout restons calmes. »

Brave peuple !

[162]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre X

---

### FEUILLE DE TEMPÉRATURE

*Octobre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

Dans son message aux États-Unis accueilli avec faveur par les auditeurs américains, le Roi des Belges n'a enfermé aucune allusion de nature à encourager l'offensive de paix que, dans le calme surprenant du front de guerre, l'Allemagne est en train d'entreprendre.

Peut-être mon entretien avec Spaak et une communication le même jour au baron Frédéricq, chef de cabinet du Roi, par l'entremise nuancée de mon ami Jean Wilhem, directeur de la Fondation Universitaire, n'ont-ils pas été tout à fait inutiles.

Je retourne en Belgique la semaine suivante, avec une seconde mission, et toujours le soin de mes péniches qui n'avancent guère. Notre autorité militaire, toutes difficultés résolues avec l'administration belge, exige en effet une enquête individuelle sur chaque marinier, wallon ou flamand, en dépit de la caution personnelle du secrétaire de son syndicat.

L'Allemagne, pour son propre approvisionnement en charbon, a recruté dans la journée, sur les quais de la Meuse ou de l'Escaut, les bateliers dont elle avait besoin. Il est vrai qu'elle avait établi de longue date une fiche détaillée sur tous les équipages. [163]

Je m'entretiens avec le ministre du Travail, Balthazar. Il reproche justement à nos compatriotes de confondre souvent la majorité du peuple flamand dont, en sa personne robuste comme dans sa politique loyale, il est la vivante expression, avec la minorité flamingante des Staf De Clercq, des Martens, des Grammens et des Daëls, et autres frontistes devenus les alliés de Degrelle.

Je raconte au ministre que, dans une propriété que possède à Saint-André, aux environs de Bruges, sur un lac endormi, mon ami Van Parys, avocat à Bruxelles, j'ai rencontré il y a deux ans, le chef fasciste Joris Van Severen, fils d'un paisible notaire des Flandres.

Dissident du frontisme, Van Severen était fier d'avoir organisé depuis 1931 son nouveau groupement, le *Dinaso*, à la manière nazie, avec ses milices, ses drapeaux, ses uniformes, ses parades, ses marches d'entraînement, ses manœuvres, ses mouvements d'ensemble, ses syndicats, ses journaux, ses maisons vertes.

Je l'ai entendu en français chez Van Parys, comme en flamand à Thielt, dans une réunion publique, développer son programme d'un état autoritaire, rassemblant, sous une poigne de fer, tout le pays thiois, c'est à dire le Dietschland, comprenant la région flamande, la Flandre française, la Flandre hollandaise, la Hollande, la Frise exceptée, car les Frisons ne sont pas des Thiois et ont droit à disposer d'eux-mêmes.

Dans sa péroraison de Thielt, ponctuée de saccades violentes, il dénonçait les étrangers qui compromettent l'intégrité ou la santé de la nation, savoir les Français, les Wallons et les Fransquillons, et vitupérait à la fois contre le capitalisme, le libéralisme, le marxisme, la Franc-Maçonnerie, et les Juifs, comme de juste.

« N'oubliez pas, *observe le ministre du Travail*, que le génie français, dans la mesure où Charles Maurras [164] prétend le représenter, n'est pas étranger à la création du Dinaso.

Avant d'être l'émule d'Hitler, Joris Van Severen est le disciple de l'*Action Française*. Et chez les rexistes, chez Léon Degrelle, qui est né de parents français, chez Pierre Daye, vous retrouvez la même filiation, je dirais spirituelle si cette épithète ne jurait pas avec nos lamentables champions du "Christ-Roi".

Quand, après la visite à Berlin, le 3 Septembre 1936, d'un groupe de rexistes, après l'article du Pays Réel du 17 Octobre, "Hitler se réserve, si les

marxistes doivent prendre le pouvoir en Belgique, d’y mettre bon ordre”, Degrelle publiait, le 24 Octobre 1936, sa “Lettre aux Français” dans Je Suis Partout et déclarait, le 25 Octobre à Marianne : “La France va bientôt être encerclée par les pays qui ont une autre idéologie que la sienne, Italie, Allemagne, Espagne ; il ne manque plus que la Belgique pour fermer le cercle. Je le fermerai”, c’est encore de Charles Maurras qu’il se réclamait.

Et, que je sache, l’illustre collègue du Maréchal Pétain et du Général Weygand à l’Académie Française, n’a pas renié son élève. Il l’a au contraire prôné, cautionné, encouragé.

Ah ! mon cher Maître, croyez bien que les Flamands, socialistes comme Camille Huysmans ou moi, catholiques, comme Van Cauwelaert, Président de la Chambre, ou Van de Vyvere, jaloux de leurs coutumes, de leurs institutions, de leur langage, de leur culture, de leur foi, mais attachés au gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, se sentent plus près du cœur de la France que des Wallons ou des Français nazifiés. »

Je vois quotidiennement mon ami Marcel-Henri Jaspar, ministre de la Santé Publique, le meilleur ami de la France en Belgique, et le plus utile, avec le célèbre helléniste, Henri Grégoire, porte-flambeau de [165] la pensée française dans les milieux universitaires, et avec le glorieux bourgmestre Max.

Trop attentif aux obligations de sa fonction pour laisser percer son inquiétude du double jeu auquel se livrent certains de ses collègues du gouvernement, à l’insu du premier ministre, l’honnête M. Hubert Pierlot (le ministre de l’Agriculture, M. d’Aspremont-Linden, n’a-t-il pas fait remettre par une banque de Bruxelles 500 000 francs au visqueux Colin pour *Cassandra* ?), Marcel-Henri Jaspar s’indigne ouvertement de la duplicité de hauts personnages de la banque ou de l’industrie.

Un membre d’une puissante dynastie de produits chimiques, dans le même temps qu’il offre une ambulance à la France, prime d’assurance à tarif réduit, accepte les commandes de l’Allemagne. M. de Launoit, ancien Commissaire général de l’Exposition de Liège, se couvre à son exemple sur les deux tableaux en répartissant ses mises entre la *Croix Rouge* et la *Croix Gammée*.

Ivre d’alcool, d’opium, de millions et d’orgueil, le baron Jean Empain, goujat de finance, dont le lien sentimental avec la France qui passait par les coulisses des *Folies Bergères* et les lavabos de *Tabarin* s’est

rompu à l'avènement du Front Populaire, monnaie dans des marchés de fourniture avec le *Reich* ses subventions au journal de Degrelle.

Chez Jeanne Vandervelde, veuve de l'illustre homme d'état qui m'honorait de son affection, je m'entretiens avec le sympathique M. Wauters, ministre de l'Information, obsédé par ses difficultés avec la presse de Rex et des flamingants qui mène une campagne perfide, plus encore contre l'Angleterre que contre la France.

« Sous prétexte de gêner l'Allemagne, le blocus britannique est en train d'assassiner la Belgique. »

Voilà le thème mélodique des journaux pro-nazis sur lequel le directeur de la feuille communiste, Nothomb, [166] conseiller communal de Saint-Gilles et fils du sénateur catholique, brode aussi chaque jour des variations harmonieuses.

L'un des organes les plus hostiles à Londres, *De Standaard*, rival du *Volk en Staet*, appartient au rusé et érudit M. Sap, ministre des Affaires Économiques. Il a publié contre l'impérialisme de la Cité, (Chamberlain est devenu, de pasteur de paix, provocateur de guerre), un manifeste des intellectuels de langue flamande encore plus violent dans la forme que celui des intellectuels d'expression française paru dans *Casandre*.

Je ne manque pas de rencontrer le ministre des Finances, Camille Gutt, exact dans ses amitiés comme dans ses chiffres, et dont je sais l'autorité auprès de l'État-Major et du Général Denis, ministre de la Défense Nationale.

Chez Alex Salkin, l'avocat qui porta au rexisme des coups si rudes, je dîne avec Paul-Émile Janson, devenu récemment ministre sans portefeuille, selon la tradition des hommes d'État belges sur le chemin de la retraite, et dont le scepticisme, fleuri de bons mots et de précieuses anecdotes, s'accommode sans amertume des prémisses de l'honorariat. Dans les propos de ce juriste lettré, espèce rare, que la culture française a si délicatement pétri, je souffre de ne plus retrouver, aussi chaude, la conviction de notre cause qui l'animait autrefois.

Même déception avec Albert Devèze, radical aujourd'hui déteint, ancien ministre de la Défense Nationale, réputé pour son attachement à la France, qui m'accueillant, il y a quelques années, à Bruxelles avait

prononcé au *Cercle Gaulois* un discours dont l'éloquent Franklin-Bouillon n'eût désavoué ni le fond ni la forme.

Son ambition de conjurer, par une attitude moins imprudente, l'ostracisme que la Cour lui a fait subir [167] dans les dernières constitutions de ministères, et son aigreur d'une injuste éviction le rendent maintenant à notre égard curieusement réservé et réticent.

Je désire rencontrer de Man. C'est ma mission qui l'exige. Quand je ne venais en Belgique qu'en touriste ou en avocat, je l'entrevois souvent, mais je l'évitais toujours.

Président du parti socialiste, il a pris la succession du magnifique tribun et de l'homme de gouvernement loyal et clairvoyant qu'était Émile Vandervelde.

Auteur d'un « *plan du travail* », qui prétendait apporter une panacée universelle aux difficultés sociales, fondateur d'un socialisme d'autorité dont l'anti-démocratie s'apparente à celui de nos néos groupés sous la férule pédagogique de Déat, Henri de Man est suspecté, dans son propre parti, d'accointances avec le nazisme.

Il a résidé longtemps en Allemagne, où il a été professeur à l'université de Francfort et rédacteur de la *Leipziger Volkszeitung*, dont la directeur Lensch, renégat de la social-démocratie, a exercé plus d'influence sur lui qu'il n'en avoue. De Man a même hérité son style et sa manière : la brutalité et le goût germanique des effets psychologiques et des parades à grand spectacle.

À la fois cuistre et charlatan, à la prussienne, orgueilleux de son érudition, de ses diplômes, de ses médailles, de ses muscles et de ses succès de meetings dans la lumière éblouissante des projecteurs avec accompagnement de trombones, il méprise le peuple qu'il prétend servir en se dispensant de le consulter.

Au printemps de 1938, le Maréchal Goering confiait à un journaliste belge :

« Vandervelde est un socialiste marxiste, Spaak est un socialiste-patriote, mais Henri de Man est un national-socialiste comme moi, et même peut-être un peu plus que moi. »

Ministre dans le cabinet Pierlot, de Man vient de [168] se faire commettre au moral de l'armée et charger des loisirs des soldats. Il a ainsi

recherché l'occasion d'apporter sa collaboration à la Reine Elisabeth qui patronne activement les œuvres fondées pour améliorer l'ordinaire des troupes et leur confort.

Chaque matin, de Man revêt un sémillant uniforme de commandant pour inspecter, en compagnie de la mère du Roi Léopold, les casernes et les casemates. Il pense se préparer ainsi un brillant avenir gouvernemental, car le Roi est bon fils.

Un ami me convie à dîner avec de Man.

– Pardonnez-moi d'arriver en retard, *s'excuse le président du parti socialiste*, j'ai horreur de ne pas être exact, mais je sors du conseil des ministres qui s'est prolongé jusqu'à huit heures.

– Que s'est-il donc passé, si je ne suis pas indiscret ? *interroge notre hôte*.

– Bien entendu rien, comme d'habitude, répond de Man avec une moue dédaigneuse et un geste désabusé de la main gauche.

– M. Torrès, *entame-t-il sans vaine transition*, je suis heureux de vous voir. Je sais que vous avez en France des amis qui ont qualité pour s'intéresser à ce qui se passe ici, et que vous leur rapporterez notre entretien.

– Avec votre autorisation, M. le Ministre, je n'y manquerai point.

– J'y tiens d'autant plus que j'admire vivement le président Daladier dont l'énergie s'accorde avec mon caractère et avec mes conceptions. Si j'avais eu avec lui des contacts directs, personnels, que je n'avais pas à solliciter, mais que je n'aurais pas déclinés, j'aurais pu, sans doute, lui fournir quelques indications utiles, notamment sur l'opinion internationale avec laquelle, au travers de mes diverses activités, j'ai tant de liens.

Voyez-vous, M. Torrès, le tragique de cette guerre, c'est qu'elle repose sur un malentendu. Je vous prie [169] de ne pas m'interrompre, car je suppose que vous êtes ici plutôt pour vous informer de mon opinion que pour me communiquer la vôtre.

Des imbéciles, et il n'y a pas de décret de la Providence qui leur interdise d'appartenir à la même formation politique ou au même gouvernement que moi, me reprochent d'être nazi. Je suis un patriote belge aussi pointilleux que quiconque, et je porte avec fierté ma tenue d'officier, au risque de m'exposer aux brocards des envieux, mais je juge l'Allemagne, que j'ai pratiquée pendant une grande partie de ma vie, sans la passion du militant et avec l'objectivité de l'homme de science.



Le *Reich*, voilà le malentendu, considérait depuis Munich que la France et l'Angleterre s'étaient désintéressées de l'Europe Centrale et Orientale en reconnaissant qu'il en était le tuteur naturel.

Sinon, lui auraient-elles abandonné, dans le traité signé le 29 Septembre 1938 par Daladier et Chamberlain, les fortifications tchèques et lui auraient-elles livré les clefs de la Bohème ?

Sinon, lorsqu'en Novembre 1938 les prétentions hongroises en Slovaquie firent l'objet d'un arbitrage par M. von Ribbentrop, et par le comte Ciano, seuls, auraient-elles accepté que leurs ministres des Affaires Étrangères, Georges Bonnet et Lord Halifax, ne fussent même pas consultés ?

N'a-t-on pas appris, à Paris, M. Torrès, qu'après la visite de Ribbentrop à Paris, le 6 Décembre 38, l'ambassadeur de Pologne dans votre capitale avait informé son gouvernement que la politique française à l'égard des efforts expansionnistes de l'Allemagne trahissait une passivité et un défaitisme complets ?

Lorsque les troupes allemandes entrèrent à Prague, le 15 Mars, pouviez-vous vraiment prétendre, comme vous l'avez soutenu pour la forme dans une note de [170] chancellerie, que la lettre et l'esprit des accords signés à Munich avaient subi une violation flagrante ?

C'est votre ambassadeur à Berlin lui-même, M. Coulondre, qui mettait les choses au point par sa dépêche du 19 Mars 1939 à son ministre :

“Le coup de force par lequel le III<sup>e</sup> *Reich* vient de rayer la Tchéco-Slovaquie de la carte européenne, télégraphiait-il, ne peut cependant pas être considéré sans plus comme une rupture avec la ligne politique générale que s'était donnée l'Allemagne, depuis l'automne dernier, ni même comme une déviation à cette ligne. Dès le lendemain de la conférence de Munich il était clair en effet qu'Outre-Rhin les accords signés étaient interprétés comme signifiant pour l'Allemagne la liberté d'action au centre et à l'est de l'Europe avec, pour corolaire, le désintéressement relatif des puissances occidentales à l'égard des mêmes régions.”

Contre cette interprétation, vous n'avez jamais élevé aucun démenti, même lorsque, dans son discours du 30 Janvier 1939, le *Führer* vous a dit en propres termes que l'Europe Centrale était une région où les puissances occidentales n'avaient rien à voir. L'Allemagne pouvait-elle croire que vous deviendriez soudain aussi intransigeants et aussi susceptibles ?

Après avoir refusé de vous battre pour la Tchéco-Slovaquie, votre intime alliée, pour ce bastion avancé qui couvrait contre la force germanique toute une Europe Centrale soumise à l'influence française, pouvait-elle prévoir que vous accepteriez de mourir pour Dantzig, selon le mot fameux de M. Déat dont je m'excuse de vous dire que je le tiens pour un de vos meilleurs esprits ?

C'est pourquoi cette guerre, née d'un malentendu, cette drôle de guerre, comme disent déjà vos journaux avec la complaisance de votre censure, provoque parmi les neutres tant de malaise. [171]

Et puis, elle est aussi grevée d'une lourde hypothèque dans le cœur inquiet de ceux qui vous aiment le mieux. Admettons que vous soyez vainqueurs, et j'accepte avec sympathie, croyez-moi, cette éventualité encore incertaine. Exténués, exsangues, trouverez-vous en vous-mêmes assez de volonté et assez de force pour repousser la horde moscovite qui, la guerre ayant trop duré et l'Allemagne devenue communiste par désespoir, se ruerait impunément sur l'infortunée Europe ?

M. Torrès, je reçois depuis quelque temps les confidences d'une personnalité très haut placée et qui a des attaches avec la famille royale d'un pays voisin du vôtre. Certains membres de cette famille ne partagent pas à l'égard de la France, vous le savez, l'animosité de l'illustrissime premier Ministre de ce royaume. Mais ils redoutent le péril bolcheviste auquel votre victoire exposerait ce continent et le monde, et je ne vous cache pas que je le redoute comme eux. »

— Vous avez peur du bolchevisme, M. de Man ?

— Pour moi je n'ai peur de rien ni de personne. Mais je crains pour ma patrie. »

Je préfère aller me coucher.

Le lendemain, près de la gare de Scaarbeck, dans une avenue voisine du Boulevard Lambermont où me pilote mon ami Robert Goffin, avocat brillant, aussi dévoué à la cause française qu'au culte d'Arthur Rimbaud, je vais rendre visite au Comte de Paris.

Au premier étage d'une maisonnette bourgeoise, le prince occupe de modestes bureaux. Son collaborateur, le comte de La Rocque, frère du Colonel des *Croix de feu*, nous accueille dans un cabinet tapissé de photos qui représentent le prétendant, à pied, à cheval, au volant, en

avion, ou assis dans une pose gracieuse sur un tronc d'arbre, à côté de sa charmante femme. [172]

« M<sup>e</sup> Torrès, voulez-vous, je vous prie, pénétrer seul chez Son Altesse Royale.

– Monseigneur.

– Mon cher Maître.

– Vous avez bien voulu m'inviter avant la guerre au Manoir d'Anjou et je m'excuse d'avoir alors décliné l'honneur d'être reçu par vous. Aujourd'hui, pour rapporter en France à des personnalités autorisées une feuille de température fidèle, je suis préoccupé de pénétrer le mieux possible toutes les tendances de l'opinion belge.

Aussi vous ai-je demandé cette audience afin de connaître votre sentiment, si vous croyez devoir me le confier, sur l'opinion de la Cour au regard de notre pays, et de la guerre.

– J'hésiterai d'autant moins à vous faire mes confidences, M<sup>e</sup> Torrès, que je n'ai pas oublié que dans votre réponse à l'enquête de *L'Ordre*, vous vous êtes prononcé, nettement, à votre manière, pour l'abrogation de la loi d'exil dont je subis les injustes rigueurs. Et, comme citoyen français, je vous autorise à rapporter mes paroles au gouvernement qui, la France en guerre, est le mien comme le vôtre.

Parlons d'abord du Roi. Mon cousin Léopold que je vois beaucoup, et je vous préciserai, si elles peuvent vous être utiles pour certains recoupements, les dates de mes derniers entretiens avec lui, est réservé, souvent fermé, plus au fond par timidité que par orgueil, mais loyal et sûr. Il serait peut-être plus notre ami s'il n'était parfois, bien qu'il s'en défende, accessible à des influences flamingantes.

Il y a aussi un autre élément dont il faut que vous teniez compte. Pour le Roi, la mystique de la Société des Nations a fait faillite depuis l'affaire éthiopienne, depuis que dans le duel gigantesque où, comme l'a si bien dit le Cardinal Verdier, les [173] intérêts d'un peuple et l'intérêt universel s'affrontaient, c'est l'intérêt universel qui a fléchi.

À la mystique de Genève s'est substituée, dans l'esprit de Léopold, celle du groupe d'Oslo, fondé sur une communauté de régimes démocratiques, mais qui n'apporte pas à la Belgique cette sécurité réelle qu'elle ne peut trouver à mon sentiment que du côté de la France et de l'Angleterre.

Le Roi, pour consolider dans la grande politique internationale la position du Groupe d'Oslo, est souvent enclin à des initiatives qu'il faut interpréter moins comme une complaisance à l'égard de l'Axe que comme un besoin de s'affirmer, comme une revanche inconsciente sur l'esprit de neutralité.

C'est ainsi qu'il avait envisagé, il y a quelques jours, dans son message aux États-Unis, (il m'en avait fait la confiance et avait repoussé mes objections), de prendre figure de médiateur afin de mieux apparaître comme le chef moral des neutres, comme l'interprète de l'intérêt des petites puissances dont la guerre ébranle l'économie et qui, la voyant rôder à leurs frontières, voudraient que le fantôme s'évanouît avant que de les avoir franchies.

L'événement a démontré que, dans des conditions que je connais mal peut-être, cher Maître, êtes-vous mieux fixé ?, le Roi a renoncé pour le moment à son dessein, mais il faut toujours prendre garde qu'il n'y revienne.

Ajoutez que les Colin et les Degrelle, en l'encensant, en l'opposant à ses ministres, ne cherchent qu'à le compromettre. Vous les connaissez, n'est-ce pas ?

– Ce sont des disciples de Charles Maurras, Monseigneur. »

**Le prétendant sourit.**

« Vous me faites trop de peine, M<sup>e</sup> Torrès. N'insistez pas, je vous en prie. Voulez-vous que nous disions [174] plutôt un mot de la Reine Mère ? C'est une femme magnifique et digne de sa légende. Mais elle est entière. Un écho dans un des petits journaux de Paris, une appréciation sèche ou aigre dans *Le Temps* ou dans *Le Figaro* sur la neutralité belge, et la voilà froissée, meurtrie. Il est aussi fort ennuyeux que sur le chemin des loisirs militaires les pas de la Reine se croisent avec ceux de De Man et que celui-ci s'en autorise pour lui prêter ses propres sentiments qu'elle ne partage point.

Soyez sûr en tout cas que si la Belgique était attaquée le Roi serait à la tête de son armée, dans la minute qui suivrait. Et la Reine Mère réagirait avec la même noblesse et le même courage. Si la Hollande était seule attaquée le réflexe serait le même. Les souvenirs de 1914 ne sont pas morts, mais en sommeil. Avez-vous encore quelque chose à me demander ?

– Je vous remercie vivement, Monseigneur, et n'entends pas abuser.

– C'est alors moi qui vais vous poser deux questions avant de vous adresser une requête.

– Vous me rendez confus.

– D’abord, que pensez-vous de la présence de Jules Romains à Bruxelles ? J’admire l’écrivain et je sais combien l’homme est estimable, mais quel est le sens de la mission dont notre gouvernement, je redis notre, l’a chargé ici ?

– Je l’ignore. Je pense seulement que si le patriotisme de Jules Romains a été longtemps induit en erreur sur la volonté de paix de l’Allemagne et sur sa bonne foi, il ne doute plus aujourd’hui de la félonie du *Reich*. Et je suis persuadé qu’un homme de sa hauteur, et qui jouit d’une telle audience dans le monde, peut rendre à notre pays les plus grands services.

– Connaissez-vous deux de nos compatriotes, Émile [175] Roche et Marcel Ribardière, qui sont aussi à Bruxelles en ce moment, et très affairés ?

– Le premier dirige à Paris *La République* dont le nazi Raymond de Becker est ici le correspondant, le second est un agrégé au tribunal de la Seine qui est très mêlé aux combinaisons de notre grande presse. L’un et l’autre, rompus aux intrigues et d’une vénalité qui les rend capables d’accepter n’importe quel argent pour servir n’importe quel maître.

– Me voilà édifié. Et maintenant, ma requête. J’ai écrit au président Daladier pour qu’il m’autorise à servir. Il ne m’a pas répondu. Craint-on que je fasse de l’agitation monarchiste sous la capote du soldat ? C’est absurde. En tout cas, si l’on ne veut pas me laisser entrer en France ni revêtir l’uniforme, ne peut-on pas m’employer à l’étranger, même dans un service de renseignements ? J’accepterais sans balancer, car je crois que dans certains pays, l’Italie par exemple, je saurais comme informateur ou comme propagandiste me rendre discrètement utile.

– Monseigneur, je regrette de n’avoir aucune qualité pour vous donner une assurance, même un espoir. Je ne puis que vous promettre, en vous exprimant ma gratitude, que je serai fidèlement votre messager.

– Mon avocat. Souhaitons que Léon Daudet n’en sache rien ! Sinon, quelle diatribe dans *L’Action Française* ! Je vous reconduis, mon cher Maître. J’en profiterai pour serrer la main à Goffin et le féliciter de ses articles. Bon retour, M<sup>e</sup> Torrès. Saluez de ma part la rue de Paris. »

Je dîne avec Robert Goffin dans un de ces pittoresques bouchons qui sont parmi les agréments de Bruxelles.

« Je crois, Henry, que j’ai découvert un des principaux chefs de l’espionnage allemand dans ma ville.

Au printemps dernier, tu m'as un jour transmis, pour exécution, la lettre que t'avait envoyée d'ici en [176] allemand un certain Loebe, qui prétendait avoir des révélations sensationnelles à apporter sur les projets d'Hitler et te sollicitait de lui obtenir un laissez-passer pour venir en France.

Après avoir mis au courant mon camarade Folien, ancien ministre de la Justice et sénateur, j'ai écrit à l'adresse que t'avait donnée Loebe, poste restante, pour le convoquer en ton nom à mon cabinet. J'ai rencontré Loebe dans un café de la Porte Louise.

J'avais avec moi un interprète que je lui ai présenté comme mon secrétaire, mais qui était un délégué de la Sûreté Publique.

Loebe, gros homme chauve au regard brillant, qu'accompagnait sa femme, morne commère ventripotente, était en proie à une vive agitation :

“Je suis condamné à mort par Hitler, me dit-il. Vous en doutez ? Je vais vous raconter mon histoire : Je suis au service de la *GESTAPO*, aux appointements de 1200 marks par mois, plus mes frais. Voici mon passeport, établi à mon nom, un nom juif, et pour deux ans ; ce n'est donc pas un document banal. Mais observez, sur sa première page, ce petit signe en forme de microscopique étoile. Il me fait reconnaître des ambassadeurs et des consuls du *Reich*.

D'abord envoyé en Tchécoslovaquie pour surveiller Henlein qu'Himmler suspectait de collusion avec le *Front Noir*, j'ai été chargé de contrôler à Genève certaines activités allemandes de divers envoyés du *Büro Ribbentrop*. À l'hôtel des Bergues je fus surpris dans une chambre trop distante de la mienne pour qu'il me fût permis de prétendre avec succès que je m'étais trompé de bonne foi.

À la police suisse je fus traité en vulgaire rat d'hôtel, mais l'ambassadeur d'Allemagne insista pour ma libération.

Sa démarche insolite me désignait comme un indicateur ou un espion. J'étais ainsi brûlé, l'ambassadeur, [177] créature de Ribbentrop, m'ayant, sous prétexte de me rendre à la liberté, puni de mon zèle au service d'Himmler. Puni, car lorsqu'un de ses agents secrets devient suspect à n'importe quelle police étrangère, la *GESTAPO* s'en débarrasse, à sa manière.

J'ai été alors rappelé en Allemagne. Trop averti du sort auquel j'étais promis, j'ai pu, grâce à mon passeport, venir ici avant d'avoir été signalé par Berlin aux autorités allemandes de Belgique, mais les envoyés d'Himmler me guettent. C'est pourquoi j'ai écrit à M<sup>e</sup> Torrès dont la réputation d'avocat des adversaires des nazis m'inspirait confiance. Puisque vous le représentez, obtenez-moi, je vous en supplie, un passeport

sous un nom d'emprunt pour que je file en Amérique où je pourrai peut-être échapper à mes persécuteurs, car sous mon nom je suis perdu.

Je vous remets en échange une liste d'espions qui travaillent en Belgique pour le compte du *Reich*. Je sais que leur chef est un diplomate sud-américain dont j'essaierai d'ailleurs de vous procurer le nom."

Nous prîmes rendez-vous pour le surlendemain dans l'après-midi. Je l'attendis en vain. Les journaux du soir m'apprirent que l'on avait trouvé dans une chambre d'un petit hôtel de la Gare du Nord le cadavre d'un Allemand. La femme avait disparu. La GESTAPO avait passé par là, ainsi que me le confirma la Sûreté. Quant à la liste, je l'ai remise à qui de droit. Puisse-t-on vouloir en faire usage !

Après la mort de Loebe, le hasard me conduisit sur les traces du diplomate sud-américain dont il m'avait entretenu. Au cours d'un procès en correctionnelle où comparaissaient certains individus louches, j'appris que l'un d'eux, Hollandais de nationalité, avait obtenu un passeport diplomatique par l'attaché commercial d'une république latine, et je sus alors par une rapide enquête que ce dernier, d'origine bien entendu allemande, avait loué à Genval, dans [178] la banlieue élégante de Bruxelles, un château où il recevait les agents de la Cinquième colonne auxquels il communiquait ses ordres.

Une circonstance fortuite me révéla aussi que mon Hollandais avait été précédemment arrêté en France dans les environs du champ d'aviation de Laon. Après avoir vaguement expliqué qu'il avait passé la soirée avec des aviateurs à l'Hôtel de la Hure et de l'Écu réunis et qu'ayant bu avec excès, il avait été amené sans s'en rendre compte dans les parages de l'escadrille par ses compagnons de fête, il dut au prestige de son passeport de ne pas être inquiété.

Il a donc pu rentrer en Belgique où il est encore au service de l'attaché commercial et sous sa protection, jusqu'au jour où notre gouvernement voudra bien se décider à se débarrasser de l'un et de l'autre.

– Mon pauvre Robert, je ne le souhaite pas trop, car c'est peut-être la France qui les recueillerait. »



[179]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre XI

---

« *SONGEZ AU CLIENT !* »

*Octobre – Novembre – Décembre 1939*

[Retour à la table des matières](#)

« Le président Daladier vient de lire votre compte-rendu de mission avec un tel intérêt, me dit Alexis Léger, qu'il l'a annoté de sa main. Il est enchanté de votre travail. Voulez-vous maintenant établir un plan pour l'organisation d'un service d'information destiné à contre-battre la propagande allemande en Belgique, et voulez-vous prendre la direction de ce service à Bruxelles ?

– Je suis à votre disposition. »

Mon plan est adopté deux jours après, sans aucune retouche, et il est décidé que je dois engager mon personnel au plus vite et partir dans la semaine, afin que mon service fonctionne dès le début de Novembre.

« Vous porterez un titre qui vous conférera l'immunité diplomatique, me précise Léger. Lequel ? Attaché de culture, ou culturel, ou intellectuel ; Giraudoux, vous baptisera lui-même, car, pour la forme, vous dépendez du Commissaire Général à l'Information et c'est lui qui doit vous délivrer votre lettre de service et aviser officiellement notre ambassadeur. Mais vous aurez le droit de communiquer directement, [180] ainsi que vous l'avez réclamé, avec les divers ministères intéressés. Présidence du Conseil, à laquelle le Commissariat Général est rattaché. Défense Nationale, Affaires Étrangères, Intérieur, afin de n'être paralysé par aucun retard. »

Jean Giraudoux m'accueille avec une exquise aménité.

« – Cher Torrès, je prie mon fidèle André Morize d'établir tout de suite vos papiers. Quels collaborateurs allez-vous emmener ?

– Je les recruterai sur place, à l'exception de mon camarade Sacha de Manziarly, héros de 14, qui compte beaucoup d'amis en Belgique et doit m'accompagner. Je voudrais aussi que, la Présidence du Conseil étant d'accord, le ministère de l'Intérieur me détachât pour la surveillance de mes locaux à Bruxelles un commissaire au courant des pratiques de la *GESTAPO*, et un inspecteur pour conduire ma voiture. Si nous demandons ces fonctionnaires par la voie administrative, nous allons perdre plusieurs semaines. M'autorisez-vous, afin d'éviter les lenteurs de la paperasse, à joindre directement Albert Sarraut pour lequel je ne suis pas un inconnu et à faire appel à sa diligence ?

– Filez Place Beauvau et repassez ici à la fin de la matinée. »

Le ministre de l'Intérieur me donne satisfaction en moins d'une heure. Je déjeune avec Giraudoux chez Larue. Sacha Guitry, plastronnant, vient nous saluer à notre table pour nous présenter à sa jeune femme qui minaude avec un sourire pointu.

« – Mon cher Commissaire Général, *dit l'auteur du Veilleur de Nuit*, votre rôle vaut celui du généralissime. Je vous envie en ce moment.

– Moi, je vous envie tout le temps, *répond l'auteur d'Ondine*. » [181]

Giraudoux m'apprend qu'il a téléphoné ce matin, après ma visite, au cabinet de Daladier où on lui a recommandé de m'inviter à rejoindre mon poste, toutes affaires cessantes.

« – C'est aujourd'hui vendredi. Pouvez-vous partir dimanche ?

– Je m'arrangerai.

– Alors venez demain chercher votre passeport diplomatique et vos papiers. D'ici là, je vous aurai trouvé un beau titre pour faire plaisir à Léger, mais ce grand poète, auteur d'*Anabase*, eût été plus qualifié que moi. »

Me voici le lendemain dans le cabinet du Commissaire Général à l'Hôtel Continental.

« – Torrès, tenez-vous bien à votre chaise. Vos malles sont prêtes, j'imagine. Défaites-les. Vous ne partez plus. Le président du Conseil a décidé, en dernière heure, que vous dirigeriez d'ici l'Information en Belgique. Vous êtes nommé chef de la Section Belgique-Hollande au Commissariat.

– Mais c’est impossible. Non seulement, parce que si je suis instruit des problèmes belges, je connais à peine les questions hollandaises, mais parce que, pour lutter contre la propagande allemande à Bruxelles où elle a transporté depuis la guerre une partie des services et des agents qu’elle avait installés en France, il faut y être présent. On ne peut pas jouer au rugby par téléphone, mon cher ami ; aux échecs seulement. Et d’ailleurs vous m’avez dit vous-même que le téléphone à l’Information marchait à la grâce de Dieu.

– Mon cher Torrès, la vraie présence c’est ici, puisque c’est ici que se commande et se règle le tir. Et vous aurez sur le terrain un bon exécutant qui va partir demain représenter là-bas le Commissariat.

– Qui donc ?

– Marc Varenne.

– Le secrétaire général des relations extérieures de [182] la *Compagnie des Wagons-Lits* ? Ce brave et aimable Gascon, qui chatouille gentiment les Muses, et distribue avec le sourire des permis de *sleepings* à la presse. Mais ne le trouvez-vous pas un peu âgé pour se mesurer avec Liebe et avec Sieburg ? Quand, parmi les garnements du Lycée Condorcet dont Jean Cocteau a chanté les exploits, j’étais encore un enfant terrible, il était à l’Élysée secrétaire particulier du papa Fallières, qui lui a légué ses amples cravates lavallières à gros pois.

– Il a l’air d’un chansonnier du *Chat Noir*, mais il est homme d’expérience. Il a été censeur en 1914.

— Mais il ne connaît rien à la Belgique.

– Vous ne connaissez rien à la Hollande et nous ne vous en faisons pas moins confiance. Allons ! Torrès, il vous est donc si pénible de travailler ici, à côté de moi ?

– Le contact quotidien avec vous est pour moi un enrichissement spirituel, mais je ne crois pas que le ton et l’atmosphère de votre maison me conviennent. Vous êtes Giraudoux, c’est à dire, la délicatesse en soi, l’idée-délicatesse, selon Platon. Il y a dans la propagande une obligation de se mettre à la portée, à la mesure, à l’échelle, à la mode, une recherche du plus grand commun dénominateur, qui répugnent à votre entendement comme à votre sensibilité. Votre nature, et c’est le plus bel hommage que l’on puisse vous décerner, vous porte à ne penser que pour l’élite et qu’à l’élite. Mais votre fonction vous oblige à ne penser que pour le public et qu’au public.

– Je suis en train de m’y habituer. Ne me découragez pas !

– Le public ne veut pas d’allégories, ni de périphrases. Il réclame d’entendre des voix viriles qui lui parlent simplement. Ni élixir, ni tisane : du vin qui sente la pierre à fusil. [183]

Si je dois rester auprès de vous, et j’y resterai, puisqu’une mine magnétique vient de faire sauter mon service en Belgique, je voudrais, au risque de vous importuner, vous répéter chaque jour : Dégagez-vous de vous-même, de vos dilections, de vos raffinements, de vos répugnances, de vos scrupules, de la bénédiction des petites chapelles et de la béatification des cénacles. Ne soyez que le sujet de la propagande, l’objet en étant le public, le client. Songez au client.

Votre client, il est à l’étranger, parmi ces amis de la France qu’encerclent les rumeurs de l’ennemi. Avec des chiffres précis, avec des faits concrets, avec des arguments familiers, votre client veut pouvoir réfuter à son bureau, à son restaurant, à son foyer, les calomnies que les germanophiles colportent contre nous.

Votre client, il est aux tranchées où il demande qu’on l’informe sans le tromper, qu’on le comprenne sans le plaindre, et qu’on le divertisse au lieu de l’ennuyer.

Votre client, c’est le paysan dont on vient de réquisitionner le cheval, la femme à qui l’on conteste l’allocation, le marin qui n’a pas de lettre au courrier, le gosse auquel on refuse l’engagement, c’est celui ou celle qui s’étonne, s’inquiète, se fatigue, s’afflige, s’irrite, désespère.

Cette “humeur du monde”, dont vous parlez dans l’une de vos plus belles pièces, elle dépend de vous désormais, et si vous n’agissez pas sur elle, vous laissez Goebbels la diriger. “ Ce sont mes ennemis qui, de leurs propres mains, feront leur défaite”, a proclamé l’homme de Berchtesgaden.

– La meilleure propagande est celle qui n’ose pas dire son nom. “Je n’aime pas sur commande”, me confiait un journaliste anglo-saxon. La propagande brutale des Allemands, mon cher Torrès, a pu obtenir des résultats auprès des nations faibles ou timides, [184] parce qu’elle est déjà une forme de la conquête physique, mais auprès des grandes nations, libres et fortes, elle a complètement échoué.

– Par bonheur ! Mais entre la propagande ostentatoire, exagérée, de l’Allemagne, qui souvent dépasse son but, et la réserve trop subtile de la France qui s’obstine à ne pas rechercher l’audience de la foule en lui parlant sa langue, il y a un juste milieu à trouver. “La grande masse d’un peuple ne se

compose pas de diplomates ou de professeurs de droit public, virgule, ni même simplement de gens capables d'énoncer un jugement raisonnable." C'est encore un texte d'Hitler, et il a raison contre vous, au moins jusqu'à la virgule, et aussi, quand il dit que "la propagande n'est pas faite pour procurer constamment d'intéressants passe-temps aux esthètes et aux petits messieurs blasés des salons littéraires".

– Voyez-vous beaucoup de "petits messieurs" au Commissariat Général ?

– Moins, il est vrai, que de vieux messieurs fatigués. Je sais bien, Giraudoux, que ce n'est pas vous qui les avez choisis, que vous avez hérité, au jour de la mobilisation, quatre cents collaborateurs, sortis tout armés du cerveau du grand État-Major, puisque le mécanisme dont vous disposez, c'est le Conseil Supérieur de la Défense Nationale qui vous l'a forgé. Espérons qu'il a eu la main plus heureuse avec les généraux qui commandent sur la Ligne Maginot.

– Je me plains moins que vous. J'ai dans ma maison Georges Dumas, Vermeil, Paul Mantoux, Julien Cain, Ernest Tonnelat, Vignaux, André Mazon, Guillaume de Tarde, Eugène Albertini, Pierre de Lanux, Éve Curie ...

– Ce sont des collaborateurs d'élite, mais ils sont investis par une armée de censeurs en uniforme qui compte plus de colonels que de soldats et leurs initiatives sont entravées dans cette cour des miracles où [185] viennent traîner leurs pilons et tendre leurs sébiles des littérateurs sans pension, des académiciens incurables et tous les invalides du Quai d'Orsay, "Nous rentrerons dans la carrière quand nos cadets n'y seront plus".

La propagande, avec les qualités et les défauts de son âge, est la jeunesse de la diplomatie. L'État-Major ne l'a-t-il donc pas compris ? On peut faire un ambassadeur avec un propagandiste en retraite. On ne peut pas faire un propagandiste avec un ambassadeur retiré.

– C'est aussi, Torrès, avec les avocats éprouvés que l'on fait les meilleurs procureurs. Quel ministère public vous êtes ! Je ne déteste pas cela, car la louange endort quand il faut se tenir éveillé. Puisque, bon gré mal gré, vous voilà dans mon royaume, venez chaque matin me sonner les cloches. Nous éprouvons de l'amitié l'un pour l'autre, mais nos réactions sur tous les sujets risquent d'être différentes. Il sera donc bon de confronter nos points de vue, mais tout de même, ne me traitez pas trop en accusé.

– Ariel, je serai votre Caliban. »

Avant de partir pour Bruxelles, la cravate flottante, la moustache en croc, le jarret cambré, une fleur à la boutonnière, et une serviette sous le bras, le bon Marc Varenne est venu me visiter dans les bureaux dont je viens de prendre possession.

« – Vos instructions, mon cher Torrès ?

– Ne pas trop parler, ne pas trop se taire.

– Nous sommes tout à fait d'accord. Avez-vous un message pour là-bas, une mission à me confier ?

– Surveiller nos ennemis, reconforter nos amis.

– Je n'y manquerai pas. Comptez sur moi.

– Je veux aussi vous demander, mon cher Varenne, d'essayer de me faire parvenir, sinon tous les jours, ce serait trop ambitieux, mais toutes les semaines, la presse belge. On ne la trouve plus dans les kiosques de [186] nos boulevards, ni même dans les bibliothèques de la gare du Nord. J'espérais qu'on la recevait ici, mais depuis une semaine que je dirige cette vivante cellule de l'information qui s'appelle la Section Belgique-Hollande, mon collaborateur Manziarly et moi tentons en vain de l'obtenir.

De temps en temps, et non sans bagarre avec les plantons, nous interceptons, dans les couloirs du Commissariat, un numéro du *Soir* de Bruxelles ou de *L'Indépendance Belge*, destiné au Commandant Herbette qui est, dans le civil, le porte-plume du *Comité des Forges* à la rédaction du *Bulletin Quotidien d'informations Économiques* et qui, par la grâce du Haut Commandement, dirige maintenant le service de presse du *Continental*.

– Je vous enverrai vos journaux, Torrès. Vous avez ma parole.

– Je n'en attendais pas moins de vous, Varenne, cher messenger. Saluez de ma part la rue de Bruxelles. »

Le charmant homme tient son serment. Je reçois tous les matins, par convoyeur, son colis de gazettes de la veille, mais je n'entends plus jamais parler de son service, de « *ma filiale* » de Belgique, comme dit tendrement Giraudoux. A-t-il mis la clef sous la porte ? J'écris, je télégraphie, en vain. « *Allô, Bruxelles ?* », mais le Commissaire Général ne m'a pas trompé, notre téléphone ne marche que par accident.

Je m'adresse alors à notre ambassadeur, mais la lettre que je lui expédie est arrêtée à la section d'enregistrement de la correspondance, et le directeur général du « *Service de l'information à l'Étranger* », le

docte Paul Hazard, interrompt la tournée de visites académiques qu'il vient d'entreprendre sous un uniforme à cinq galons, pour me prier de venir le voir d'urgence.

« – Mon cher Maître. [187]

– Mon Colonel.

– L'un de ces messieurs du cabinet du patron, le comte André de Fels, m'a retourné la missive que vous avez remise au courrier pour M. Bargeton. N'avez-vous pas lu la dernière circulaire de nos supérieurs ? Il est interdit à tout le personnel, même aux chefs de service, de correspondre directement avec les postes à l'étranger. Nous devons présenter un projet de lettre à la signature du Commissaire Général qui doit à son tour en référer, s'il y a lieu, au président du Conseil. Quant à nos dépêches, n'oubliez point qu'elles ne peuvent être expédiées après examen que par l'intermédiaire des Affaires Étrangères. Ce n'est pas plus compliqué que cela.

– Et votre élection, mon Colonel ?

– L'enfant me paraît bien se présenter sous la Coupole. Qu'en pensez-vous ?

– J'ai dîné l'autre soir chez Marcel Prévost. Il semblait vous être très favorable.

– N'essayez pas de m'inquiéter.

– J'ai besoin de me procurer la revue flamande *Leiding* qui vient de publier un perfide article, signé de trois étoiles, et dont l'auteur est Henri de Man : "Songeons à *L'Humanité*. Les grandes puissances reculent devant les conséquences de la guerre totale. Alors pourquoi y jeter la Belgique ? Qui est responsable de la guerre ? La réponse est malaisée". »

Après la courtoise semonce de Paul Hazard je suis obligé de recourir, sous peine de faire figure d'incorrigible rebelle, à la procédure réglementaire.

Cela donne ceci :

“Son Excellence Édouard Daladier, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères et de la Défense Nationale, à Son Excellence Paul Bargeton, Ambassadeur de la République Française à Bruxelles : “Monsieur l'Ambassadeur, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire parvenir un exemplaire [188] du numéro de Novembre de la revue *Leiding*,

destiné au Commissariat Général à l'Information près la Présidence du Conseil, Service des Informations à l'Étranger, Section Belgique-Hollande. »

Plus d'un mois après, je reçois une feuille double de grand papier officiel, constellée de cachets comme un passeport d'espion.

« Son Excellence Paul Bargeton, Ambassadeur de la République Française à Bruxelles, à Son Excellence Edouard Daladier, Président du Conseil, Ministre des Affaires Étrangères, etc ... J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien trouver ci-inclus un exemplaire du numéro de Novembre de la revue *Leiding* que, par votre lettre du ... vous avez bien voulu me demander pour le Commissariat Général de l'information près la Présidence du Conseil, Service des Informations à l'Étranger, Section Belgique-Hollande." Enregistré le ... à l'arrivée. Enregistré le ... au départ. Inscrit au répertoire général le ... Inscrit au répertoire particulier le ... Timbres de transmission de la Présidence du Conseil au Commissariat Général, du Commissariat Général à la Direction du Service des Informations à l'Étranger, et de cette direction à la Section Belgique-Hollande. »

Il ne manque que le numéro « ci-inclus » de *Leiding* qui s'est perdu dans la cascade et dont je serais cruellement dépourvu si Cassandre, dans l'intervalle, n'avait reproduit intégralement l'article de De Man.

Le député Piérard, socialiste wallon, engage avec le président de son parti une polémique vigoureuse dans *Le Peuple de Bruxelles*, du 22 Novembre :

“C'est bien simple ; le jour où le nazisme sera maître de toute l'Europe, il n'y aura plus de revue *Leiding*, et le compagnon Trois Étoiles ne pourra plus penser tout haut.” [189]

Piérard s'abuse. Si les nazis devaient triompher, il y aurait toujours une revue *Leiding*, mais il ne pourrait plus lui répondre.

Je garde un contact quotidien avec Bruxelles par les journaux de la veille, mais je ne reçois de nouvelles plus vivantes de la Belgique que par mes amis belges.

C'est par à eux que j'apprends que le député flamingant Grammens se promène fréquemment en automobile avec le chef des nazis hollandais, Anton Musert, le long des fortifications du Luxembourg belge, et que M. Henri de Man a résolu de faire un voyage en Europe à titre privé.

Je ne pense pas que la France soit comprise dans son itinéraire.



Par contre les rexistes qui, sous l'impulsion de Sieburg, s'agitent beaucoup en ce moment, honorent Paris de fréquentes visites.

Ce sont les deux membres rexistes du Sénat belge qui viennent – notre gouvernement, auquel j'ai fourni sur le champ cette indication, aurait tort de la tenir pour négligeable – de faire voter la première motion adoptée par un parlement en faveur de la Finlande.

Le lendemain, arrivée à la Gare du Nord du notaire belge Brunet, aussi suspect que son homonyme français, et longs conciliabules de ce lieutenant de Degrelle avec le groupe de Déat. J'établis à ce propos deux rapports sur Les rexistes et la guerre et les Liaisons des rexistes avec des milieux français.

J'aime mieux croire qu'on ne les a pas lus. En effet, voici que quelques jours plus tard, M. Léon Degrelle, en personne, vient en France consulter son médecin. Ceux de ses compatriotes qui le rencontrent dans le train n'osent en croire leurs yeux. L'un d'eux me prévient de la cabine téléphonique de la gare.

« – Vous ne vous êtes pas trompé ? [190]

– Impossible, Torrès. Il n'y en a pas deux comme celui-là. »

Je bouscule les huissiers de l'antichambre de Giraudoux et pénètre, sans me faire annoncer, dans le bureau de mon chef.

Seul, les yeux fermés, il rêve à son allocution du lendemain devant le micro et règle sur un clavier invisible les mystérieux accords de la pensée et du nombre. Des phrases muettes s'infléchissent harmonieusement au contour de ses lèvres ; la musique secrète de l'inspiration chante doucement dans le silence moelleux. Qu'il est beau, le soliloque du poète ! Au cœur fiévreux de la ville, dans la vaine agitation des hommes et des événements, il interroge son Dieu.

« – Excusez un Vandale de vous arracher à vos méditations, mais je viens d'apprendre avec stupeur que Degrelle a débarqué aujourd'hui à Paris.

– C'est invraisemblable. Je vais m'enquérir à la Présidence du Conseil. »

Giraudoux m'informe dans la soirée que Degrelle est nanti d'un *visa* que notre ambassadeur lui a accordé après que le cabinet de Daladier, consulté, eût donné son agrément. Mais il paraît que pendant son séjour en France le chef rexiste sera surveillé discrètement. Inutile, en tout cas, d'ébruiter sa présence. C'est la consigne du gouvernement : « *Et surtout pas d'histoires!* ».

Degrelle rentre en Belgique quatre jours après et rend la monnaie de son *visa* en écrivant contre notre pays un article violent, dans lequel, selon sa coutume, il cherche à compromettre le Roi, comme de Man, la Reine Mère.

Quant à son collaborateur Pierre Daye, c'est contre l'Angleterre qu'il s'escrime ; dans *Le Pays Réel* de Bruxelles, c'est l'affaire de nos amis belges ; mais aussi dans *Je Suis Partout*, et cela regarde notre censure, [191] l'armée dont elle dépend, et le Président du Conseil qui a auprès d'elle, au *Continental*, un représentant général permanent en la personne de M. Martinaud-Déplat, ancien sous-secrétaire d'État, politicien aimable et retors.

Nos censeurs militaires, entêtés de leur pouvoir éphémère, m'éconduisent lorsque, sans égards excessifs pour leur grandeur, avouons-le, je viens protester auprès d'eux, en ma qualité de chef de la section de Belgique, contre leur complaisance à l'égard d'un journal et d'un journaliste notoirement à la solde de Goebbels.

« – Est-ce donc à des officiers en uniforme qu'il faut rappeler le châtiment que la code de justice militaire édicte contre la trahison : la mort ? Les traîtres de *Je Suis Partout* accueillent la prose de l'espion Pierre Daye, et vous laissez faire. Ne savez-vous donc pas quel est ce Pierre Daye que vos ciseaux épargnent lorsqu'il insulte le drapeau anglais, et ne redoutez-vous pas d'offenser et de décourager lès meilleurs champions de la France en Belgique ?

– Nous ne vous devons pas compte de nos consignes ! Occupez-vous de vos affaires. Quant à nous, nous ne voulons pas d'histoires ! »

Je vais trouver Giraudoux :

« Je n'ai pas d'autorité directe sur la censure, Torrès. »

J'écris à la Présidence du Conseil, à la Guerre, aux Affaires Étrangères, à l'Intérieur, au Grand Quartier Général. Pas de réponse !

Je retourne alors chez Giraudoux :

« – Votre affaire avec la censure s'est-elle arrangée, bouillant Torrès ?

– Rien à faire avec ces gens là. Pendant qu'ils laissent passer, dans un journal immonde, sous la plume d'un ennemi déclaré, des outrages à l'Angleterre, ils biffent dans une honnête feuille de province une allusion [192] au *Cid* dont ils appréhendent sans doute qu'elle soit blessante pour le Général

Franco. Ils coupent dans les articles de Winston Churchill et dans ceux de Duff Cooper. Ils interdisent de désigner les commensaux d'Abetz et ils permettent d'imprimer : *Faut-il fusiller Léon Blum ?*

S'ils n'étaient que des fonctionnaires abêtis par leur fonction, j'y trouverais souvent matière à rire, comme lorsqu'ils ont caviardé l'autre jour cette phrase subversive : "Il y a plus de joie au ciel pour un pêcheur qui se repent que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui persévèrent", mais j'ai constaté que si leur incompetence et leur ignorance sont à sens multiple leur partialité s'exerce à sens unique, et toujours au bénéfice de *Gringoire*, de *Candide* ou de *L'Action Française*.

– Torrès, vous feriez un excellent directeur de la censure, sous un gouvernement Mandel.

– J'accepte le compliment avec ce qu'il peut avoir, sur vos lèvres attiques, de discrètement péjoratif.

En tout cas, et c'est l'objet de ma visite, je ne souhaite que d'être employé désormais plus activement. À Bruxelles, où les Allemands ont centralisé leurs liaisons avec la France et préparent leurs offensives contre notre moral, j'étais à ma place, pour déjouer la propagande ennemie, capter les slogans, enrayer les campagnes, déceler les signes prémonitoires, contredire la calomnie, dépister la trahison, sinon pour soutenir l'opinion ou la susciter.

J'aurais pu là-bas, sentinelle entraînée à ne pas s'assoupir, monter la garde aux avant-postes où patrouillent les éclaireurs d'Abetz. À la Section Belgique-Hollande, je ne fais que du papier. Nous en faisons, tous, dans les sections d'information étrangère du Commissariat. Et nos papiers vont de l'un à l'autre sans jamais passer dans le public. J'envoie à Paul Hazard sur le problème de nos relations intellectuelles [193] avec la Belgique, une note pas trop mal pensée, soigneusement rédigée. Il l'annote, l'améliore, vous l'adresse. Et vous me la renvoyez, après l'avoir retouchée.

Mais personne en Belgique, pour la traduire en actes, pour lui donner la chaleur de la vie ! Nos filiales, nos succursales manquent de moyens comme de personnel. Ce sont pour la plupart, des vitrines sans boutique, ou bien des boutiques sans marchandises et sans chalands.

Notre propagande, même lorsqu'elle n'est pas hermétique par l'excès de la recherche ou l'abus de la qualité, fait sa course en circuit fermé. Nous pratiquons la "cavalerie", ainsi qu'est appelé, dans le langage familier des mauvaises affaires, le procédé qui consiste pour des commerçants gênés à tirer

réciroquement des traites les uns sur les autres, traites qui se reportent d'échéance en échéance, se compensent, s'échangent, s'annulent, se retirent, mais ne sont jamais présentées au client, et ne font jamais l'objet d'un paiement réel.

Mon bilan personnel après un exercice de deux mois s'établit ainsi :

*À l'actif Belgique* : zéro. Des rapports qui n'ont pas été lus. Des avertissements méconnus. Des contacts interrompus, faute d'hommes pour les poursuivre. D'excellentes relations avec l'ambassade belge à Paris, mais qui sont sans répercussion sur l'opinion belge à Bruxelles. J'inscris pour mémoire l'envoi de quelques exemplaires du *Livre Jaune* à des parlementaires du Royaume, et l'édition en langue flamande, sur papier glacé, de la déclaration de Daladier à la Chambre, deux mois après sa publication *in extenso* dans tous les journaux de Gand et d'Anvers.

*À l'actif Hollande* : un peu plus que zéro. Les efforts, qu'en accord avec nous, déploient notre attaché de presse à La Haye, et notre représentant Guilhou, directeur de la Maison Descartes à l'Université [194] d'Amsterdam, dont la brillante activité orientée sur le plan de la vie spirituelle gagnerait du reste à contrarier plus directement la propagande nazie.

Celle-ci utilise, sous la direction d'un personnel diplomatique et consulaire renforcé, les 100 000 Allemands résidant en Hollande, tous mobilisés sur place comme en Belgique. Elle dispose aussi du *Parti National-Socialiste* des Pays-Bas qui, avec pour chefs Anton Musert et Rost von Tonningen, se targue de compter 35 000 membres, d'avoir conquis trois sièges au Parlement, et s'attaque maintenant à l'armée en créant des cellules d'officiers.

*Au passif commun Belgique-Hollande* : le temps perdu, les crédits, chichement mesurés pour la Hollande, gaspillés pour la Belgique, et nos amis déconcertés qui nous implorent en vain : "Si l'Allemand se montre trop, vous ne vous montrez pas assez. Goebbels apporte le scandale, vous l'ennui qui est pire. Allez-vous comprendre que la passion ne peut être vaincue que par la passion ?"

– Bref, mon cher ami, la gestion de la section que vous m'avez confiée serait tragiquement déficitaire, si je n'avais conçu avec votre agrément de montrer aux correspondants de la presse étrangère quelques tableaux vivants de l'initiative française.

– D'excellents articles, et parfois émouvants, dans les journaux des pays neutres, nous ont déjà récompensés de cette entreprise, mais mon

collaborateur Manziarly est capable de la poursuivre seul selon un plan que je vous ai fait approuver.

Monsieur le Commissaire Général, donnez-moi vraiment du travail.

– Monsieur l’Avocat en disponibilité, qui venez de me débiter votre tirade sans me permettre de placer un mot, je ne m’accorde avec vous que sur un point : vous pouvez, vous devez être mieux utilisé.

J’y ai déjà songé. Oui, j’ai surtout pensé à vous pour [195] la radio. Je vous ai convié à toutes les conférences qui ont eu lieu dans mon cabinet au sujet de sa réorganisation. Je vous ai demandé de m’établir un programme, et j’ai donné mon agrément aux deux séries d’émissions que vous m’avez proposées, l’une *Nos raisons*, l’autre *Leurs crimes*, en vous confiant le soin de les réaliser avec la collaboration d’orateurs réputés de la chaire, de la barre et de la tribune, choisis dans toutes les tendances.

J’ai aussi envisagé de vous faire répondre alternativement avec Moro-Giafferi au traître de Stuttgart, Ferdonnet, dont Jean Cocteau dit qu’il est la seule vedette de la guerre.

À ce moment, mon cher Torrès, je n’étais pas maître de la radio, mais je comptais le devenir. Le Président du Conseil m’avait promis de mettre fin au régime incohérent qui soustrait le principal mode d’information à la tutelle du Commissariat Général. Les quatre services entre lesquels la radio est déchirée, sans qu’existe entre eux aucun principe de coordination, et qui ne dépendent, par un lien théorique, que du secrétariat général de la Présidence du Conseil, allaient m’être rattachés pour être groupés sous une direction unique.

Vous étiez alors, Torrès, l’homme dont j’avais besoin, et j’aurais mis volontiers votre dynamisme à l’épreuve. Mais, il y a quelques jours, Daladier a soudain déclaré à la Chambre dans l’intimité d’une séance du matin : “Les circonstances ont révélé que le Commissariat à l’information avait une telle importance qu’il est temps d’en faire un ministère.” Il m’a ainsi exécuté en une phrase.

À moins qu’il ne vous prenne pour ministre.

Il a ajouté dans le couloir qu’il allait me choisir un successeur parmi les membres du Parlement, mais qu’il hésitait entre plusieurs noms. [196]

– Tel que je le connais, il risque d’hésiter longtemps.

– Chautemps, Pomaret, Frossard, Maurice Petsche, Yvon Delbos, François de Tesson ? En attendant, il ne parle plus de rassembler sous l'autorité du Commissariat les organismes épars de notre pauvre radiodiffusion. Mais j'ai autre chose pour vous, Torrès, et dont je me suis entretenu hier avec Daladier qui est d'accord.

– Que ne le disiez-vous plus tôt ?

– Vous ne me laissez pas parler. La direction du cinéma est vacante. Son titulaire, un de mes collègues du Quai d'Orsay, le Commandant Chataigneau, ministre plénipotentiaire et ancien secrétaire général de la Présidence du Conseil, est parti sur sa demande rejoindre l'État-Major de la Cinquième Armée. Daladier désire vous nommer à sa place dont je pense qu'elle vous convient. Tout est à faire au cinéma et vous ne vous plaindrez plus de manquer de travail.

– J'accepte en vous remerciant de votre amitié. Soyez aussi mon interprète auprès de Daladier auquel mon vote a manqué si souvent et qui ne m'en tient pas rigueur. Du même coup, demandez-lui ce qu'il entend faire pour le Comte de Paris auquel, sur ma prière, vous avez bien voulu déjà vous intéresser. Lui permettra-t-il de servir ?

– Je n'y compte guère. Un journal de droite a rappelé l'autre jour que le jeune prétendant avait pris parti en 35 pour le pacte franco-soviétique, au point de publier un article dans *Marianne* en faveur de la ratification. J'ai peur que l'on ne trouve le fils du Duc de Guise un peu trop à gauche pour le moment, un peu trop avancé.

– Oui, nous avons une République qui retarde sur les princes du sang ! »

[197]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre XII

---

### FILMS VÉCUS

*Janvier – Février – Mars 1940*

[Retour à la table des matières](#)

« Il faut avoir la foi, M. Torrès, pour rester dans ce commissariat général. »

Ainsi m'accueille M<sup>elle</sup> Suzanne Borel, sous-directrice des services cinématographiques, qui assume depuis le départ au front du Commandant Chataigneau la direction intérimaire.

Je suis conquis par la loyauté de cette jeune fille, par sa vivacité gracieuse, par l'autorité aisée de ses manières, par sa noblesse transparente.

Secrétaire d'ambassade en titre, elle est vouée aux emplois sédentaires des administrations centrales par nos usages désuets qui interdisent aux femmes de représenter la France à l'étranger. Que de légations moribondes son énergie brûlante aurait pu faire renaître à la vie !

« Je m'étirole ici, mon cher Directeur, penchée sur ces eaux croupissantes. Je travaille quatorze heures par jour, mais à quoi bon ? Rien ne peut sortir de cette maison sous son patron actuel. Je connais trop bien Giraudoux appartenant comme lui à l'administration diplomatique, pour attendre du grand écrivain des initiatives de chef. [198]

Il a écrit *Pleins Pouvoirs*, mais il biaise devant chaque responsabilité, il se dérobe devant chaque obstacle. Il faudrait ici un homme qui ne fût pas

obligatoirement à la hauteur de Bergson ou de Paul Valéry, mais qui se pénétrât de l'aphorisme simple et sublime de Clémenceau : "Je fais la guerre", un homme qui fût moins enclin à l'analyse qu'à la synthèse, et qui crût que la discipline du travail importe plus que l'improvisation du génie.

Un homme qui mesurât bien qu'il a en face de lui celui qui disait à Rauschning : "La Providence m'a chargé de libérer l'être humain d'une avilissante chimère qu'on appelle conscience ou morale. Nous sommes des barbares et nous voulons être des barbares, et c'est notre titre d'honneur", celui qui proclamait : "Je brasse le peuple, et je le pétris en une seule masse. J'impose ma volonté à l'adversaire en, commençant par briser et paralyser la sienne. Je le trouble et le conduis à douter de lui-même. Je rassemblerai un arsenal d'armes invisibles dont la révélation surprendra l'univers."

Ce n'est pas avec des élégies que l'on gagnera la guerre des nerfs contre Hitler. Je ne crois plus aux flûtes enchantées. Orphée ne peut pas battre Vulcain.

Et puis, voyez-vous, ce qui m'afflige encore plus, c'est la démoralisation de ce Commissariat. L'esprit de sacrifice, l'esprit de guerre, on n'a pas su les lui inculquer. Le dimanche, je suis à peu près seule à venir au bureau. Je sais bien que le président du Conseil a pris un décret en Septembre, quelques jours à peine après la mobilisation, pour réglementer la semaine anglaise dans les administrations de l'État ; mais Giraudoux, avec un peu de cran, n'eût-il pas dû décider que dans une maison comme la sienne, où la charte du personnel n'est pas encore définie, un service correspondant aux exigences de l'heure serait réclamé de chaque employé ? On n'eût pas [199] entendu, le samedi à midi, dans l'ascenseur du *Continental*, ces dialogues renouvelés d'un vaudeville de Verneuil :

– "Vous partez pour la campagne, Mademoiselle la Secrétaire ?"

– "Oui, je prends le train à 2 heures pour l'Isle Adam. Et vous, Monsieur le Chef de Bureau ?"

– "Je vais faire du camping dans la forêt de Fontainebleau. Bon week-end. Mademoiselle, à lundi."

– "Bon week-end, Monsieur le Chef de Bureau."

Reynaud disait déjà en 1938 qu'il n'était pas possible pour la France, dans l'Europe d'aujourd'hui, de se reposer deux jours par semaine. J'ai deux frères au front, M<sup>e</sup> Torrès. Ils ont droit à ce que l'on ne se moque pas d'eux.



– Chère Mademoiselle Borel, je suis sûr que nous nous entendrons. Ce qui vous choque et vous effraie ici m'émeut de la même manière.

Je suis surtout inquiet d'une tendance que je vois gagner peu à peu à toute notre propagande : une sorte de réserve glacée, presque boudeuse, à l'égard de la Grande Bretagne.

Cela ne vient pas de Giraudoux. Je sais ses sentiments. Il me les a livrés tout chauds, le soir de Munich, quand je l'ai rencontré dans le parterre vide d'un théâtre du Boulevard des Batignolles où nous nous étions réfugiés l'un et l'autre pour digérer notre honte, pour échapper aux effusions de nos familles, au délire de la foule, à l'ambiance de lâcheté de la ville.

Cela vient des journaux, des salons et de certains milieux parlementaires, ministériels, industriels et bancaires.

Quand, le mois dernier, s'est produite l'heureuse affaire *du Graf Spee*, la presse, en exploitant contre l'Allemagne le dramatique incident, s'est abstenue d'en tirer parti pour exalter le mérite de l'Angleterre qui venait de remporter la première victoire spectaculaire [200] de la guerre.

Dans la première édition de *Paris-Soir*, pas le plus petit hommage aux marins britanniques ! J'en ai été tellement indigné qu'ayant en vain tenté de joindre Giraudoux j'ai alerté par pneumatique, nos communications téléphoniques sont si précieuses, Paul Reynaud et Mandel.

Je les ai priés d'agir sur Daladier, en séance du Conseil ou hors séance, et je sais qu'ils n'y ont pas manqué, pour qu'afin de suppléer à la carence de la presse, il donnât des instructions vigoureuses à la radio. Celle-ci n'en est pas moins restée terne, neutre, à sa coutume, et totalement indifférente au succès anglais.

Qui donc dans l'entourage de Daladier freine ainsi les rares initiatives qui aient une vertu tonique, ou un sens pro-allié ? Est-ce l'intrigant Serruys, exploitant la faveur de la marquise de Crussol ? Faut-il accuser l'appétit de Pomaret ou la perversion de de Monzie ?

En tout cas, notre gouvernement n'a jamais su, ou voulu, combattre au micro, dans la presse et sur l'écran, la propagande de Ferdonnet qui, certes, n'a pas déterminé chez nous un mouvement d'opinion, contre l'Angleterre mais n'en a pas moins créé une prédisposition à lui imputer la responsabilité la plus lourde aussi bien des fautes commises hier en commun que des épreuves inévitables de demain.

Savez-vous, Mademoiselle, que Paul Ferdonnet, ancien collaborateur de *L'Action Française*, travaillait récemment en liaison étroite avec *Je Suis Partout* ? Ce journal a publié deux numéros spéciaux sur les derniers livres du traître de Stuttgart, *La Crise Tchèque* et *La Guerre Juive*, qui ont été distribués gratuitement à un très grand nombre d'exemplaires, et le second envoyé par ballots au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Le numéro spécial sur *La Crise Tchèque* a été fait après Munich, c'est à dire de [201] longs mois après la parution du livre. Il fallait bien préparer l'entrée des Allemands à Prague et la suppression de la Tchécoslovaquie.

Tenez, j'ai sur ma table le dernier ouvrage du traître. Lisez la page de garde.

Dédicace :

“Au jour décisif de la crise tchèque, le leader d'un journal hebdomadaire portait ce jugement définitif :

Quant à nous, il n'y a plus, à nos yeux, que deux partis : ceux qui sont pour la France et ceux qui sont pour la guerre.”

Et M. Pierre Gaxotte ajoutait : “Rien d'autre ne compte et ne comptera plus jamais.”

Ainsi, c'est à *Je Suis Partout* que je dois l'idée de cette étude objective “de ceux qui sont pour la guerre”.

Je la dédie cordialement à ceux qui sont pour la France.

Paul Ferdonnet.”

– Et dire, M<sup>e</sup> Torres, que *Je Suis Partout* peut continuer à paraître sous l'œil attendri de nos censeurs éperonnés. L'on rencontre même ses collaborateurs dans les couloirs de cet hôtel où rôdent déjà tant de personnages suspects.

– À qui le dites-vous ? J'ai croisé dans l'escalier, accompagné de son tendre ami Étienne de Beaumont, héros de *La Fleur des Pois*, le gluant Bernard Fay, Charlus boiteux du Collège de France, qui exploite le filon américain comme André Maurois le filon anglais, mais qui est de cœur fasciste et de vice nazi. Et Pierre Bonardi, rescapé de l'affaire Stavisky et de l'affaire Costachesco, qui entretient avec son ami belge Pierre Daye une correspondance dont Sieburg doit envoyer de Bruxelles la copie à Berlin, et l'incontinent gribouilleur, José Germain, aussi germain que Laval et aussi José que sa fille, qui veut faire, aux [202] frais du Commissariat, des conférences sur le *Livre Jaune* pour ridiculiser notre diplomatie.

Quant à Charles Emmanuel Brousse, directeur de l'hebdomadaire *D'Artagnan*, un de ces audacieux corsaires de poche équipés par Dubarry, qui

donnent la chasse aux navires marchands en détresse dans la tempête des scandales, il siège ici, en tenue d'aviateur, à la Commission des Liaisons.

M. Jean Combescot, redoutable contrebandier d'assurances, qui, avec un falangiste notoire et un financier allemand, a fondé au Brésil et en Argentine des sociétés de capitalisation, est attaché, en uniforme d'officier, à la section sud-américaine des Informations à l'Étranger. André Beucler, le scénariste de *Gueule d'Amour*, qui n'a cessé depuis plusieurs années de travailler pour la *UFA* à Berlin, rédige les tracts que nos aviateurs jettent sur les villes de la Rhénanie.

Quant à Robert Denoël, l'éditeur de Céline et des racistes français, c'est lui qui, sous l'égide du Commissariat, publie aujourd'hui le pamphlet hebdomadaire de propagande *Notre Combat* !

Savez-vous aussi que le *Comité des Forges*, représenté ici par le Commandant Herbet, a fondé, il y a quelques semaines, un périodique, *Le Temps Illustré*, dont la publicité est en partie payée par le Commissariat qui a mis également à la disposition de MM. Mireaux et Chastenet tout le fichier de nos informations à l'étranger ?

Savez-vous aussi que la police est venue cueillir pour désertion à la porte du Commissariat Général Jean Masson, *speaker* à la radio et rédacteur à *Paris-Soir* ? Pierre Lestringuez, du congrès de Baden-Baden et de la garde-robe de Mary Marquet, qui a placé à la Comédie Française, à son retour des agapes nazies, une pièce dont les trois représentations réglementaires ont coûté 500 000 francs aux contribuables, [203] s'exhibe au *Continental* en capitaine, sans affectation définie, du moins par l'autorité française.

Le Commissaire Général, qu'il divertit depuis leur jeunesse, le laisse muser dans son antichambre, mais se refuse à l'attacher à son cabinet et voudrait le passer doucement à la direction du cinéma. Directrice par intérim, je ne me suis pas laissé faire et je compte maintenant sur vous. »

Chère fille qui, à dix heures du soir, quand elle quitte nos bureaux se rend, pour y rester parfois jusqu'à 4 heures du matin, au Contrôle Télégraphique où elle représente le ministère des Affaires Étrangères ! Si tous les hommes que je vois autour de moi, dans des fonctions officielles ou des administrations publiques, abattaient la moitié de la besogne qu'accomplissent avec autant de ferveur que de précision et d'efficacité ma femme dans ses ambulances et Suzy Borel à l'information, je commencerais seulement à me persuader que le temps travaille pour nous.

La Direction du Cinéma est logée au 3<sup>e</sup> étage de l'Hôtel *Continental* dans dix chambres à coucher et six salles de bain. Nous disposons en outre, dans un petit local affecté, Rue Montpensier, à la censure des films d'une minuscule salle de projection, sans laboratoire ni atelier.

La section cinématographique militaire, qui dépend par une aimable fantaisie du service géographique de l'armée, est par contre splendidement installée aux Buttes-Chaumont dans l'immeuble de Gaumont qu'elle a réquisitionné au premier jour de la guerre.

Il suffit à Suzanne Borel de quelques jours pour me mettre au courant dans le détail de la situation de notre service. Théoriquement chargés du contrôle de la diffusion cinématographique, nous n'avons pratiquement sur la production que les moyens indirects d'action et de pression que nous assure notre pouvoir de censure, défini au surplus par des textes contradictoires, [204] et dénié à la fois par le directeur des Beaux-Arts et par le délégué du président du Conseil, Martinaud-Déplat, qui le revendiquent chacun pour leur compte.

Nous n'avons ni statut organique pour déterminer nos attributions, ni charte légale pour exercer un contrôle réel sur l'industrie du film et une autorité effective sur l'exploitation.

Notre budget, dont le montant dérisoire est de dix millions de francs-papiers, est presque complètement absorbé par les frais d'acquisition de copies de films pour nos postes diplomatiques à travers le monde et d'expédition à ces lointaines destinations.

Ce n'est que par des prodiges d'équilibre que nous éditons pour le diffuser dans nos campagnes un journal cinématographique mensuel et que nous parvenons à accorder de maigres subventions de principe à des documentaires de propagande.

De l'autre côté de la Manche, le service du ministère de l'Information britannique correspondant au nôtre, avec lequel j'établis sans tarder un contact amical, dispose pour la propagande de crédits élevés, et des films comme *Le Lion a des Ailes* portent témoignage du succès de ses efforts.

En glissant sur le verglas, auquel notre géniale censure interdit toute allusion dans la presse pour ne pas fournir à l'ennemi des renseignements météorologiques, je me casse le bras gauche, déjà sévèrement endommagé en 1914 par une blessure moins ridicule.

Ma fracture réduite et mon bras emplâtré de l'épaule à la main, je reprends le jour même mes fonctions, et désespérant, après trois semaines de vains efforts, d'obtenir de l'action du Commissaire Général sur le Président du Conseil, la signature par celui-ci des brevets décrets dont j'ai besoin pour commencer à agir, je n'hésite plus à appeler le parlement à mon secours. [205]

Le groupe de défense du cinéma se réunit au Palais Bourbon pour m'entendre. Je lui expose la situation critique de mon service, et lui fais part des angoisses de la production, frappée en plein essor par la guerre, privée d'une grande partie de son personnel et de ses possibilités d'exploitation intérieure et d'exportation, et abandonnée à son triste destin par l'apathie des pouvoirs publics.

« Pour ranimer une industrie qui était devenue la seconde par ordre d'importance dans notre économie, pour la pousser à produire de bons films français dont la qualité soit la meilleure des propagandes, je vous demande de m'aider.

Il ne me faut que quelques crédits supplémentaires, et surtout la griffe du Président du Conseil au bas d'un texte qui me donne des pouvoirs précis, et me permette de réaliser quelques réformes, les unes de structure, les autres de détail, sur lesquelles j'ai déjà mis d'accord, sous le signe de l'intérêt national, les producteurs, le personnel de la production, les auteurs, les metteurs en scène, et les exploitants, sans oublier les usines et les laboratoires techniques.

Depuis le 1<sup>er</sup> Septembre dernier, l'Allemagne a produit 32 films dont 21 de propagande directe qui ont été envoyés en copies à tous les attachés commerciaux pour être distribués gratuitement. Nous avons produit dans le même temps 7 films et les ateliers Pathé sont fermés avec 6 000 ouvriers en chômage.

Nos dépenses de guerre sont de plus d'un milliard par jour. Le film, puissant moyen de diffusion dans l'univers de notre art, de notre langue, de notre esprit, de notre force, de notre cause, prélève par an dix millions qui représentent exactement le coût de quatorze minutes de guerre, et la minute de feu du *Richelieu* coûtant 2 164 000 francs, un peu moins du coût de cinq minutes de feu d'un cuirassé. Si vous pensez que l'information fait partie intégrante de [206] la défense nationale, et qu'aujourd'hui propagande signifie guerre, allouez-moi des munitions pour un feu d'un quart d'heure.

– Torrès, me répondent les membres du groupe de défense, nous sommes tous résolus, et toute la Chambre avec nous, à vous donner les 30 millions que vous nous réclamez ainsi. Et si, pour l'information en général, le gouvernement exigeait de nous des sacrifices budgétaires à la mesure des événements, nous ne serions pas moins unanimes. Mais il ne nous saisit d'aucune proposition. Il s'était engagé en Décembre à transformer le Commissariat Général en ministère. Nous sommes à la fin de Janvier et il n'en a encore rien fait. Nous allons l'interpeller ces jours prochains. En attendant, nous ne pouvons que vous encourager par une motion qui approuve sans réserves votre programme de réformes et vous souhaiter bonne chance. »

– Incorrigible Torrès, *me dit le lendemain Giraudoux*. Que n'ai-je pas encaissé pour vous tout à l'heure à la Présidence du Conseil ? Vous êtes allé vous faire voter personnellement un ordre du jour de confiance à la veille des interpellations. Je sais en quels termes amicaux vous vous êtes exprimé hier sur mon compte, devant vos anciens collègues, mais les gens de chez Daladier n'en sont pas moins furieux contre vous, et Martinaud-Déplat en fait une maladie. »

– Voulez-vous ma démission pour faire baisser leur colère et sa fièvre ?

– Non, je vous ai couvert, ainsi qu'il se doit, étant votre chef, mon cher Maître. Nous nous entendons d'ailleurs si bien à force de nous disputer. J'ai dit au directeur du Cabinet du Président le travail que vous accomplissez. Je vous ai loué d'avoir organisé avec l'attaché de presse de l'Ambassade d'Angleterre, l'exquis Noble Hall, un service de camions, équipés par le ministère de l'information britannique, qui [207] doivent bientôt, dans toutes les régions de France, et pour commencer, à l'arrière du front, présenter un programme cinématographique franco-anglais.

– Nous avons déjà arrêté ce programme avec Noble Hall. Il ne manque plus, Giraudoux, que votre approbation. Par contre, pour l'itinéraire de nos tournées comme pour le recrutement des opérateurs, nous dépendons de l'État-Major qui, entre nous, n'a pas l'air enthousiasmé par notre initiative.

– Voulez-vous que j'en parle au Général Gamelin ?

– J'imaginerais qu'il a d'autres soucis s'il ne m'avait déjà convoqué la semaine dernière à Vincennes pour une exhibition des films hebdomadaires composés par l'armée. À ce spectacle, qui a duré trois heures, le généralissime a semblé porter un intérêt sans défaillance.

– Oui, il est très préoccupé de ce qu’une partie seulement de ces films militaires soit utilisée par les journaux d’actualités cinématographiques, et souhaiterait les voir passer in extenso sur les écrans.

– Cette propagande systématique serait un peu trop appuyée pour ne pas fatiguer le public, et puis, si certains films de l’armée, illustrant, sans aucun des truquages des cinéastes allemands, la dure existence des tranchées ou les exploits de nos patrouilles de reconnaissance, sont excellents, d’autres qui reproduisent des prises d’armes sempiternelles ou des parades de temps de paix seraient accueillis sans faveur. Tout mon effort consiste à obtenir que la presse cinématographique augmente, et j’y parviens, le métrage des actualités qu’elle emprunte à l’armée, en sélectionnant les meilleures.

– J’ai confiance dans cette solution, bien qu’elle paraisse moins radicale que celle préconisée par le ministre de l’Intérieur. Devant le Général Gamelin, en effet, Albert Sarraut, les canons de Strasbourg toujours braqués dans sa rude parole, s’est écrié [208] furieusement : “Vous m’entendez, Torrès, si les salles de cinéma ne veulent pas des films de l’armée, je les fermerai toutes”.

Je n’ai pu retenir cette réponse : “En vieil ami, cher Ministre, laissez-moi vous dire qu’à votre place je commencerais par les tripots, les casinos et les boîtes de nuit”. »

Mon bras à peu près guéri, j’accompagne dans un voyage au front les rédacteurs en chef des journaux filmés, dont les représentants de *Fox*, *Paramount* et *Métrotone* qui collaborent avec mon service dans un esprit d’aussi étroite et loyale amitié que leurs collègues français de *Pathé*, d’*Éclair* ou de *Gaumont*.

L’élégant Colonel Calvet, chef de la section cinématographique de l’armée, mon vieux camarade de Verdun, Jacques Meyer, capitaine au Grand Quartier Général, et mon cher Joseph Kessel, auteur de *L’Équipage* et correspondant de guerre de *Paris-Soir*, se joignent à notre caravane.

Nous remportons à Paris, avec de belles images pour l’écran, l’impression de la résolution et du courage de nos soldats au milieu desquels nous avons vécu pendant quelques jours d’un hiver implacable, ayant même, dans une division de chasseurs alpins, au moral magnifique, été admis à participer sous la neige à une exploration par des volontaires du « groupe franc » de l’*hinterland* qui s’étend devant les postes avancés.

Je n'en éprouve pas moins un certain malaise depuis cette visite du front à cause d'une confiance que m'a faite le Général Requin. Le chef de notre 4<sup>e</sup> armée, après avoir accueilli avec courtoisie notre groupe franco-américain à son Q-G, m'a pris à part :

« Mon cher Maître, j'ai, des troupes superbes. Elles résistent à un froid d'autant plus terrible ici qu'il y a dans la région de Lorraine moins de bois pour s'abriter qu'en Alsace. Chaque fois qu'elles affrontent l'ennemi dans des engagements locaux, dont certains [209] ont été sévères, elles marquent sur lui leur ascendant. Mais notre système de fortifications dans ce secteur est bien moins redoutable que certains ne l'imaginent. Ici, la *Ligne Maginot* est à vrai dire plutôt qu'un rempart continu un champ de bataille organisé. Pour l'organiser mieux encore, pour améliorer certains ouvrages, la main d'œuvre de ma propre armée est insuffisante. J'ai réclamé vingt mille travailleurs annamites. C'était un minimum. J'en ai obtenu au compte-goutte cinq ou six mille. Indifférence, désordre, incurie ou mauvaise volonté ? Tout cela n'est pas à dire sur la place publique. Mais nous en sommes au point où il n'est pas inutile que des hommes qui peuvent approcher nos consuls leur recommandent de veiller. »

En transmettant le SOS du général Requin, j'appelle en même temps l'attention de la Présidence du Conseil, sur la propagande allemande qui est en train de se développer, auprès des combattants comme des civils, sous la forme la plus insidieuse, celle de la lettre privée. « *Pendant que tu te bats, écrit-on à l'homme marié, ta femme te trompe au village et ton champ est à l'abandon.* » « *Les pertes françaises sont énormes et l'État-Major les cache. Ton mari est mort ou disparu, sans qu'on t'en ait prévenu* », annonce-t-on à l'épouse du soldat négligent qui la laisse sans nouvelles. Les noms et les adresses ou les secteurs postaux des victimes élues pour destinataires de ces correspondances perfides sont toujours strictement exacts, ce qui atteste l'impeccable organisation des services de renseignements de l'ennemi.

Un avion français tombé récemment sur les halles d'Orléans y mettait le feu. Les journaux régionaux ne relataient l'incendie qu'avec précaution, la censure ayant imposé à chaque article ce préambule sibyllin : « *À la suite d'incidents dont nous ne pouvons pas parler, le feu s'est déclaré, etc.* » Mais il suffisait, le [210] lendemain pour être renseigné avec exactitude d'écouter les postes allemands qui, en français, fournissaient tous les détails, y compris l'âge de l'aviateur et le nombre de ses enfants.



Il semble que notre justice et notre police manquent parfois de zèle pour dépister les espions nazis. Elles sont obsédées par les poursuites contre les communistes. L'anti-bolchevisme continue à faire prime dans toutes les administrations, pour la sécurité des agents directs du *Reich*.

L'on vient de fusiller à Nancy, pour haute trahison, le chef autonomiste Charles Roos, convaincu notamment d'avoir transmis à Berlin, lors de la réoccupation de la zone rhénane démilitarisée, en Mars 1936, et de la crise de Septembre 1938, des renseignements sur les mouvements de troupes, l'importance des effectifs et l'emplacement des pièces d'artillerie lourde.

Mais son complice Lobstein a bénéficié, à la demande du Garde des Sceaux, Georges Bonnet, de la grâce présidentielle, et si Mourer, Rossé et Stürmel sont en prison, ainsi que le cagoulard Clementi arrêté pour espionnage, de puissantes influences s'agitent pour les soustraire au châtimement suprême.

À des militants ouvriers, amis de Belin, dont il flatte le « *pacifisme* », Monzie a montré les lettres qu'il reçoit de l'armée.

Il entretient notamment une correspondance suivie avec un député socialiste de la Corrèze, Peschadour, mobilisé à l'abri du feu comme maréchal des logis dans un escadron de l'arrière, qui lui écrit depuis Septembre qu'il faut « *mettre fin au plus vite à la folle et stupide aventure* » et le supplie de « *saisir la première occasion pour empêcher ou arrêter la guerre.* »

À de pareilles lettres de Monzie, qui gaspille dans une débauche d'intrigues quotidiennes l'héritage de Talleyrand, répond par de petits chefs-d'œuvre épistolaires. [211] « *L'Italie dont l'attitude est parfaite* » attend son heure pour proposer ou imposer la paix ; mais elle doit tenir compte, et j'en tiens compte aussi, de « *l'excitation du front* », « *de son espoir d'en finir d'un bon coup et définitivement* », de « *l'état d'âme sacré de nos soldats* ».

Quand l'excitation sera tombée, quand l'espoir sera déçu, quand l'état d'âme sacré aura cédé aux assauts de la lassitude et de l'ennui, insinue ainsi de Monzie, derrière chaque ligne, derrière chaque mot, alors vous me trouverez prêt. D'ici là, soyons patients, ne heurtons pas

de front le sentiment patriotique de ce pays susceptible. Attendons l'occasion qui nous permettra de le tourner ou de le surprendre.

D'un officier qui revient d'Amsterdam, j'apprends que notre consul dans cette ville, M. Flandin, qui par le tendre truchement de sa femme, originaire de Lugano, s'est lié d'une étroite amitié avec le Consul Général d'Italie Ferrata, a commis au bénéfice du représentant de Mussolini les indiscrétions les plus graves.

Faisant visiter à Ferrata les locaux du Consulat de France, il lui a indiqué, en ouvrant la porte d'un bureau : « C'est ici que travaillent nos services spéciaux ».

Le Deuxième Bureau, saisi de cet étrange incident, a porté contre M. Flandin une plainte qui est restée sans sanction, selon l'usage.

Un des chefs de Flandin, M. de Robien, directeur du personnel au ministère des Affaires Étrangères, disait l'autre jour à l'un des fonctionnaires de son service, dans son bureau du Quai d'Orsay :

« – Cette guerre, nous mériterions de la perdre. C'est la guerre des Juifs.

– Et des nègres, lui répondit ironiquement son subordonné. [212]

– Des Juifs et des nègres », reprit avec conviction M. de Robien. »

Notre cinquième colonne a pris ses quartiers d'hiver dans les palais de l'État et les institutions officielles, et Yves Bréart de Boisanger, sous-gouverneur de la Banque de France, tient les mêmes propos que Robien.

La presse défaitiste, qui dispose de puissants protecteurs au gouvernement et à l'État-Major et de fidèles domestiques galonnés à la censure, se prévaut avec insolence des faveurs dont elle est l'objet.

Je rencontre devant son étude du Faubourg Saint-Honoré l'huissier Bennet. Il m'informe qu'il est chargé par ses clients de *Je suis Partout* de demander au Président de la Chambre la levée de l'immunité parlementaire d'Henri de Kérillis, afin d'assigner celui-ci pour diffamation devant le tribunal correctionnel, au nom de Brasillach, de Cousteau et de Rebatet, dignes intérimaires de M. Otto Abetz.

Entre le 16 et le 27 Février, la Chambre consacre quatre séances à discuter les interpellations sur l'information. De Léon Blum comme de Louis Marin, de Marcel Héraud comme d'Ernest Pezet, le Commissariat Général entend de dures vérités. J'ai été trop récemment promu à la

Direction du Cinéma pour ne pas être mis personnellement hors de cause par nos accusateurs.

« M. Torrès n'est là que depuis quelque temps. Nous n'avons pu encore le voir à l'œuvre, mais ceux qui l'ont connu dans cette Chambre lui font entière confiance. – Un grand effort est tenté par un de nos anciens collègues, déclare avec bienveillance M. Léon Blum, ajoutant : « Mais tout est à faire ».

Sur ce dernier point, au moins, il a raison.

«– Ne regardons pas le passé, *répond Daladier aux interpellateurs*. J'ai l'intention d'assurer l'unité de l'Information et de la Radio-Diffusion, et je crois qu'il [213] faut que l'homme qui assure cette coordination soit membre du gouvernement. Je suis décidé à agir dans ce sens, et je vous demande un vote unanime pour les projets que j'ai la ferme volonté de réaliser dans le plus bref délai. »

Sur cette promesse vigoureuse, l'unanimité des critiques se change en une unanimité d'approbation. Le pauvre Giraudoux est exécuté solennellement pour la seconde fois.

Trois jours après, dans le petit local de la censure, je reçois la visite du Président du Conseil. Il me demande de lui montrer un film, qui récemment accepté par mon prédécesseur, a soulevé des polémiques acerbes. C'est un documentaire rétrospectif auquel on reproche de présenter des images trop saisissantes de la force allemande, commentées par André Maurois.

D'humeur heureuse aujourd'hui, Daladier se déclare enchanté du film et, par extension, du service du Cinéma et du Commissariat Général.

« – Vous savez, Torrès, que je suis très reconnaissant à Giraudoux. C'est un grand monsieur et qui fait tout ce qu'il peut. Quant à vous, je suis content que vous soyez là.

– Je vous remercie. Président. Signerez-vous bientôt les décrets, déjà approuvés par le Commissaire Général, qui doivent donner à la Direction du Cinéma les moyens d'action dont elle est complètement démunie ? Nous vivotons, M. le Président, et nous voulons vivre.

– Comptez sur moi, Torrès. Dès que je disposerai d'une demi-heure, je vous promets d'étudier votre affaire et de vous donner satisfaction. Considérez la

chose comme acquise. Dites-moi : Est-il vrai que la Maréchale Pétain assiste régulièrement aux opérations de censure de la presse filmée ?

– Chaque jeudi matin à 9 heures, dans une salle des Champs Élysées. En compagnie de son amie, [214] Germaine Dulac, de chez Gaumont, la maréchale arrive toujours la première, devant non seulement votre serviteur, mais les militaires, le représentant du ministre de l'Éducation Nationale, celui du ministre de l'Intérieur et celui du Préfet de Police.

Et elle, qui représente-t-elle ? Ah, Torrès ! Si vous saviez le nombre de gens qui s'occupent en ce moment de ce qui ne les regarde pas ! Il est vrai qu'il y en a tant qui ne s'occupent pas de ce qui les regarde que cela fait une moyenne. Dites à Giraudoux que je suis très satisfait et faites lui mes amitiés. »

Je passe vingt jours dans l'attente vaine de mes crédits et de mes décrets.

Le 20 Mars, la Chambre condamne le gouvernement par un vote muet : trois cents abstentions.

Paul Reynaud, qui forme le nouveau cabinet, crée un ministère de l'Information. L'engagement de Daladier est ainsi tenu par son successeur.

République indivisible, marque ce jour d'un caillou blanc !

[215]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre XIII

---

### LE MAUVAIS SORT

*Mars-Avril-Mai-Juin 1940*

[Retour à la table des matières](#)

Le nouveau ministre de l'*Information*, Ludovic-Oscar Frossard, qui fut instituteur, secrétaire d'un syndicat de métallurgistes, et secrétaire général du parti communiste, appartient avec deux survivants du gouvernement Daladier, De Monzie et Pomaret, au groupe parlementaire de « *l'Union Socialiste* » dont Marcel Déat est le *leader*.

Il y a chez Frossard issu d'une famille ouvrière de l'Est, un singulier mélange de Briand et de Laval. Mais sans la nostalgie du large qui hante les quais de Saint Nazaire, sans la fureur de posséder la terre qui chauffe le sang des fils de Chateldon.

« – Quelle joie de vous retrouver ici, mon vieux Torrès. Je ne connais rien au cinéma et j'en ai même un peu la phobie. Mais avec vous je suis tranquille. Est-il vrai que vous ayez en souffrance depuis plus de deux mois des décrets qui n'attendaient plus que la signature de ce bon Triplepatte de Daladier ? Je vais vous régler cela sans tarder.

– Je bénirai votre nom.

– Dites moi, Torrès, j'aimerais savoir un mot précis de petites histoires dont on me parle à propos de [216] votre service. Madame Cécile Sorel se plaint que la direction du Cinéma refuse de la recommander aux producteurs. Elle

voudrait aussi être interviewée pour la publicité des bons d'armement par les journaux d'actualités cinématographiques.

– Madame Cécile Sorel n'appartient pas à l'actualité, mais à l'Histoire.

– Il y a en outre un incident Spinelly.

– M<sup>lle</sup> Spinelly, cette contemporaine de M<sup>me</sup> Sorel, que protège son tendre compagnon d'immortalité Pierre Benoit, a sollicité, elle aussi, le patronage de l'Information. Je le lui ai d'autant moins accordé qu'elle assistait en 1938 avec l'illustre académicien au Congrès nazi de Baden-Baden.

– Et Madame Dita Parlo ?

– La Sûreté Nationale a repéré cette étrangère, "pistonée" par Goebbels et choyée par de Brinon, comme une des plus dangereuses amazones de la propagande ennemie dans les milieux du cinéma. Elle n'en a pas moins été soustraite au camp de concentration par le chevaleresque Scapini, lui-même tributaire d'intérêts allemands dans les studios qu'il administre rue François I<sup>er</sup>. Et, circonstance plus affligeante, elle a obtenu de la direction de la main d'œuvre étrangère une de ces cartes de travail que tant d'émigrés antifascistes désespèrent de recevoir. Mais je me suis opposé à ce que M<sup>me</sup> Dita Parlo tournât le moindre bout de rôle. Et je m'y opposerai encore, avec votre agrément, j'en suis sûr.

– En avons-nous le pouvoir ?

– Je n'en sais rien. En tout cas, le moyen. Nous disposons plus ou moins de la censure, et aucun producteur ne s'aventure à avancer les frais d'un film sans s'assurer de notre accord préalable et nous soumettre le scénario. À ce moment, je préviens que, si un acteur convaincu de menées anti-nationales fait [217] partie de la distribution, le scénario ne sera pas approuvé.

– Très bien, Torrès, mais c'est de l'arbitraire.

– C'est pourquoi j'insiste tant pour qu'il soit consacré par un texte. C'est ainsi que se crée le droit.

– Avez vous de bonnes relations avec le cinéma américain ?

– Très bonnes. Je règle au mieux avec M. Harold Smith, son représentant à Paris, les petites difficultés qui peuvent surgir.

J'ai pu aider Duvivier à dépanner le film pathétique sur trois générations de chez nous *Un tel, père et fils* qu'il est en train de terminer pour la *Columbia*. Sur les activités de la France en guerre *March of Time* prépare un grand film

documentaire auquel je collabore avec ardeur. Le Gouverneur Général Ollivier, commissaire de l'exposition de New York, emporte là-bas des films, qu'avec l'Office du Tourisme, dirigé par Edouard Jonas, et la Section Cinématographique de l'Armée, nous venons de réaliser pour le pavillon français.

J'ai passé un accord avec *RKO* pour la diffusion de nos actualités de guerre dans des milliers de salles d'Amérique. Avec *Fox*, *Métro*, *Paramount*, et les *Artistes Associés* le contact est très étroit. J'ai pu réduire l'opposition de la Présidence du Conseil à l'étonnant *Monsieur Smith s'en va à Washington*.

Avec la *Warner* dont le film *Les Aveux d'un espion nazi* est la plus belle pièce qui ait été jamais mise en batterie contre la propagande du *Reich*, j'ai eu un fâcheux incident, mais qui n'a pas altéré nos rapports. J'avais télégraphié à notre ministre en Égypte l'autorisation nécessaire aux représentations de la version française de *Juarez* dont la première était prévue pour le lendemain au Caire. Ma dépêche n'est parvenue qu'au bout de deux semaines, ayant [218] été enfouie treize jours sous les paperasses du *Continental* avant d'être transmise au Quai d'Orsay.

– Charles Boyer est toujours aux États Unis ?

– On ne peut rien vous cacher, cher Ministre. Il fait là-bas de la bonne besogne. J'aimerais qu'il pût venir entre deux *clippers* terminer ici *Le Corsaire* de Marc Allégret et Marcel Achard que la guerre a interrompu, et je sais que si le film est en mesure d'être repris il n'hésitera pas à répondre à mon désir.

Avec les Anglais j'étudie un grand film franco-britannique dont Leslie Howard qui en sera la vedette est venu m'entretenir l'autre jour. Avec les Espagnols, Vignaud, l'attaché de presse du Maréchal Pétain à Madrid, a poussé très loin ses pourparlers pour tourner en Andalousie des films franco-espagnols sous la direction d'un producteur établi à Paris, Rabino-vitch.

– Avec les Italiens ?

– Nous sommes en pleine idylle et je n'en suis que plus méfiant. Des sociétés cinématographiques italiennes dans lesquelles un des fils de Mussolini est intéressé ont conçu de profiter de la guerre et des entraves que subit notre industrie pour produire à notre place des films français. Elles rêvent de retenir de l'autre côté des Alpes nos meilleurs metteurs en scène comme Jean Renoir, et d'attirer nos vedettes les plus populaires comme Viviane

Romance, afin d'appauvrir notre cinéma et de lui faire concurrence sur ses propres marchés et auprès de sa propre clientèle.

Ces ingénieux Italiens sont ainsi en train de mettre au point un merveilleux instrument de propagande, avec la collaboration de notre ambassade qui, sous prétexte de bon voisinage, appuie sans réserve leurs projets. J'avoue que je manifeste moins de zèle à les servir. La Présidence du Conseil et le Commissariat Général m'ont souvent rappelé à l'ordre ; je n'en ai pas moins doucement persisté à ralentir du mieux [219] que j'ai pu une collaboration contraire à notre intérêt le plus évident.

– N'y a-t-il pas aussi une affaire Balbo ?

– J'allais vous en parler. Le Maréchal n'est peut-être pas francophile de vieille date puisque dans le discours qu'il prononçait à la table du camarade Goering à Karnihall, le 10 Août 1938, si ma mémoire est fidèle, il disait :

“L'Allemagne et l'Italie resteront invincibles si elles poursuivent d'un commun accord leur politique sous la conduite de Benito Mussolini et d'Adolf Hitler.”

Mais il paraît que Balbo a récemment évolué au point de déclarer l'autre jour à l'un de nos compatriotes qu'il avait invité au spectacle :

“J'aime mon métier d'aviateur pour ses risques, pour ses records et pour la pureté de ses prouesses. Il ne consiste pas pour moi à bombarder des enfants dans des villes ouvertes.”

Sur les propos qu'il tient au sujet du *Duce* des amis dignes de foi me rapportent qu'il met le même accent.

Aussi, quand pour réaliser en Tripolitaine un grand film qu'il a lui même conçu il a repoussé brutalement les offres de service des meilleurs professionnels allemands et nous a demandé Julien Duvivier, n'ai-je pas cru devoir méconnaître en contrariant les desseins de Balbo les consignes de Giraudoux.

– Duvivier est-il déjà parti ?

– Non pas encore, mais sur nos instructions il se tient prêt à répondre à l'appel du Maréchal. Celui-ci prise fort son sens aigu des paysages africains, des mirages et des envoûtements du sable. Je crois aussi que Balbo s'intéresse à une brillante actrice italienne. Celle-ci a remporté les plus grands succès à la scène, mais pour le cinéma elle se trouve handicapée par un nez dix fois plus apparent que celui d'Yvonne Printemps dont les proportions



inspirent tant de souci aux opérateurs. Pour réduire cet appendice à une moyenne honorable le glorieux aviateur qui entend [220] distribuer à son amie le principal rôle de son film n'espère que dans l'art de Duvivier et dans sa science des prises de vue. "Le nez de Cléopâtre, s'il eût été plus court ..."

– Quand les Italiens engagent nos compatriotes, les rémunèrent-ils convenablement ?

– Ils les paient trop, pratiquant ainsi le *dumping* familial à l'économie totalitaire. Ils font ce qu'ont déjà fait les Boches qui possèdent la *UFA* et contrôlent la *TOBIS* quand ils ont tourné des films français, comme *Un Mauvais garçon*, *Prends la route*, *Adrienne Lecouvreur*, *SOS Sahara*, *Gueule d'amour*, *Les Nouveaux Messieurs*. Ils achètent à des Pierre Benoit, à des Bernard Zimmer, à des Henri Jeanson, à des Anouilh, et même à de vagues Lestringuez leurs scénarios au poids de l'or. Ils offrent à nos acteurs, Raimu, ou Harry Baur, ou Pierre Blanchard, ou Michel Simon, ou Pierre Brasseur, ou Corinne Luchaire, ou Françoise Rosay, ou Mireille Ballin, ou Tino Rossi, ou Danielle Darieux, ou Edwige Feuillère, des cachets astronomiques. C'est une des formes de leur propagande.

Savez-vous, cher Ministre, que l'assistant de Ferdonnet au poste de Stuttgart, Obrecht, dit Saint-Germain, est un ancien acteur de la *UFA* ? Sa spécialité était de singer l'officier français. Il joua dans un film consacré au rapprochement franco-allemand dont l'étoile était la fameuse Lydia Barachova, maîtresse de Goebbels. Savez-vous aussi que les représentants du cinéma français à la Biennale de Venise, dont Henri Clerc, ancien député, aujourd'hui délégué du gouvernement à la *Banque Populaire*, ont toujours soutenu les intérêts des cinémas allemand et italien contre les nôtres.

Voilà pourquoi je prends garde à ce que tant de vedettes, qui hier se ruaient à Berlin et s'exhibent aujourd'hui sur la côte d'Azur ou aux sports d'Hiver [221] en marin de foire ou en aviateur d'opérette, ne se précipitent pas à Rome, cependant que des gentlemen américains comme John Lodge se mettent à la disposition du cinéma français et que l'adorable Madeleine Carroll est venue exprès de la côte du Pacifique s'entendre avec moi sur un film dédié à la France qu'elle veut tourner gracieusement avec ses plus célèbres camarades d'Hollywood.

– Y a-t-il parmi les producteurs français des agents directs du cinéma allemand ?

– Oui, Lourau de la *TOBIS* qui, arrivé à Paris en chemise noire, est devenu président de la Chambre Syndicale de la Production française. Il a tenté

d'organiser, en dépit de nos accords avec les États-Unis, le boycottage des films américains. Continue-t-il aujourd'hui son industrie sous l'un de ces uniformes tutélaires d'officier non-combattant que le *Continental* a mis à la mode ? Et tout cas, la section financière du Parquet de la Seine a ouvert sur lui une enquête à ma demande et, l'honnête Sérol venant de remplacer Georges Bonnet à la Justice, je ne désespère pas de la voir aboutir. »

Le lendemain, le Cabinet se présente devant la Chambre et n'obtient qu'une voix de majorité. Dans un Parlement qui compte plus de 600 membres, 268 seulement se prononcent pour le nouveau gouvernement. « *Nous devons nous vaincre nous-mêmes* », a dit Paul Reynaud. Il ne semble pas que nous soyons sur le chemin de cette victoire.

Quelques jours après, le Président du Conseil me fait appeler au Quai d'Orsay.

« – Torrès, je dois tout à l'heure faire avec Frossard le tour des principales questions intéressant l'Information. Dans une réorganisation sérieuse de la maison vous pourriez me rendre de réels services et prendre une place dont j'ai voulu vous parler avant de recevoir votre ministre.

– Je vous remercie, Président, mais si je puis [222] obtenir quelques crédits raisonnables et quelques pouvoirs rudimentaires, je crois qu'il me sera possible de remettre en marche la production cinématographique qui est un des éléments du prestige français. Je n'ai pas d'autre ambition.

– Vous n'avez toujours aucune charte, aucun statut ?

– Rien. Je vis sous le régime de l'anarchie tempérée par l'arbitraire.

– Torrès, croyez-vous que l'on puisse en quelques jours, car le temps presse, améliorer sensiblement notre pauvre propagande ?

– Oui, Président, à une double condition. D'abord qu'elle reçoive l'impulsion d'une énergie puissante et méthodique qui dans toutes nos entreprises atteste enfin notre inflexible détermination, car si la propagande est l'auxiliaire de l'action, l'action est le support nécessaire de la propagande. Aucune propagande ne peut exister, de notre côté, qu'au service d'une politique résolue et parfaitement définie.

Ensuite, qu'elle recherche le bénéfice de l'imprévu, de la surprise, de l'attaque, de l'audace, au lieu de se tenir sur une défensive qui laisse chaque jour l'initiative à l'ennemi, et permet à Goebbels de pousser ce cri de triomphe :

“C’est le propre de la propagande de gagner les hommes à une idée si vivement, si entièrement, qu’ils ne puissent plus jamais s’en défaire. Vous pouvez ne pas accepter la propagande national-socialiste. Mais vous ne pouvez pas nier qu’elle a atteint ce qu’elle a voulu atteindre.”

– Nous n’avons rien atteint, Torrès, parce que nous n’avons rien voulu atteindre, ni rien sacrifier de nos aises comme de nos paresse de pensée. Quand je préconisais comme un traitement moral indispensable l’esprit de sacrifice qui se confond pour moi avec l’esprit de guerre, Chautemps, me répondait qu’il ne fallait pas imposer au pays par des restrictions excessives [223] une mortification qui répugne au caractère national. »

Pauvre Paul Reynaud, que peut-il faire ? L’intrigue le presse. Dans son propre ministère, Frossard, Pomaret, Roy, Queuille, Thellier, Amaury de la Grange, Pinelli, aiguisent les couteaux du sacrificateur, et de Monzie et Chautemps se disputent sourdement le privilège de lui porter le coup mortel.

Élu à droite sur des sentiments de gauche, étranger à sa génération par sa jeunesse d’esprit et à son groupe par ses idées, il compte à la Chambre plus d’admirateurs que de partisans.

Déjà loin du cœur du peuple, il ne sait parler qu’à son esprit Aussi son éloquence nerveuse et sèche, comme sa personne, sa pensée ramassée en formules claquantes, sa voix aigre quand elle n’est pas funèbre, ne trouvent-elles pas l’audience chaleureuse des foules que le don radiogénique de Daladier avait conquises. Comme disent les acteurs, Reynaud ne passe jamais la rampe, et quand, à la ville ou à la campagne, il apparaît sur l’écran des actualités cinématographiques, l’indifférence des ouvriers, des petits bourgeois, des paysans, des permissionnaires en uniforme n’est pas moins saisissante que l’évidente hostilité des spectateurs élégants.

La Maréchale Pétain, qui continue à être assidue à la censure de nos actualités, m’avise le premier jeudi d’avril que son mari l’accompagnera peut-être à la prochaine séance.

« –Le Maréchal est-il à Paris pour longtemps ?

– Il hésite à repartir pour Madrid et envisage de se partager chaque mois entre Paris et Saint-Sébastien. »

J'apprends le lendemain que Pétain est venu rendre visite à de Monzie au ministère des Travaux Publics et qu'il lui a fait part personnellement du même projet.

« Cette nouvelle organisation de votre existence va [224] vous obliger tous les quinze jours à un voyage fatigant », *a fait remarquer de Monzie au Maréchal.*

– Oui, mais je resterai ainsi plus en contact, et cela est nécessaire, car ils auront besoin de moi dans la seconde quinzaine de Mai. »

Sur les autres confidences du Maréchal, au cours d'un entretien qui fut assez long, de Monzie est plus réticent. Il affirme seulement qu'à un de leurs amis communs, Chatain, Pétain aurait dit après l'entrevue :

« Je suis d'accord avec de Monzie sur tous les points. »

De cet accord l'Ambassadeur d'Italie, Guariglia, avec lequel Monzie ne cesse depuis le début de la guerre de se rencontrer à la table de Georgette Jean Brunhes, est-il déjà au courant ?

Vignaud est à Paris avec le Maréchal et continue à s'occuper activement de la production de films Rabinovitch en Espagne.

Cependant Laval poursuit contre Reynaud la campagne qu'il menait contre Daladier. Dans les couloirs du Sénat, où un débat en comité secret avait attiré beaucoup de députés, il s'évertuait l'autre jour à convaincre l'un de ceux-ci, Robert Lazurick, son ancien collaborateur au Palais de Justice et au ministère des Travaux Publics.

« – Tu devrais faire comme moi. J'étais aussi député socialiste ; Clemenceau me demanda de travailler pour lui. Je le fis au sein du parti. Par contre lorsqu'il constitua son ministère et m'offrit d'y entrer, docile aux ordres des militants je refusai et perdis huit années comme un imbécile. Tu devrais travailler pour moi et je te ferais ensuite ministre, car tu serais moins bête que je ne le fus et tu accepterais.

Vois-tu, il y a peu d'hommes aujourd'hui dans la course. Reynaud est foutu, Flandin impossible, et Chautemps dévalué depuis l'Anschluss. Restent Daladier et moi. Je n'étais pas d'accord avec lui hier, mais [225] je suis aujourd'hui prêt à m'entendre, car à nous deux nous ferons ce que nous voudrons.

– Et Mandel ?

– L'affaire Mandel, j'ai le moyen de la régler. Tu le devines. Il suffit après le précédent Léon Blum de provoquer une recrudescence de la campagne antisémite.

– C'est à un Juif que tu dis cela ?

– Oui mais toi tu es un bon Juif, car dans ton parti tu as toujours soutenu Paul Faure. Aussi peux-tu trouver ta petite place dans ma combinaison. Ma méthode sera très simple : je fais un cabinet de 30 membres et je me débarasse de 40 ou 50 parlementaires encombrants auxquels je confie des missions flatteuses à l'étranger. Le reste marche tout seul. Je m'entends immédiatement avec l'Italie où j'ai un crédit personnel.

– Je regrette, mon vieux, mais je ne puis pas travailler pour toi. J'ai été ton secrétaire et j'ai soutenu Paul Faure. Seulement nous sommes aujourd'hui en guerre. Je ne pose pas à la vertu mais j'ai fait mon devoir en 1914, excuse-moi, et je ne veux pas le méconnaître en 1940. Nous ne sommes plus dans la même voie. D'ailleurs, tu te fais des illusions sur Daladier. Il déteste Paul Reynaud, mais ne marchera jamais avec toi.

– Tant pis pour lui, alors ! »

Mandel, à qui cette conversation fut rapportée, haussa dédaigneusement les épaules.

« – M. Clemenceau ne demanda jamais rien à Laval. C'est moi qui l'ai utilisé dans son parti quand il se sentait trop vulnérable par ses contacts défaitistes pour se dérober à mes exigences. Lors de la constitution de son gouvernement, M. Clemenceau ne connaissait personne à la Chambre. Il me laissa le soin de composer le Cabinet. Je le fis seul. Je puis donc préciser [226] qu'à aucun moment Laval ne fut ni consulté, ni appelé. Il n'eut donc jamais à refuser.

L'Italie ? Laval ne dispose pour s'entendre avec elle d'aucun moyen particulier. Veut-il faire cadeau d'une partie de l'empire français au *Duce* ? Il sera alors provisoirement d'accord avec lui, jusqu'à ce que Mussolini pense que l'Allemagne est suffisamment puissante pour lui faire allouer de nouveaux avantages. Avec l'Italie, c'est une position de force qui compte. Rien d'autre. Elle a toujours été vers celui qu'elle croyait le plus fort. Elle peut dans ce calcul se tromper, M. Laval n'a rien à voir là dedans. Mais il fait croire, pour sa propagande personnelle, qu'il apporte l'Italie en dot. »

Le jeudi 9 Mai, je déjeune au Café de Paris avec Édouard Jonas que je mets en garde contre les manœuvres d'un de ses collaborateurs,

Coupan, petit rongeur de subventions qui s'applique avec une patience sournoise à saboter nos expéditions de films en Amérique.

À deux heures, de Monzie traverse la salle du restaurant pour gagner les cabinets particuliers du 1<sup>er</sup> étage. Il s'arrête, triomphant, à notre table :

« – Le Conseil des Ministres s'est prolongé tard, mais nous n'avons pas perdu notre temps. Votre ami Paul Reynaud, en ouvrant la séance, nous a dit :

“Messieurs, le moment est venu pour le Président du Conseil de vous mettre au courant de l'état du Commandement”.

Sur quoi, il a prononcé pendant une heure un réquisitoire contre Gamelin.

– “ Je ne suis pas d'accord avec vous”, a répondu Daladier, et sa plaidoirie, bien qu'elle fût un peu terne, a si visiblement porté sur le Conseil que Reynaud a pu mesurer les sentiments de la majorité de ses ministres. S'il ne démissionne pas officiellement samedi, c'est lundi au plus tard qu'il ira rendre son [227] tablier à l'Élysée. Pauvres amis. Voilà de quoi troubler votre digestion ...

– Et exciter votre appétit. »

La nuit suivante, la guerre cesse soudain d'être drôle. Les Allemands attaquent la Belgique et la Hollande. L'évènement qui fait grâce à Reynaud l'oblige à faire grâce à Gamelin. Le généralissime adresse aux troupes une proclamation : « *l'ennemi a déclenché son offensive dans les secteurs où elle était attendue et où nous étions le mieux préparés à la riposte* ».

Allons, j'étais sans doute trop pessimiste quand je dénonçais à Spaak les risques d'une collaboration d'états-majors improvisée dans le danger !

Goffin qui arrive de Bruxelles, dès l'après midi du 10, pour nous informer, me raconte qu'il y a dix jours un des lieutenants de Liebe, Haus, vice-président de la presse internationale dans la capitale belge, a envoyé une circulaire à chaque membre de la colonie allemande :

« Le moment est venu d'offrir au *Führer* une aide autre qu'une aide morale. Rassemblement, le 4 Mai, à l'école allemande Rue Royale auprès de vos chefs Liebe, Haus, Pohle, qui vous communiqueront leurs ordres et vous répartiront le travail. Plusieurs centaines d'Allemands se sont trouvés exacts

au rendez-vous, sans que la police y fit obstacle. Le numéro de L'Alerte que nous avons publié avant hier 8 Mai contient le fac-similé du prospectus adressé par Haus à ses compatriotes.

– Dans tous nos articles, mon pauvre Henry, nous invitons le gouvernement à prendre ses responsabilités et notre ami Henri Rolin s'apprêtait à saisir le Sénat mardi prochain. Imagine-toi que l'espionnage allemand s'était étendu, en surface comme en profondeur, dans notre ville au point que l'ambassadeur d'Hitler a pu récemment apporter à Spaak les épreuves encore humides d'un article contre le *Führer* qui devait paraître le lendemain dans *Pourquoi pas ?* [228]

Et comme notre ministre des Affaires Étrangères s'étonnait que le diplomate allemand qui réclamait avec énergie la saisie du journal à l'imprimerie, se fût procuré un pareil document, M. de Bulow-Schwante lui a répondu : "Nous vous réservons dans cet ordre d'idées d'autres surprises".

– Mon pauvre Goffin, nous sommes logés à la même enseigne. Robert Fabre-Luce, dont le dernier livre est exposé à Berlin dans les vitrines de l'*Adlon*, vient de faire à Paris une conférence dans laquelle il s'est vanté d'appartenir à l'internationale blanche qui a déjà aidé l'Allemagne à abattre la Tchécoslovaquie, État judéo-maçon, et continue à se dresser contre l'Internationale juive, responsable de la guerre.

André Chéradame a écrit l'autre jour au Maréchal Pétain pour le mettre en garde contre les 120 000 espions Italiens qui opèrent en France. Il n'a pas reçu de réponse. »

Les événements se précipitent. Je me hâte d'adapter l'organisation de mon service aux exigences de propagande que la nouvelle phase de la guerre rend pressantes. Je transforme notre censure hebdomadaire des actualités en une censure bi ou tri-quotidienne, afin d'être en mesure de faire parvenir sans retard aux États-Unis les films tournés sur le Front par nos courageux opérateurs de la Section Cinématographique de l'Armée.

Hélas ! la pression des soldats d'Hitler, qu'un numéro de *Paris-Soir* évoque par cette manchette hallucinante : « *La ruée allemande* », n'est nulle part contenue. Le 15 Mai, désastre de Sedan. Le 16 Mai, à l'aube, je suis réveillé par ma femme qui revient de la région de Tergnier où elle était partie la veille diriger des évacuations d'enfants :

« – Henry, les Allemands peuvent être ici ce soir.

– Tu es folle ! [229]

– Au volant de ma voiture, chargée de gosses, j’ai roulé toute la nuit parmi les réfugiés sur une route de cauchemar. Je n’ai pas vu, de l’Aisne aux portes de Paris, une troupe, une tranchée, un canon, un tank, un avion qui puissent arrêter l’ennemi ou le ralentir. J’ai espéré en vain pendant cet horrible voyage une présence, une volonté, un chef, une foi, une âme. Le chemin est libre pour les Boches, comme le ciel.

– Tu exagères. »

À midi j’apprends de Suzanne Borel que depuis le matin les dossiers brûlent sur la pelouse des Affaires Étrangères. Les administrations réclament déjà des camions pour leur matériel et pour leurs archives. Le général Héring gouverneur militaire de Paris, demande l’évacuation du gouvernement, sauf les ministères de la Défense Nationale, et de la Chambre et du Sénat. Et le général Gamelin fait cette confidence laconique :

« Après minuit je ne réponds plus de la sécurité de la capitale. »

Paris dédaigne de s’émouvoir.

Le 18 Mai, Reynaud donne à Daladier les Affaires Étrangères pour prendre sa place au ministère de la Défense Nationale. Pétain entre au gouvernement, comme ministre d’État, vice-président du Conseil, Mandel passe à l’Intérieur, et Weygand, auréolé de la gloire de Foch et accueilli par un immense espoir dont l’article de Léon Blum dans *Le Populaire* traduit la ferveur, remplace, le 19, Gamelin au commandement suprême.

Au gouvernement Pétain apporte sa gloire, Mandel sa vigueur. Il suffit de deux jours au nouveau ministre de l’Intérieur pour organiser dans les rues, les endroits publics et aux portes de Paris, une surveillance qui après le coup de fouet du 3 septembre, s’était peu à peu relâchée dans la torpeur d’une guerre atermoyante.

« Il faut pour vaincre les Français, écrit Machiavel, se garantir de leur première impétuosité [230] et on est sûr de l’emporter si l’on peut parvenir vis-à-vis d’eux à trainer en longueur. »

Il y a un mois à peine, entrant pour dîner chez Cotti, Avenue de Wagram, je vis assis à une table, avec sa femme et un jeune homme élégant, l’avocat allemand Bruno Weil.



Bruno Weil membre influent à Berlin des partis démocratiques, délégué de Comités juifs, éditeur des *Carnets de Schwartzkoppen* qui ont fourni une preuve supplémentaire de l'innocence du Capitaine Dreyfus, semblait à ces divers titres désigné aux représailles d'Hitler lorsque celui-ci s'empara du pouvoir. Les Français qui, comme moi, prêtaient un intérêt sympathique aux activités de Bruno Weil redoutaient pour lui le pire au printemps de 1933.

Trois mois après la mainmise des nazis sur le *Reich*, Bruno Weil se promenait en Europe avec un passeport à jour émanant du nouveau gouvernement allemand. On le rencontrait à l'occasion de transactions ou d'arbitrages à Londres, à Bruxelles et à Paris où il recevait souvent ses clients dans le bureau d'affaires germaniques installé d'abord rue Cambon, puis 22 Place Vendôme, par un de mes confrères du barreau, Armand Grégoire.

Originaire de la Lorraine recouvrée, ancien combattant de l'armée allemande pendant la Grande Guerre, national-socialiste de la première heure et collaborateur du crapuleux Marcel Bucart au parti franciste, Grégoire est chargé par Ribbentrop de la défense de ses agents en France et de son contentieux.

J'aimerais savoir quel personnage avait un moment aiguillé vers le cabinet de Grégoire Mrs. Wallis Simpson, quand elle s'est adressée ingénument à l'ancien soldat de Guillaume II, rengagé dans la *GESTAPO* d'Hitler, pour intenter en son nom un procès à *Paris-Soir*. L'association d'intérêts entre Bruno Weil et Armand Grégoire, si elle ne suscite pas la [231] même curiosité historique, n'en est pas moins révélatrice de l'habileté cynique de la propagande allemande, parvenue à atteler dans les mêmes brancards un juif notoire et un antisémite de profession.

Dès que je connus la singulière collusion des deux hommes je mis à la porte de mon cabinet Bruno Weil qui, la mine fleurie, éclatant de santé, d'optimisme et de bien-être, était venu impudemment invoquer, pour expliquer la bienveillance du Troisième *Reich* à son égard, un alibi prétentieux :

« Juriste spécialisé dans les litiges internationaux, je suis un de ces techniciens auxquels un régime nouveau ne peut se dispenser de recourir. Les nazis ont trop besoin de mes services pour ne pas différer de se venger de mon origine, de mes opinions, de mes livres, de mon passé militant. Et plutôt que d'émigrer comme tant, comme trop de mes coreligionnaires, je préfère

soulager la misère de ceux qui restent en Allemagne, en les réconfortant par mon exemple, et en leur prêtant à l'occasion un discret appui. »

Je prévins sans tarder mes amis du Comité Central de la *Ligue des Droits de l'Homme*, avec lesquels Bruno Weil était en relations. Certains d'entre eux se laissèrent malheureusement convaincre par l'auto-plaidoyer de l'avantageux avocat. Ils se refusèrent à admettre, et je ne puis leur en garder rigueur, qu'un intellectuel juif fût devenu, à l'heure du martyr, le valet du bourreau.

L'année suivante, le gouvernement du *Reich* envoyait Bruno Weil dans la Sarre, à la veille du plébiscite, pour tenter de convaincre les communautés Israélites de se prononcer en faveur du rattachement à l'empire allemand.

Depuis, je n'avais plus entendu parler de Bruno Weil sinon, de temps en temps, au Palais par des magistrats qu'intriguait sa collaboration avec Grégoire.

À le retrouver, toujours luisant de prospérité, dans [232] un des restaurants les plus animés de Paris, au cours du neuvième mois de la guerre, je fus surpris autant que si j'avais rencontré sur le boulevard de la Madeleine un *feldwebel* en uniforme.

Dix minutes après j'appelais au téléphone mon ami, le préfet de police Roger Langeron :

« Je voudrais vous faire une communication urgente. Pouvez-vous m'envoyer quelqu'un dans une heure au Continental ? »

C'est le directeur de la police municipale, Camille Marchand, qui vint me voir de la part de Langeron.

« Je me réjouis, lui dis-je, de n'avoir jamais reçu dans l'exercice de mon métier les confidences de M. Bruno Weil et d'avoir appris en dehors de mon cabinet ce que je sais de lui. Je puis donc vous en faire part sans méconnaître le secret professionnel. »

Et je lui détaillai le *pedigree* de l'inquiétant personnage sur lequel il était dénué de toute information.

N'avant reçu aucune nouvelle du résultat de ma démarche, j'ai téléphoné avant-hier à Marchand :

« M. Bruno Weil est-il toujours à Paris ; avez-vous fait quelque chose ? »

Le haut fonctionnaire m'a répondu évasivement. Il faudra que je mette Mandel au courant, si j'en trouve l'occasion.

Les ordres énergiques du ministre de l'Intérieur retentissent jusqu'au ministère de l'Information. André Labarthe, le seul des collaborateurs immédiats de Frossard qu'anime dans ces jours tragiques une résolution de faire face au malheur, m'apprend que le *Continental* se décide enfin à congédier les touristes, étrangers pour la plupart, qui continuaient à être logés dans les chambres voisines de nos services. M. Marcel Knecht du *Matin* est désormais le seul des locataires de l'hôtel qui soit autorisé à conserver son appartement.

Une inspection des locaux, la première depuis le [233] début de la guerre, révèle qu'au moment des alertes le standard téléphonique du toit, auquel personne jusqu'à ce jour n'a pris garde, continue à fonctionner à la réception et à l'émission. Le ministre à la cave, avec tout le personnel de la maison, et ne disposant dans son abri que d'un petit standard, l'information française est à la merci du premier espion venu.

Succession de désastres. Cette dernière semaine de Mai commence par la capitulation du Roi des Belges. Conseil des Ministres. Campinchi me confie au soir du 26 Mai que Weygand a fait un rapport d'un pessimisme effrayant. Le généralissime enregistre déjà notre défaite. Cette présence, cette volonté, cette âme, que ma femme cherchait en vain, le 16, sur la route ouverte de l'invasion, la France ne les a pas encore trouvés.

César Campinchi admire le talent de Paul Reynaud. Le caractère de Georges Mandel à cette heure décisive lui inspirerait plus de confiance :

« – Mon vieux César, depuis le cabinet Léon Blum un anti-sémitisme, dont l'Allemagne entretient le foyer, s'allume par flambées sur le boulevard parisien. Aussi le gouvernement Mandel qui s'impose pour donner à la France en guerre sa meilleure chance a-t-il été renvoyé aux calendes.

– Clemenceau n'a pris le pouvoir qu'à la fin de 17.

– Nous sommes déjà en 18. Et puis, avant Clemenceau, nous avons eu Briand et l'expédition de Salonique, Painlevé et le choix de Foch.

– Ah, si Daladier qui a la tripe jacobine avait l'esprit plus diligent !

– C'est notre mauvais sort. En août, quinze jours avant la guerre, Tardieu, qui compte tenu de tous ses défauts, est doué d'un tempérament de chef et,

en dépit de ses attaches avec les doctrines d'autorité, dédie [234] à son pays un amour intransigeant, a été foudroyé par une attaque d'hémiplégie. Pauvre Tardieu, auquel on cache les journaux, et qui ne sait peut-être pas encore que nous sommes en guerre !

– Ne le plains pas, Henry, envie-le. »

\* *Dimanche 2 juin* – Aux Buttes-Chaumont, dans les locaux de la Section Cinématographique de l'Armée, le Colonel Calvet présente à la censure les dernières « *actualités* ». Le mot fait mal.

Ce petit village au toit de chaume, blotti dans ce ravin, loin de la route, de la voie de chemin de fer, du fleuve, du canal, et de tout objectif militaire, a été bombardé par une escadrille sadique. Cet enfant qui jouait devant cette ferme perdue dans la campagne a été assassiné à la mitrailleuse par un aviateur volant au ras du sol.

Je voudrais ne pas expédier en Amérique que des images de la barbarie nazie, mais aussi des témoignages de la résolution et du courage de notre peuple, et j'ai fait filmer dans une usine de tanks l'émouvante remise du char par l'ouvrier qui vient de le terminer au soldat qui va le conduire. Une brève accolade, et le tank s'éloigne dans la poussière transparente du printemps.

« *Cette bande est très belle, mais inutilisable* », objectent, péremptoirs, le général qui dirige les fabrications de l'artillerie au ministère de l'Armement et le directeur du Cabinet de Dautry, M. Banet-Rivet, que le ministre a délégués pour voir le film avant de le laisser passer sur les écrans.

« Le numéro qui figure sur chacun de ces tanks n'est pas un banal numéro d'ordre, mais un numéro de série qui peut permettre de déterminer avec exactitude le nombre de chars de ce modèle déjà en service. Censuré ! Il faudra refaire la prise de vue, en camouflant les chiffres inscrits sur les tanks, afin de ne pas risquer de communiquer à l'ennemi un renseignement sur notre production. » [235]

Le chef de nos opérateurs se lamente :

« J'avais spontanément proposé au directeur de l'usine de les dissimuler, ces diables de numéros qui m'avaient de suite inquiété. Il m'a répondu, et l'officier du contrôle avec lui, qu'ils étaient sans importance. »

Voici un film, d'un vif pittoresque, qui montre les mesures arrêtées par Mandel pour la surveillance de Paris. Je suis presque tenté de le censurer, car les braves sergents de ville qu'il nous présente arborent l'archaïque fusil de garde-champêtre dont ils viennent d'être armés contre les parachutistes. Cette fois, nous ne retardons pas d'une guerre, mais de deux.

Le général des fabrications d'artillerie s'attarde parmi nous. Je lui montre une bande qui reproduit un convoi littéralement pulvérisé par un bombardement d'avions.

« Quelle est la part de l'artillerie dans ces destructions ?, *interroge le général.*

– Zéro, mon général. L'aviation a suffi, répond le capitaine Pierre Descaves, délégué du GQG.

– Et ces énormes trous sur cette route ? Vous êtes bien sûr que c'est encore l'aviation ?

– Oui, mon général. »

C'est encore l'aviation, le lendemain. Paris est bombardé pendant que nous déjeunons, Frossard et les chefs de service du *Continental*, en compagnie de Duff Cooper et des principaux collaborateurs du ministre britannique de l'information, venus tenir avec nous une rapide conférence. Auprès de son souriant collègue Frossard s'excuse comme si les bombes étaient tombées sur Paris par sa faute.

L'après-midi, je vais encourager le travail dans les studios. Chez Pathé, Rue Rancœur, Victor Boucher, dominant la maladie, donne gentiment l'exemple de la bonne humeur.

Le lendemain, Julien Duvivier me présente ainsi qu'à M. Borel son film *Un tel, père et fils*. [236] C'est une firme américaine qui a édité luxueusement ce document de la continuité française.

La première partie du film évoque avec une discrétion puissante l'entrée des Allemands à Paris en 1871. Sur l'écran, un petit garçon serre les poings. Suzanne Borel s'accroche à mon bras :

« Patron, croyez-vous cela encore possible ? »

\* 5 juin – La Sûreté nationale arrête pour menées contre la nation Robert Fabre-Luce, Serpeille de Gobineau, Alain Laubreaux, Paul Mouton et Charles Lesca qui font partie de l'équipe de Doriot ou de celle de *Je suis partout*.

Il est bien temps.

\* 6 juin – Daladier n'est plus ministre. Reynaud assume avec la présidence la charge de la Défense Nationale et des Affaires Étrangères. Jean Prouvost, directeur de *Paris-Soir*, *Paris-Midi*, *Match*, *Marie Claire*, etc., devient ministre de l'Information ; le général Charles de Gaulle devient sous-secrétaire d'état à la Défense Nationale.

De Gaulle, c'est l'officier dont en 1935, à la Chambre, Paul Reynaud m'a parlé pour la première fois, lorsqu'au pied de la tribune je le félicitais de sa magnifique interpellation sur l'organisation de l'armée.

« “Le problème français est de créer un corps spécialisé, capable de riposter d'une manière foudroyante à toute attaque. Nous avons une politique ; nous devons avoir l'armée de cette politique.” Cette phrase de mon discours, Torrès, résume les conceptions lumineuses du Colonel de Gaulle. Un homme dans notre pays pense la guerre : lui. »

\* *Vendredi 7 Juin* – Le piaffant, l'époustouflant Jean Prouvost prend possession de son ministère à la hussarde. Et *Paris Soir*, avec sa fièvre du tirage, avec sa danse des poignards, avec l'hystérie de ses titres et la panique de ses manchettes, devient l'édition [237] spéciale du *Journal Officiel*. Il ne manquait plus que ce signe à notre disgrâce.

À la fin de la journée, je vais voir Mandel. Geneviève Tabouis, que je rencontre devant la grille de la Place Beauvau, me confirme que « *cela va très mal* ». Les Allemands, près de Lille, rassemblent leurs tanks, réparent la casse, font leur plein d'essence. Une partie du gouvernement flanche. Reynaud tient le coup, mais s'use contre son entourage. L'on ne peut être sûr que de De Gaulle, et de Mandel, bien entendu, comme de Marin, de Campinchi et de quelques autres.

« – Ah, mon pauvre Torrès, nous n'avions pas tort de rompre nos lances pour le pacte franco-soviétique ! “Nous ne voulons pas avoir l'air d'encercler l'Allemagne”, clamaient nos adversaires. C'est nous qui sommes

encerclés aujourd'hui. Et l'intervention de l'Italie n'est plus qu'une question, d'heures.

– Torrès, *me dit Mandel*, vous avez bien fait d'envoyer si rapidement de l'autre côté de l'Atlantique vos films sur les crimes allemands. La phrase de M<sup>me</sup> Roosevelt : "Américaines, cette jeune fille, à la tête bandée, c'est votre sœur" atteste que vous avez touché au point juste la sensibilité des États-Unis. L'épreuve sera longue, mais c'est de là-bas que viendra la victoire.

– Cela va très mal, n'est-ce pas ?

– Oui, la guerre totale est commencée depuis quatre semaines et nos militaires en ont déjà assez. Nos soldats font bravement ce qu'ils peuvent mais où sont les chefs ?

– Mandel, l'activité de mon service à l'Information se trouve désormais très réduite. Si vous avez besoin de quelqu'un pour n'importe quoi, pensez à moi.

– C'est convenu, Torrès. Si Godin n'était pas déjà chargé de la liaison avec le gouvernement belge ... Mais ne vous inquiétez pas ; le travail va moins manquer que les hommes. [238]

– 1914 nous a saignés. À Salernes, il y a quarante sept ans, votre futur patron Clemenceau haranguait sa génération : "Peut-être aurons-nous été les favoris de la défaite."

Mandel, peut-être aurons-nous été les parias de la victoire. »

\* *Dimanche 9 juin* - Ordre d'évacuation. Nous partons dans la nuit.  
Quand te reverrai-je, Paris, capitale du genre humain ?



[239]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre XIV

---

### L'OCCASION

*Juin 1940*[Retour à la table des matières](#)

Nous arrivons à Tours où nous ne sommes pas attendus, car jusqu'à la dernière minute nous devons être évacués sur Moulins. Les ministères se logent dans les châteaux de la Loire. Je retrouve la section cinématographique de l'armée installée dans un riche domaine de la campagne tourangelles et sans nouvelles de ses opérateurs du front.

Le soir nous apprenons que l'Italie entre en guerre. À la fin du mois dernier. Facteur Pierre Blanchard ayant demandé un passeport à la Préfecture de Police pour se rendre à Rome, je m'opposai à ce qu'il obtînt satisfaction. Il vint alors me représenter avec véhémence que j'allais lui faire perdre un cachet de 600 000 francs, mais je persistai dans mon refus.

« – Votre opposition est arbitraire, illégale, m'a dit Frossard mardi dernier, et l'infortunée vedette qui en est victime n'a pas tort de se plaindre. D'ailleurs le Quai d'Orsay, depuis que Léger n'y règne plus, tient pour que Blanchard parte, car il faut rechercher avec l'Italie toutes les modalités de collaboration.

– Et si le *Duce*, comme il nous en menace tous le matins, nous déclare la guerre, allons-nous continuer à collaborer ? [240]

– Je n’insiste pas pour Blanchard mais, d’une manière générale, évitez-moi désormais les histoires italiennes. »

*Candide* et *Gringoire* dans leur dernier numéro affiché à l’étalage des kiosques déclarent leur amour à Mussolini.

Dans le même *Candide* du 5 juin, je trouve par un heureux contraste un bel article sur De Gaulle, « *lumière de l’armée, espoir de la Patrie* », sur son sens à la fois prophétique et réaliste, qui, trait pour trait, et compte pour compte, avait prédit dès 1934 le dispositif de pénétration auquel vient de recourir l’armée allemande sur l’Aisne et sur la Somme.

« “La cuirasse reparaît, écrivait De Gaulle, portée par le moteur. Par lui renaît la surprise à laquelle il donne le tour inexorable des machines. L’audace multipliera par analogie les grandes opérations de cavalerie de jadis. Ce système mécanique de feu, de choc, de vitesse et de camouflage se traduira dans sa première irruption par la mise en action d’au moins deux mille chars.”

Nous n’avons voulu que prendre date, conclut *Candide*, et fixer les mérites militaires d’un élève préféré, d’un disciple cher du Maréchal Pétain. »

Élève, disciple, mais qui dépasse singulièrement son maître par l’audace de la pensée.

Le général De Gaulle n’a cessé de dénoncer l’erreur de ceux qui s’obstinaient à concevoir cette guerre comme répétant 1914, sans se rendre compte que l’avènement de la force mécanique allait lui imposer un dynamisme foudroyant.

Il n’a cessé de réclamer des avions, des chars, des engins modernes, à défaut desquels il affirmait qu’aucune ligne Maginot ne pouvait nous sauver du désastre.

En 1936, Paul Reynaud, averti par De Gaulle, dessinait [241] avec précision le schéma de l’attaque allemande, annonçant qu’elle serait exécutée par des unités motorisées, secondées par une puissante aviation, avec pour objectifs la Belgique, la Hollande, le Canal Albert, l’invasion de la France par Sedan, l’anéantissement des armées des Flandres et la marche sur Abbeville.

Le 26 Janvier dernier, le général De Gaulle, dans un mémorandum adressé à de hautes personnalités politiques et militaires, renouvelait encore ses avertissements :

« Il faut savoir que la position Maginot, quelques renforcements qu'elle ait reçus et qu'elle puisse recevoir, quelques quantités d'infanterie et d'artillerie qui l'occupent ou qui s'y appuient, est susceptible d'être franchie. La contre-attaque massive d'escadres aériennes et terrestres dirigée contre un adversaire plus ou moins dissocié par le franchissement des ouvrages, voilà l'indispensable recours de la défense moderne. »

Par contre le Maréchal Pétain a préfacé le livre publié l'année dernière par le général Chauvineau sous le titre *Une invasion est-elle encore possible ?*. D'après Chauvineau,

« Le char d'assaut est un mangeur d'hommes au sujet duquel nous avons commis une erreur grossière. On a cru ou plutôt on a laissé croire qu'il avait puissamment contribué à nous donner la victoire. Rien n'est plus faux. Les chars offensifs, c'est maintenant sûr, feront à l'épreuve piètre figure ... Le matériel est un terrible créateur de non-combattants ; il faut donc avoir le courage de ne pas s'encombrer. L'image de Sancho Pança, incapable de combattre sous le poids du matériel dont on l'avait affublé, doit être toujours présente à notre esprit. Au reste, des moyens peu coûteux ne permettent-ils pas de faire sortir de terre en quelques jours les positions fortifiées à base de béton qui arrêtent tout, même les chars. »[242]

L'auteur d'*Une invasion est elle encore possible ?* dénonce la tendance qui vise à la formation de grandes unités mécanisées à base de chars susceptibles de briser les fronts et de s'enfoncer rapidement et profondément à l'intérieur du pays ennemi :

« On peut donc prédire la carence des blindages offensifs devant les nouveaux obstacles que vont leur dresser le béton et le canon anti-char. On ne peut faire impunément cavalier seul. »

Sur l'importance de l'aviation le général Chauvineau exprime les mêmes réserves :

« Une prime d'assurance ne doit pas ruiner celui qui la paie. Un pays qui se ruine en armements s'enlève la force nécessaire pour se servir de ses armes. En Espagne, l'aviation n'a pas semblé exercer d'influence sensible. »

Et il conclut :

« L'avenir de la guerre est-il dans l'improvisation désordonnée à laquelle nous convie la motorisation du combattant, dans une bataille des Ardennes motorisée ? Jouons-nous au *poker* les destins de la France ? La technique est en train d'ankyloser la guerre et de la conduire à la paralysie. »

Le Maréchal Pétain a fait siennes ces théories d'un autre âge, le sien. Il écrit dans sa préface :

« Sur terre, le barrage mortel qui s'oppose au passage des engins chenillés et blindés existe : c'est l'obstacle des mines associé au feu des armes anti-char. La défense est devenue si puissante qu'il faut à l'assaillant une énorme supériorité pour se lancer à l'attaque. Les transports sur rails et sur route favorisent le défenseur. La défense a une tâche plus facile parce que son devoir est inscrit sur le terrain. Sur terre jusqu'ici toute invention a plus profité en général au défenseur qu'à l'assaillant. »

Et le Maréchal conclut :

« La conception du général Chauvineau paraît mieux répondre à la fois aux possibilités techniques des engins blindés d'aujourd'hui, à leur servitude devant les mines et les [243] armes anti-char et aux saines conceptions stratégiques. »

Quant au général Weygand, il se plaisait à exprimer son opinion sur le rôle de l'armée de l'air dans une phrase sèche et coupante : « *On n'occupe pas le terrain avec de l'aviation* ».

Par les téléphonistes de l'Agence *Havas* je parviens à communiquer avec Jean Prouvost.

« – M. le Ministre, je suis ici les bras croisés, ma fonction n'ayant plus d'objet. Pouvez vous m'employer autrement ?

– Non.

– Alors, je vais me mettre à la disposition de Mandel et vous prie d'accepter ma démission.

– Accepté, répond Prouvost et il ajoute :

– Bonne chance, ce qui veut dire "Va-t'en au diable". »

De notre première rencontre, il y a quatre ans, date mon premier heurt avec le directeur de *Paris-Soir*.

Déjà lié à Paul Reynaud d'une amitié mondaine qui flattait sa vanité, il me fit l'éloge de la politique de Laval qui rassurait son égoïsme. Avec une volubilité étourdissante il opposa dans une antithèse dont il semblait très satisfait les absurdes idéalistes de Genève et le clairvoyant réaliste de l'Auvergne.

Pour triompher de ma contradiction dont je me souviens qu'elle fut vive il invoqua délibérément l'avenir comme un complice dont il était sûr et les décrets de la Providence comme s'il les attendait par fil spécial.

Il est bien l'homme de son journal, toujours en avance d'un événement, en retard d'une pensée.

Il craint aujourd'hui pour ses usines de textiles dans le Nord et cherche à en payer la rançon à l'occupant. Aussi le *Radio-Journal de France* est-il sous son autorité devenu défaitiste à l'exemple de *Paris-Soir*. L'un sonne le glas, l'autre tisse le linceul. Le Président du Conseil en donnant l'Information à Prouvost avait fait confiance à l'éditeur. Il est [244] trahi par le filateur qui n'hésite pas à sacrifier le moral du pays à l'espoir d'un traitement de faveur pour ses machines.

Je cherche à joindre Mandel auquel je télégraphie en vain le 12 juin ainsi qu'à Reynaud. Au château de Candé se tient un Conseil des ministres où Weygand expose que la situation est désespérée.

« – Il faut faire la paix. Paris est déjà livré à l'émeute communiste, Maurice Thorez a formé un gouvernement et siége à l'Élysée. Le préfet de Police est arrêté. »

Mandel téléphone.

« – Allô, la Préfecture ? C'est vous, Langeron ?

– Oui, M. le ministre.

– Que se passe t-il ?

– Paris est d'un calme admirable.

– Prenez vous-même le récepteur, mon général ; il n'y a aucun trouble dans la capitale. Vous avez été mal informé. »

– C'est possible, M. Mandel, mais en tout cas, si l'on n'arrête pas la guerre, les armées disloquées et privées de leurs chefs se transformeront en bandes, et j'ai besoin d'une armée qui soit encore une armée pour maintenir l'ordre.

– Vous ne vous souciez que de l'ordre, mon général. Soyez sans inquiétude ; les Allemands s'en chargeront. »

J'apprends que les faux renseignements utilisés par le généralissime provenaient de l'amirauté.

Pétain s'est prononcé comme Weygand pour l'armistice immédiat. Il est en contact étroit avec l'amiral Darlan, chef d'État-Major Général de la Marine, et redoute moins, lui aussi, d'accepter la défaite que de risquer le désordre. C'est la malédiction de l'Histoire qu'à cette heure affreuse nos militaires aient peur de nos soldats.

\* *Samedi, 15 juin* – Je suis à Bordeaux où le gouvernement s'est transporté hier soir. Laval, hibou aux [245] ailes de vautour, s'est abattu sur la ville que la fièvre obsidionale secoue de convulsions.

À travers la foule harassée des réfugiés l'armistice poursuit son offensive. Au consulat d'Espagne, l'ambassadeur de Franco, Lequerica, dirige les opérations. Bonnet, Flandin, de Monzie, Malvy, Mistler, dont je vois les voitures en station devant sa porte, arrêtent avec lui le plan de l'assaut décisif.

La panique cerne le Conseil des ministres. Sur les délibérations du gouvernement le Maréchal, confirmant le diagnostic de Clemenceau : « *Pétain est un défaitiste constitutionnel* », ne se lasse pas de faire peser la menace d'une mutinerie de l'armée : « *Il est à craindre que les troupes n'écoutent plus la voix de leurs chefs* », a-t-il dit avant-hier au Conseil du château de Nitray.

Mais pour parler à leurs troupes, les chefs sont sans voix. Après une course éperdue, sous la poussée des machines dont ils avaient méconnu l'emploi et la force, ils n'ont gardé de souffle que pour proclamer la déroute.

Souscripteurs de *L'Action Française*, lecteurs de *Gringoire*, abonnés de *Je suis partout*, affiliés de la *Cagoule*, ils ont mené à regret une guerre qui n'était pas leur guerre contre une Allemagne qui a cessé pour eux d'être l'ennemi séculaire car elle représente la négation des droits de l'homme, la haine de l'esprit de 89.

Les émigrés de l'intérieur, embusqués dans les hauts emplois de l'armée, comme les chouans dans les marais de la Vendée, préparent leur revanche sur la République. Coblenz est en train de se venger de Valmy.

« Nos généraux n'avaient plus qu'une tactique, qu'une stratégie : arriver à faire accepter la capitulation par la population civile ; leur but n'était pas la victoire, c'était la reddition. Les généraux trahirent la foi de la Nation parce

qu'ils ne le partageaient pas. [246] Voilà dans quelle vérité est en voie de se fixer l'histoire de la guerre franco-allemande. »

Tel est le jugement appuyé de documents impartiaux que Maurice Barrès porte sur les chefs responsables de la défaite de 70 dans *Scènes et doctrines du Nationalisme*.

Et Barrès montre dans le même volume le Maréchal Bazaine attendant « *l'heure obscure où les destinées de la France dépendraient de son intervention politique* ».

Peut-on penser que celui qui, en dépit des appréciations sévères de Clemenceau, résume la gloire de Verdun escompte à son tour « l'heure obscure » ?

\* *Dimanche 16 juin* – J'attends Mandel dans le bureau d'un de ses chefs de cabinet à la Préfecture de la Gironde où est installé le ministère de l'Intérieur.

Mandel vient de dépêcher un ami commun à Frossard pour lui faire honte de son défaitisme et l'inviter à se reprendre. J'assiste au retour du messager. Il a échoué dans sa mission. Frossard qu'il a trouvé affaissé et tremblant lui a avoué avoir diné hier au *Château-Trompette* avec Laval et Marquet et s'être engagé à leur égard.

« Mandel a peut-être raison, mais je ne peux plus rien, je suis lié. »

Où sont les hommes de la Convention, qui préféreraient conclure un pacte avec la mort qu'un armistice avec l'ennemi ?

J'apprends qu'après de longues conférences avec Lequerica le Maréchal a demandé ce matin par téléphone un rendez-vous à Paul Reynaud pour lui dire :

« La situation des troupes ne permet plus aucun délai. Il faut immédiatement et à tout prix cesser les hostilités. »

Le colonel de La Roque est arrivé à Bordeaux pour exciter Ybarnégaray, qui le représente dans le gouvernement, à appuyer Pétain. À la terrasse du *Café de la Comédie* le ministre Croix de Feu, entouré d'une élégante phalange de jeunes gardes coiffés d'un [247] béret martial, dénonce avec fracas « *ceux qui veulent aller continuer la guerre en Afrique pour mettre leurs précieuses personnes à l'abri. Non, c'est trop ; pourquoi pas à la Martinique, pourquoi pas à la Guyane ?* (Cette

allusion au bain est accueillie joyeusement par les Muscadins de l'escorte.) *Je leur ai dit au Conseil : "Je veux bien continuer la guerre, mais ici et avec vous" ».*

Je riposte à Ybarnégaray :

« – Je vous connais depuis vingt-cinq ans comme un charmant camarade, et à la Chambre, en dépit de nos multiples divergences, notre commun attachement à l'amitié franco-turque nous avait encore rapprochés. Je n'avais jamais supposé que vous deviendriez un jour le héraut de la capitulation ».

Les jeunes gens à béret s'indignent bruyamment :

« Laissez Torrès s'expliquer, ordonne leur chef. Il a le droit d'être entendu ; il a fait son devoir pendant la grande guerre ».

Voici Philippe Henriot, ce lièvre de 14, qui se sent aujourd'hui à son affaire.

Cette petite femme, dans cette voyante robe de mousseline, c'est M<sup>me</sup> Paul Lombard, femme du triste échetier à la solde d'Abetz.

« – J'ai toujours été contre la guerre, *dit-elle d'un ton péremptoire*. Voyez comme j'avais raison ! En tout cas, je suis sûre que l'on peut s'entendre avec les Allemands. Ils souffrent à l'égard de la France d'un amour malheureux. »

– Vous devriez être fouettée. Votre snobisme est hanté par l'exemple de ces émigrés qui en 1814, lors de l'entrée à Paris des alliés vainqueurs, et tandis que les blessés français agonisaient sans soins sur les pentes de Belleville et de Montmartre, s'exhibaient en croupe des Cosaques. »

Devant le *Grand Théâtre* Jean Prouvost descend de sa limousine aux cocardes tricolores. Un officier se détache de la foule :

« M. le Ministre, en quittant le [248] *Continental*, vous avez oublié sur votre table le recueil des postes confidentiels, dont ceux des Quartiers Généraux. Soyez sans inquiétude, le lieutenant Le Trotter de votre ministère l'a mis en sûreté après votre départ ».

Prouvost ricane un remerciement.

« – Il est le traître des traîtres, *me dit Élie Joseph Bois que je rencontre au même instant*. Vous connaissez la Comtesse de Portes ?

– Oui, Hélène de Portes est venue me voir souvent au ministère. Elle voulait obtenir la renonciation de l'Armée au monopole des prises de vues



militaires et la permission pour les cinéastes des journaux filmés américains d'opérer eux-mêmes sur le front. À son projet qui tendait ainsi à faciliter la diffusion de nos actualités de guerre aux États Unis je me serais plus volontiers rallié si elle n'en avait été la marraine. C'est une femme intelligente et sensible, mais dont l'agitation ...

– Elle n'est pas en tout cas une amante cornélienne. Elle redoute pour l'homme qu'elle aime le sort de Dolfuss. Jean Prouvost, appuyant sur une pédale qu'il sait sensible, fait croire à la comtesse que si Reynaud ne cède pas à Pétain, c'est une balle française qui vengera la paix. Et si son confesseur lui parle aussi du châtiment de Dieu, la malheureuse deviendra folle.

Quant à moi, Torrès, j'ai quitté ce matin le poste de rédacteur en chef du *Petit Parisien* que j'occupais depuis le 1<sup>er</sup> mars 1914. J'avais eu hier dans les couloirs de la Préfecture deux conversations décisives avec mon directeur Pierre Dupuy, représentant les intérêts de la famille. Je l'avais mis au courant de la situation : ou, comme je l'espérais et l'espère encore, le gouvernement allait partir, soit pour l'Afrique du Nord, soit pour Londres, et mon avis était que nous devions le suivre ; ou le gouvernement allait céder à la pression de Pétain et de Weygand, et *Le Petit Parisien*, qui ne s'est pas lassé sous mon inspiration de dénoncer [249] avant la guerre le danger anti-hitlérien et de monter la garde depuis la guerre contre le défaitisme rôdant autour du pouvoir, ne pouvait, ne devait plus paraître sous l'occupation allemande.

La réponse de Dupuy, fut pitoyable :

“J'étais déjà contre cette guerre, vous vous le rappelez, Bois. Je prévoyais que nous serions ruinés, oui, tous ruinés. Je pense aujourd'hui qu'il faut en finir au plus tôt. N'écrivez plus d'articles. À quoi bon chatouiller encore les nerfs d'Hitler ?”

Voilà comment se sont terminées, mon cher, vingt six années de collaboration ».

À un ami belge qui arrive de Poitiers je demande des nouvelles.

« – A-t-on fusillé Degrelle ?

– Non, il a été arrêté le 10 mai à Bruxelles et évacué sur la prison de Béthune, puis sur celle de Carcassonne où il se laisse oublier.

– Et Colin ?

– Arrêté lui aussi, le 10 mai, mais rapidement libéré. Il a eu encore l’audace de venir à Poitiers solliciter un passeport afin de rentrer en Belgique par la Suisse et par l’Allemagne.

Il a été alors arrêté à nouveau.

– Et fusillé, j’espère ?

– Non, relâché une seconde fois, mais vous avez au moins satisfaction avec Van Severen qui a été passé par les armes.

Nous étions infestés d’espions, mon cher Torrès. Grâce à l’extraordinaire activité de leur service de renseignements, les Allemands étaient parvenus, au cours des premiers mois de la guerre, à construire dans le plus grand secret une réplique exacte du fort d’Eben Emaël qui, réputé imprenable, constituait la pièce essentielle de notre système de protection des passages de la Meuse et du Canal Albert. C’est ainsi que dans des exercices inlassablement répétés ils ont [250] pu mettre au point pendant l’hiver leurs procédés d’attaque du fort par planeurs et parachutistes. Et nous qui craignons de fournir des prétextes à l’agression allemande ! »

Mon ami Robert de Billy atterrit à l’instant sur l’aérodrome de Mérignac. Officier d’État-major du général en chef de l’armée de l’Air, il vient demander au gouvernement de la part de celui-ci de ne pas fléchir. Le rapport de forces entre notre aviation et l’aviation allemande est très lourdement à notre désavantage, mais une faible partie de nos appareils ayant été seulement engagés jusqu’à ce jour, m’affirme Robert de Billy, nous disposons encore de ressources d’autant plus appréciables que les avions américains commencent à affluer par centaines en Afrique du Nord. Quant au moral de nos escadrilles il est magnifique.

Un autre messenger est arrivé tout à l’heure à Mérignac, le lieutenant Mirambeau, officier d’ordonnance du général Noguès, à la fois résident général au Maroc et commandant en chef de nos troupes nord-africaines, qui apporte à Paul Reynaud la résolution unanime de l’Afrique du Nord, armée, colons, indigènes, de continuer la guerre.

Notre flotte est absolument intacte avec ses 5 bâtiments de ligne de la classe du *Provence*, 2 cuirassés de 26 500 tonnes de construction récente, le *Richelieu* de 35 000 tonnes qui vient d’être mis en service, le *Jean Bart*, du même tonnage, qui peut être activé. À ces bâtiments s’ajoutent 7 croiseurs et un nombre considérable de torpilleurs, de

contre-torpilleurs et d'avisos, complétés par 80 sous-marins qui constituent la plus puissante flotte sous-marine du monde.

Le plan auquel Paul Reynaud s'est arrêté vendredi prévoit la continuation de la bataille en retraite vers les ports, de façon à pouvoir embarquer le plus d'hommes [251] et de matériel possible à destination de l'Algérie et du Maroc.

Ce plan est combattu par Pétain, Prouvost, Pomaret, Bouthillier et Baudoin qui, en ayant eu le premier connaissance comme sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères et collaborateur direct du président du Conseil, l'a divulgué immédiatement afin de permettre à Pierre Laval de déchaîner contre Paul Reynaud la démagogie de la peur.

Depuis hier soir Camille Chautemps oppose au projet du chef du gouvernement un compromis que la cabale défaitiste, consciente de s'être ces jours derniers trop découverte, se déclare prête à accepter, et auquel le Président Albert Lebrun, inapte à déjouer, l'intrigue, s'est laissé convertir.

La transaction Chautemps consiste à engager avec l'ennemi des pourparlers relatifs à l'armistice, et à préparer en même temps le transfert du gouvernement en Afrique du Nord.

À la fin de la journée, nouvelle réunion du Conseil. C'est l'heure décisive. Chautemps pris à parti par Mandel répond avec une véhémence qui ne lui est pas habituelle.

« Je ne laisserai pas dire ici qu'il y a des braves et des lâches. Il y a des hommes de cœur qui ressentent douloureusement au fond d'eux-mêmes une tuerie sans nom, sans exemple, et sans utilité. »

Pétain, en se levant sa lettre de démission à la main, signifie au gouvernement civil l'ultimatum de l'État-Major.

Churchill, comme suite aux entretiens franco-anglais du 13, vient de faire parvenir l'offre d'une nation unique sous un gouvernement commun. Le débat reprend sur cette proposition.

La comtesse de Portes, sur les suggestions de Jean Prouvost, fait tenir en séance par Baudoin un billet à Paul Reynaud pour le supplier de ne pas imiter Isabeau de Bavière. Le Président du Conseil n'en soutient [252] pas moins avec énergie que la France ne peut sans faillir se dérober à l'offre de son alliée.

En s'écriant : « *Nous n'allons tout de même pas devenir un dominion* », Chautemps détermine ses collègues au refus.

C'est la fin. Reynaud, abandonné par la majorité de son Conseil résolue à l'armistice, porte à 10 heures son désistement à Lebrun.

Mon ami de Souza Dantas, ambassadeur du Brésil, avec lequel je dîne en est informé à la fin de notre triste repas par Pomaret qui vient de pénétrer dans le restaurant et rayonne de bonne humeur. « *Que la France est à plaindre !* », me dit Souza, le visage bouleversé.

Un vent léger secoue les arbres des Quinconces. Je me hâte vers le ministère de l'Intérieur. Adrien Marquet, maire de Bordeaux, l'a déjà fait investir par ses agents qui en barrent les issues. Je ne puis pénétrer qu'à grand'peine.

Quand je quitte le ministère à minuit en bousculant les policiers municipaux, le Maréchal a constitué son gouvernement. Pomaret qui remplace Mandel vient prendre charge de l'ordre.

À la même heure, le fourbe Baudoin, nouveau ministre des Affaires Étrangères, rédige la demande d'armistice de Pétain.

\* *Lundi 17* – Je sors du cimetière de Bordeaux où mon père repose depuis trois ans :

« *Pauvre papa, tu n'es pas mort trop tôt ! Pardonne à ton fils, toi qui étais si brave et si fier, cet instant de défaillance. Je te jure de ne plus pleurer désormais* ».

La nouvelle de l'armistice est jetée soudain sur la ville. Une vieille paysanne sanglote sur un banc. Je m'approche doucement : « *Mon petit gars, mon petit gars* » murmure-t-elle. Son instinct de mère révèle t-il à la pauvre femme que son petit gars a été trahi ?

« *Rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte [253] et dans l'honneur les moyens de mettre un terme aux hostilités* », c'est le vainqueur de Verdun qui fait appel à l'honneur de soldat de l'assassin de Rœhm.

La radio donne la liste complète du nouveau gouvernement. Qu'importe ? Chautemps est toujours vice-président du Conseil. « *On ne manque jamais de ministres* » m'a dit un jour Mandel.

L'ancien collaborateur de Clemenceau vient d'être arrêté et conduit au fort du Hâ. Un peu plus tard, il est relâché et Pétain, qui le reçoit, lui présente ses excuses. Mandel, avec hauteur, exige une lettre et le maréchal lui donne satisfaction.

Frossard et Pomaret qui ont assisté à l'entretien du nouveau Président du Conseil et de l'ancien ministre de l'Intérieur racontent que ce dernier a dit à Pétain en prenant congé :

« C'est vous qui m'avez mis en prison et c'est moi qui vous plains, M. le maréchal. »

Hitler ne se presse pas de répondre. Déçu, le gouvernement, tout en multipliant les démarches auprès de Lequerica, son agent de liaison avec le *Reich*, hâte ses préparatifs de départ pour l'Afrique du Nord.

N'étant plus parlementaire depuis 1936 et n'appartenant plus depuis une semaine au ministère de l'Information, je suis sans titres pour m'embarquer sur le *Massilia*. Le 19, à Bayonne, avec le concours d'un lieutenant qui, dans la carence de ses chefs, a pris le commandement effectif du port, je parviens à trouver une place sur un bateau qui doit partir le lendemain pour Casablanca, en évacuant un important matériel de guerre.

C'est dans la soirée qu'Hitler, en réponse à la demande d'armistice, se contente de faire connaître par le truchement espagnol qu'il attend des délégués munis de pleins pouvoirs pour accepter son *Diktat*. Dans la nuit, il envoie ses avions bombarder Bordeaux en visant spécialement la gare envahie par les réfugiés. [254]

Un officier supérieur de l'État-Major de l'Armée, qui arrive le lendemain à Bayonne, m'apprend que le Président Lebrun, après une longue discussion orageuse, n'a consenti que sur les instances de Pétain à nommer des plénipotentiaires investis de la tragique prérogative de se soumettre sans recours à la loi de l'ennemi. Il a obtenu du Maréchal la promesse de retarder leur départ afin de permettre au chef de l'État et au gouvernement de s'embarquer pour l'Afrique du Nord, le Président du Conseil restant seul en France pour mener les négociations.

Laval, installé dans le bureau de Marquet à la mairie, ne s'est pas borné à manifester publiquement son indignation « *de la nouvelle intrigue de Reynaud auprès de Lebrun pour gagner du temps* ». Il a fait

aviser les Allemands, et le bombardement de Bordeaux, destiné à faire pression sur le gouvernement, a répondu à sa démarche.

Mon bateau doit lever l'ancre dans deux heures. Je prépare mon bagage qui se compose d'une mallette, cadeau de mariage des proscrits italiens en 1930, d'un sac à main, et d'une belle serviette pour la Cour d'Assises, présent de mes enfants. Je fais l'inventaire des papiers que j'emporte : mes notes prises depuis le 1<sup>er</sup> septembre de l'année dernière, deux ou trois livres, dont *Mein Kampf*, et quelques matériaux pour un roman que je n'écrirai plus. J'ai oublié à Paris le manuscrit de *Grandeur et Servitude de l'avocat* que je devais publier l'an prochain aux *Éditions du Sagittaire*, et j'ai perdu à Bordeaux les épreuves de *France, terre de liberté* qui devait paraître cet été.

En feuilletant *Mein Kampf*, je trouve au début du 15<sup>ème</sup> chapitre ces lignes que le Maréchal aurait dû relire avant de nous livrer à l'honneur de soldat d'Hitler :

« L'histoire prouve par maints exemples que les peuples qui ont mis bas les armes sans y être absolument [255] contraints aiment mieux par la suite accepter les pires humiliations et les pires exactions que tenter de changer leur sort par un nouvel appel à la force. Ce choix est très humain. Autant que possible, un vainqueur avisé n'imposera ses exigences au vaincu que par étapes successives, et il a le droit d'escompter, avec un peuple ayant perdu toute force de caractère, comme c'est toujours le cas de celui qui se soumet volontairement, que le vaincu ne trouve plus dans aucun des actes d'oppression pris à part une raison suffisante de reprendre les armes ... La ruine de Carthage est un effrayant exemple de cette lente agonie d'un peuple consommée par sa propre faute. »

À l'un de mes amis, officier d'infanterie, qui part sur le même bateau que moi afin de continuer la guerre en Afrique du Nord, je montre ce texte.

« Hitler, me dit-il, n'a pas, par cette évocation cruelle, préfiguré avec exactitude notre avenir, car notre peuple n'a pas perdu sa force de caractère et n'a pas consommé sa défaite par sa propre faute. Ce ne sont pas les soldats qui ont mis bas les armes ; ce n'est pas l'âme de la nation qui a fléchi. La France est innocente. Elle prendra en même temps sa revanche sur ceux qui l'ont vaincue, et sur ceux qui l'ont trahie. Je ne demande à Dieu de me laisser vivre que pour participer à cette revanche et pour porter témoignage de la trahison.

Quand, sur les instructions du Quartier Général, nous nous sommes repliés de la ligne Maginot, mon régiment n'a cessé de recevoir les ordres de marche et de contre-marche les plus incohérents. Les hommes étaient exténués, et nous perdîmes plusieurs jours dans ces manœuvres, si bien que nous ne fûmes que quelques-uns à échapper aux Allemands. Beaucoup d'officiers de mon unité partagent avec moi la conviction que l'étrange parcours en zig-zag qui nous a été imposé par le commandement ne peut s'expliquer [256] que par l'intention bien déterminée d'aider les Allemands à faire autant de prisonniers que possible.

Les généraux trahirent la foi de la nation parce qu'ils ne la partageaient pas ... Ils ont attendu l'heure obscure où les destinées de la France dépendraient de leur intervention politique ».

Ce que Maurice Barrés a dit de 1870 est aussi vrai de 1940.

J'ai dans ma serviette une page détachée l'autre jour d'un petit livre *Si le Coup de Force est possible ?* que Charles Maurras, le précepteur de notre État-Major, le directeur de conscience du Maréchal Pétain, a écrit en collaboration avec H. Dutrait Crozon et qu'il a republié en 1937 dans *L'Enquête sur la Monarchie*.

### « III. "Fortes objections résolues"

On dira : "Mais alors vous calculez les mauvaises nouvelles ! Vous comptez sur les Prussiens comme au lendemain de Sedan, ou sur les Alliés comme après Waterloo". Nous prions les lecteurs de ne pas se laisser démonter par des mouvements oratoires ; ce ne sont pas des arguments, ce sont des bêtises.

Faut-il s'interdire de prévoir le mal, ou doit-on éviter noblement d'y pourvoir ? Faut-il éviter de se dire que l'ennemi de l'intérieur pourra être un jour accablé de ses fautes ou de ses crimes, et que nous pourrions profiter d'un instant de stupeur pour nous débarrasser de lui ?

La cause ou le prétexte du détraquement spontané n'importe pas du tout ; ce peut-être Sedan ou Waterloo, ce peut être Lang Son, ou la première venue de ces fausses rumeurs qui déterminèrent presque tous les mouvements populaires de la première Révolution.

Que la force publique montre du flottement, les chefs civils ou militaires de l'indécision, en ce cas là, devant un groupe d'individus résolu, sachant bien ce [257] qu'ils veulent, où ils vont et par où passer, le reste plie, le reste est mené, enlevé. Ce n'est pas seulement la loi de la lutte civile, ou de la

sédition heureuse. C'est l'éternelle condition du succès des coups de main dans toutes les guerres connues. »

Et plus loin :

« V. "De quelques occasions."

Or aujourd'hui, demain, après-demain, qui est-ce qui pourra rendre ces possibles réels ?

Réponse : l'occasion. »

L'occasion, ces messieurs l'ont trouvée, s'ils ne l'ont pas fait naître.

Nous embarquons à deux heures du matin sur l'*Hébé II*, charbonnier danois battant pavillon anglais. Il y a encore un drapeau pour les hommes libres.



[258]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre XV

---

### RENCONTRES

*Juin 1940 à Janvier 1941*

[Retour à la table des matières](#)

Cette ligne dentelée qui s'amenuise dans la brume irisée du matin, c'est la côte française. Elle n'est plus qu'un trait, un point, puis un mirage, C'est le drame de l'absence qui commence.

Je répugne à analyser nos états d'âme, comme à narrer les incidents de notre traversée. Je n'écris ni un essai psychologique ni un récit de voyage, mais l'histoire vécue d'une trahison. Ceux qui ne s'intéresseraient pas plus à mes sentiments qu'à mes aventures retiendront peut-être mon témoignage.

Le 22, dans la cabine du radio-télégraphiste, nous entendons soudain une voix qui monte du fond de notre histoire :

« L'honneur, le bon sens, l'intérêt national commandent à tous les Français libres de ne pas accepter un armistice de capitulation et d'asservissement et de continuer le combat. »

Le Général Charles de Gaulle, qui, suivi, aurait conjuré la défaite, refuse de suivre ceux qui la consacrent après l'avoir provoquée. La nation dans l'épreuve vient de trouver un chef. La France n'a pas fini de vivre.

Le 24, nous sommes au large de Casablanca. D'une chaloupe de police l'interdiction de débarquer nous [259] est signifiée sans

commentaires. À quelques centaines de mètres un paquebot au pavillon tricolore, le *Massilia*, a dû aussi jeter ses amarres. Grâce aux jumelles du capitaine, je reconnais Campinchi accoudé au bastingage, Jean Zay, le seul de nos ministres qui au début de la guerre ait résigné ses fonctions pour s'engager, et Robert Lazurick qui a préféré le *Massillia* à la galère de Laval.

Que signifie ce début de quarantaine ? Pourquoi les bateaux arrivés de France avec leur cargaison de parlementaires, ou, comme le nôtre, de matériel d'aviation, sont-ils consignés en dehors de la rade ? Un commissaire de la Sûreté marocaine monte à bord quatre jours plus tard et nous révèle que le défaitisme a traversé la mer : « *L'Afrique du Nord accepte l'armistice* ». Par Afrique du Nord il entend le général Noguès qui vient de proclamer son « loyalisme » et nous tient désormais pour indésirables. Les moteurs que nous apportons resteront dans la cale. Parmi les passagers, les officiers seront remis à la prévôté militaire, et les civils placés sous surveillance administrative. C'est la France nouvelle, celle qui date du 16 juin.

La Résidence générale, en attendant qu'elle délibère sur mon cas, me consigne à trente kilomètres de Casablanca. Deux anges gardiens ont mission de me conduire afin que je ne risque point de m'égarer.

Je parviens à me soustraire à leur sollicitude pour rencontrer l'un de mes amis qui par ses fonctions est en mesure de me communiquer les dernières informations de France.

Les préparatifs de départ du gouvernement pour l'Afrique du Nord se poursuivaient encore dans la journée du 20 juin. Un Conseil des ministres, tenu à midi, confirmait la décision de repli sur l'Empire. Le Président de la Chambre, Édouard Herriot, annonçait alors au commandant militaire du Palais Bourbon [260] le transfert des pouvoirs publics à Alger et lui donnait des instructions relatives à l'embarquement des parlementaires sur le *Massilia*.

Mais les protagonistes de la soumission à l'Allemagne n'avaient pas désarmé. L'Hôtel de Ville était devenu leur quartier général. Baudoin, bien qu'il fût en tête de la liste de départ dressée aux Affaires Étrangères par ses ordres, était avec Laval le plus acharné à dénoncer les « *fuyards* ». Barnaud, associé du banquier Worms, et ambassadeur auprès du gouvernement de puissants intérêts économiques, apportait au parti de la capitulation le renfort de la finance.

Après le Conseil des ministres, Beudoin et Bouthillier faisaient signer à Pétain l'engagement écrit de ne quitter en aucun cas le territoire.

Au même moment Laval, à la tête d'une délégation de parlementaires qui s'était constituée dans le cabinet municipal de Marquet en commune de Bordeaux, donnait l'assaut à Lebrun.

« Monsieur le Président, si vous quittez la terre de France, vous n'y remettrez jamais les pieds. »

– Je suis Lorrain, M. Laval, je connais bien les Allemands. Je n'entends pas plus tomber entre leurs mains qu'abdiquer mes prérogatives constitutionnelles. En Afrique je serai libre derrière notre flotte. Je ne veux pas être obligé de signer des lois, un poignard sur la poitrine. Je ne veux pas être un autre Hacha.

– Est Hacha qui veut l'être, M. le Président. Vous laisserez le poignard entrer dans votre poitrine, et vous serez un héros. Il ne dépend que de vous d'être à la hauteur de votre mission. »

C'est ainsi que Lebrun est resté, et le gouvernement avec lui, que l'armistice a été signé, et que quelques traîtres subornant un vieillard ont livré leur patrie.

Laval, qui avait tenu le premier rôle dans les événements qui ont provoqué la démission de Paul Reynaud et l'accession du Maréchal au pouvoir, est devenu [261] le vrai maître de notre destinée et dans le remaniement d'hier, sa nomination de vice-président du Conseil n'est qu'une modeste consécration de son autorité.

Et mon ami poursuit :

« Je viens de recevoir, en même temps que ces informations affligeantes, quelques documents officiels qui ne le sont pas moins.

Celui-ci, c'est l'appel adressé aux Français le lundi 17 dans la matinée par le Maréchal :

“C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut tenter de cesser le combat”.

Vous étiez sans doute à l'écoute ? La parole exacte fut :

“Il faut cesser le combat.”

Une plume pudique a ajouté “tenter ” pour l'histoire.

Mais l'Armée ayant entendu comme nous "Il faut cesser le combat", ces mots jetèrent le trouble parmi les régiments et amenèrent ainsi la capture de plusieurs centaines de milliers de soldats. Sur la foi du Maréchal beaucoup de combattants crurent que tout était fini. Les Allemands, profitant de leur désarroi, les invitèrent à déposer les armes et à se rassembler dans des casernes où ils devaient être démobilisés. En réalité ils furent formés en colonnes et dirigés sur l'Allemagne.

Ici, mon cher Torrès, les paroles de Pétain furent reçues avec une atroce stupeur, car l'Afrique n'avait pas désespéré une minute de la France et son moral était intact comme sa force. Les indigènes n'étaient pas les moins ardents patriotes et nos Arabes après avoir écouté Pétain à la radio prétendaient qu'un faux Maréchal, imaginé par la fourberie allemande, s'était emparé du micro.

Nous étions prêts à mobiliser toutes nos ressources jusqu'au dernier homme. Que s'est-il passé, mon pauvre ami, qui explique le reniement de Nogués, réprimant une opinion qu'il avait lui même soulevée, le revirement de Peyrouton, humiliant dans des marchandages avec Bordeaux son orgueil de proconsul, et [262] la défection de l'État-Major de la Marine, affectant soudain de redouter le bolchevisme dans la flotte comme le corollaire inévitable de la résistance ?

Il est trop tôt pour que je dise à cet égard tout ce que je sais. Les dés sont maintenant jetés. La première manche est perdue. Je ne reste dans la place, si l'on ne m'en éloigne, que pour aider à gagner la seconde.

Vous, Torrès, vous n'avez plus rien à faire ici. N'attendez pas de vous faire boucler demain. Partez aujourd'hui comme vous pourrez. Tous les avions sont consignés sur les aérodromes, et tous les bateaux retenus dans le port. Seul un petit bâtiment de pêche argentin, qui fait dans les trois cents tonnes, et revient de naviguer en Méditerranée pour notre ravitaillement, doit prendre incessamment la mer et regagner l'Amérique du Sud.

Si vous avez le pied marin et si le capitaine accepte de vous embarquer, n'hésitez pas et essayez là-bas de servir notre espérance ».

Le premier juillet je partage à bord du *Santa Elena*, qui vient de lever l'ancre, la cabine du capitaine Carlos Juan Mason, ancien officier aviateur d'une témérité réputée. Ce magnifique personnage, généreux de pensée comme de caractère, et francophile jusqu'à l'intransigeance, me traite avec une fraternité délicate.

Nous sommes obligés de faire escale aux Canaries pour nous approvisionner de mazout, les autorités maritimes françaises ayant, malgré les disponibilités du port de Casablanca, refusé de fournir du combustible nécessaire à la traversée de l'Atlantique d'un bateau qu'elles venaient d'utiliser pour des missions périlleuses.

D'ordre personnel de M. Serrano Sunner, averti de mon passage par l'un de ses informateurs de notre haute administration marocaine, des policiers, encadrés par la *Falange* et contrôlés par la *GESTAPO* [263] m'attendent sur le quai ensoleillé de Las Palmas.

Dans la forteresse qui domine la ville et où 575 détenus politiques sont contraints sous le bâton à chanter chaque soir l'hymne fasciste et à clamer en mesure ; « *Arriba, Arriba, Franco, Franco !* », le gouvernement de Madrid a prescrit de me recevoir avec les égards qui sont dûs par les blancs à l'avocat du colonel Macia et des Républicains espagnols.

Le capitaine Mason, dont l'intrépidité fait des miracles, m'arrache en moins d'une semaine à la bienveillance démonstrative de mes hôtes. Je lui raconte en descendant de la forteresse au port comment j'ai contribué, au temps de la dictature de Primo de Rivera, à l'évasion de Miguel Unamuno.

Traversant quelques mois après cet esclandre le Maroc espagnol, je n'en avais pas moins été accueilli par les autorités civiles et militaires de Larache avec cette noblesse qui est la marque altière du caractère *hidalgo*.

« Avant l'installation du Troisième *Reich*, me fait observer Mason, le fascisme ibérique arborait le panache chevaleresque de la race. Mais depuis l'avènement d'Hitler, dont les tenants de l'Internationale blanche à travers le monde subissent la fascination, le gang a triomphé de la chevalerie. L'incendie du *Reichstag* a fait école, et crime de Guernica, assassinat de Marseille et tuerie de Bucarest composent une même séquence.

“Où sont les Barbares du 20<sup>ème</sup> siècle ?”, interrogeait Nietzsche. Partout où la *svastika* est hissée sur les édifices, brodée sur les brassards ou, comme dans le bureau de police de Las Palmas, dessinée sur les murs. »

Nous reprenons la mer, et je débarque dans les premiers jours d'août à Rio de Janeiro.

Je vais y trouver la compréhension la plus affectueuse [264] des malheurs de ma patrie. Ils ont été ressentis douloureusement au Brésil. Le grand médecin qui exerce les fonctions de recteur de l'Université de Sao Paulo a dû faire appeler un de ses collègues le soir de l'armistice. La nouvelle venait de l'abattre et il est resté cloué au lit toute une semaine par l'affliction.

Pendant que notre ambassadeur, Jules-Henry dont la désinvolture a fait scandale dans un pays de sentiments si délicats, caracolait dans les allées cavalières de la capitale, une manifestation d'amour pour la France se déclenchait avec des éclats de fièvre sur le parvis de la cathédrale, à la sortie de la grand'messe.

Au Brésil la peur superstitieuse du bolchevisme n'a pas livré la grande bourgeoisie à l'influence nazie, comme dans presque tous les autres pays. L'ambassadeur d'Allemagne, l'ambassadeur d'Italie et l'ambassadeur d'une France vassalisée postulent vainement d'être reçus dans la haute société de Rio.

Le tragique grec dit que l'exilé se repaît toujours d'espérances. La révolte presque unanime de l'opinion brésilienne contre l'asservissement de la France m'apparaît l'un des gages de notre résurrection. Un pays n'est pas condamné d'une manière irrémédiable quand, malgré tant de fautes de sa diplomatie, tant de négligences de ses gouvernements, tant d'indifférence de son peuple, il garde au delà des mers un tel prestige et un tel rayonnement.

La France a pourtant perdu son influence financière qui avait été longtemps faite des placements au Brésil du petit capital, et non des investissements des grandes banques ou des fortes compagnies à monopole comme celle de l'Angleterre. Elle a perdu par le ralentissement de ses liaisons son influence économique et son influence technique, qui s'étaient longtemps [265] exercées sur l'industrie, sur les ports, sur les chemins de fer et se sont peu à peu réduites à la pénétration, par le commerce de luxe et par la mode, du monde des relations sociales, du goût et des coutumes. Elle a perdu son influence politique, si vivante au 18<sup>ème</sup> siècle avec les naissantes idées démocratiques où s'est trempé l'audace des premiers pionniers de l'indépendance.

C'est à l'Université de Montpellier, comme le rappelle avec ferveur l'un des maîtres de la pensée catholique au Brésil, Tristao de Athayde, académicien illustre, que les premiers importateurs de l'émancipation

ont été formés au libéralisme. Et Jean-Jacques Rousseau et les encyclopédistes ont pétri l'esprit de Bolivar et des libérateurs de l'Amérique espagnole qui, à leur tour, ont agi puissamment sur l'indépendance du Brésil.

Plus tard, la première République brésilienne a été animée par une mystique venue encore de France, mais que l'instabilité et les contradictions de notre régime, le formalisme, les hésitations et les paresse de la démocratie ont affaiblie dans ces dernières années quand le Brésil s'est orienté vers des méthodes rapides et des solutions directes.

Mais la France vit toujours au Brésil par son esprit. Si notre langue contrebattue par l'anglais est en régression, toute la littérature à partir de l'indépendance porte le signe français. Les périodes littéraires dans l'histoire intellectuelle du Brésil se comptent comme celles de l'histoire littéraire de la France. La réforme de l'enseignement a été inspirée de la France. Sur une vaste région de la pensée brésilienne Auguste Comte maintient encore son hégémonie. Aucun penseur moderne n'exerce sur la conscience brésilienne une influence plus grande que Bergson. Aucun maître n'est plus cher à la jeunesse que Georges Dumas. [266]

La société féminine est, pour les deux tiers, l'œuvre des congrégations religieuses qui ont été d'extraordinaires ambassadrices de notre culture. C'est à travers les livres français de piété, de doctrine, de formation spirituelle et d'histoire que se fait en grande partie, l'éducation religieuse. Le Père Paul Lecourieux a été par son enseignement mystique comme par son activité paroissiale le grand rénovateur du catholicisme au Brésil.

Comme l'écrit Tristao de Athayde :

« La France a exercé une telle influence sur l'esprit brésilien que ce n'est qu'en analysant vigoureusement et profondément cette pénétration que nous pourrions avoir une notion exacte de ce qu'est le Brésil et de son histoire générale ».

Je ne dispose ni d'assez de science, ni d'assez de temps pour cette analyse, mais l'amitié du Brésil pour la France, je l'ai tout de suite reconnue comme une vérité du cœur. Le visage bouleversé de Souza Dantas à l'heure où se consommait notre désastre, c'était bien le visage de sa patrie.

« *Vous êtes sous la protection de notre drapeau – nossa bandeira – et de notre estime* », écrit la presse pour saluer mon arrivée. Raul Fernandez, Roberto Moreira, Ottavio et Eurico de Souza Léao, Lévi Carneiro, Affonso Bandeira de Mello, Carlos Costa, Enrique Fialho, Ribas Carneiro, Miguel Ozorio de Almeida, Costa Régo, Paolo de Bettencourt, J. de Macédo Soarès, Joachim Salles, et tant d'autres, avocats, magistrats hommes de lettres ou de science, journalistes, me témoignent une affection qui dépasse ma personne.

Henri Focillon, orgueil de l'humanisme français, a été reçu quelques semaines auparavant avec la même chaleur.

Le président de l'Association brésilienne de la presse Herbert Mossès, le directeur d'*A Gazetta* de Sao [267] Paulo, Casper Libero, le secrétaire du département de Culture de l'État de Sao Paulo, Francisco Pati, le directeur d'*O Dia* de Curitiba, l'Ordre des avocats, et les autorités de l'État de Parana me convient à un cycle de conférences.

Le président de la République, Getulio Vargas, s'intéresse personnellement à mes démarches pour obtenir le droit de résidence, en dépit d'un télégramme que je lui ai adressé autrefois en compagnie d'autres juristes européens, dans le but de lui exprimer, à propos d'un procès politique, mes doléances de légaliste impénitent.

Au risque de décevoir ces messieurs de Vichy, qui, depuis mon départ de Las Palmas, tenaient en réserve comme une arme secrète ma banale dépêche, le Chef de l'État se conduit à mon égard en gentilhomme.

Le ministre de la justice Francisco Campos, auteur de la nouvelle Constitution, dont les tendances autoritaires sont plus accusées que celles de la plupart des membres du gouvernement Vargas, ne m'en délivre pas moins avec autant de cordialité que d'élégance les permissions administratives que requiert mon séjour.

« – Je vous ai entendu plaider à Paris, il y a 17 ans, mon cher confrère, pour Germaine Berton, meurtrière du chef des Camelots du Roy, Marius Plateau. Vous faisiez déjà le procès du fascisme.

– Je n'ai pas changé, Monsieur le Ministre, et je ne changerai plus à mon âge.

– C'est votre droit. Et c'est votre honneur de me le dire ».



Le ministre de l'Éducation, Gustavo Capanema, dont la jeunesse, la liberté d'esprit, le goût de l'action et le sentiment de la vie ne s'accommodent d'aucun poncif universitaire, envisage de me confier la chaire de politique à la Faculté de Philosophie si son titulaire, qui [268] vient d'être démobilisé en France, ne confirme pas son intention de revenir.

« – Mais ne craignez-vous pas. Monsieur le ministre, que pour une chaire de politique je sois peut-être ... ? »

– Un peu ... “marqué” comme disent les Français ? M<sup>e</sup> Torrès, le Brésil n'a pas peur des idées. Notre révolution nationale, que l'on a arbitrairement apparentée chez vous au fascisme et même au nazisme, n'appartient pas à leur famille, je vous le prouverai quand vous le voudrez. Nous avons chez nous des fascistes qui s'appellent intégralistes, leurs chefs sont en prison, et dans certains États comme Rio Grande Do Sul ou Santa Catarina, des nazis ; ils sont étroitement surveillés, et j'ai qualité pour vous le dire, car j'ai fermé moi-même plusieurs centaines d'écoles italiennes ou allemandes qui se refusaient à enseigner le portugais aux enfants.

Vous semblez déjà aimer notre pays, M<sup>e</sup> Torrès. Vous l'aimerez mieux encore quand vous le connaîtrez. Vous verrez ce que peut produire la rencontre de deux grandes forces créatrices de civilisation, la latinité et l'Amérique.

La latinité, patrie spirituelle qui ne distingue pas entre les hommes, les peuples et les races auxquels elle propose un idéal universel, fondé sur le respect des valeurs humaines et l'éminente dignité de la personne.

L'Amérique, c'est-à-dire le sens du pratique et du réel, le goût des solutions concrètes, des améliorations sociales, et la vocation du progrès qui ne se contente pas des pétitions du sentiment et des postulats du cœur mais se traduit dans le perfectionnement des institutions et l'élévation du standard de vie.

Voilà le Brésil, tel qu'il doit être, et tel qu'il est en train de devenir. »

Le professeur de politique est de retour. Le ministre et le directeur de la Faculté de Droit de Rio, Pedro Calmon, le plus jeune des académiciens, me chargent [269] à cette faculté d'un cours libre d'éloquence judiciaire que je répète à la Faculté de Droit de Sao Paulo sur l'initiative délicate de Soarès de Faria qui l'administre.

En Machado, Soarès de Mello, Noë de Azevedo, Jorge Americano, j'ai pour collègues, dans ces deux universités, de fervents admirateurs de la France, attachés à la tradition libérale de son enseignement

juridique, que tant de professeurs bafouaient chez nous aux frais et dépens de la République. Je garde la fierté de leur amitié.

Quant aux étudiants qui, grâce à un remarquable effort de démocratisation de l'instruction, appartiennent à toutes les classes de la société, ils sont plus immunisés contre la contagion des doctrines totalitaires que les aristocratiques élèves auxquels à la Faculté de Droit de Paris M. Joseph Barthélemy, disciple honteux de Charles Maurras, inoculait sa haine de la grande révolution.

Lorsque les journaux annoncent, à la fin d'octobre, que le Maréchal qui me décorait en 1917 de la médaille militaire vient de décréter ma dénationalisation, les étudiants se joignent aux professeurs pour faire la haie sur mon passage dans les couloirs qui mènent à l'amphithéâtre. Lorsque l'on apprend que par surcroît mes biens, déjà pillés par les Allemands, viennent d'être confisqués officiellement par Vichy, un de mes élèves, délégué par ses camarades, m'adresse de son banc ces simples paroles

« Il y a des biens qui ne sont pas confisquables, et ce sont les seuls qui valent : l'amour de la patrie et le sentiment de la dignité humaine. »

Généreux adolescents, qui avez été indulgents à mes improvisations pédagogiques, au point de demander au gouvernement et aux autorités universitaires par un placet unanime, de me nommer docteur *honoris causa*, et professeur permanent à la faculté, je vous dois, pour exorciser le démon féroce de l'exil, l'illusion [270] de ne pas avoir déçu par mes leçons votre besoin de croire à la France.

Deux millions d'Italiens, 900 000 Allemands, 300 000 Japonais, soumis à une incessante propagande de l'Axe, dirigée par les ambassadeurs et les consuls, et favorisée par une exploitation effrontée de l'immunité diplomatique, imposent au Brésil pour la sécurité de la nation des mesures draconiennes de surveillance.

Il faut reconnaître que, dans des États comme Rio Grande do Sul et Santa Catarina, qui sont les centres de l'influence germanique, l'ordre ne cesse d'être maintenu, sans violences sanglantes, mais avec une fermeté qui décourage l'agitation et la révolte.

Le Président Getulio Vargas et son ministre des Affaires Étrangères Oswaldo Aranha, superbe héros de roman d'aventures, devenu le plus

lucide des diplomates, ne séparent pas le destin du Brésil de celui du continent américain.

Ils ont fait leur profit des avertissements d'Hitler confiant à l'un de ses missionnaires en Amérique du Sud :

« Nous édifierons une nouvelle Allemagne au Brésil. Nous y trouverons tout ce dont nous avons besoin. Du reste nous avons des droits sur ce continent où les Fugger, les Welser et autres pionniers allemands ont autrefois possédé des domaines et des comptoirs. Notre devoir est de reconstituer ce vieux patrimoine qu'une Allemagne dégénérée a laissé disperser. Le temps est passé où nous devons céder le pas à l'Espagne et au Portugal et jouer partout le rôle de tard venu.

Nous donnerons au Brésil capitaux et esprit d'entreprise et même une troisième chose, nos idées politiques. Naturellement, il faudra lui envoyer du monde de chez nous ; notre jeunesse doit apprendre à coloniser. Il n'est pas question de l'expédier dans la brousse. Non, il nous faut des gens qui aient accès dans la bonne société. Nous nous servons aussi des [271] masses inférieures, des Indiens et des métis. Nous devons amorcer deux mouvements différents, un mouvement loyal et un mouvement révolutionnaire. Nous n'avons nullement l'intention de faire comme Guillaume le Conquérant, de débarquer des troupes pour nous emparer du Brésil, les armes à la main. Nos armes à nous sont invisibles. »

J'ai rencontré au Brésil quelques porteurs de ces armes invisibles. Je n'indiquerai pas ici leurs noms afin de ne pas risquer de leur donner l'alarme. Tel réfugié d'Autriche effectue de mystérieuses liaisons entre les isolationnistes argentins et certains consulats de Sao Paulo, Tel récidiviste de la contrebande d'armes, réputé sur le marché noir des explosifs pour son audace d'agent double, s'est grimé en innocent touriste, selon la technique de l'espion.

Jean Combescot se partage entre Rio de Janeiro et Buenos-Ayres. Officier détaché au ministère de l'Information, il a quitté la France au moment de l'armistice avec le gracieux assentiment de l'Autorité militaire.

Associé à un Allemand fixé à Buenos-Ayres, Wallerstein, et à un Espagnol falangiste Sanchez de Aragoite, qui fut mêlé comme lui à Paris au scandale correctionnel de la déconfiture du *Lloyd de France*, Combescot dirige en Argentine et au Brésil de puissantes compagnies d'assurances et d'habiles sociétés de capitalisation qui cherchent à

étendre leurs tentacules sur toutes les Républiques sud-américaines. À Rio, le haut personnel français de ces firmes a fourni ses cadres à la *GESTAPO* de l'Ambassade de Vichy qui mène contre les tenants de la *France Libre* une sourde campagne de délation et travaille en relations étroites avec les rédacteurs du seul quotidien inféodé à la politique allemande, *Meio Dia*.

Jean Combescot est retourné récemment en France sous prétexte d'y rechercher des capitaux pour de [272] grandes entreprises de travaux publics au Brésil et d'aménagement des eaux de Rio. Circulant avec la plus grande facilité entre la zone occupée et la zone dite libre, il a réglé à Paris pour lui-même et pour d'autres de gros intérêts financiers et réalisé quelques opérations qui attestent le crédit dont il dispose dans la capitale de son pays depuis qu'elle subit la loi de l'envahisseur.

Ses affaires terminées, Combescot, avec tous les cachets sur son passeport et toutes les priorités pour ses passages, est rentré tranquillement *via* New York en Amérique du Sud, et ses deux associés, l'Allemand et le falangiste, se déclarent très satisfaits du résultat de son voyage.

Je dînais un soir à Rio dans la salle à manger de mon hôtel avec le courageux président du *Comité De Gaulle*, à Buenos-Ayres, Albert Guérin. Une révolution de palais venait d'interrompre la carrière consulaire de Pierre Laval. Géronte avait chassé Scapin. Sans illusions sur la liberté du Maréchal comme sur le patriotisme de Darlan, nous recherchions comment se poursuivrait avec le nouveau dauphin l'infamante collaboration inaugurée à Bordeaux, ratifiée à Vichy et consacrée par Montoire.

Soudain entra Jean Combescot qui s'assit à une table voisine. Le journal pro-allemand de Rio et celui de Buenos-Ayres annonçaient mensongèrement le lendemain que le chef de la *France Libre* en Argentine venait d'être arrêté pour menées subversives. D'autre part *Meio Dia* publiait, en caractères d'affiche, mon infortuné télégramme au président Vargas que la société de capitalisation de Jean Combescot devait aussi éditer en tract au compte de l'épargne brésilienne, pour le faire diffuser par les soins conjugués de l'Ambassade d'Allemagne et de l'Ambassade de France.

J'étais un autre soir attablé dans un restaurant de Rio avec un ami anglais qui a longtemps occupé à [273] Paris un poste diplomatique. Nous parlions des facilités, communes à nos deux pays, que les agents

de la cinquième colonne avaient pu trouver chez nous à la faveur de la « *drôle de guerre* », et je lui racontais l'histoire de Bruno Weil en m'accusant d'avoir oublié, dans la carence de la préfecture de Police, d'en prévenir Mandel.

À ce moment précis la porte du restaurant s'ouvrit et je vis surgir la silhouette massive de Bruno Weil. Ce n'était pas une hallucination. L'avocat allemand, toujours rayonnant du plaisir de vivre et promu, paraît-il, à la citoyenneté argentine, venait d'arriver sans encombre de New York, se rendant à Buenos-Ayres, capitale de sa patrie de substitution.

« – Avec un passeport argentin il peut circuler partout, *constata avec flegme mon ami britannique*. Vous allez bientôt partir pour New York où vous voulez publier votre *Pierre Laval* ?

– Oui, je sais que j'emporterai du Brésil ce sentiment de tendre regret, cette douce et inguérissable maladie de l'âme que le portugais exprime dans le joli mot de *saudade*, mais je suis attiré aux États-Unis par leur climat fraternel et le désir de me rapprocher du lieu des événements dont j'attends le salut de mon pays.

– Eh bien ! je suis sûr qu'à New York vous rencontrerez encore Bruno Weil car il n'a pas fini de se promener. Mais si vous devez le voir apparaître de nouveau là-bas, à l'instant exact où vous serez en train de parler de lui, ne manquez pas d'en informer mon vieil ami Somerset Maugham qui raffole de ce genre d'histoires. »

[274]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre XVI

---

### MINORITÉS AGISSANTES

*Février 1942*[Retour à la table des matières](#)

Aujourd'hui mercredi 4 février 1942, à New York où je suis depuis dix mois, je viens de rencontrer Bruno Weil, plus Argentin que jamais, dégustant voluptueusement, dans une nombreuse compagnie masculine, le confortable dîner du restaurant de l'hôtel *Saint Regis*.

Je n'ai pas reconnu Armand Grégoire parmi les convives de Bruno Weil. Après avoir accueilli les Allemands à Paris et mis à leur disposition son officine juridique de la place Vendôme, après avoir servi d'indicateur et de rabatteur à la *GESTAPO* pour ses trafics d'*ausweise* et ses chantages, Grégoire, au printemps dernier, est venu aux États-Unis, mais il a quitté récemment l'hôtel *Saint Regis* pour Berkeley, sans parvenir à échapper à la vigilance des autorités fédérales qui l'ont envoyé chercher l'autre jour dans son élégante résidence californienne pour le soumettre à un redoutable interrogatoire.

Quelque alibi qu'il puisse invoquer, ce milicien d'Hitler, qui n'a cessé de servir le *Reich* et attend de son protecteur Ribbentrop dont il est l'homme d'affaires et de Goebbels dont il est l'agent, un titre de *Gauleiter*, doit être traité en ennemi et recevoir le [275] châtiment des espions. S'il lui arrivait de se soustraire aux rigueurs de la justice

américaine, il n'en rendrait pas moins compte un jour au peuple français de sa trahison.

J'ai revu aux États-Unis quelques-uns de ceux qui sont nommés dans ce livre.

Alexis Léger s'est refusé à servir l'ordre nouveau, et à Washington, où la Bibliothèque du Congrès utilise sa connaissance universelle, il est l'ambassadeur silencieux des idéaux de notre nation.

Geneviève Tabouis, de Kérillis et Pertinax, que les nazis continuent à reconnaître pour leurs plus intransigeants adversaires dans la presse française, ont avec Philippe Barrés, fidèle à son sang, gagné l'audience de l'opinion américaine.

Henri Focillon, André Chéradame, et Jules Romains, dont la haine pour les nazis est nourrie de son expérience personnelle de leur fourberie, aident avec moi Eugène Houdry et mes chers amis du comité exécutif de *France Forever* à rassembler sous la croix de Lorraine les Français libres des États-Unis. À la *Free French Délégation* Sacha de Manziarly collabore avec Tixier, comme lui mutilé en 1914.

Mr. Gaston Henri Haye, du comité France-Allemagne est ambassadeur à Washington. *Life* l'a photographié avec son ami Pierre Laval et le *New York Herald Tribune* avec son ami Jean Musa, dit « Nino ». M. Charles Emmanuel Brousse de *D'Artagnan* est attaché de presse à l'Ambassade. M. Camille Chautemps a été longtemps chargé par le Maréchal Pétain d'une mission officieuse dans la capitale des États-Unis. Depuis que se sont dénoués les liens qui l'attachaient à Vichy, l'ancien ministre, soucieux de ménager l'avenir, envisage entre résignés et résistants un compromis de conciliation nationale, sans trouver personne des deux côtés de la barricade pour se compromettre avec lui. [276]

Israélite de bonne compagnie, André Maurois s'abstient de dénoncer les lois raciales promulguées par Vichy pour flatter le vainqueur. « *Les gauches manquaient à la démocratie, les droites manquaient à la France* », écrit Jacques Maritain dans *À travers le désastre*. André Maurois ne manque qu'à Herzog.

Pierre Dupuy, directeur du *Petit Parisien* n'est pas à New York, mais y a été représenté jusqu'à ces dernières semaines par un de ses neveux et associés, sémillant jeune homme, qu'au début de la guerre Georges Bonnet projetait d'embusquer dans un Deuxième Bureau

d'informations diplomatiques. La famille Dupuy est alliée à la noble maison des Polignac dont l'hospitalité est si appréciée à Paris et à Reims par les États-Majors des troupes d'occupation.

À défaut d'Émile Roche qui collabore à Paris l'on peut rencontrer à New York, quand il ne voyage pas en Floride ou en Louisiane, son co-équipier de l'équivoque *République*, l'habile et pénétrant Édouard Pfeiffer, plus épris d'hommes que d'idées, féal de Caillaux dans le parti radical, et convaincu depuis plusieurs années de collusion avec les ligues fascistes et le comité de Brinon.

Hollywood, où la popularité de Charles Boyer est précieuse à nos compatriotes, accueille libéralement producteurs, metteurs en scène et acteurs, sans s'enquérir de leurs opinions et de leurs sentiments. Ceux dont les liens avec la *UFA* ou la *TOBIS* étaient les plus étroits, et ceux dont l'attitude en France avant l'armistice était la plus affligeante, ont bénéficié d'une amnistie spontanée qui s'est étendue jusqu'à René Clair dont la propagande allemande s'apprêtait avant la guerre à exploiter contre *Charlot* un étrange procès en plagiat.

Je souhaite que les Américains ne se repentent pas trop vite de leur bienveillance et que certains importés [277] comme Jean Gabin mettent une sourdine à leurs fanfaronnades racistes.

Dans la campagne de publicité engagée pour les représentations à New York d'un film de Sacha Guitry un ingénieux *manager* souligne que cette production a été interdite à Paris par la censure nazie. Il est inconvenant, pour abuser les spectateurs des États-Unis, de parer du prestige anti-hitlérien l'œuvre de l'auteur de *Mozart* qui, en coquetterie de longue date avec Otto Abetz, s'est vanté d'être rentré le premier à Paris afin d'ouvrir son théâtre pour les Allemands.

Ces indécences, aussi bien que le faste insolent de certains « *émigrés de luxe* », peuvent provoquer un jour des réactions qui risqueront de dépasser les responsables pour atteindre des innocents. Ce qui m'effraie plus, c'est le défaitisme systématique à l'égard de la démocratie qu'aux États-Unis certains partisans du Maréchal, intoxiqués de fascisme, propagent effrontément dans le cercle de leurs relations mondaines.

L'importation des salons parisiens n'a pas été contingentée par la dernière législation américaine sur l'émigration. Le Faubourg Saint Germain, qui offre ses beaux hôtels aux généraux allemands pendant



que le faubourg Saint Antoine se retranche dans une résistance farouche, est représenté aux États-Unis par une trop nombreuse ambassade.

Le peuple américain qui, au lendemain d'un cruel revers supporté avec une simplicité stoïque, manifeste pour défendre la liberté autant de discipline que de courage, sa presse qui a réclamé elle-même les nécessaires contraintes de la censure, et s'est transformée naturellement en service public de l'opinion, son Président et ses hommes d'État qui, nous consolant des nôtres dont le caractère était de ne pas avoir de caractère, [278] proposent déjà Sparte pour modèle au pays le plus riche du monde, nous apportent la certitude que le moral des États-Unis est aussi défendu que le nôtre était à l'abandon.

Avant de mourir à New York, usé par les malheurs de notre patrie, un de mes amis répétait la calme parole du dialogue d'Eucrate et de Sylla : « *Mes ossements du moins reposeront dans une terre qui veut la liberté* ».

Je ne pense pas qu'il soit inutile de dire à ce grand pays qui nous a accueillis sans réserve et dont la cause est notre cause :

« Méfie-toi ! Tu ne seras jamais assez méfiant. M. Sunner Welles recommandait avec force, le 15 janvier, aux nations de l'hémisphère occidental assemblées à Rio de renvoyer les agents de l'Axe, "qui constituent un danger direct pour la défense nationale des Républiques engagées dans la guerre, parce qu'il n'y a pas un consul japonais ou allemand, ni un consul d'un pays satellite d'Hitler dans le nouveau monde qui ne fasse pas un rapport à ses supérieurs chaque fois qu'un navire quitte les ports". Adresse-toi à toi-même, peuple américain, l'exhortation de ton ministre. Parmi les consuls satellites ne t'expose pas au risque d'en omettre un seul des exigences de ta sécurité. Si Bordeaux et Compiègne ne te suffisent pas pour connaître Vichy, rappelle-toi Montoire. Ne te souviens tu pas de l'Indo-Chine livrée au protectorat nippon ? N'as-tu pas entendu au mois de janvier le speaker du poste gouvernemental de la Martinique adresser au Japon des félicitations pour ses brillantes victoires dans le Pacifique ? As tu oublié que le Maréchal Pétain, bénissant les mercenaires français recrutés pour combattre la Russie sous l'uniforme allemand, proclamait Hitler le défenseur de la civilisation européenne ? Les amis de tes ennemis ne sont-ils pas tes ennemis ? »

Au Canada, où j'ai eu l'honneur d'être convié par [279] les autorités judiciaires et mes confrères à représenter le barreau français et à prendre un contact si émouvant avec la province de Québec, fièrement attachée à sa langue et à sa foi, j'ai ressenti dans mon amitié susceptible l'inquiétude d'une propagande perfide, à laquelle s'ajustent les intrigues de Vichy.

Personne n'a parlé de la France, au lendemain de ses malheurs, avec plus de tendresse que M. Adélar Godbout, premier ministre du Québec :

« La France est l'objet de notre amour et le sujet de nos prières. Nous avons aidé à la sauver en 1914, elle reste pour nous l'un des motifs de notre ardeur au combat.

Ce serait un tragédie pour l'humanité si elle allait oublier que l'histoire de France date plus loin que Juin 1940. Nous demanderons à la Grande Bretagne et à ses alliés de se rappeler que ceux qui auraient pu être les chefs de la France en 1940 furent tués entre 1914 et 1918, alors qu'ils combattaient pour la cause de la civilisation, de la Grande Bretagne, des libertés de tous les peuples libres, autant que pour la France elle-même. »

Le Cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, que le Pape Pie XI louait « *de représenter la vieille France catholique, de garder la tradition latine, et d'unir la finesse toute française au dynamisme américain* », a défini en termes frappants la mission du Canada dans l'histoire.

« La divine Providence semble avoir destiné les Canadiens de langue anglaise et les Canadiens de langue française à coopérer à l'édification d'une nation à base de civilisation anglo-saxonne et de civilisation française ! »

Le Cardinal n'a cessé de rendre hommage au « *splendide courage du peuple britannique qui est pour nous tous un sujet d'inspiration, comme il est un puissant stimulant de patriotisme chez tous les peuples de l'empire britannique* ».

Il a adressé au peuple français un message qui marque [280] l'ignominie de la collaboration.

« Nous savons que la France n'a pas abdiqué. À quoi lui demande t-on de collaborer ? À une entreprise de destruction mondiale, à des mœurs d'une

férocity sauvage, à une philosophie qui substitue la convoitise au jugement ... Collaborer à cela, un esprit français n'en est pas capable. Nous savons bien. Français, que vous ne le ferez pas. Prenons garde à la propagande allemande dans tous les pays, occupés ou non ... Elles sonnent faux, aussi, à nos oreilles les voix réputées françaises, qui vocifèrent des imprécations contre le général qui, ayant gardé l'espoir de vaincre, n'a pas cru devoir briser son épée ».

Un autre Canadien français, le brigadier général Georges P. Vanier a récemment prononcé des paroles aussi émouvantes :

« Le nom de Hong Kong brillera dans l'histoire du Canada à côté des noms d'Ypres, Vimy, Passchendæle. Nos soldats qui luttent dans cette colonie de la Couronne ont compris que la défense de notre pays doit s'exécuter en dehors de ses frontières. Si nous ne voulons pas que l'ennemi nous attaque ici, nous devons le refouler et le détruire ailleurs. Soldats de langue anglaise ou de langue française cimentent de leur sang l'union sacrée dans laquelle nous devrions vivre. »

L'amour de la patrie inspirait les mêmes accents au noble et regretté Ernest Lapointe, ministre de la justice du gouvernement d'Ottawa, et chef politique des Canadiens français, et au major général Thomas Louis Tremblay, héros légendaire du 22<sup>ème</sup> bataillon, avec lesquels je garde l'orgueil d'avoir pris la parole au *stadium* de Montréal pour la célébration du fait d'armes de Courcellette.

La grande majorité du Canada français, dont les sénateurs Élie Beaugard, et Léon Mercier Gouin, le brigadier général E. de B. Panet, le bâtonnier Arthur Vallée et l'historien Émile Vaillancourt m'ont traduit [281] les sentiments avec une particulière autorité, conserve le culte d'Ernest Lapointe et professe un loyalisme sans restriction ni réticence.

Mais en observant les démarches publiques d'une minorité autonomiste, dont les autorités fédérales gagneraient à pénétrer les activités secrètes, je n'ai cessé d'être hanté par les réminiscences des flamingants et par le fantôme noir de l'abbé Hægy.

Dans un discours prononcé à Toronto, le cardinal Villeneuve a dû lui même appeler l'attention « *sur la pénétration insidieuse de l'Allemand dans les pays qu'il s'appête à conquérir, le nôtre compris* ».

« Ce travail, a-t-il ajouté, il l'a commencé longtemps avant la guerre, au moyen de contacts bienveillants de toutes les classes sociales, prenant grand soin de masquer l'objet réel de son obligeance, qui était d'étudier de près la mentalité et les aspirations des différents éléments.

Dans les pays bilingues l'Allemand se présente comme l'ami de la race qu'il désire exciter contre l'autre et suscite et entretient ainsi habilement des causes de mésintelligence, au moyen de rapports faux et acrimonieux, auxquels la presse fera peut-être écho, rapports visant à envenimer les relations entre les deux races et à créer de fâcheux sentiments.

Faisons tous de notre mieux pour préserver notre pays de la dangereuse propagande de la cinquième colonne. »

En lisant certains journaux du Canada français, comme *Le Devoir*, *La Boussole*, *L'Oeil*, et *L'Autorité*, j'admire la sage perspicacité du Cardinal, car je retrouve, sournois ou insolent, ce patriotisme à condition qui est partout la préface de la trahison.

Quotidien de Montréal rédigé par des professionnels avertis, *Le Devoir* se défend d'être anti-britannique, mais cultive avec art « *l'anti-pro-britannisme* » et le « *pro-anti-britannisme* », [282] attaquant avec une furie systématique les amis de la cause anglaise et portant aux nues ses ennemis.

Le trotskyste Max Eastman vient-il des États-Unis s'insurger dans une conférence à Montréal contre le revirement de l'opinion publique dans les démocraties en faveur de Staline, « *plus effroyable totalitaire, pire gangster et plus odieux tyran qu'Hitler* », *Le Devoir*, d'inspiration ultra catholique, se découvre soudain une ardente sympathie pour le disciple américain du vieux compagnon de Lénine.

Winston Churchill prononce-t-il à Ottawa son mémorable discours, le même *Devoir* lui consacre un article acide, critiquant son éloquence dépourvue de «  *finesse et de tact* », et raillant les mots « *de goût plutôt douteux* » de l'homme d'État dont « *il convient de faire grâce au lecteur. L'avenir montrera si l'esprit impulsif de M. Churchill ne l'a pas cette fois quelque peu entraîné. On souhaite que Vichy ne se laisse pas emporter à des actes et à des décisions de représailles. Comptons que la sagesse inspirera le Maréchal chef d'État. Il est plus âgé que M. Churchill.* »

Dans le numéro du *Devoir* paru le 31 décembre 1941 « *Au seuil de l'année nouvelle* », il n'est pas une seule ligne des douze pages qui renferme un vœu de victoire ou un espoir pour les alliés.

Ce numéro serait utilement confronté avec le numéro du *Pays Réel* que publiait Léon Degrelle le 31 décembre 1939.

Le directeur de *L'Oeil*, Pierre Viviers, plaide pour la collaboration franco-allemande :

« En conséquence, ceux qui croient à la collaboration de Vichy avec Berlin, en entendant par là l'offre sur un plat d'argent de la flotte et des colonies françaises au Führer sont dans l'erreur. Tout Français répugne à cette collaboration. Tous nous compatriotes, tout bon Canadien de même. Cette collaboration-là, jamais. [283]

Mais une collaboration qui épargnerait au monde des guerres comme celle de 1914-1918 et comme celle qui se prolonge présentement, une telle collaboration paraît bien susceptible de recevoir l'approbation générale.

Le Maréchal, qui voit plus clair et plus loin que certains hommes du jour des bords du Saint-Laurent, estime que Français et Allemands peuvent surmonter le lourd héritage de méfiance qui pèse sur eux.

Puisque le Canada a pris l'habitude, malgré les promesses de ses chefs politiques en temps de paix, de participer à toutes les guerres européennes, ne trouverait-il pas lui-même dans cette collaboration franco-allemande un avantage considérable ?

Du patriotisme du Maréchal qui osera douter ... ? Peut-on douter en outre du patriotisme d'hommes comme le Cardinal Baudrillart, comme l'Amiral Darlan, comme Lucien Romier, comme le Général Huntziger, pour ne nommer que ceux-là ? Peut-on imaginer que ces hommes ne sont pas uniquement préoccupés du destin de la France ?

Une chose est sûre : pour la grande majorité des Canadiens français, la France nouvelle, la France du Maréchal Pétain, rétablie sur son historique base catholique et nationale, est la France qu'ils ont toujours aimée à travers les divers courants politiques et sociaux des cent cinquante dernières années.

La France dégagée de l'emprise étrangère, la France ... française, voilà la France qu'ils aiment, voilà la France que nous aimons. »

*Le Quartier Latin*, organe de la jeunesse universitaire du Canada français, écrit lui-même dans un esprit semblable sous le titre : « *M. Churchill chez nous* » :

« Il est permis de ne pas aimer l'Allemagne et d'aimer la France. Nous ne tenons pas à ce qu'on la loue en français d'être le "berceau des libertés révolutionnaires". C'est d'y avoir trop cru qu'elle souffre [284] aujourd'hui, et c'est à cause de son malheur et de son retour à notre commune tradition qu'il lui faut, de notre tendresse, plus de confiance et de notre espoir, plus de fidélité ».

La censure a dû suspendre pour la violence de ses campagnes l'hebdomadaire antisémite et anti-britannique de Montréal *Chez Nous*, qui, dénonçant le complot juif et citant comme le *Stürmer* de Nuremberg, la *Kabbala denudata* du 17<sup>ème</sup> siècle à l'appui de ses accusations, publiait des entrefilets de cette tenue :

« Les pro-juifs ont les faveurs du régime en démocratie ; il en est de même pour les pro-British. Les pro-canadiens français, eux, sont considérés comme cinquième colonne. Avis aux nôtres d'être neutres. »

*Chez Nous* transposait aussi pour les commodités de sa propagande le fameux slogan du traître de Stuttgart :

« Les Anglais se battent jusqu'au dernier Français » dans cet adage "À la guerre comme à la guerre". Les "Canayens" épaulent, les Juifs observent. »

Il est à souhaiter que les rédacteurs de *Chez Nous* profitent des vacances que leur impose la censure pour lire les œuvres d'éminents prêtres du Canada français, tels R.P.J.P. Louis Delos, le R.P. Louis Chagnon, professeur à l'Université Grégorienne de Rome et au Scolasticat de l'immaculée Conception de Montréal, et le R.P. Arthur Caron, vice-recteur de l'Université d'Ottawa, qui condamnent le racisme comme anti-catholique dans ses fondements, anti-humain, anti-social, et anti-chrétien dans ses conséquences.

Dans un tract intitulé : « *La profession de foi d'un Canadien Français* », le publiciste Eugène Achard proclame

« qu'en sollicitant l'armistice, le maréchal Pétain a sauvé la France ... et l'Angleterre, et qu'Hitler a soudain compris que l'armistice, en fin de compte [285] avait joué contre lui à l'avantage de la France et de ses alliés et qu'il s'est peut-être produit là, à son insu, un nouveau miracle de la Marne ».

M. Dostaler O'Leary, rédacteur canadien de *Je suis Partout*, dont j'ai déjà retenu un texte dans l'édifiante collection de ce journal, a fait éditer une conférence qui, ses éditeurs l'affirment, souleva à l'automne dernier l'enthousiasme de nombreux auditoires du Canada français.

Le collaborateur de Brasillach injurie bassement Édouard Herriot, au moment où le grand démocrate vient d'affronter tous les périls en adressant à la Grande Bretagne et aux États-Unis un message d'affectueuse confiance, insulte les courageux ouvriers français qui sacrifient leur vie à la résistance à l'opresseur, et affirme :

« Quelles que soient les apparences, soyons persuadés que jamais ni Pétain, ni Darlan n'accepteront de poser un geste qui porterait atteinte à l'honneur de la France ».

Ce n'est pas sans appréhension que j'ai appris que M. Dostaler O'Leary préside l'*Union culturelle des peuples latins d'Amérique* qui convie à ses manifestations pan-latines l'entrepreneur consul de France à Montréal, M. Henri Coursier.

Vichy, sur les suggestions avisées de M<sup>gr</sup> Beaupin, fervent de collaboration, ne néglige pas d'envoyer à ses diplomates du renfort spirituel. C'est ainsi que le Chanoine Mèjeczka, directeur du collège parisien Stanislas, a séjourné récemment à Montréal, après avoir reçu à Ottawa l'hospitalité de la Légation de France, que le père Dieux est sollicité par les Sulpiciens de prêcher à Notre Dame de Montréal, et que des religieux français de l'ordre des Pères du Saint-Esprit sont arrivés au Canada avec la mission d'écrire des articles sur la France à la louange du nouveau régime. [286]

Radio-Vichy, dans ses émissions destinées aux Canadiens français, ne se lasse pas d'attaquer avec virulence « *les pseudo Français libres qui ne sont pas libres. Ils ont leurs maîtres, les Anglais, par lesquels ils sont payés. Les Anglais en retour exigent l'empire colonial français. De Gaulle peut bien voler ou essayer de voler cet empire à la France, mais il n'est pas autorisé à le voler à l'Angleterre.* »

M. Firmin Roz, qui a accompli plusieurs voyages au Canada français sur lequel il a écrit un livre, et a administré à Paris, la maison des étudiants canadiens de la Cité Universitaire, dirige à Vichy cette *propaganda* officielle, en dénigrant l'effort britannique et en s'appliquant à persuader les habitants de la province de Québec que « *dans la*

*philosophie de la France régénérée par la famille le Maréchal Pétain a suivi l'exemple des Canadiens français. »*

Le Poste *Paris-Canada*, plus directement sous le contrôle allemand et dont certaine émissions sont annoncées dans *Le Devoir*, transmet « *les messages de la France à la nouvelle France* ». Parmi les Canadiens internés en zone occupée, il utilise de préférence des prêtres comme le père Gagnon qui déclarent acquitter spontanément aux autorités nazies une dette de gratitude, en rassurant leurs compatriotes sur le traitement dont ils sont l'objet.

Cette campagne, très ordonnée, sous son apparente diversité, n'a pas laissé insensibles dans les ordres religieux et dans le petit clergé de campagne, certains ecclésiastiques dont elle flatte la tendance à se replier sur un nationalisme isolationniste, nourri des rancunes du passé, et indifférent aux angoisses de la patrie et à l'enjeu d'une guerre dont dépend le sort de la civilisation chrétienne.

Ces prêtres que les nazis se complaisent avec sadisme à circonvenir sont-ils dénués d'informations au point d'ignorer qu'Hitler n'a pas moins déclaré la guerre à [287] la catholicité qu'au judaïsme et qu'il est l'assassin de Dolfuss et le bourreau de Schussnig ?

Ne savent-ils pas le martyre du clergé polonais ? Ne savent-ils pas que le *Führer* confiait à Rauschnig ? :

« La diffamation contre l'Église, c'est la seule pornographie que le national-socialisme puisse se permettre. Je dénoncerai les ensoutanés comme de vulgaires criminels. Je leur arracherai du visage leur masque de respectabilité. Si cela ne suffit pas, je les rendrai ridicules et méprisables. Je ferai tourner des films qui raconteront l'histoire des hommes noirs. Alors on pourra voir de près l'entassement de folie, d'égoïsme sordide, d'abrutissement et de tromperie qu'est leur église. »

Il faut toujours relire Henri Heine :

« Le christianisme a adouci jusqu'à un certain point la brutale ardeur batailleuse des Germains, mais il n'a pas toutefois pu la détruire. Quand la Croix, ce talisman qui la dompte, viendra à se briser, alors de nouveau la férocité des anciens guerriers se donnera libre carrière. Alors les vieilles divinités se lèveront de leurs tombeaux oubliés, essuyant de leurs yeux la poussière



millénaire. Thor se dressera avec son marteau gigantesque et démolira les vieilles cathédrales gothiques. »

Les élections à la Chambre des Communes qui viennent d'avoir lieu dans la Province de Québec vérifient l'impression de malaise que j'avais ressentie, il y a quelques mois, au cours de mon voyage.

Dans l'une des circonscriptions vacantes, M. Louis Saint Laurent, honneur du barreau canadien, que le Premier Ministre M. Mackenzie King a choisi pour succéder à Ernest Lapointe au ministère de la Justice, a été élu par 16 600 voix, mais en face de lui un jeune démagogue séparatiste dont les liaisons avec le consulat d'Italie étaient notoires et qui, revenu de longs voyages au Mexique et aux États-Unis, se présentait sous des espèces qu'en des jours moins lourds on [288] trouverait bouffonnes comme le futur Eamon de Valéra du Canada, a obtenu 12 700 suffrages.

Il s'est trouvé 12 700 canadiens sur 29 300 électeurs, pour accorder leur confiance à ce dérisoire candidat du nouveau parti, dit *Parti Canadien*, fondé par le député Liguri Lacombe « *contre l'impérialisme militaire et financier* » de son pays en guerre, et dont le programme comporte l'exemption du service militaire au bénéfice de tous les cultivateurs, car « *loyaux et fidèles à leur roi, ils croient le mieux servir en servant sur le sol même* ».

Dans l'autre circonscription, le candidat du parti gouvernemental, le Dr. Gaspard Fauteux, a été élu par 7000 voix, mais le total des suffrages recueillis par le candidat du *Parti Canadien* et par un autre candidat de même tendance autonomiste est de 7700. Bien que M. Gaspard Fauteux se fût déclaré hostile à la conscription, les séparatistes ont obtenu 700 voix de plus que lui, après une vive campagne dont les manifestations organisées par les étudiants de l'Université de Montréal dans les rues de cette ville continuent à entretenir l'effervescence.

Ainsi quand les majorités sommeillent les minorités agissantes leur préparent de fâcheux réveils.

La démocratie française a expié ses complaisances. Elle est morte de sa Vendée.

Je souhaite que la sagesse d'Ottawa lui inspire une politique de fermeté avant que l'ennemi domestique soit parvenu à saboter l'admirable effort de guerre du Canada, qui, mobilisant pour les alliés toutes ses

ressources industrielles, n'en a pas moins enrôlé sous son drapeau quatre cent mille de ses enfants.

Suivant le mot de Valéry que citait l'autre jour le Général de Gaulle, « *c'est le moment pour chaque nation de se mettre d'accord avec ses arrière-pensées* ».

[289]

LA MACHINE INFERNALE.

## Chapitre XVII

---

### GARDEZ-VOUS !

*Février 1942*[Retour à la table des matières](#)

La collaboration est sortie des flancs du cheval de Troie. Parmi ses partisans, les bénéficiaires du nouveau régime et les profiteurs de la défaite, se retrouvent les personnages évadés de mes dossiers qui hantaient, la première nuit de guerre, le silence de mon cabinet.

Le roi des Belges, lui, s'est noblement refusé à partager la responsabilité des crimes de l'envahisseur. Spaak, désabusé de la neutralité à laquelle les hésitations de la politique franco-britannique ne l'avaient que trop encouragé, dirige avec fermeté l'action diplomatique du gouvernement royal qui poursuit le combat aux côtés des démocraties.

Le ministre de la Défense nationale, Camille Gutt, apporte avec une grandeur Spartiate le salut de la nation à son propre fils, pilote aviateur, tombé en service commandé. Dans une admirable conférence, à Londres, son ancien collègue Marcel Henri Jaspar exhorte les alliés à ne pas oublier ce que le monde peut encore attendre de la résistance française.

Le cardinal Van Roeyen, archevêque de Malines, primat de Belgique, continue le Cardinal Mercier. Le bourgmestre de Bruxelles M. Van de Meulebroeck [290] est le digne successeur de l'héroïque Adolphe Max. Une partie des maîtres de l'université sont en prison. En dépit de la déportation et des exécutions capitales, la lutte des masses

populaires contre l'opresseur est chaque jour plus méthodique et plus violente.

Les rexistes et les flamingants, qui ne représentent qu'à peine un pour mille du chiffre de la population, se querellent pour les faveurs de l'occupant. Pierre Daye, Hubermont, Paul Colin, Raymond de Becker, Staf de Clercq, Daëls, Grammens, servent de délateurs à la Gestapo. Leon Degrelle arbore l'uniforme allemand des légions anti-bolchevistes. Henri de Man, renié par les socialistes et par les syndicats, tente en vain d'intégrer le mouvement ouvrier dans l'ordre nouveau hitlérien. Borms, condamné à mort pour trahison après la grande guerre, et trop généreusement amnistié, préside une commission instituée par le *Reich* pour « réparer les injustices » commises par l'État belge à l'égard des félons de 1914.

Au moment de l'attaque allemande, la plupart des traîtres rexistes ou flamingants menacés de rendre des comptes avaient, dans leur épouvante, répudié leurs maîtres nazis et protesté de leur patriotisme. Et Paul Colin, qui dirige aujourd'hui avec l'argent et la bénédiction d'Hitler *Le Nouveau Journal*, écrivait dans *Cassandra* :

« Des gens redoutaient sérieusement qu'un quelconque Kuusinen surgisse de nos rangs. Sans doute à l'heure présente sont-ils édifiés sur la vanité de leurs craintes. L'agression commise par l'Allemagne constitue un forfait qui désormais fera éclater à tous les yeux la hideur de la cause qu'elle défend. »

« *Le gouvernement reste libre* », proclamait le Maréchal Pétain après la conclusion de l'armistice. Libre, à la manière d'Ubu Roi, de ne pas être libre. L'Indo-Chine abandonnée au Japon, la Syrie défendue contre les Anglais, la croisade prêchée contre [291] les Russes, les armées de l'Axe ravitaillées en Lybie ; voilà le bilan de la liberté.

« *TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE* » telle est depuis l'escamotage de la République par Laval la devise de l'état nouveau.

– *TRAVAIL*, avec pour secrétaire d'État René Belin, ancien militant syndicaliste dont les fonds secrets de Georges Bonnet ont entretenu depuis 1938 la propagande défaitiste dans la classe ouvrière ; avec, installés aux commandes, les représentants du capitalisme le plus intraitable pour les travailleurs français et le plus dévoué aux intérêts allemands ; avec Pucheu du *Cartel de l'Acier*, pour ministre de l'Intérieur ; avec

Jacques Barnaud, associé de la banque Worms, le pire rongeur de notre économie nationale, pour délégué général aux relations économiques franco-allemandes ; avec Pierre Laval obtenant pour son *Moniteur du Puy-de-Dôme* le monopole de l'impression des cartes postales inter-zônes, imposant aux *Wagons-Restaurants* son eau de Châteldon, et fondant avec son amie M<sup>me</sup> Pams, du légendaire « *JOB* », et M. de Ribbentrop le *consortium du papier à cigarette*.

– *TRAVAIL*, avec 70 % des peaux, des cuirs et des textiles produits par la France envoyés en Allemagne, avec la *I. G. Farben*, trust allemand, contrôlant la 800 millions de francs pour financer la vente à un consortium franco-allemand de l'entreprise *Delaunay-Belleville* qui fabrique des moteurs Diesel et des gazogènes au charbon de bois, et constituant avec la *Banque de l'Union Parisienne*, sur l'initiative de Berlin, la *Compagnie française transafricaine* ; avec la *I. G. Farben*, trust allemand, contrôlant la *holding Francolor* qui groupe toutes les sociétés françaises de produits chimiques ; avec 82 % des actions des industries françaises de ciment concédées à un groupe de sociétés allemandes. [292]

– *TRAVAIL*, avec M. Cavallier, directeur général de la *Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson*, préconisant au nom des grands usiniers les ententes industrielles avec le vainqueur : « *j'ai appris à estimer l'Allemagne durant les vingt années de collaboration que les industries métallurgiques ont poursuivies entre les deux guerres* » ; avec 85 % des véhicules à moteurs, fabriqués en France, expédiés de l'autre côté du Rhin ; avec les usines françaises d'avions passées sous la domination allemande ; avec l'outillage français affecté à la réparation des tanks allemands ; avec l'industrie lourde française équipée sur pied de guerre pour la fabrication du matériel militaire allemand ; avec la France entière transformée par le *Reich* en un arsenal dont la formidable puissance de production n'est limitée que par la magnifique résistance ouvrière.

– *TRAVAIL* à sens unique pour un unique bénéficiaire : Hitler.

– *FAMILLE*, cellule vertueuse des disciplines nationales, avec pour chef de la propagande française Paul Marion qui, à vingt ans, se préparait déjà à son apostolat en volant le portefeuille de son père agonisant, puis devint le lieutenant du moraliste Maurice Thorez, et fut initié par

le *Kommintern* au culte du foyer ; avec un autre renégat communiste, Jacques Doriot qui avant d'endosser l'uniforme allemand de mercenaire anti-bolcheviste, a dans son livre *Je suis un homme du Maréchal*, « traduit dans le langage d'un homme d'action la pensée de Pétain » et commenté avec autorité les mots d'ordre traditionnalistes du nouveau régime.

– *FAMILLE*, avec Jean Montigny qui a abandonné la sienne et se refuse à payer la pension alimentaire à laquelle le tribunal l'a condamné ; avec Gaston Bergery qui n'a jamais voulu distraire un sou des généreux honoraires des *Soviets* ou de *Ford* pour [293] nourrir son enfant, et a été poursuivi en justice sous cette prévention dégradante ; avec Jean Luchaire directeur des *Nouveaux Temps* qui a vendu sa fille, comme il s'est vendu lui-même, à Abetz, et au sujet duquel le bulletin officiel du ministère des Affaires Étrangères de Vichy en date du 21 octobre 1941, nous fournit cette information édifiante :

« La Corporation nationale de la Presse française a reçu le 16 octobre à déjeuner M. Serge Huard, secrétaire d'État à la famille. Le ministre a exposé les raisons qui militent en faveur d'une campagne dans le sens de l'esprit de famille. M. Luchaire lui a promis tout le concours de la presse de la zone occupée. »

– *FAMILLE*, avec les plus intimes collaborateurs de Jean Luchaire aux *Nouveaux Temps*, Jean Michel Renaitour et Alfred Mallet, pour lesquels Roehm est mort trop tôt ; avec Léon Bailby et ses mignons de *L'Alerte* ; avec le collègue et panégyriste du Maréchal sous la Coupole, le puriste Abel Hermant, grammairien dont la science est inépuisable sur le chapitre des inversions ; avec Bernard Fäy, assidu des bains de vapeur et des bals travestis, et fiché à la brigade des mœurs de la préfecture de police, que Pétain a fait administrateur de la Bibliothèque Nationale et que, selon le bulletin du ministère des Affaires Étrangères N° 61, il a personnellement chargé de la direction du *Musée des sociétés secrètes*, sans doute parce que le protégé du Maréchal appartient lui-même à une franc-maçonnerie d'un genre spécial.

Dans l'état-major du nouveau régime, je ne connais que l'Amiral Darlan pour n'avoir cessé de donner l'exemple de l'esprit de famille, en protégeant contre les vandales de la Sûreté toulonnaise ou parisienne les précieuses pipes et les pots d'opium de son proche parent Jean

Cocteau qui, sous son affectueux patronage, [294] paie à la *GESTAPO* en articles flatteurs sa rançon quotidienne de drogue.

– *PATRIE*, avec l'Amiral Darlan, le traître N° 2 ; avec, pour délégué général à Paris auprès des autorités d'occupation, l'espion de Brinon promu au rang d'ambassadeur de France en même temps que son complice Abetz était nommé ambassadeur d'Allemagne ; avec, pour ambassadeur à Berlin, chargé des négociations relatives à nos malheureux prisonniers de guerre, Georges Scapini, président du Comité France-Allemagne qui est ainsi devenu l'école d'application franco-allemande de la diplomatie.

– *PATRIE*, avec pour ministre de la Justice, Joseph Barthélémy, qui a été le plus diligent dans la presse française à renier notre alliée, la Tchécoslovaquie, pour l'offrir en proie à l'Allemagne et qui, à propos des mesures raciales imitées servilement de Nuremberg, écrit avec hypocrisie dans un honteux article intitulé « *La loi du Maréchal* » :

« Il faut parler sérieusement, sereinement, amicalement, fraternellement, mais aussi franchement, courageusement, du problème juif. La plupart d'entre nous ont eu des Juifs pour amis ; j'ai eu des amis de cette race et je tiens à les garder. C'est un fait, cependant, qu'ils refusent depuis des siècles de se fondre dans la communauté française. (*Montaigne n'était-il pas aussi français que les ancêtres de M. Joseph Barthélémy ?*)

Le gouvernement français n'expulse pas les juifs, poursuit le ministre de la Justice, il ne les prive pas des moyens d'existence. Il leur interdit seulement les fonctions de directeur de l'âme française ou des intérêts français ... Je suis obsédé, en disant ces choses, par les figures des grands Juifs qui sont mes collègues, confrères ou amis, comme le grand Bergson, gloire incontestable de la philosophie et de la littérature et, j'ajoute, pensant français. Le Maréchal a prévu des mesures d'exception. J'ai aussi le cœur fendu quand [295] je pense au tragique de tant de situations individuelles. La loi est cruelle. Ceux qui ont la responsabilité du pays l'ont jugée nécessaire. »

C'est ainsi que Tartuffe traduit Julius Streicher.

– *PATRIE*, avec pour commissaire général aux Affaires Juives le royaliste Xavier Vallat, fidèle champion contre nos alliés yougo-slaves des revendications de nos ennemis hongrois, qui a retranché les droits les plus essentiels à des Français de quatre siècles dont les pères ont été

tués en 1914 et qui ont été blessés et décorés en 1940 ; avec des chefs de police, militaires ou civils, promus par le désastre, qui parquent les républicains espagnols dans des camps de concentration aménagés sur le modèle de Dachau, qui envoient mourir dans le *bled* saharien, à peine revenus de la ligne Maginot, des étrangers ayant volontairement pris les armes pour la France, qui livrent à la *GESTAPO* des proscrits anti-nazis comme Hilferding et Breitscheid, et dans le même temps qu'ils confient à la justice du *Reich* Grynzspan pour qu'elle se venge, accueillent la demande de libération immédiate formée par le gouvernement allemand au profit des trois assassins du Roi Alexandre et de Barthou.

– *PATRIE*, avec pour ministre d'État Lucien Romier qui, d'après la correspondance saisie par la police, avant l'avènement du Maréchal, au siège du *Comité Franco-allemand d'information et de Documentation économiques*, était chargé par Frank Rumelin, *leader* allemand de ce comité, de retenir dans les tiroirs du *Figaro* les clairvoyants articles de Wladimir d'Ormesson, M. de Péyerimhoff remplissant au *Temps* la même mission patriotique ; avec pour thuriféraire du régime nouveau le Comte de Saint Aulaire, ancien ambassadeur, poursuivi devant le Tribunal Correctionnel comme complice d'un trop célèbre financier, qui ose écrire dans *La Revue Universelle*, succursale de *L'Action Française* : [296]

« La victoire de 1918 est plus funeste que la défaite de 1870. »

– *PATRIE*, avec pour sous-secrétaire d'État auquel sont confiées les négociations avec le *Reich*, René Benoist-Méchin, idolâtre de la force germanique, ancien secrétaire de Hearst pour les antiquités qui, devenu monsieur de compagnie de l'éditeur Bernard Grasset, profita des crises de dépression mentale de son patron pour le dépouiller ; avec Georges Bonnet, Jean Montigny, René Brunet et Lucien Lamoureux qui, protégés à Vichy par le Maréchal et par Laval à Paris, ont déjà prélevé sur l'aryanisation des affaires juives une dîme de plusieurs millions.

– *PATRIE* avec les collaborateurs de *Je suis partout*, Charles Lesca et consorts qui, arrêtés par Mandel pour menées contre la nation, ont été relâchés dès le 28 juin 1940 sur l'intervention personnelle de Pétain ; avec Robert Brasillach, prisonnier de guerre libéré par faveur, qui écrit dans son dernier livre *Notre avant-guerre* :

« Je n'oublierai jamais, je le crois, la couleur et la tristesse des yeux d'Hitler, qui sont sans doute son énigme. Ce sont des yeux d'un autre monde ...



On ne veut pas faire de romantisme. Pourtant, devant l'homme au regard lointain qui est un dieu pour son pays, comment ne pas songer que dans une aube de juin, il est descendu du ciel, tel l'archange de la mort, pour supprimer par devoir quelques uns de ses plus vieux compagnons ? »

La bande de *Je suis partout* a repris et gagné sous la protection des Allemands son procès en diffamation contre de Kerillis. C'est pour son Excellence Otto Abetz, aussi méchamment calomnié par le célèbre journaliste, une jurisprudence encourageante.

PATRIE, avec, à la tête de la Légion constituée pour défendre la révolution nationale, des cagouards comme Émile Meaux, et Joseph Darnan, arrêté après l'attentat de la Place de l'Étoile, et des monarchistes [297] comme Pierre Héricourt, rédacteur à *L'Action Française*, auteur d'un livre à la gloire du général Franco dont le *Caudillo* écrivit lui-même la préface ; avec Eugène Deloncle, chef du CSAR, devenu chef du mouvement anti-bolcheviste ; avec les hommes de main de Doriot et de Sabiani, tel Thurotte, spécialisés dans les attentats héroïques contre les synagogues, avec les équipes volantes de voleurs, de souteneurs et de nervis camouflés en partisans, qui, dans la zone appelée libre, jouent auprès des autorités préfectorales le rôle des SA et des SS dans la zone occupée.

PATRIE, avec pour confesseur du Chef de l'État et directeur de conscience de la dictature, Charles Maurras qui n'a pas manqué de saisir l'occasion de Sedan. Dans son dernier livre, dédié à la louange de Pétain, l'homme de la « *divine surprise* » et le « *bel astre des réactions* », l'auteur comblé de *Si le coup de Force est possible ?* félicite le nouveau régime d'avoir « *mis proprement en dehors non seulement de la nation et de la société, mais de la libre circulation le juif métèque Mandel, coquin prévaricateur et concussionnaire* » que sous le consulat inflexible de Clemenceau *L'Action Française* encensait avec humilité.

La plate lettre d'excuses envoyée par le Maréchal à Mandel après sa première arrestation suffit à venger le prisonnier des lâches insolences de l'éminence grise de Vichy.

Il ne suffit pas à Charles Maurras d'exciter à la répression et de préparer à la *GESTAPO* ses listes d'otages. Il s'emploie à convaincre le Maréchal de la nécessité d'une restauration monarchique. Aussi, après avoir abjuré ses erreurs et fait sa soumission à *L'Action Française* contre laquelle il animait autrefois les polémiques du *Courrier Royal*,

le Comte de Paris, prétendant au trône de France, a-t-il adressé à son bon peuple pour l'inviter à collaborer [298] à la révolution nationale un message où il célèbre « *l'homme providentiel qui a accompli un triple miracle* » et « *a remis la France dans les voies de son grand destin traditionnel* ».

La presse de Vichy et la presse parisienne, capitaliste ou socialisante, rivalisent de bassesse.

Dans *L'Effort*, fondé et dirigé par un ancien ministre du gouvernement Léon Blum, Charles Spinasse, un député socialiste, Julien Peschadour écrit :

« – L'Allemagne est la maîtresse absolue de cette partie du vieux monde qui s'appelle l'Europe ... Déjà dans les Balkans un ordre nouveau se prépare, Notre intérêt, et cela seul doit nous guider, ne nous recommande-t-il pas d'essayer d'influencer le destin ?

– L'attitude d'Hitler à l'égard de la France, *ajoute un autre député socialiste, Paul Rives*, prouve aux plus hésitants qu'il ne fut un conquérant que pour être un homme d'état et que la guerre qui lui fut déclarée a pour but dans son esprit d'établir le nouvel ordre économique et social. Cette guerre prend toute sa signification. Deux civilisations s'opposent, celle de l'or et celle du travail ... À l'heure où les événements sanctionnent nos espoirs et nos pensées, nous sommes plus que jamais prêts à servir.

La réalité, *écrit Compère-Morel, ancien administrateur général du « Populaire »*, c'est que c'est nous qui sommes entrés dans la guerre contre le Reich sous la pression maudite de l'Angleterre. Ce sont les armées françaises qui les premières ont envahi l'Allemagne, mais auparavant nous avons multiplié à l'infini les provocations envers les dirigeants allemands et italiens ... On ne violait pas nos frontières, c'est nous qui prenions toutes dispositions pour violer celles des autres. »

Poursuivi au début de la guerre en compagnie de l'anarchiste Lecoïn, Marcel Déat, est à la fois leader de *L'Œuvre* et directeur de *La France socialiste*. [299]

Il écrit :

« La guerre européenne est en train de prendre son vrai sens, celui d'une défensive commune contre le bolchevisme, celui d'une grande révolution accomplie ensemble pour réaliser l'Europe et pour construire une nouvelle civilisation ».

Quel est le Français qui lisant ces lignes ne se tiendra pas pour solidaire du geste de Colette ?

Le cagoulard Jean Boissel, emprisonné avant la guerre dirige *Le Réveil du peuple*. Les Allemands lui ayant ouvert les portes de sa geôle, Pierre Clementi dirige *Le Pays libre*.

Jacques Doriot dirige *Le Cri du Peuple* qui publiait l'autre jour ce récit de son correspondant sur le front russe :

« Le colonel Labonne, chef de la légion française contre le bolchevisme, s'avance pour accueillir le général Helm, envoyé spécial du chancelier Hitler. Les deux officiers se serrent la main, puis côte à côte ils passent devant le front des légionnaires. À un commandement, tous enlèvent leur casque. L'heure est au recueillement. Sur un petit autel de campagne dont le soleil fait ressortir la blancheur est célébrée la sainte messe.

Avant de combattre, la légion prie. Les cuivres accoutumés aux musiques martiales accompagnent les chants sacrés. Le prêtre élève l'hostie. Dieu protège les défenseurs de la civilisation chrétienne ! »

Pendant qu'une partie de l'épiscopat français se dresse contre la collaboration, que le petit clergé anime en Bretagne l'admirable résistance des paysans, et que de courageux intellectuels d'inspiration dominicaine soulèvent les consciences catholiques en répétant le mot de Saint Ambroise : « *Il n'y a rien qu'il faille préférer à l'honneur* », *La Croix*, de Paris, organe des bien pensants, publie à propos de la consécration de Lyon à Notre-Dame :

« Aucun des pèlerins n'oubliera le frémissement de [300] la foule à la pensée de voir la chaîne de nos grandeurs chrétiennes et françaises renouée, suivant le mot d'ordre du Maréchal Pétain, plus de deux siècles en arrière, avant que la coalition des philosophes, de la franc-maçonnerie et de l'Angleterre d'où sortit la révolution de 1789, ait amené notre pays à se renier lui-même. Ce qui n'avait été possible ni sous le roi issu de la révolution, Louis Philippe, qui avait renié le vœu de Louis XIII, ni sous la deuxième république en 48, l'est devenu sous le chef de l'État que la providence nous a donné pour ramener la France aux sources de la vie. »

Dans *Gringoire* le fuyard de 1914, Philippe Henriot, nous demande de dominer notre défaite pour engager l'Allemagne à dominer sa victoire, et l'agent de l'OKRANA, Raymond Recouly, dit « *Ratimir* », qui ne fut hélas « *brûlé* » que lorsque le gouvernement soviétique publia les

archives de la police tsariste, préconise avec compétence « *la collaboration dans l'honneur* » et dénonce « *les mensonges du traître de Gaulle et de la radio de Boston* ».

Henri Béraud, qui s'indigne des « "V" Gaullards que les juifs, les communistes et les francs-maçons tracent sur les murs », exhorte ses lecteurs à inscrire des "P" vengeurs, afin de symboliser l'opposition entre Pétain et victoire. L'auteur de *Faut-il réduire l'Angleterre en esclavage ?* dédie à l'Amiral Darlan, « *second sans reproche du père de la patrie* », six colonnes d'épais hommages :

« Une âme que rien n'ébranle, un esprit qui n'abandonne jamais rien de soi-même, des nerfs à toute épreuve, un cœur où la pudeur des sentiments couvre sans cesse les élans de la plus humaine bonté ... »

Adresse et courage expliquent sa prodigieuse ascension. L'Amiral m'a dit : « C'est l'Angleterre qui a été l'instigatrice du conflit, nous n'avons été qu'un jouet entre ses mains ... ».

Il ne souriait plus, j'eus soudain devant moi le visage du chef. Il me regardait [301] bien dans les yeux, je sentis sa main se durcir dans la mienne ».

*L'Illustration* qui prévient ses lecteurs qu'elle reste un journal exclusivement français a pour rédacteur en chef, un inconnu, Jacques de Lesdain, dont les articles apparaissent grossièrement traduits de l'allemand :

« L'armée allemande renonça au profit des réfugiés à des stocks de produits alimentaires tombés en sa possession. C'est dans l'assistance aux misères que se refont le atmosphères de solidarité ... Quand l'Angleterre eût pris la résolution de mettre l'Europe à feu et à sang ... Le Canal des deux mers serait un coup mortel à la marine de guerre britannique, affameuse des peuples. »

Sous le titre : « *Une conception équitable du droit* », Jacques de Lesdain exalte le droit nazi, qui impose comme premier devoir à la loi de conserver la pureté du sang et de la race, et reconnaît au juge la faculté de punir, si le code n'a pas prévu le châtement, et le pouvoir d'acquitter, alors même que la preuve du crime est rapportée.

« La justice, conclut-il, est tombée en France dans un grand discrédit. Il nous semble que nous aurions beaucoup à gagner à cette réforme.

Oui ou non, écrit-il encore, nous devons choisir entre devenir les collaborateurs de l'Allemagne ou les derniers soutiens de l'Angleterre, cause de nos malheurs. Plusieurs lecteurs de *L'Illustration* ont manifesté une certaine émotion devant la prise de position si nette qui est mienne. Je n'ai jamais varié dans mes opinions. Dès 1931, j'écrivais *La Seconde Paix*, et je regardais pourrir un régime que je méprisais. »

Dans une lettre ouverte à « *Messieurs les dirigeants Allemands* », il les loue de « leur généreuse, habile et [302] constructive politique de collaboration, de leur sincère désir d'entente et de leur modération dans la victoire ». Par contre deux hommes représentent pour Lesdain « *la puissance des égoïsmes dorés, Churchill et Roosevelt* ».

« Le typhon qui détruira l'Angleterre ramènera les États-Unis à la modestie qui leur convient. »

Quant à l'Amiral Darlan, « à *qui nous devons enfin de pouvoir regarder le Reich dans les yeux* », Lesdain le célèbre dans un article aussi vil que celui d'Henri Béraud et qu'il intitule simplement : « *Pour l'honneur du drapeau* ».

Les autres collaborateurs de *L'Illustration*, à laquelle la puissante dynastie bourgeoise des Baschet, comblée de faveurs par la République, continue à prêter son pavillon, disputent à leur rédacteur en chef la joie de lécher les bottes du vainqueur.

Léon Lubimoff, qui se prétend secrétaire général d'une association nationale d'écrivains et de journalistes russes, écrit à propos des troupes d'occupation :

« “Comme ils sont corrects !” fut le lendemain le jugement des Parisiens. On savait déjà que les Allemands avaient recueilli des réfugiés, les avaient ramenés et ravitaillés ... Le national-socialisme a humanisé l'âme du soldat et l'a remplie d'une chaleur intense et vivifiante qui est une des caractéristiques du génie d'Adolf Hitler. »

M. Robert de Beauplan chante la gloire de Fernand de Brinon et des ses protecteurs :

« Après le nom du Maréchal Pétain l'histoire inscrira celui de Pierre Laval. Elle dira que lui aussi a bien servi le pays. »

Il s'en prend par contre au coq gaulois et dans un article qui a pour titre « *L'âme française* » propose de lui tordre le cou :

« N'avons-nous pas au reste commis la maladresse de choisir comme emblème, cet animal criard, batailleur et prétentieux qui s'imagine qu'il fait lever le soleil ? L'occasion semble opportune aujourd'hui [303] où nous liquidons tant de choses de notre passé de faire disparaître ce symbole fâcheux. »

Rien n'a jamais été écrit de plus ignoble.

M. Alphonse de Chateaubriant, de plus en plus amoureux du *Führer* et de son dos en tuyau d'orgue, a fondé *La Gerbe*, « hebdomadaire de la volonté de la France », qui a pour principaux rédacteurs, Bernard Grasset, Abel Bonnard et Jean Cocteau. Président par surcroît du groupe *Collaboration*, il organise des conférences du professeur Grimm, conseiller juridique du Chancelier et vice-président de France-Allemagne, à Paris, à Versailles, à Dijon, à Besançon, à Nantes, et à Bordeaux où l'orateur allemand est reçu en grande pompe par le maire Adrien Marquet.

« Aux Versaillais, écrit « L'Illustration », au sujet de cette tournée, le professeur Grimm a pu rappeler la dernière visite qu'il leur avait faite. C'était au lendemain de l'occupation de Paris par les Allemands. Il venait voir M. Henri Haye, sénateur-maire de Versailles actuellement ambassadeur à Washington, et avec lequel il était lié par une ancienne amitié. Il avait admiré son dévouement et son courage dans ces heures dramatiques. Ensemble ils avaient évoqué bien des souvenirs : la venue de M. Henri Haye à Cologne en 1937 et le discours qu'il avait prononcé. "Il nous faut devenir amis", avait dit M. Henri Haye. Pour cela une chose avant tout est nécessaire, c'est de croire à cette amitié. Il faut en créer les bases. Il y a entre nous beaucoup plus de choses qui nous rapprochent que de choses qui nous séparent. Je suis sûr que la raison triomphera. »

*La Revue des Deux Mondes* a pour directeur André Chaumeix qui, admirateur fervent de Pétain, prêche avec Henry Bordeaux contre la Russie. *La Nouvelle Revue française* dont Jean Paulhan, son ancien directeur, et André Gide ont démissionné avec [304] éclat, est sous la coupe de Drieu La Rochelle. Alain, Jean Giono, Jacques Chardonne, Ramon Fernandez, André Thérive, Jacques Boulanger, Luc Durtain, Paul Chack, Pierre Benoit, Galtier-Boissière, Marcel Aymé, Troyat, Paul Morand, Robert Desnos, La Fourchardière, Jacques Dyssord, Maurice Bedel, Georges Suarez, Henri Jacques, Jean Louis Vaudoyer, parmi les écrivains, H.-R. Lenormand, Marcel Pagnol, Sacha Guitry,

Stève Passeur, Anouilh, Paul Demasy, Willemetz, Henri Clerc, Denys Amiel, parmi les auteurs dramatiques, se sont rués à la servitude.

Sous la présidence du ministre de l'Éducation Jérôme Carcopino, l'ineffable José Germain fait à l'*Union littéraire de Vichy* une conférence sur « *le culte des héros, de Vercingétorix à Pétain* », qui est d'autant plus applaudie que la Maréchale est dans la salle. M. Raoul Ploquin, représentant officiel de la *UFA* à Paris est nommé, par le gouvernement français, directeur responsable du Comité d'organisation de l'industrie cinématographique où l'assiste Coupan. Au micro de *Radio-Paris*, Harry Baur souhaite une chaleureuse bienvenue aux acteurs allemands engagés par une scène parisienne. Charles Dullin est embauché par A. de Chateaubriant à *La Gerbe*. Edwige Feuillère, photographiée dans les salons d'Otto Abetz par l'illustré nazi *Signal*, Serge Lifar, Alice Cocéa, Madeleine Renaud, Jean Louis Barrault, Gaby Morlay, Lucienne Boyer, Pills, Henry Garat, Georgius, Arletty, Jean Galand, Jules Berry, Albert Préjean, Viviane Romance, Germaine Lubin, René Rocher, Suzy Solidor et Mistinguette sont dans les milieux du théâtre et du cinéma, les artistes les plus empressés à flatter les Allemands.

Les metteurs en scène Leon Joannon, Christian Jacques, Maurice Gleize, Marcel Carné et le déserteur de 14, Maurice Tourneur, sont enrôlés par la *TOBIS* [305] pour « *participer aux grandioses réalisations du cinéma allemand* ».

Certains éditeurs ont droit à une mention. Tel Bernard Grasset qui convie son ami Friedrich Sieburg à « *expliquer en une conférence à ses amis parisiens ce que sera l'avenir français* », et qui écrit lui-même :

« Imaginons en effet l'absurde ... Que l'Angleterre prie gentiment les Allemands de quitter la France, et que les Allemands la quittent dans l'heure pour faire plaisir aux Anglais. Et bien, j'ose dire que le pire serait alors à redouter pour la France. Et d'abord que Pétain fût exilé. Je demande s'il est un Français pour le souhaiter. »

Tel Jacques Bernard, gérant du *Mercur de France*, qui est l'homme de confiance des nazis dans la librairie parisienne. Tel Fernand Sorlot, qui tenait une boutique de modeste apparence, Rue Servandoni, à l'enseigne pompeuse des *Nouvelles éditions latines* avant de devenir l'éditeur de *Mein Kampf* et d'entreprendre la publication d'ouvrages documentaires sur l'Allemagne et le national-socialisme, comme le livre de

Walter Darré, *Le Sang et le sol*. C'est lui qui fait aujourd'hui paraître, avec une préface de Lucien Romier, *Au service de la paysannerie*, par Pierre Caziot, ministre de l'Agriculture de Vichy.

Plon, vieille maison de bonne bourgeoisie, aussi considérée dans l'édition que la famille Baschet dans la presse, publie *Après la Défaite* de Bertrand de Jouvenel, qui s'efforçant de faire oublier à son ami Abetz, l'article par lequel il le désavoua en Juillet 1939, écrit sans pudeur :

« L'Allemagne qu'un long effort pensé par son élite, accompli par le peuple entier, avait haussée au premier rang du monde ... Hitler incarna pour nous, dès le début, la volonté d'une grande nation. »

L'imprimerie J.E.P. publie sans nom d'éditeur, [306] *Le Journal de la France* de l'exécrable et ingénieux Alfred Fabre-Luce. Par l'artifice du dialogue qu'il prête à deux personnages imaginaires, celui-ci se risque aux plus cyniques confidences :

« Après 1919, en pleine victoire nous avons voulu abolir les souverainetés nationales. Et bien, nous y voilà. Les États-Unis d'Europe sont faits. Président Hitler ... La victoire complète c'est la paix obligatoire. Je craignais pire, des années de lutte épuisante, stérile, suivies d'une fausse victoire. Tout le monde l'accorde aujourd'hui, la paix de 1916 qui nous refusait la Rhénanie, mais sauvegardait l'Autriche était préférable à la paix de 1918 ... Ce n'est que la défaite d'une certaine France, vaniteuse et légère, et la victoire d'une Allemagne qui sera transformée par cette victoire. Peut-être a-t-elle été déjà guérie par la cérémonie de Rethondes d'un certain complexe d'infériorité. »

Louis Ferdinand Céline publie *Les Beaux Draps* que *Les Nouvelles Éditions françaises* annoncent en ces termes :

« Des mesures de salut public proposées par l'écrivain qui avait tout prévu, tout prédit... On retrouvera cette énorme et terrible gaîté ... »

De quoi divertir évidemment nos quinze cents mille prisonniers rongés par la tuberculose dans les casemates allemandes.

Anatole de Monzie faut paraître *Ci-Devant*. Il se vante avec sadisme d'avoir, à la veille de Munich, agglutiné autour de lui de jour en jour les « *non-guerriers* » et trace de ses amis, « *éperdus de crainte* », un impitoyable portrait. Il se targue de ses relations avec Abetz, de sa camaraderie avec de Brinon, de ses combinaisons « *au titre de l'amitié* »



avec Lequerica et Guariglia, complimente Brasillach sur ses ouvrages, invoque Lindbergh au passage, célèbre « *l'étonnante chevalerie de Caillaux* », et « *le joli sourire de connaisseur de Ribbentrop* ». Mais après avoir en vain tenté de se justifier lui-même, il trouve des accents [307] d'une âpre violence pour flétrir « les margoulins héréditaires » dont il a favorisé l'avènement, et il donne du régime cette définition saisissante :

« N'importe qui réclame à propos de n'importe quoi, au nom des droits qu'il prétend tirer de la défaite. »

Né de la défaite. Vichy périrait de la victoire. Un gouvernement fondé sur la capitulation est obligé à collaborer non seulement par la pression du vainqueur, mais par la nécessité interne de sa propre existence, par une fatalité substantielle. « *Être ou ne pas être* ».

La politique américaine a méconnu jusqu'à ce jour les exigences de ce déterminisme implacable. En d'intermittentes velléités de résistance à la loi de l'opresseur, parfois provoquées et toujours contrôlées par celui-ci, elle a voulu voir les réactions spontanées de l'instinct national, de l'humeur naturelle à une race libre et fière, et sur des promesses mensongères et des attitudes étudiées elle a gagé une diplomatie hasardeuse.

La suprême habileté d'Hitler a été de laisser à la France et au monde de ses amis l'illusion que, sous les contraintes de l'armistice, la nation vaincue n'en gardait pas moins une part de son indépendance et de sa souveraineté.

Par ce gigantesque camouflage, cette colossale supercherie, il lui est encore permis d'utiliser dans l'univers des moyens d'action, d'information, de ravitaillement, indispensables à sa conduite de la guerre qui ne recherche pas seulement la décision des champs de bataille.

Au Portugal, en Espagne, au Canada, en Amérique du Sud, où l'éclat de la pensée française n'est pas terni par le désastre de nos armes, et partout où la fille aînée de l'Église garde ses privilèges spirituels, le *Reich* avait besoin du truchement d'une France asservie, plantant sur sa servitude le décor de l'État nouveau. [308]

Que Pétain, dont se célébrera en Avril le quatre-vingt sixième anniversaire, soit plus ou moins conscient du rôle auquel il s'est condamné, qu'il ait pressenti avec plus au moins de lucidité en Juin 1940 les

enchaînements inévitables de sa disgrâce, qu'il ait alors cédé à sa vocation du pouvoir ou aux entraînements de Laval, qu'il ait ensuite investi Darlan par fatigue, ou bien par calcul ; je regarde ceux qui l'ont choisi, et ceux qu'il a choisis et je retrouve dans son entourage les héros de ce livre consacré à la trahison.

Darlan a lui même raconté que, le 5 mai 1940, cinq jours avant l'attaque allemande, le Maréchal qui, délaissant son ambassade se tenait prêt pour la seconde quinzaine de mai, ainsi qu'il l'avait annoncé à de Monzie, était allé lui rendre visite. Et les yeux dans les yeux :

« Darlan, il faudra nous tenir épaule contre épaule. Puis-je compter sur vous ? ».

Ce n'est pas le langage d'un ambassadeur à un amiral, mais plutôt celui d'un conjuré à son complice.

Vichy, c'est un complot contre la République réussi par la défaite.

Espérer amener le Maréchal dans l'autre camp, reporter sur Pétain les mises engagées sur Weygand, ce serait, pour le gouvernement américain, renouveler, sous une autre forme l'aberration de Daladier, en septembre 1939, à l'égard de l'Italie. Le *Duce* a récompensé la France, le 10 juin 1940, de ses ménagements.

Vichy ne sera pas, ne peut pas être l'allié du gouvernement américain, parce qu'il n'appartient pas à la même patrie psychique, celle de la *Déclaration des Droits*, et il ne restera neutre que dans la limite de l'intérêt allemand, auquel il est lié par ses origines comme par ses espoirs.

Les soldats de la France libre qui combattent pour la même cause que ceux du général Mac Arthur, les ouvriers français, catholiques, socialistes ou communistes, qui mènent avec des armes de fortune une guerre sans [309] trêve contre les mitrailleuses de l'envahisseur, les équipages dont la résistance sourde protège les escadres de la revendication allemande, méritent que l'Amérique affirme nettement son choix.

Quand les bombardiers japonais s'envolent des bases indo-chinoises, quand les navires des États-Unis ou du Canada sont coulés par des torpilles fabriquées au Creusot, la présence d'un ministre de Vichy à Ottawa et d'un ambassadeur à Washington est un outrage aux alliés et aux raisons de leur alliance.

La victoire ne se marchande pas, elle se paie.

Dans ce livre, je n'engage que moi, mais tout entier. Vieil homme qui n'attend plus rien que la renaissance de sa patrie, je l'ai écrit afin que les responsables des destins des démocraties, et dans les démocraties la responsabilité est à tous les citoyens, méditent peut-être sur les fautes, les erreurs et les faiblesses auxquelles nous avons succombé, et se gardent mieux de nous imiter.

Quand les Nations Unies ayant gagné la guerre, il ne leur restera plus qu'à gagner la paix, quand la France, qui ne peut manquer au monde, redeviendra libre et souveraine, le peuple français fera justice.

Tel est mon témoignage contre les traîtres.

Paris – 1<sup>er</sup> septembre 1939. New York – 15 Février 1942

&

**Henry TORRÈS**

**VICHY CÈDE**  
●  
**LA FRANCE RÉSISTE**

*Deux allocutions prononcées à  
Montréal sur le réseau de langue  
française de Radio-Canada aux  
postes CBF et CBFY, les 9 et 10  
septembre 1941.*

---

**HOMMAGE  
DES FRANÇAIS LIBRES AU CANADA**

[2]

Henry Torrès

---

VICHY CÈDE  
•  
LA FRANCE  
RÉSISTE

*Deux allocations prononcées à Montréal sur  
le réseau de langue française de Radio-Canada  
aux postes CBF et CBFY, les 9 et 10 septembre  
1941.*

---

HOMMAGE  
DES FRANÇAIS LIBRES AU CANADA

[3]

VICHY CÈDE • LA FRANCE RÉSISTE

I

---

## VICHY CÈDE

[Retour à la table des matières](#)

Mes chers auditeurs canadiens, mes chers hôtes, mes chers amis, mes chers alliés, celui qui s'adresse ce soir à votre cœur n'est que l'humble tenant d'une grande cause : la France.

Je voudrais vous parler de vous, je ne puis que vous parler d'elle. Elle vit la plus atroce épreuve de son histoire, occupée physiquement, moralement outragée.

Les persécutions que lui inflige la barbarie savante d'un ennemi, qui est l'ennemi du genre, humain, lui sont moins douloureuses que les humiliations qu'elle subit par l'indécence de la collaboration.

Il n'est pas un Français qui n'ait ressenti comme un outrage personnel l'ignominie d'un geste tel que celui du ministre de la Justice du gouvernement de Vichy, dorénavant banni du droit universel : l'autre jour, dans sa voiture aux cocardes tricolores, celles de Valmy et de Verdun, le ministre se hâtait vers Paris pour y conférer avec les autorités allemandes en vue d'une répression commune de la résistance française. Pour la collaboration, quel symbole ? ... Darlan fournissant le ministre, Hitler le bourreau.

« *Le droit a ses époques* », a dit Pascal.

La scène récente de Versailles était encore plus infamante par l'abus de la dérision. Général nazi et Ambassadeur de France présidant ensemble le morne rassemblement des mercenaires qui vont combattre sous l'uniforme allemand !

Et la cérémonie se déroula aux accents de la Marseillaise. Ainsi la mascarade s'était intercalée dans la tragédie, mais la tragédie a vite repris ses droits.

Ces cruelles images illustrent tristement l'inexplicable erreur de ceux qui, pour avoir douté de leur pays, ont délaissé le combat sans avoir épuisé toutes les ressources [4] physiques de la France, intacte dans son empire comme dans sa flotte, sans avoir tenu sa parole et honoré sa signature, sans avoir fait front au malheur plutôt que de s'en remettre à la merci de l'assassin.

Désormais le gouvernement de Vichy, par une fatalité déjà inscrite dans l'histoire d'autres peuples, allait cesser d'être un gouvernement libre. Et un gouvernement asservi, dominé ou en tutelle ne peut plus être le gouvernement de la France.

Les personnes importent peu ; qu'elles soient Laval ou Darlan, Baudouin ou Flandin ; plus ou moins dociles, complaisantes ou complices ... Entre la collaboration et la résistance, il n'y a pas de moyen terme ni de compromis. Le temps qu'on prétend gagner, c'est l'ennemi qui le gagne et les attermoiements de la veille préparent les capitulations du lendemain.

La Syrie défendu pour l'Allemand, l'Indo-Chine livrée au Nippon, ici le sang inutile, la honte sacrilège là, telles sont, au regard du monde entier de la civilisation, les deux plus saisissantes évidences de l'abandon par Vichy de la France.

Il en est d'autres, aussi graves : l'infiltration allemande en Afrique du Nord. L'affectation de l'industrie lourde française aux besoins militaires de l'Allemagne contre les alliés. La remise aux Allemands des réfugiés politiques, la porte des prisons ouverte aux agents reconnus de la propagande ennemie, et fermée sur les adversaires irréductibles du nazisme que la *GESTAPO* dénonce à la police de Pucheu ou aux hommes de main de Doriot.

Ainsi, toutes les traditions de la France reniées et ses fastes salis. Le dos tourné à nos alliés, la main tendue à nos ennemis, et la Patrie elle-même accusée par ceux qui se targuent de la représenter d'avoir voulu, d'avoir provoqué le cataclysme que le fascisme a déchaîné sur l'univers.

Que l'on imagine le supplice de nos malheureux prisonniers, dénués de toute assistance humaine, dans les marécages du Brandebourg, quand ils apprennent que le gouvernement de la France a affirmé publiquement que la France était responsable de la guerre, et reconnu qu'avec l'Angleterre elle était coupable, le *Reich* étant innocent !

Que l'on imagine la torture des veuves ! Que l'on entende le cri déchirant des mères française, insultées dans leur sacrifice !

En tournée d'inspection, l'amiral Darlan a harangué, l'autre jour, les élèves de l'École des Cadres d'Uriage dans [5] l'Isère, institution nouvelle pour la formation des cadres nécessaires au nouveau régime :

« On me reproche, a dit l'amiral, mon attitude envers l'Angleterre, mais la collaboration implique, requiert inévitablement l'inimitié à l'égard de la Grande-Bretagne.

La collaboration avec l'Allemagne est la seule voie raisonnable ; le point le plus important est de fournir au Reich les armes dont il a besoin pour finir la guerre rapidement. La mesure dans laquelle nous y avons contribué n'est pas suffisante : nous ferons des progrès de ce côté. Par une telle action nous pourrions peut-être préserver l'intégrité morale de la nation.

Nous devons probablement céder l'Alsace-Lorraine ; sans doute la Flandre française devra être abandonnée, mais cela sera plutôt un échange qu'une cession : l'Allemagne nous offrira la Wallonie et la Suisse Romande.

Nous conserverons ainsi l'intégrité morale de notre empire. À cet égard, je suis heureux de vous dire que la commission allemande d'armistice vante nos méthodes de colonisation. L'Allemagne pense que la France mérite de conserver son empire, le Reich devant trouver des compensations abondantes dans l'exploitation des colonies anglaises. Au plus, en ce qui nous concerne, la Tunisie deviendra un condominium franco-italien et le Maroc sera partagé entre l'Allemagne, l'Espagne et la France.

Élèves de l'École des Cadres d'Uriage, a ajouté l'amiral, vous êtes pour la plupart de formation catholique. Laissez-moi vous confier que du point de vue de la politique intérieure, il n'y a pas de question religieuse ; mais nous ne voulons pas d'intervention religieuse dans les difficultés de l'État. Dans certaines régions comme en Bretagne, les prêtres mettent leur nez dans des affaires qui ne les regardent pas. Cela doit cesser. Dans nos relations avec l'Allemagne ces problèmes ne se posent pas. On parle beaucoup des persécutions religieuses en Allemagne En réalité, les prêtres avaient gêné Hitler



dans son travail. Maintenant que son but est atteint et qu'il est victorieux, il n'a plus l'intention de persécuter personne. »

Mânes de Foch et de Clemenceau, vous écoutez ? « *Nous devons probablement céder l'Alsace et la Lorraine* ». Ainsi parle, désinvolte et satisfait, le maire du palais dont son maître disait hier qu'il était investi de toute sa confiance.

Oh honte ! L'Alsace-Lorraine, Vichy, vous l'avez déjà cédée, et quoique vous puissiez encore commettre, ce sera votre plus grand crime devant l'histoire. [6]

Dès le lendemain de l'armistice, vous avez laissé l'Allemagne happer, incorporer l'Alsace-Lorraine. Vous l'avez laissée se jeter sur elle comme une proie ; abattre les statues, proscrire la parole, honorer la trahison, traquer le souvenir, s'acharner sur la foi. Vous avez laissé l'Allemagne emplir ses geôles, peupler ses camps, dresser ses échafauds. Vous l'avez laissée chasser de leur foyer cent mille Alsaciens et cent mille Lorrains, disperser les familles, séparer les enfants de leurs mères, prendre la sœur pour l'otage du frère. Hélas ! ce sont les deux provinces entières qui sont otages. Et vous, Vichy ? Avez-vous parlé ? Avez-vous agi ?

Vous n'avez rien dit, vous n'avez rien fait. Si, vous avez dit quelque chose. Vous avez dit, personne ne l'a oublié, personne ne l'oubliera, « *qu'il fallait rendre hommage à la manière dont l'Allemagne se conformait aux conditions de l'armistice, et qu'à sa bonne volonté devait répondre la vôtre.* »

M. le Maréchal, sous les ordres de qui, sergent d'infanterie, j'avais l'honneur de me battre à Verdun, et qui m'avez décoré de vos mains, je vous interroge au nom de tous mes camarades : l'application loyale de l'armistice est-ce donc le martyr de l'Alsace-Lorraine ?

Vous avez dit aussi, vous, notre ancien chef, « *le moment est venu de nous rallier à l'ordre nouveau européen, où la France doit tenir son rôle* ». L'ordre nouveau est-ce donc la plus sacrée des provinces de France immolée aux nouveaux dieux, et le rôle que vous voulez nous y faire tenir, est-ce celui de Judas ?

Vous avez dit aussi dans votre dernier message « *que l'Allemagne défendait la civilisation à la frontière de l'Est européen* ». Avant de prononcer ces paroles impies, que n'avez-vous songé à la frontière Est

de la France ? L'Alsace-Lorraine y saigne de toutes ses blessures et son sang appelle vengeance.

La France ne savait pas haïr. À la dure école du vainqueur, elle est en train d'apprendre, et son salut est dans l'excès de son malheur. Le désespoir double les forces d'un homme, il centuple les forces d'un peuple, et il n'est pas de plus atroce désespoir que celui d'une nation qui mesure plus exactement chaque jour qu'elle n'a pas été simplement vaincue, mais livrée.

Je ne parle pas en homme de parti, pas même en homme d'opinion. Je parle comme parlerait à ma place n'importe quel Français de nos villes ou de nos campagnes, de nos universités ou de nos usines, car la France est unanime et ceux qui croient encore au Maréchal ne croient plus à son gouvernement. [7]

De Lille à Bayonne et de Nice à Strasbourg, se prépare l'élan invincible d'ou jaillira la résurrection.

Rien n'est perdu quand l'honneur est sauf. Du premier jour, de la première minute, le Général de Gaulle, ses compagnons et ses soldats ont sauvé l'honneur, ranimé l'espérance, maintenu l'idéal.

Cet idéal, chers Canadiens, qui me faites l'amitié de m'entendre, c'est le vôtre, c'est celui de la Grande-Bretagne, celui des États-Unis. C'est l'idéal de la démocratie fondé sur la loi morale et sur le respect de l'homme par l'homme. C'est pour lui que tant de Canadiens sont tombés à nos côtés dans l'épopée de l'Artois dont vous avez écrit la plus belle page ; c'est pour lui que votre jeunesse héroïque franchit aujourd'hui la mer à la rencontre de la bête malfaisante qu'abattra bientôt le fraternel effort des hommes libres.

[7]

VICHY CÈDE • LA FRANCE RÉSISTE

## II

---

# LA FRANCE RÉSISTE

[Retour à la table des matières](#)

Une défaite qu'on n'accepte pas, c'est déjà le commencement d'une victoire. La victoire de la France est en chemin. Sur les champs de bataille et sur les mers, les soldats et les marins dont le Général Charles de Gaulle est le chef combattant aux côtés des alliés. À l'intérieur du pays, le peuple entier résiste de toutes ses forces, défend ce qui compose l'âme de la France et ne laisse plus à la *Gestapo* un moment de répit. Les grands écrivains, qui sont la fierté des lettres françaises, se refusent à des concessions qui ne peuvent être que des compromissions. Seuls, le pornographe professionnel Victor Margueritte, le mégalomane hypochondriaque Henri Béraud, le fasciste Drieu la Rochelle et l'ancien communiste Luc Durtain ont répondu aux avances des nazis. Cela compte peu. Mauriac, Claudel, Louis Gillet, André Rousseaux ; aux États-Unis, Jacques Maritain et Jules Romains, Bernanos au Brésil ; Gide, Roger Martin du Gard, Georges Duhamel, Paul Valéry restent fidèles à l'esprit de la France, La page littéraire du *Figaro* du samedi, sous la vaillante direction de Pierre Brisson, leur a fourni souvent des moyens d'expression dont ils sont cruellement dépourvus.

Si les Allemands n'ont pas brûlé les livres de la Bibliothèque Nationale, ils se sont emparés de son administrateur, [8] le fin et délicat Julien Cain, et, après l'avoir détenu pendant plusieurs mois à la prison de Cherche-Midi, ils l'ont expédié dans un camp de représailles.

L'université catholique ou laïque, tient comme un bloc. Le professeur Roussy, qui était recteur de l'Université de Paris, le professeur Dupuis, ancien directeur de l'École Normale Supérieure, le professeur Georges Dumas, un des sommets de la pensée, ont pris en des circonstances difficiles des positions courageuses. Le professeur Rivet, directeur du Musée de l'Homme, aujourd'hui en Colombie, a édité en plein Paris, au cours de l'hiver et du printemps derniers, des tracts clandestins qui resteront comme les documents de l'honneur français pendant la guerre.

Avec le même courage, des professeurs catholiques ont publié une brochure réfutant *Le Mythe du Vingtième Siècle* du nazi Rosenberg et les élucubrations délirantes de son néo-paganisme. Clandestinement, car la parole sacrée est prohibée par la France officielle, ils ont aussi publié l'encyclique contre le racisme de Pie XI.

C'est le Cardinal Gerlier archevêque de Lyon, primat des Gaules, qui anime cette résistance spirituelle. L'archevêque de Toulouse écrivait en janvier :

« L'avenir de l'esprit chrétien est en danger en ce moment, pour des siècles peut-être. Beaucoup de catholiques et de prêtres semblent ne pas en avoir conscience. J'ai saisi l'occasion de les alerter et de les admonester "ex-cathedra". Il ne faut pas que la dignité de l'homme et les droits que lui a accordés son créateur, la dignité du travail qui n'est pas un article de marchandage, la dignité de la famille qui n'est pas seulement un élevage d'enfants, la dignité de la patrie formée par Dieu, mais non créée pour l'idolâtrie, disparaissent de la France. »

Le même point de vue est de plus en plus reconnu par les éléments catholiques militants qui ont constitué des organisations de jeunes dont les réunions sont secrètes. Les pasteurs de l'église protestante réagissent avec la même force contre les tentatives de pénétration de l'âme française par la pensée germanique. Il y a quelques semaines, dans un temple calviniste de Nice, un pasteur, renommé pour son éloquence, flétrissait le racisme avec les accents d'indignation qu'il inspire à tout homme de cœur et de foi.

Les étudiants catholiques de Lyon ont manifesté devant le consulat américain en acclamant le Président Roosevelt, et ont fait circuler dans toute la région du Sud-Est une pétition en son honneur. À la présentation d'un film, allemand [9] d'inspiration ordurière, ils ont déclenché

dans la salle du cinéma une manifestation si imposante qu'ils sont parvenus à obtenir le retrait du film.

La revue *Temps Nouveaux* qui a pris la suite de *Temps Présents* et qui interprète, dans la vie religieuse, les tendances dominicaines, a pris une attitude si vigoureuse que son directeur, Stanislas Fumet, s'est vu exposé à la lâche et grossière agression d'Henri Béraud, le dénonçant aux représailles.

*Temps Nouveaux* avait été suspendu deux fois. La première, pour avoir publié cette simple phrase : « *La collaboration donne des résultats déjà visible : nous avons la carte postale à trois lignes ; désormais nous en aurons sept.* » La seconde, pour avoir critiqué dans sa rubrique cinématographique le film nazi qui avait provoqué la manifestation des étudiants catholiques. *Temps Nouveaux*, ces jours derniers, vient d'être suspendu définitivement.

Les Jésuites ne sont pas en retard sur les Dominicains, Le Père Dillard a prêché à Vichy, en l'église Saint-Louis, contre les forces spirituelles de la collaboration qui a été condamnée par un congrès d'anciens combattants jésuites réuni à Lyon.

Une grande force morale française, le Barreau, est intacte par l'esprit. Le bâtonnier des avocats de Paris, Jacques Charpentier, défend avec flamme la liberté d'expression, orgueil de la tradition nationale.

Les partis politiques ont été dissous, mais leurs militants n'en ont pas moins repris leurs contacts, non pas pour une stérile agitation politique qui serait hors de temps et de propos, mais pour organiser la résistance, fussent-ils comme Dormoy payer de leur vie.

De courageux journaux s'associent à leur initiative. *Le Lorrain*, organe hebdomadaire des Alsaciens-Lorrains en France non occupée ; *La Libération*, journal clandestin du Midi qui publie de longues correspondances d'Alsace, à la honte d'un gouvernement muet, *le Pantagruel*, journal anti-collaborationniste, publié clandestinement à Paris ; *La Liberté*, journal démocratique, édité clandestinement dans la zone non occupée.

Champetier de Ribes, député, ancien ministre, aussi populaire dans les milieux catholiques que parmi les anciens combattants, a pris la tête d'un groupement de démocrates catholiques qui combat à découvert la collaboration et le gouvernement qui s'y prête. [10]

L'intègre Louis Marin, député de Meurthe-et-Moselle, en qui revit le souvenir de Paul Deroulède comme celui de Raymond Poincaré, est un des « résistants » les plus énergiques.

Jean Lebas, ancien ministre et député socialiste du Nord, a dans son département tenu tête avec une telle vigueur à l'occupation qu'il a été arrêté en juin dernier en même temps que son fils. On n'a plus entendu parler d'eux.

Léonce Corabe, correspondant du *Journal de Strasbourg*, a été envoyé dans un camp de concentration en Allemagne pour avoir publiquement protesté contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

Un des hommes les plus représentatifs du génie humain la France, Édouard Herriot, Président de la Chambre Députés, a affronté, il y a quelques jours, toutes les représailles en adressant un magnifique article aux revues anglaises et américaines.

Dans cet article, Herriot exprime noblement son admiration « *aujourd'hui plus vive que jamais* », souligne-t-il, à l'Angleterre et aux États-Unis.

Écoutez ces quelques phrases d'Herriot. Elles parlent au cœur de tous :

« J'ai trouvé rassemblées dans le Président Roosevelt, toutes les qualités qui donnent à l'homme sa vraie noblesse. [...] Le peuple anglais est quand il le veut invincible, lorsqu'il se laisse guider par l'amour de la Patrie et le souffle de la liberté ... La France et la Grande-Bretagne sont deux nations complémentaires destinées à défendre en commun la liberté humaine, la personnalité humaine, le droit humain ... »

Dans les milieux ouvriers, dans les organisations de travailleurs, la résistance est unanime, résolue, fervente.

Le syndicat des travailleurs chrétiens, qui en est un des centres les plus ardents, collabore dans un esprit de fraternité sans réserve avec la Confédération Générale du Travail dont l'activité a survécu à la dissolution. Ils organisent ensemble des subdivisions souterraines à travers toute la France.

Ensemble, cégétistes et catholiques ont signé le manifeste des Douze, exprimant la protestation commune de tous les représentants des travailleurs.

Trois secrétaires de syndicats de mineurs, Dumoulin, Vigne et Kléber Legeay, vétérans du défaitisme domestiqués [11] dans les anti-chambres de Vichy, avaient fondé un journal ouvrier collaborationniste, *L'Atelier*. Ils ont été exclus à l'unanimité par la Fédération des Mineurs comme par les syndicats du Nord, du Tarn et du Gard auxquels ils appartenaient.

Aucun ouvrier imprimeur catholique n'a accepté de travailler pour *L'Atelier* qui a été mis au ban de la classe ouvrière française.

Mais plus que sur les partis, plus que sur les syndicats, plus que sur les associations, le peuple de France compte sur lui-même. Spontanément, dans chaque ville, dans chaque bourg, dans chaque hameau, se tissent, les fils d'une organisation secrète dont peu à peu le réseau s'étend sur tout le territoire. L'action directe gagne du terrain parce qu'il ne suffit pas de lutter contre l'ennemi nazi par l'esprit et par le cœur.

C'est dans les départements du Nord et du Pas de Calais, dans ceux de la Bretagne et de la Normandie, pliés sous la loi du vainqueur, que la résistance est la plus vigoureuse. Contre l'occupation une lutte implacable s'y mène. À Lille, à Dunkerque, à Calais, à Saint-Malo, à Brest, à Saint-Nazaire, quand la *Royal Air Force*, la plus héroïque légion du monde, vient bombarder les bases d'invasion, la population arbore des « V » enthousiastes, agite des mouchoirs en signe de joie et de triomphe.

Le 11 avril, fête de Sainte Jeanne d'Arc, cent mille Parisiens, assemblée sur la Place de l'Opéra, chantaient la *Marseillaise*. À Nantes, la foule décorait les tombes des soldats anglais. Sur la Côte d'Azur, le drapeau tricolore flottait avec l'*Union Jack*, à Bordeaux, le peuple conspuait le maire Marquet qui est avec Déat et Laval l'un des plus cyniques agents de la collaboration.

Le mouvement est irrésistible. C'est en vain que la *Gestapo* d'Himmler et la police de Darlan conjuguent leurs efforts. En vain par dizaines de mille jettent-ils en cellules les patriotes coupables, selon le mot du Général de Gaulle, de « délit d'espérance », en vain les guillotines s'élèvent, en vain crépite le feu sinistre des pelotons d'exécution ...

Les héros obscurs, les martyrs anonymes se lèvent des profondeurs de la nation. La France entière est debout. Elle se répète à elle-même les deux vers admirables du plus tendre de ses poètes :

« L'amour de la patrie est le, premier amour  
Et le dernier amour après l'amour de Dieu. »

*FIN*